

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

L'HYGIÈNE ET LA SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

DANS LA LÉGISLATION FRANÇAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le vendredi 20 février 1903, à 2 heures

PAR

ALBERT DULLIN

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE LYON

LAURÉAT DES CONCOURS DE LA FACULTÉ DE DROIT

« La solidarité sanitaire est le gage et le prélude de cette solidarité plus haute et plus simple qui doit rassembler dans un effort commun contre la maladie, contre la misère et contre l'ignorance, les citoyens d'un même pays pour ne pas dire du monde entier. »

PAUL STRAUSS

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1903

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER (E.), O. ✱, C. ✱, I. ✱, Doyen, professeur de Droit civil, correspondant de l'Institut.

MABIRE, ✱, I. ✱, professeur honoraire.

GARRAUD, I. ✱, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ✱, professeur de Droit romain.

FLURER, I. ✱, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

THALLER, I. ✱, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. ✱, professeur honoraire.

COHENDY, ✱, I. ✱, professeur de Droit commercial.

PIC, I. ✱, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), A. ✱, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. ✱, professeur d'Histoire du Droit.

BOUVIER, A. ✱, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, A. ✱, professeur d'Histoire du Droit public.

JOSSERAND, A. ✱, agrégé (Droit privé et Droit criminel).

BROUILHET, A. ✱, agrégé (Sciences économiques).

HUVELIN, agrégé (Histoire du Droit).

LÉVY (Emmanuel), agrégé (Droit privé et Droit criminel).

GONNARD (René), agrégé (Sciences économiques).

CAILLEMER (Robert), chargé de cours (Histoire du Droit).

BECQ (J.), I. ✱, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

Président : M. PIC, professeur de législation industrielle.

Suffragants : { MM. BROUILHET, } *agregés*
 GONNARD, }

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

L'HYGIÈNE ET LA SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

DANS LA LÉGISLATION FRANÇAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le vendredi 20 février 1903, à 2 heures

PAR

ALBERT DULLIN

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE LYON

LAURÉAT DES CONCOURS DE LA FACULTÉ DE DROIT

« La solidarité sanitaire est le gage et le prélude de cette solidarité plus haute et plus simple qui doit rassembler dans un effort commun contre la maladie, contre la misère et contre l'ignorance, les citoyens d'un même pays pour ne pas dire du monde entier. »

PAUL STRAUSS

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1903





Digitized by the Internet Archive
in 2026

A MA MÈRE

A MON PÈRE

BIBLIOGRAPHIE

CODES ANNOTÉS. RECUEIL DE JURISPRUDENCE. RÉPERTOIRES.

- Dalloz.** — Codes annotés.
— Code des lois administratives.
— Supplément au Répertoire.
— Recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine.
Fuzier Hermann. — Répertoire du Droit français.
Pandectes françaises. — Répertoire.
Sirey. — Codes annotés.
— Recueil de jurisprudence.

ANNALES. ANNUIAIRES. BULLETINS PÉRIODIQUES. JOURNAUX. REVUES.

- Annales des mines.*
— *de législation étrangère.*
— *d'hygiène publique.*
Annuaire de la Législation du travail (publié par l'Office du travail de Belgique).
Bulletin des Lois.
Bulletin de l'Association des Industriels de France contre les accidents du travail.
Bulletin de Législation comparée.
Bulletin de l'Office du travail.
Bulletin de l'Office international du travail (publié depuis 1902).
Bulletin de la Société d'anthropologie de Lyon.
Bulletin de la Société de médecine publique et d'hygiène professionnelle depuis 1875.
Le Droit industriel (périod.).
L'Economiste Français (périod.).

- Encyclopédie d'hygiène et de Médecine publique* (T. VI. Etude de M. Layet).
- Echo des Mines et de la Métallurgie.*
- Enquête sur les conditions du travail à l'étranger.*
- Enquête décennale de 1892* (Statistique agricole de France. Paris 1897).
- Hygiène et sécurité des travailleurs* (Publication de l'Off. du travail, 1895).
- Journal des Economistes.*
- Journal Officiel.*
- Lois nouvelles.*
- Le Monde moderne.*
- Musée Social.*
- Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale* (Pic et Godart).
- Rapports du jury international* (Exposition de Paris, 1900. Sécurité des ateliers. Paris, 1901).
- Recueil des travaux du comité consultatif de l'Hygiène publique de France et des actes officiels de l'Administration sanitaire depuis l'année 1870.*
- Revue d'administration.*
- Revue blanche.*
- Revue d'hygiène et de police sanitaire.*
- Revue de jurisprudence ouvrière.*
- Revue de la législation ouvrière.*
- Revue de la législation des mines.*
- Revue de Paris.*
- Revue politique et parlementaire.*
- Revue d'économie politique.*
- Revue critique de législation et de jurisprudence.*
- Réforme sociale.*
- Sociale Praxis.*

OUVRAGES CONSULTÉS.

- Aguillon.** — Législation des mines.
- Arnould.** — Nouveaux éléments d'hygiène.
- André et Guibourg.** — Code ouvrier.
- Barré (L.-A. et P.).** — Manuel du génie sanitaire (2 vol.).
- Berthélemy.** — Traité élémentaire de droit administratif.
- Bellom.** — La loi industrielle allemande.
- La responsabilité en matière d'accidents du travail (1902).
- Bernard (François).** — L'agriculture et la population, 1888.

- Birnel.** — Les établissements insalubres.
- Bouquet.** — Du travail des enfants dans l'industrie.
- Bourgnier.** — La nouvelle réglementation de la journée du travail.
- Bouvier (Emile).** — Cours de législation financière (non édité 1901).
- Brémond.** — Précis d'hygiène industrielle.
- Brunon.** — Etude sur la législation des mines et les projets de réforme.
- Cellier (du).** — Histoire des classes laborieuses en France.
- César Caire.** — La législation sur le travail des femmes et des enfants.
- Chevallier.** — Les salaires au XIX^e siècle.
- Cohendy.** — *Recueil des lois industrielles et législation comparée*, 1902.
- Colmart.** — De l'inspection du travail en France.
- Comte (Auguste).** — Cours de philosophie positive.
- Convert.** — L'industrie agricole, 1901.
- Daresté de la Chavanne.** — Histoire des classes agricoles en France.
- Delisle (Léopold).** — Histoire de la condition de l'agriculture et de la classe rurale en Normandie au moyen-âge.
- Deschanel (Paul).** — La question sociale.
- Domat.** — Les lois civiles dans leur ordre naturel.
- Dubarbe.** — Les projets de réglementation générale de l'hygiène, 1899.
- Duclaux.** — Hygiène sociale, 1902.
- Duput et Gaillard.** — Code annoté de la réglementation du travail dans l'industrie, 1897.
- Dumont (Ars.).** — Infécondité des diverses populations industrielles, 1900.
— Natalité et démocratie.
- Durau de la Malle.** — Economie politique des Romains.
- Engelmann.** — Le repos du dimanche dans l'industrie.
- Fabre (D^r).** — Effets du travail souterrain sur la santé des ouvriers, 1878.
- Fillassier.** — De la détermination des pouvoirs publics en matière d'hygiène.
- Fonssagrive.** — La maison et l'hygiène.
- Foville (de).** — Enquête sur les conditions de l'habitation en France.
- Francotte.** — L'industrie de la Grèce ancienne.
- de Freycinet.** — Traité d'assainissement industriel.
- Féraud Giraud.** — Code des mines et des mineurs.
- Gaillard.** — La législation des mines.
- Gautheron (Emile).** — Le logement de l'ouvrier.
- Gide (Charles).** — Traité d'économie politique.
— Poisons industriels, Paris, 1902.

- Gonnard (René).** — La dépopulation en France.
— Les corporations d'artisans sous la République romaine.
- Guiraud.** — La main-d'œuvre industrielle dans l'ancienne Grèce, Paris, 1900.
- Guiraud et Lacour Gayet.** — Histoire des Romains.
- Hauriou.** — Droit administratif et droit public général.
- Jouarre.** — Des pouvoirs de l'autorité municipale en matière d'hygiène et de salubrité, 1899.
- Jaurès.** — Etudes sociales, 1902.
- Jay (Raoul).** — Commentaire de la loi du 19 mai 1874.
— L'évolution du régime légal du travail.
- Jourdan (Gustave).** — Hygiène publique.
— Pouvoirs des maires en matière de salubrité des habitations, 1890.
- Lacassagne.** — Précis d'hygiène privée et sociale.
- Layet.** — Hygiène industrielle.
— Hygiène et maladies des paysans.
- Lagrésille.** — Commentaire de la loi du 2 novembre 1892.
- D^r Langlois.** — Hygiène publique et privée.
- D^r Lédé.** — Mortalité des enfants du premier âge, 1896.
- Leroy-Beaulieu.** — Traité d'économie politique.
- Levasseur.** — L'ouvrier américain.
— Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France.
— Histoire des classes laborieuses en France.
- Levieux.** — Que faut-il penser de nos institutions d'hygiène publique et privée ?
- Le Marois.** — Ateliers insalubres et dangereux.
- Martin.** — Administration sanitaire à l'étranger et en France.
- Mesnard.** — Commentaire de la loi du 2 novembre 1892.
- Molinari (de).** — Les lois naturelles.
- D^r Mongin.** — Le risque professionnel dans les maladies et les accidents du travail au point de vue de l'hygiène général et de la médecine judiciaire.
- Napias (Henri).** — Manuel d'hygiène industrielle.
— Sortie prématurée des accouchées (*Bull. de la Soc. de méd. publique*, 1889).
- Nivard.** — Organisation et pouvoirs de l'administration sanitaire en France et en Angleterre, 1898.
- Ollivier.** — Etudes d'hygiène publique, 1886 à 1888.
- Parenty.** — Les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, 1901.
- Palmberg.** — Traité d'hygiène publique traduit du suédois par Hancon.

- Peschaud.** — De l'intervention de l'Etat en matière d'hygiène publique, 1898.
- Pelloutier (F. et M.).** — La vie ouvrière en France.
- Pic (Paul).** — Traité élémentaire de législation industrielle. Les lois ouvrières, 1902 et 1903.
- Picot (Georges).** — Un devoir social et les logements ouvriers, Paris, 1885.
- Poincarré.** — Traité d'hygiène industrielle.
- Proust.** — Traité d'hygiène publique et privée.
— L'orientation nouvelle de la politique sanitaire.
- Putzeys (F. et P.).** — L'hygiène dans la construction des habitations privées, 1885.
- Raffalovich.** — Le logement de l'ouvrier et du pauvre.
- Renaud et Maulde.** — *Répertoire général d'administration municipale.*
- Retail (Georges).** — Les caisses de secours et la retraite des ouvriers mineurs.
- Richard.** — Législation des mines.
- Rist (Charles).** — La réglementation légale de la journée du travail de l'ouvrier.
- Roux.** — Le travail dans les prisons, 1902.
- Razous.** — Eléments d'hygiène et de chimie industrielles.
- Sauvage.** — Le travail et l'industrie de la construction.
- Sagnier.** — La réglementation du travail en Belgique.
- Sarraute.** — La limitation légale de la durée du travail en Allemagne.
- Sourdat.** — De la responsabilité civile et de l'action en dommages et intérêts, 1902.
- Strauss (Paul).** — La santé publique et l'Etat.
- Strauss et Filassier.** — Loi sur la protection de la santé publique, 1902.
- Stuart Mill.** — De la liberté.
- Thiroun.** — La protection légale des femmes enceintes et accouchées dans la classe ouvrière.
- Villermé.** — Tableau physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de soie, de laine et de coton, 1840.
- Wallon.** — Histoire de l'esclavage dans l'antiquité.
- Waddington.** — Edit de Dioclétien établissant le maximum dans l'empire romain.
- Waltzing.** — Etude sur les corporations professionnelles chez les Romains depuis leur origine jusqu'à l'empire d'Occident.
-

L'HYGIÈNE ET LA SÉCURITÉ

DES TRAVAILLEURS

DANS LA LÉGISLATION FRANÇAISE

PROLÉGOMÈNES

Nombreux sont les travaux auxquels donnent lieu tous les jours les progrès faits par notre législation industrielle. On étudie les réformes réalisées par la réglementation administrative de l'industrie et par les lois ouvrières. Beaucoup de traités, beaucoup de monographies ont été publiés déjà sur les garanties hygiéniques dont le travailleur moderne a besoin d'être entouré. Cependant ces ouvrages ne sont jamais complets, ils vieillissent très vite, parce que les problèmes soulevés par ces questions donnent constamment lieu à des modifications des règlements. Cette absence d'étude complète, s'explique du reste facilement : les pouvoirs publics ne se sont pas toujours intéressés aux classes laborieuses. Dans notre ancien droit, sous le régime de la petite industrie, les artisans passaient inaperçus ou tout au moins ils attiraient peu l'attention. Le développement de la grande industrie devait, au contraire, inviter le gouvernement à prendre une part plus active dans l'élaboration des projets de loi et des règlements destinés à protéger

les ouvriers de toutes les conditions. C'est pourquoi la législation est encore incomplète.

L'hygiène a donc un domaine très étendu aujourd'hui : son but étant de déterminer exactement l'usage des choses, usage qui doit être dirigé selon nos besoins vers la conservation de l'existence et de la santé, on a depuis longtemps compris l'importance des règles enseignées par les médecins et les hygiénistes. On les a étudiées séparément, il est vrai, en commettant souvent l'erreur de croire qu'il pouvait exister, indépendantes les unes des autres, une hygiène publique, une hygiène privée, une hygiène rurale, une hygiène des armées, une hygiène navale, une hygiène scolaire. Nous nous proposons à notre tour de présenter une étude générale sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans la législation française. Mais nous tenons à déclarer nettement que tous les principes exposés ou mis en pratique concourent au même résultat, au même but à atteindre : il n'y a pas deux ni plusieurs hygiènes ; il y a l'*hygiène* : c'est « une partie de la médecine qui traite des règles à suivre pour le choix des moyens propres à entretenir l'action normale des organes dans les différents âges, les différentes constitutions, les différentes conditions de la vie et les différentes professions » (1).

Nous rappellerons les mesures déjà prises à différents points de vue et les résultats acquis, puis nous parlerons des prescriptions d'hygiène industrielle.

Hygiène publique. — On comprend sous ce nom l'ensemble des connaissances qui peuvent assurer la santé des populations considérées en masse. La vie sociale n'a pas toujours été aussi complexe qu'elle l'est aujourd'hui ; les

(1) Nysten, *Dictionnaire de médecine*.

industries étaient autrefois moins diverses et les populations moins denses : de nos jours, au contraire, la grande industrie attire à elle une quantité plus considérable de vies humaines ; autour de l'usine des agglomérations se forment rapidement et dans des grandes villes de nombreuses causes malsaines sont toujours prêtes à donner une extension extraordinaire aux épidémies ou aux maladies infectieuses. La médecine préventive doit alors guider le gouvernement dans son intervention : car toutes les questions qui ont pour objet la santé publique prennent rang parmi les intérêts les plus sérieux dont puisse s'occuper l'Etat.

On ne comprendrait pas en effet un Etat qui se désintéresserait des questions de climatologie, de celles relatives aux subsistances et aux approvisionnements, aux établissements réputés dangereux, insalubres ou incommodes, aux professions à la technologie agricole et industrielle, aux épidémies, épizooties et maladies contagieuses, à l'assistance publique, enfin à toutes les questions de statistique médicale et de législation sanitaire.

Hygiène privée. — Il existe entre l'hygiène privée et l'hygiène publique une solidarité étroite : c'est surtout à l'hygiène privée que l'on doit faire appel si l'on veut que les mesures et les règlements pris par l'autorité publique aient un heureux résultat.

Le Dr Langlois (*Traité d'hygiène publique et privée*), insiste sur la nécessité de développer l'hygiène privée, souvent trop méconnue. Pour arriver à une bonne hygiène individuelle il faut encourager chez les individus, dans les familles, des habitudes de propreté corporelle : ces soins ont une grande importance sur la santé de l'individu. Combien de personnes ne peuvent pas conserver une

bonne dentition parce qu'elles ne s'imposent pas les soins nécessaires? combien d'autres prennent trop rarement des bains? Ce n'est pas seulement par ignorance que l'on néglige les soins de propreté les plus indispensables : les établissements de bains sont construits en trop petit nombre : les hygiénistes demandent aux pouvoirs publics d'intervenir rigoureusement pour augmenter le nombre des installations particulières trop rares, et en tout cas pour créer des établissements de bains publics à la portée de la majorité des habitants.

Les logements sont souvent insuffisants aussi ; les appartements, les chambres occupés par les ouvriers mal éclairés, mal aérés et malsains. On voit trop fréquemment des familles entières entassées dans une pièce unique : dans ces milieux, la santé morale sombre avec la santé physique parce qu'il y règne évidemment une trop grande promiscuité.

Le vêtement, l'alimentation sont aussi des points sur lesquels on ne saurait trop appeler l'attention du législateur.

Hygiène rurale. — Les hygiénistes ont beaucoup à faire dans les contrées agricoles ; chaque jour on peut en se rendant à la campagne observer, non sans étonnement, le peu de sécurité, le peu de salubrité offert aux paysans par la plupart des habitations rurales ; elles sont souvent mal distribuées, mal closes : dans certaines contrées, on ne trouve que des refuges sales et malsains.

A ce point de vue, nous avons pu par nous-mêmes faire souvent de bien curieuses et bien intéressantes observations : en 1896, en effet, au moment où nous accomplissions notre service militaire dans la Drôme à Valence, il fut décidé que le 6^e régiment d'artillerie auquel nous ap-

partenions prendrait part aux grandes manœuvres de corps d'armée.

Comme elles devaient avoir lieu dans les Vosges, nous avons quitté notre ville de garnison le 22 août et nous devons rentrer au quartier le 8 octobre suivant : les manœuvres proprement dites ne devaient durer que peu de jours, mais nous avons à compter avec la distance qui séparait Valence de Mirecourt, ville près de laquelle devait avoir lieu une importante revue de 110.000 hommes.

Nous dûmes ainsi parcourir une distance de plus de mille kilomètres (aller et retour) le tout par étape, les troupes étaient peu souvent logées chez l'habitant : pour leur compte, les artilleurs furent toujours cantonnés. L'importance du matériel qu'ils transportaient, le nombre des chevaux ne permettaient pas de l'être dans des centres urbains : nous devons toujours nous arrêter au milieu d'une agglomération rurale ou à la porte d'un village. Nous avons successivement parcouru treize départements, la Drôme, l'Ardèche, le Rhône, la Saône-et-Loire, la Côte-d'Or, la Haute-Marne, la Meurthe-et-Moselle, les Vosges, le Haut-Rhin, la Haute-Savoie, le Doubs, l'Ain et l'Isère ; nous avons pu faire partout les mêmes remarques, partout des populations riches ou tout au moins aisées, mais pas le moindre souci de l'hygiène.

Souvent, à la porte de la maison d'exploitation sont accumulés les fumiers jusqu'au moment de leur transport dans les champs : les fosses d'aisance, lorsqu'elles existent, ne sont point à des distances suffisantes des puits, réservoirs d'eau ou des citernes. On peut se demander, à juste titre, comment devant une telle imprévoyance on pourrait arrêter les ravages causés par certaines épidémies. L'insouciance des populations rurales est grande : les commis-

sions d'hygiène ont souvent à lutter avec elles. A la campagne, il est vrai, l'agriculteur a le grand air pour lui ; il n'est jamais enfermé toute la journée dans un atelier trop exigü : il compte sur la nature elle-même dans laquelle il voit sa meilleure sauvegarde. Mais il ne faut ici rien exagérer : cette confiance va trop loin dès qu'elle fait perdre de vue des précautions que la science nous montre tous les jours de plus en plus indispensables ; il faut éviter à tout prix que l'individu ne soit un jour victime d'une coupable imprévoyance ; aussi l'Etat est-il intervenu sagement pour forcer la main à ceux qui ne savent pas ou qui ne veulent pas comprendre.

La protection efficace de la santé publique a exigé une réorganisation complète de l'administration sanitaire ; des mesures énergiques ont été prises par la loi du 15 et 19 février 1902 pour prévenir ou faire cesser les maladies transmissibles, pour assurer la salubrité des maisons et de leurs dépendances, celle des voies privées et en général de toute agglomération. La législation nouvelle, qui vient d'entrer en vigueur un an seulement après sa promulgation, produira donc les effets les plus heureux au point de vue dans l'hygiène rurale ; il est vraiment extraordinaire de songer que sur six millions d'habitations rurales soumises à l'impôt, il y a en France près de trois millions et demi de cabanes avec une porte, une ou deux fenêtres et quelquefois sans fenêtres.

Hygiène des armées. — Depuis longtemps l'Etat s'est aussi inquiété de la santé et de l'hygiène des soldats : l'état de paix armée dans lequel nous vivons sans malheureusement pouvoir prévoir sa fin prochaine oblige, en effet, les gouvernements des différents pays à maintenir constamment sur des points déterminés des masses d'hommes con-

sidérables dont l'agglomération présente de grands dangers. Des mesures sérieuses sont prises. Chaque année, nous voyons fonctionner les conseils de révision chargés d'examiner la valeur physique des hommes de chaque classe appelée après la formalité du tirage au sort : ils vérifient la taille, le poids de l'homme, la vigueur de sa constitution ; on isole avec soin les malades et les jeunes gens affaiblis ; un nouvel examen médical a encore lieu au moment de l'incorporation définitive : on exempté ainsi tous les individus impropres au service et l'on réforme même ceux que les fatigues excessives ont pu sérieusement éprouver.

Grâce à ces précautions scrupuleusement observées on est arrivé actuellement à maintenir les hommes sous les drapeaux avec une mortalité assez faible, puisqu'elle ne dépasse pas 2,25 0/0. Depuis de nombreuses années les gouvernements se montrent pleins de sollicitude pour l'hygiène et la sécurité de leurs soldats : les statistiques relevées au ministère de la guerre montrent que depuis vingt ans en France on a obtenu de très heureux résultats et la mortalité générale de l'armée n'a jamais cessé de décroître. On peut s'en rendre compte facilement par le tableau ci-après indiquant pour les années 1881 à 1897, la proportion des morts pour 1.000 hommes d'effectif (Algérie et Tunisie comprises).

Année 1881	11,28	p. 1000	Année 1890	6,66	p. 1000
» 1882	9,45	»	» 1891	7,55	»
» 1883	7,05	»	» 1892	6,24	»
» 1884	6,68	»	» 1893	6,19	»
» 1885	6,98	»	» 1894	6,26	»
» 1886	6,90	»	» 1895	6,86	»
» 1887	6,75	»	» 1896	5,24	»
» 1888	6,19	»	» 1897	5,23	»
» 1889	6,19	»			

De nos jours, en effet, l'hygiène militaire a fait des progrès immenses : l'exemple du fantassin ne peut laisser aucun doute à ce sujet. Son entretien ne coûte pas un franc par jour à l'Etat, et cependant avec cette faible somme, il est logé dans des casernes construites suivant les procédés et les découvertes les plus récents, où toutes les prescriptions de l'hygiène sont scrupuleusement observées. Le militaire couche seul dans un lit pourvu d'un sommier, d'un matelas et de draps qui sont périodiquement changés. Son linge de corps, ses habits sont bons et soigneusement entretenus. Il a chaque jour une nourriture saine et abondante : ses repas sont pris régulièrement ; dans presque toutes les casernes aujourd'hui des réfectoires sont installés ; le soldat mange à table, et les officiers chargés de l'ordinaire des troupes s'ingénient tous les jours à augmenter l'amélioration du menu des hommes.

Néanmoins ces résultats ne sont pas suffisants, il importe de lutter surtout contre les progrès de la fièvre typhoïde et de la tuberculose : depuis quelques années, en France, on a réduit la première au cinquième des cas, mais la tuberculose reste encore le plus redoutable ennemi de notre armée comme de notre population : on a enfin compris que des mesures particulières auraient dû être prises depuis longtemps comme cela a été fait en Allemagne, où la mortalité dans l'armée s'élève à peine à 1,4 pour 1.000. Elles viennent d'être résumées dans une circulaire adressée par le ministre de la guerre aux commandants de chaque corps, en date du 20 novembre 1902. Lors d'une discussion ouverte le 26 du même mois au Sénat, comme l'état sanitaire de l'armée française était justement critiqué, surtout lorsqu'on voulut le comparer à celui de l'armée allemande, le ministre de la guerre fit l'aveu de cette

triste infériorité et justifia ainsi les nouvelles mesures qu'il venait de prescrire, en ordonnant de soumettre à des visites successives et périodiques tous les hommes incorporés, afin de pouvoir renvoyer facilement dans leurs foyers ceux dont la constitution physique ne semblerait pas pouvoir lutter contre la tuberculose. On utilisera sans doute la méthode du docteur Tartière qui repose sur la pesée du conscrit ; le poids du jeune soldat devra se rapprocher du chiffre de décimales de sa taille ; une fois admis il sera mis en observation et deviendra l'objet d'un examen attentif, soit au point de vue de son poids, soit à celui de ses crachats. Ainsi on diminuera à la fois la tuberculose dans l'armée et dans la population civile (1).

Hygiène navale. — Depuis longtemps aussi la construction, l'entretien des navires, le choix des hommes et des subsistances ont préoccupé les différents corps de santé de toutes les marines du monde. Il faut aux matelots une demeure sûre et très salubre. Les constructeurs de navires, aidés puissamment par un outillage perfectionné, sont arrivés à des résultats merveilleux : ils ne peuvent employer que des matériaux de qualité déterminée, car il a été reconnu que le mauvais état sanitaire de beaucoup de bâtiments tenait soit au bois employé pour la construction, soit à son peu de durée et de conservation.

Le recrutement des marins se fait suivant un mode spécial : de même que certains individus sont plus aptes à faire des cavaliers que des fantassins ou réciproquement, de même on ne peut rendre propres au service d'une flotte indistinctement tous les jeunes gens : il faut des hommes préparés aux fatigues spéciales de la mer. Le recrutement

(1) V. aussi un article de M. Pierre Baudin, paru dans le *Journal*, le 9 janvier 1903, et intitulé « l'Etat sanitaire de l'armée ».

se fera donc au moyen de l'inscription maritime. « Il y aura une inscription particulière des citoyens français qui se destinent à la navigation », dit la loi du 3 brumaire an IV : elle englobe tous les navigateurs, les pêcheurs, les apprentis marins qui se sont livrés à la pêche de mer sur les côtes ou dans les rivières jusqu'où remonte la marée : L'article 7 de la même loi reconnaît aux inscrits maritimes certains avantages : ils sont dispensés de tout service public autre que ceux de l'armée navale, des arsenaux de la marine et de la garde nationale dans l'arrondissement de leur quartier.

Au point de vue de l'alimentation, l'hygiène navale suit une amélioration progressive constante ; le matelot fait à la mer trois repas par jour ; ceux-ci sont composés de légumes, de viande salée, de riz, de pain frais ; il boit du vin et grâce aux appareils distillatoires, les hommes ont toujours à leur disposition une quantité suffisante d'eau douce.

Les marins ont donc été soumis à un régime spécial qui a donné les meilleurs résultats, puisque si l'on prend les rapports publiés par le gouvernement qui possède la plus forte marine du monde, l'Angleterre, on voit que le chiffre de la mortalité de la marine de la Grande-Bretagne ne dépasse guère la proportion de 13,5 sur mille hommes d'effectif.

A l'hygiène navale, se rattachent aussi les précautions prises par les différents gouvernements pour lutter contre l'introduction en Europe des maladies pestilentiennes exotiques : une réglementation sévère, concernant la police sanitaire maritime, a été faite et se trouve parfaitement observée (1).

(1) V. les décrets du 4 janvier 1896 et du 23 novembre 1899, et Proust, *L'Orientation nouvelle de la politique sanitaire*.

Hygiène scolaire. — Nul ne saurait contester l'utilité des prescriptions d'hygiène appliquées aux établissements scolaires, soit dans l'enseignement primaire soit dans l'enseignement secondaire. L'école reçoit l'enfant au moment où il est en pleine croissance ; il faut le placer dans les conditions les plus favorables pour son développement physique : l'enfant pendant la période scolaire, c'est-à-dire pendant la plus grande partie de l'année passe tout son temps à l'école : il y demeure souvent de huit heures du matin à six heures du soir. Comme il reste le plus souvent enfermé dans des bâtiments pendant de longues heures, on a veillé d'abord au bon aménagement des salles d'étude, à leur éclairage et à leur aération. C'est ainsi que depuis une vingtaine d'années, on a vu les communes les moins importantes et les moins fortunées faire des sacrifices énormes pour la construction d'immeubles représentant toutes les garanties exigées par l'hygiène. Les classes sont généralement construites au rez-de-chaussée, mais les planchers sont toujours très élevés au-dessus du sol (un mètre au moins) ; on en proscriit soigneusement toutes les tentures et tous les rideaux ; les salles restent complètement nues et sont simplement blanchies à la chaux. L'enfant doit avoir un espace suffisant, c'est pourquoi les règlements français exigent qu'il ait au moins quatre mètres de hauteur pour un mètre de surface : enfin les classes sont bien éclairées le jour par de larges ouvertures, la nuit par la lumière artificielle (gaz ou électricité), aménagée avec tous les perfectionnements que nous connaissons de nos jours.

L'administration veille surtout à l'observation des règlements établis concernant la tenue de l'élève ou la disposition du mobilier ; elle cherche à varier le plus possible les

exercices scolaires auxquels sont assujettis les enfants, on ne peut leur faire supporter des fatigues trop grandes ; les jeunes enfants doivent avoir des repos fréquents entre des études, qui ne peuvent généralement pas durer plus d'un quart d'heure : partout les médecins se sont préoccupés de la propreté corporelle et des soins que l'on doit enseigner aux enfants concernant la chevelure, la bouche, etc. ; mais tous déplorent que l'on n'ait pas encore songé à généraliser un système de bains et de douches qui serait seul susceptible de donner aux jeunes gens des habitudes de propreté qu'ils conserveraient une fois sortis de l'école et qu'ils transmettraient plus tard eux-mêmes à leurs enfants. On peut regretter aussi avec les hygiénistes, que l'inspection médicale ne soit pas faite sérieusement dans les écoles et qu'elle soit illusoire ; les médecins signalent la facilité avec laquelle peuvent se propager les maladies contagieuses ; ils désirent que les enfants atteints de maladies telles que la scarlatine, la rougeole, la diphtérie, les oreillons ou le croup soient exclus de l'école un temps correspondant à celui pendant lequel l'affection peut encore être dangereuse (1).

Si nous résumons maintenant ce que nous avons brièvement rappelé, nous voyons que dans toutes les administrations de l'Etat les mêmes précautions sont ordonnées ; la salubrité, l'hygiène, la sécurité des individus préoccupent chaque jour l'opinion ; des enquêtes sont faites, des statistiques sont établies ; elles démontrent que l'action du

(1) Actuellement, l'Académie de médecine française les exclut de l'école pendant quarante, vingt ou vingt-cinq jours suivant l'affection ; mais malheureusement le délai est compté à partir du jour de l'invasion, alors qu'il serait plus logique qu'il le fut surtout à partir de la fin de l'éruption, comme cela existe en Angleterre.

gouvernement n'est pas inutile; elle est indispensable et, cela est si vrai, que sans elle les résultats obtenus seraient nuls. Aussi pour que tout le monde connaisse les règles fondamentales de l'hygiène et comprenne l'importance de leur observation, on a organisé un enseignement de l'hygiène à la portée de tous. Il y a quelques années à peine, il fallait pénétrer dans une faculté de médecine pour être admis à suivre un cours d'hygiène. Aujourd'hui, les enfants de l'école primaire en connaissent déjà quelques timides notions; dans les écoles maternelles des principes généraux sont enseignés (hygiène, petits conseils). Les inspecteurs pourront facilement donner à ces programmes une place plus importante.

On a également fait rentrer dans les programmes des écoles primaires supérieures des deux sexes des notions d'hygiène importantes : l'étude en est faite dans les cours où l'on enseigne les éléments usuels des sciences naturelles. Les élèves reçoivent des conseils relatifs aux soins à donner au corps, à la nourriture, au vêtement, au chauffage et à l'éclairage : on leur apprend quelles sont les meilleures conditions de salubrité d'une maison d'habitation, et comment doit être disposé le logement des animaux domestiques. On leur fait connaître les premiers soins à donner à un blessé en cas d'accident et quelles précautions il y a lieu de prendre en cas d'épidémie.

Dans les grandes villes les municipalités ont organisé, depuis longtemps déjà, des cours d'hygiène gratuits : des cours spéciaux sont en outre faits aux jeunes gens : on leur enseigne l'hygiène publique : on leur fait connaître comment on procède à l'assainissement des campagnes par des travaux de drainage, d'irrigation et de dessèchement des marais. Enfin on leur donne quelques notions sur la

meilleure construction des égouts et des latrines ; on leur fait même un cours sur l'installation des usines, des ateliers et des chantiers.

Hygiène industrielle. — Les mesures d'hygiène doivent être générales ; les lois, les règlements, concernant la santé publique n'auraient sans cela aucune utilité ; le corps social forme à ce point de vue un tout dont les parties réclament une semblable protection ; les lois et les règlements vont s'appliquer à tous les individus qu'ils soient ouvriers, commerçants ou propriétaires : mais il n'est pas besoin d'insister longuement pour démontrer combien resterait impuissante et incomplète une législation qui ne comprendrait pas des règlements spéciaux pour des situations spéciales. L'ouvrier qui travaille dans les ateliers, le mineur dans la mine, l'employé de commerce dans les magasins ont besoin chacun d'une protection différente dans ses applications. Il a donc fallu établir une réglementation spéciale du travail : la chose était délicate, elle ne s'est point faite d'un seul coup, elle n'est même pas encore achevée. On a voulu de bonne heure protéger l'ouvrier, lui assurer une hygiène et une sécurité parfaite, mais l'on a dû veiller à ne point mettre obstacle au développement de l'industrie. La réforme des règlements s'est donc faite peu à peu : elle a demandé de longues études, elle en demande tous les jours encore, parce que l'ouvrier a d'autant plus besoin d'être protégé que l'industrie dans laquelle il est occupé se modifie, se perfectionne, transforme son matériel ou ses méthodes.

Pour lutter efficacement contre le développement des maladies contagieuses la lutte ne doit pas rester localisée en certains milieux, la désinfection doit être totale et les conditions hygiéniques dans lesquelles se trouve la popu-

lation ouvrière doivent être toutes favorables. « L'hygiène est essentiellement une science d'application qui par suite doit utiliser, diriger toutes les manifestations de l'industrie humaine... Il est indispensable pour utiliser ces données premières de faire appel à la science de l'ingénieur, du géologue, du chimiste, etc. Les questions de captation d'eau, de ventilation, de chauffage, d'éclairage sont, en effet, des plus complexes et exigent des connaissances techniques toutes spéciales. En outre, du côté scientifique, il faut nécessairement envisager encore le côté purement pratique, c'est-à-dire le côté financier. Les applications des mesures d'hygiène soulèvent une série de questions qui les compliquent singulièrement ; question commerciale, question juridique, question financière etc. » (1).

On peut déjà apercevoir que la question de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs ainsi entendue est très *vaste*, et qu'il faudrait pour la traiter d'une façon complète exposer à la fois toutes les mesures de réglementation générale de l'industrie et l'étude des règlements particuliers à chaque espèce d'industrie, toutes les fois qu'ils peuvent directement ou indirectement protéger la santé de l'ouvrier. Nous nous attacherons seulement à l'exposé d'une réglementation d'ensemble, et nous étudierons ainsi toutes les mesures importantes prévues par des lois ou des décrets spéciaux.

Mais nous ne voulons pas nous écarter du point de vue spécial de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Aussi nous n'entendons pas exposer dans ce travail les conditions d'établissement de toute une catégorie spéciale d'ateliers dangereux, incommodes ou insalubres. Soumis à

(1) Langlois, *Hygiène publique et privée* (Préface).

un régime particulier, ils ne peuvent être exploités qu'en vertu d'une autorisation administrative. Le décret du 15 octobre 1810, l'Ordonnance du 14 janvier 1815, les décrets du 31 janvier 1872, du 7 mai 1878, du 22 avril 1879, les ont divisés en établissements de 1^{re}, 2^e ou 3^e classe : les soumettant à un régime plus ou moins sévère suivant le danger qu'ils peuvent présenter. Une grave exception a été, en ce qui les concerne, apportée au principe de la liberté du travail : leur ouverture n'est autorisée qu'après une enquête de *commodo et incommodo*. Ils restent toujours soumis à un double pouvoir de police, celui du préfet, du maire. Ainsi le préfet peut prescrire la fermeture d'un établissement régulièrement autorisé, lorsque des plaintes viennent en signaler les graves inconvénients : le maire de son côté peut prescrire la fermeture d'un établissement non autorisé (1).

Si nous donnons ces indications c'est que nous voulons seulement préciser notre sujet : toutes les mesures prises en ce qui concerne ces établissements insalubres ont eu pour but la protection des intérêts publics, on a voulu que de telles exploitations ne puissent en rien nuire aux populations habitant dans leur voisinage. Nous laisserons de côté ces inconvénients pour nous attacher spécialement à l'étude des moyens employés pour garantir la santé et la vie des travailleurs qu'ils soient employés dans l'industrie, dans les mines ou dans les champs.

Par cette simple indication nous laissons voir, ainsi que l'a déjà remarqué M. Pic, la dualité critiquable qui existe entre les mesures prises dans l'intérêt du voisinage de

(1) V. Le Marois, *Ateliers insalubres dangereux* ; Birnel, *Etablissements insalubres* ; Ressicaut, thèse ; Hauriou, *Droit administratif*, 3^e éd., p. 605 et s. ; Berthélemy, *Traité de droit administratif*.

l'usine et celles prises dans l'intérêt du personnel employé. Il y a entre elles une connexité très étroite : elles ne peuvent être séparées les unes des autres et l'on a eu tort de ne point rattacher à la législation de 1810 sur les établissements dangereux et insalubres, la législation de 1893 sur l'hygiène des manufactures et des ateliers. Cette dualité ne peut s'expliquer que par les dates différentes auxquelles remontent les actes législatifs. Ces inconvénients ont du reste été compris dans plusieurs législations étrangères, notamment en Allemagne et surtout en Belgique. La fusion de ces catégories de mesures aurait au moins un double avantage : d'abord, cette unification permettrait aux différentes organisations sanitaires de prendre une part plus directe et plus importante dans les enquêtes de *commodo et incommodo* : les intérêts du public seraient mieux sauvegardés, et l'on ne risquerait plus de voir négliger des avis ou des vœux émis par un conseil ou une commission d'hygiène : ensuite, ce ne serait plus en vertu d'un simple principe de droit administratif, comme cela est de nos jours, que l'on prohiberait toute cause d'inconfort pour les maisons et les quartiers voisins. L'administration agirait, en se plaçant au point de vue actuel, c'est-à-dire en vertu de son pouvoir spécial qui lui impose de prendre sous sa tutelle, au point de vue de l'hygiène et de la sécurité, toutes les fractions de la nation.

Ainsi tout Etat qui veut assurer son avenir doit prendre des mesures d'hygiène dont l'exécution sera garantie par des pénalités d'autant plus sévères que les prescriptions sanctionnées seront plus générales et plus importantes. Les hommes comprennent parfaitement aujourd'hui la nécessité d'un minimum général d'hygiène imposé par la

loi, on repousse ces préjugés de liberté fausse qui avaient pu justifier la plus fâcheuse insouciance ou la plus coupable abstention des pouvoirs publics ; il ne faut plus commettre la faute de laisser de côté une législature codifiée destinée à régir les importantes questions d'hygiène et de salubrité publique. Heureusement, on possède actuellement de la solidarité sociale une compréhension plus haute et plus digne. Une discussion ouverte à Paris le 5 mai 1902 à la Société d'économie politique, entre les partisans et les adversaires de l'intervention de l'Etat en matière d'hygiène, a montré que tout le monde était d'accord sur le principe initial et essentiel (1).

De nombreux pays, l'Allemagne, la Belgique, la Suisse, l'Angleterre, l'Italie, la Hollande, le Danemark et la Norvège, le Mexique, les Etats-Unis, le Japon lui-même possèdent déjà leur loi sanitaire générale (2). La France vient de suivre ces exemples nombreux, encouragée par les succès obtenus dans ces pays, notamment dans la lutte qu'ils entreprenaient contre la tuberculose. Bientôt disparaîtront les préjugés hostiles et les parti-pris irraisonnés : bientôt les esprits s'habitueront aux sacrifices réels qui leur seront demandés. Voilà pourquoi, disait M. Strauss, l'Etat fait bien d'user de la puissance souveraine dont il est investi dans l'intérêt de la communauté pour la préserver des redoutables atteintes des affections et des épidémies évitables. « La solidarité sanitaire est une nécessité immédiate et une puissance d'avenir » (3).

(1) *Journal des économistes*, du 15 juin 1902.

(2) Rapport de M. le député Borde, *J. off.*, 5 janvier 1902, Annexe 2807, p. 193.

(3) *Revue politique et parlementaire*, 1902. Dixième année, t. XXXIII, p. 17.

DIVISION

Nous diviserons notre étude en deux parties et nous indiquerons dès maintenant le plan général auquel nous nous arrêtons.

Dans la première, nous chercherons : 1° à esquisser l'évolution historique de la réglementation du travail au point de vue de l'hygiène et de la sécurité depuis les origines ; 2° à justifier le principe de l'intervention des pouvoirs publics en cette matière ; 3° à fixer quel est l'état de la question dans des législations étrangères.

Dans la seconde, après un rapide exposé de l'organisation sanitaire générale en France et une étude des corps consultatifs du travail et de l'industrie chargés de l'amélioration de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, nous examinerons les principes posés par la législation positive française en nous plaçant successivement au point de vue : 1° des industries manufacturières ; 2° des mines, minières et carrières ; 3° de l'industrie agricole *stricto sensu*. Nous montrerons les résultats acquis et nous indiquerons ce qu'il reste à faire.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

ÉVOLUTION HISTORIQUE DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL AU
POINT DE VUE DE L'HYGIÈNE ET DE LA SÉCURITÉ DES OUVRIERS.

GÉNÉRALITÉS

L'étude de cette législation est difficile parce que les sources sont peu abondantes, du moins pour l'antiquité : il est en outre impossible de pouvoir diviser exactement en périodes les grandes époques qui, à tant d'autres points de vue, sont caractérisées pour la plupart par la prédominance d'un ordre politique spécial ou d'institutions économiques bien tranchées ; cependant, nous avons cru pouvoir grouper les renseignements que nous avons recueillis, sous trois sections différentes : 1^o antiquité ; 2^o époque féodale et époque monarchique ; 3^o époque moderne.

SECTION I. — Antiquité (1).

La Grèce. — La Grèce employait surtout les esclaves ;

(1) V. une étude détaillée de l'hygiène dans les législations de l'anti-

peu d'auteurs peuvent nous fournir des renseignements précis sur la condition des ouvriers dans les villes grecques ; le travailleur était attaché à un maître, il vivait à côté de lui et faisait même partie de ses biens. Sa situation était sans doute très pénible ; les conditions dans lesquelles il travaillait étaient dures et barbares, surtout pour les esclaves : les individus compris dans cette classe étaient nombreux parce que les philosophes considéraient l'esclavage comme une institution absolument conforme au droit naturel. Les ouvriers libres existaient bien aussi, mais ils étaient en minorité et pas assez puissants pour obtenir une amélioration de leur sort.

Les classes laborieuses grecques nous sont peu connues ; quelques auteurs seuls se sont chargés de nous renseigner : ils n'ont certes pas traité la question spéciale de l'hygiène et de la sécurité du travail, mais il est permis cependant de se rendre compte du peu d'intérêt que l'on attachait alors à cette question. Xénophon est un des rares auteurs qui parlent longuement de l'ouvrier, il étudie de très près les conditions du travail des individus employés dans les mines à propos de l'examen d'une question financière.

Dans son *Traité des revenus*, Πόροι ου Περι προσοδων, Xénophon examine longuement quelles sont les sources des revenus de la ville d'Athènes et les moyens de les augmenter : il en préconise plusieurs, mais il en est un surtout auquel il consacre de grands développements : il propose d'augmenter les revenus des mines : il dit le meilleur bien des mines d'argent de l'Attique et voudrait voir augmenter l'importance de leur exploitation par

quité dans Fillassier, *De la détermination des pouvoirs publics en matière d'hygiène*, p. 24 ; D^r Lacassagne, *Précis d'hygiène privée et sociale*.

l'Etat. Le rendement des mines est trop productif pour qu'elles soient abandonnées : l'Etat, disait-il, doit se montrer plein de sollicitude pour cette question : il trouvera là un revenu considérable en faisant travailler le plus grand nombre possible d'esclaves. Si l'Etat en achète 4.200 par an il en possédera à peu près 6.000 en cinq ou six ans : chaque esclave peut lui rapporter une obole par jour : le revenu total annuel serait celui de 50 talents, soit 330.000 fr. (le talent valant 5.500 fr.). Xénophon estimait qu'en augmentant progressivement le nombre des esclaves on pourrait arriver facilement au chiffre de 60.000 : l'Etat n'exploiterait pas directement, il emploierait le système de la ferme : il louerait des mines à des entrepreneurs fermiers qui lui paieraient un prix déterminé.

Une semblable organisation du travail dans les mines nous renseigne peut-être suffisamment sur ce que devait être la condition des mineurs à Athènes : on devait peu se préoccuper de l'hygiène des travailleurs dans un Etat où les entreprises des mines avaient un caractère d'immoralité aussi révoltante. Xénophon, en vrai disciple de Socrate, ne craint pas de transformer l'Etat en un bagne immense : il se place seulement au point de vue financier, laissant de côté toutes les autres considérations d'humanité qui restent étrangères à son plan d'organisation. La condition des esclaves était donc très pénible, surtout celle des esclaves employés dans les mines : ceux-ci étaient la plupart du temps des condamnés : Xénophon ne s'est pas demandé comment dans le but d'augmenter les ressources de l'Etat il serait parvenu à accroître le nombre des condamnés au travail des mines (1).

(1) Bouvier, *Cours de législation financière, Histoire financière*, 1901.

Sans doute, dans l'antiquité, les entreprises industrielles ne présentaient pas autant de danger pour l'existence des ouvriers et pour leur santé qu'elles peuvent en offrir de nos jours (encore ne faut-il rien exagérer : les vestiges des monuments que nous admirons tous aujourd'hui témoignent de l'importance des travaux nécessaires à leur construction).

Mais, en tout cas, il ne faut point espérer trouver en Grèce des prescriptions de nature à protéger le travailleur soit pendant ce travail, soit en dehors de ce travail. Toute occupation manuelle était méprisée. Un artisan à Sparte n'aurait pas pu être citoyen ; à Thèbes, on ne pouvait nommer aux fonctions publiques ceux qui avaient exercé des professions mécaniques ; à Athènes même, dit M. Sauvage, « Un orateur taxant les arts d'infamie et les considérant comme absolument indignes d'un citoyen, ne craignit pas un jour de demander que l'on déclara esclaves publics tous les hommes libres qui s'étaient abaissés jusqu'à se faire artisans » (1). Xénophon n'était du reste pas le seul à constater le mépris profond que l'on avait pour les individus de race inférieure adonnés aux travaux mercenaires. Platon, dans son traité *des Lois*, Aristote dans sa *Politique*, ne soutenaient-ils pas qu'il y a dans l'espèce humaine des hommes inférieurs à tous les autres ? ils disaient que ces individus ne sauraient faire autre chose que des travaux du corps et que par leur nature même ils étaient destinés à l'esclavage. Avec de tels principes, comment s'étonner que l'on n'ait pas songé à se préoccuper de la situation faite aux travailleurs.

L'intervention de l'Etat ne se faisait point sentir dans

(1) Sauvage, *Le travail et l'industrie de la construction*.

un but de protection. M. Glotin estime cependant que des associations professionnelles devaient déjà exister en Grèce et que les inscriptions retrouvées mentionnent celles des boulangers, des patrons, des corroyeurs, des tisserands, des teinturiers, etc. Ces collèges d'artisans étaient sans doute formés pour défendre les intérêts des classes laborieuses si méprisées : mais nous ne savons jusqu'à quel point ils ont réussi à protéger la santé des ouvriers.

Rome. — A Rome, l'esclavage était encore une institution dont l'importance se manifestait par la nécessité où l'on s'était trouvé de la réglementer. Pour la plus grande part les travailleurs étaient aussi des esclaves : le maître leur donnait le salaire qu'il voulait : la plupart du temps il ne leur en donnait aucun, se contentant de leur assurer le vêtement et la nourriture. Cependant, au début, les premiers habitants de Rome ne durent point pratiquer l'esclavage : les guerres continuelles demandaient des soldats, or les esclaves n'auraient pu être enrôlés que s'ils avaient été affranchis. Tite-Live, en nous parlant de la réforme opérée dans les comices par Servius Tullius, nous montre qu'il existait un nombre considérable d'ouvriers ; sans doute, les citoyens aisés s'abstenaient de toute fatigue, mais ceux qui devaient demander au travail leurs moyens d'existence furent toujours nombreux. Varron indique l'importance des ouvrages confiés aux ouvriers libres. « La terre est cultivée, dit-il, soit par des artisans libres, soit par des esclaves : mais il est plus avantageux de se servir des premiers ; cela est incontestable lorsqu'il s'agit du défrichement de terrains malsains en raison de la capacité spéciale des ouvriers libres ; cela n'est pas moins vrai de la récolte, de la moisson et des vendanges » (1). Le travail fut peut-être

(1) Varro, *De Re rustica*, I, § XVII, 1 à 6.

moins dédaigné à Rome. Mais les travailleurs ne furent pas mieux favorisés. Cependant les corporations d'ouvriers et les collèges d'artisans prirent un développement considérable ; tous les auteurs anciens, citent les corporations, des bateliers, des charpentiers, des boulangers, des orfèvres. Ces ouvriers qui appartenaient tous aux classes plébéiennes occupaient dans la considération publique une situation inférieure, et ils étaient profondément dédaignés : malgré cela, leurs métiers n'en étaient pas moins nécessaires ; ils le savaient du reste, et ils ne manquaient point de s'associer pour se protéger et se prêter un mutuel appui : on commença, en effet, à se réunir pour célébrer en commun des fêtes religieuses, mais une solidarité étroite exista bientôt entre les membres d'un même collegium (1).

Lorsque les grandes conquêtes se produisirent l'Etat et les citoyens se trouvèrent enrichis, de nombreux esclaves furent amenés de la Sicile, de l'Espagne, de l'Afrique et de la Grèce, Rome devint la ville la plus riche du monde, mais la condition des artisans ne fut pas améliorée, car ils eurent dès lors à lutter contre la concurrence qu'allaient leur faire ces esclaves : la population servile fut, en effet, très considérable. Chaque citoyen romain avait chez lui une multitude d'esclaves ouvriers, les uns travaillaient dans la maison et pour lui, c'étaient des cuisiniers, des boulangers, des forgerons, des statuaires, des orfèvres, des cordonniers, des savetiers, des tisserands, des couturiers, des maçons, des architectes, des lingères et des nourrices ; d'autres travaillaient pour le public au profit du maître. Cette main-d'œuvre était peu coûteuse et très docile, on pouvait, en effet, ne pas la ménager ; on châtiât les es-

(1) V. Waltzing, *Etude sur les corporations professionnelles chez les Romains, depuis leur origine jusqu'à l'Empire d'Occident.*

claves, on les mettait à mort facilement, il ne pouvait pas être question d'hygiène et de sécurité pour eux (1). Le maître ne leur devait donner que leur nourriture, on les achetait et on les revendait à bénéfice : on faisait sur eux des placements avantageux

A côté des esclaves, les artisans libres vivaient dans une bien pauvre condition : logés dans de misérables réduits, ils gagnaient chaque jour un modeste salaire, cependant lorsque les collègues se soulevaient à Rome, ils n'avaient pas en vue l'obtention d'une amélioration de leur sort : ils se laissaient plutôt poussés par des agitateurs, par des conspirateurs qui distribuaient, dans un but politique, de l'argent dans les boutiques en excitant les ouvriers à la révolte contre le consul.

Dès les premiers âges, les Romains s'occupèrent surtout d'agriculture, les domaines étaient peu étendus, les hommes libres suffisaient presque à les cultiver, l'industrie n'avait qu'une faible importance et quelques corps de métiers suffisaient à l'exigence du temps.

Lorsque Rome vit sa richesse se développer, le luxe fit son apparition, le bien-être devint général, l'Etat fut le premier à élever des édifices et des colonnades, les citoyens à leur tour construisirent des maisons plus spacieuses, modifièrent leur ameublement, leur parure ; l'alimentation fut mieux soignée, et il est à supposer que les esclaves profitèrent dans une certaine mesure des améliorations qui furent apportées à la cuisine de leur maître. Néanmoins, tandis que le luxe augmentait et que la débauche éclatait partout, les ouvriers restaient dans un état d'infériorité d'autant plus frappant que la classe des petits

(1) Wallon, *Histoire de l'esclavage dans l'antiquité*, 4^e vol.

propriétaires avait fini par disparaître (1). En effet, la plupart des historiens font remarquer les inégalités qui subsistent entre les esclaves, les maîtres et les clients, malgré les nombreuses modifications apportées aux constructions romaines ; de vastes appartements sont réservés à la famille du maître et au *paterfamilias*, un grand confortable se retrouvait dans les chambres à coucher, la salle à manger ; mais le logement des esclaves et des serviteurs était simplement situé sous les portiques de l'atrium ; il se composait de cellules étroites, souvent privées d'air et de lumière, puisqu'elles n'avaient d'autre ouverture que la porte.

A la fin de l'Empire la société romaine est profondément modifiée, mais la condition des esclaves ne s'est pas améliorée ; ils forment cependant des familles dont les membres restent plus unis. Les artisans ont peut-être une situation meilleure ; les uns appartiennent à des corporations réglementées, par exemple ceux attachés aux manufactures impériales de tissage, de teinture, d'armement, etc. ; ils obtiennent une protection spéciale et surtout des immunités financières ; les autres, les artisans libres, les peintres, les architectes, les orfèvres, les oiseleurs, les médecins semblent jouir de rares privilèges.

Néanmoins, il est impossible de trouver dans la société romaine une préoccupation du bien-être du travailleur : dans ces conditions, on ne pouvait pas s'occuper des conditions dans lesquelles l'ouvrier était placé au point de vue de l'hygiène et de la sécurité. « Esclave, public ou privé, l'ouvrier était la chose du maître qui pouvait le maltraiter presque impunément : c'est au prix de milliers de vies

(1) Guiraud et Lacour-Gayet, *Histoire romaine*, p. 305 et s.

humaines sacrifiées sans pitié, qu'ont été édifiés par l'Empire ces monuments orgueilleux dont les ruines parsèment encore l'ancien monde. Libre, l'artisan était livré à lui-même et pouvait à son tour exploiter à son gré les ouvriers à son service » (1). La vie, la santé de l'ouvrier restaient toujours pour les Romains des questions sans intérêt : cela s'explique facilement, lorsque l'on connaît l'inégalité des charges pesant sur les différentes classes de la société.

Les artisans employés dans les ateliers impériaux n'y trouvaient aucune sécurité ; les manufactures impériales comprenaient, en effet, des esclaves publics, des affranchis (sans parler des condamnés attachés aux mines, aux minières et aux salines). Soumis à des règles sévères ils restaient pendant toute leur vie asservis à un travail très pénible. Ils ne pouvaient le quitter ; on avait, du reste, pris la précaution de les y attacher définitivement en les marquant au bras ou à la main d'un signe particulier : ainsi les porteurs d'eau avaient sur leurs mains le nom de l'empereur gravé au fer rouge.

Il faut cependant noter ici que les Romains professaient une grande hygiène personnelle, ils avaient beaucoup de soin pour la propreté de leur corps ; les artisans à ce point de vue étaient mieux placés que nos ouvriers modernes. Malheureusement, de nos jours, les bains sont en moins grand honneur qu'autrefois dans toute l'Italie. « Aux Thermes de Caracalla, dit M. Barré (2), 3.000 personnes pouvaient se baigner en même temps. Au temps de Constantin, Rome comptait 856 bains dépensant par jour

(1) Paul Pic, *Traité élémentaire de législation industrielle. Les lois ouvrières*. Introduction, chap. III, n° 91.

(2) L. A. et P. Barré, *Manuel du génie sanitaire*, t. II, p. 199.

750.000 mètres cubes d'eau. Ces bains seuls se servaient donc d'une quantité d'eau supérieure à celle que Paris reçoit actuellement pour tous ses services publics, industriels et privés. »

La Gaule gallo-romaine comme toutes les autres parties de l'Empire était soumise aux lois romaines ; elle ne connut donc pas une législation protectrice du travail analogue à celle que les différents pays européens ont adoptée aujourd'hui. La civilisation romaine, en pénétrant dans la Gaule barbare avait bientôt fait de cette province une des plus riches de l'Empire, le pays se transforma complètement ; le commerce, l'industrie ne purent échapper au mouvement, ils devinrent très actifs. La Gaule organisa ses marchands et ses artisans en collèges comme il en existait en Italie. Les gens de métier et les esclaves ne semblent pas avoir été mieux traités ; peut-être étaient-ils moins nombreux ? Il est, du reste, assez difficile de rechercher qu'elle a été exactement la condition des artisans au temps de la prospérité comme au temps de la décadence de la Gaule (1), nous possédons peu de données sur les conditions dans lesquelles se faisait le travail : nous ne savons quel était le salaire de l'ouvrier. Mais il est certain que l'état social dans lequel les Romains vivaient, ne comportait pas l'existence de grandes industries, il y avait bien quelques manufactures à côté des ateliers impériaux, mais leur organisation ne peut pas être comparée à celle des établissements que nous connaissons actuellement. Les ouvriers ne formaient pas de nombreuses agglomérations comme de nos jours, puisqu'il existait peu de grandes entreprises industrielles. On ne connaissait pas les

(1) Dureau de la Malle, *Économie politique des Romains*.

machines, chaque ouvrier n'employait la plupart du temps que des outils à la main. En plus, ce que nous savons des boutiques et des ateliers nous montre suffisamment que le maître avait bien rarement plus de deux aides, que souvent il travaillait seul ou en compagnie d'un unique apprenti.

L'édit de Dioclétien établissant le maximum dans l'Empire romain, est le seul document qui s'intéresse longuement à l'ouvrier, il nous renseigne surtout sur la question des salaires, mais il est muet sur les conditions dans lesquelles le travail devait s'exécuter (1).

Lorsque survinrent les invasions, tout disparut dans la Gaule, l'industrie avec le reste, dévasté par les Germains, le pays resta complètement épuisé à la suite des expéditions dirigées par les Normands : la population, les classes industrielles disparurent en même temps que l'insécurité augmentait.

SECTION II. — Epoque féodale et époque monarchique.

C'est avec le régime féodal que l'on voit l'industrie reprendre peu à peu une place qu'elle ne possédait plus. Dans les premiers siècles de la féodalité, les ouvriers de métiers étaient des serfs et l'industrie dans ces conditions ne pouvait pas faire de grands progrès ; cependant la condition des personnes avait été modifiée par la formation des villa et des exploitations qui s'y rattachaient ; c'est en effet sous la protection du seigneur que se créèrent les ateliers. Charlemagne avait voulu voir dans ses fermes de bons ouvriers, des forgerons, des orfèvres, des charpentiers, des tourneurs,

(1) Waddington, *Edit de Dioclétien établissant le maximum dans l'Empire romain.*

etc. Le plus souvent les ateliers étaient construits près de la chapelle, à peu de distance des bâtiments occupés par les moines pour assurer la protection des outils et des personnes contre le vol et la violence. Les travaux délicats étaient confiés aux femmes (tissage, teinture, blanchissage des étoffes) : les locaux affectés à leurs travaux avaient, conservé l'ancien nom de gynécée, ils avaient le grave inconvénient de laisser les ouvriers sous la dépendance du seigneur, c'est surtout leur dignité morale qu'il eût fallu protéger ; car l'atelier devenait souvent un lieu de débauche. Malgré toutes les protections dont on voulut les entourer plus tard, M. Levasseur fait remarquer que « le mot de femmes de gynécée, *genitiaria*, n'en était pas moins devenu au IX^e siècle synonyme de courtisane » (1).

Nous connaissons assez peu l'histoire des gens de métier et de boutique, habitant dans les villes ; c'est surtout dans les couvents de moines et dans ceux de femmes qu'ils se réfugiaient, et c'est aussi grâce à ces couvents que l'on put conserver beaucoup d'industries.

Cet état de choses avait pu durer pendant plusieurs siècles, mais il fut profondément modifié au XI^e et au XII^e siècle par suite de l'affranchissement des personnes et de l'émancipation des villes. On vit bientôt les classes laborieuses reprendre leur place, les artisans reconstituer des anciennes corporations de métiers, empruntées sans doute aux Romains. Les artisans obtinrent d'abord, comme faveur, des chartes concernant certains corps de métier ; puis ils firent tous leurs efforts pour conserver et augmenter les privilèges obtenus. Désormais, les maîtres et les compagnons qui se trouvent protégés par les corpo-

(1) Levasseur, *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France avant 1789*.

raisons et des règlements sévères, vont jouir d'une certaine indépendance vis-à-vis de leur seigneur ou de leur municipalité.

Cependant, il ne faut point se méprendre sur la portée des règlements qui furent pris à cette époque : ils avaient avant tout pour but de fixer en général les conditions d'une bonne fabrication ; on se défiait surtout des fabricants et des ouvriers : on supposait que les fabricants voulaient tromper l'acheteur et donner, au moyen de fraudes, à leur marchandise une apparence peu en rapport avec la qualité de l'objet vendu ; on surveillait aussi les ouvriers et on redoutait les erreurs qu'ils pouvaient commettre dans l'exécution de leur travail.

Nulle part, on ne retrouve la trace de précautions prises en faveur de la santé et de l'hygiène. Il arrivait bien parfois que l'on interdisait le travail de nuit : mais la prohibition n'était pas destinée à assurer la sécurité de l'ouvrier : on redoutait seulement une mauvaise exécution du travail, et si l'industrie n'était pas délicate on ne défendait pas le travail de nuit. Ainsi on le tolérait pour les maréchaux et les forgerons, parce que leur occupation ne réclamait pas une surveillance étroite, mais on ne le permettait pas aux couteliers, aux serruriers, aux orfèvres, dont le travail était plus délicat.

Une des rares protections dont on chercha à entourer le travailleur fut celle consistant dans les mesures relatives aux marchands en voyage : on avait compris les avantages du commerce : les rois et les seigneurs donnaient aux baillis, aux vassaux l'ordre d'assister les marchands pendant leurs voyages et de les défendre sur les routes. Mais on pensait peu à l'ouvrier ; les artisans se contentaient du reste des privilèges obtenus : souvent ils logeaient chez

leur maître et tout au moins ils mangeaient avec lui : quant aux apprentis ils faisaient, pour ainsi dire, partie de la famille. Cependant lorsqu'il s'agissait d'un gros travail, de la construction d'une église par exemple, les ouvriers attirés dans la ville ne savaient où se retirer ; les maçons, les tailleurs de pierre, les charpentiers, maîtres, compagnons et apprentis se bâtissaient des logements dans l'église même et y passaient une partie de leur vie (1).

On semble avoir surveillé d'assez près l'alimentation des ouvriers qui laissa souvent à désirer : des édits royaux indiquaient qu'ils devaient avoir un bon gage et un bon salaire, une nourriture saine, raisonnable et abondante : en 1571, un édit avait même décidé que les compagnons se nourriraient eux-mêmes soit en leur maison, soit en pension comme bon leur semblerait, sauf à augmenter leurs gages : mais on ne put continuer longtemps l'expérience : on dut bientôt revenir à l'ancien régime : le roi, en 1539, avait rendu un édit en dix-sept articles dans lequel il enjoignait aux maîtres d'avoir à nourrir convenablement les ouvriers : il autorisait ces derniers à s'adresser aux officiers royaux s'ils avaient à se plaindre.

Mais l'utilité d'une législation protectrice ne se faisait pas encore sentir : le régime des corporations ne comportait pas l'existence de la grande industrie. On s'occupait peu du sort de l'ouvrier et de l'apprenti ; il fallait attendre encore, pour que cette question préoccupât l'opinion et devînt digne d'intérêt, la création des grandes manufactures. Celles qui furent fondées les premières sous Louis XI, sous François I^{er} et sous Henri II, n'avaient pas comme celles de nos jours d'immenses établissements remplis d'ouvriers : elles

(1) C'est ce qui se produisit lors de la construction de la cathédrale de Strasbourg dont la tour a 145 mètres de hauteur.

ne possédaient parfois même pas d'atelier. Leur directeur se contentait de fournir des dessins, d'indiquer des procédés, de procurer la matière première à des maîtres chargés de faire le travail avec leurs ouvriers. Ceux-ci travaillaient souvent chez eux ; les grandes agglomérations ouvrières n'existant pas l'Etat n'aurait pu intervenir utilement, parce que les périls et les risques menaçant aujourd'hui l'ouvrier n'existaient pas davantage (1).

Henri IV en développant l'organisation des manufactures royales a été le véritable promoteur de la grande industrie du pays : il avait compris l'importance des forces économiques de la France ; il fonda une quarantaine de manufactures. Richelieu continua l'œuvre commencée par la création de l'Imprimerie nationale ; mais il faut arriver jusqu'à Colbert pour voir le système se développer complètement. Pendant les premières années du règne de Louis XIV l'industrie française atteignit un haut degré de prospérité ; les travailleurs ont été des premiers à profiter d'une amélioration croissante dans leur situation sociale ; malheureusement les guerres nombreuses, les impôts qu'elles rendaient nécessaires ne tardaient pas à ramener une misère générale dans tout le pays, les ouvriers retombaient bientôt dans le plus grand dénûment ; la révocation de l'Edit de Nantes par l'édit du 22 octobre 1685 allait du reste achever la désorganisation de l'industrie ; les villes ouvrières se dépeuplaient malgré les rigueurs dont on punissait la simple tentative d'émigration : l'Angleterre, la Hollande et la Suisse allaient profiter de l'activité industrielle que les protestants français apportaient avec eux.

Quelle avait été l'influence de l'établissement des manu-

(1) V. Du Cellier, *Histoire des classes laborieuses en France.*

factures royales sur la condition des travailleurs ? Tout d'abord, il est bien entendu que les corporations avec les maîtres et les apprentis subsistèrent ; cependant une existence nouvelle commença pour les ouvriers, les progrès de l'industrie conduisant peu à peu à la division du travail. M. Levasseur rapporte que dans la manufacture des Van Robais, au XVII^e siècle, on comptait 1.692 ouvriers qui travaillaient dans des ateliers spéciaux et distincts, pour les ouvrages de charronnerie, pour la coutellerie, pour le lavage, pour la teinture et pour l'ourdissage (1). Puis, l'agglomération allait déjà présenter des dangers pour leur santé et leur sécurité ; mais la plupart des manufactures royales avaient une discipline sévère : les ouvriers se trouvaient en quelque sorte soumis au régime de l'internat ; on a comparé les usines à des casernes. A Saint-Maur, l'on fabriquait des draps dor ; plusieurs centaines d'artisans étaient occupés dans cette manufacture ; l'auteur rapporte que l'on forçait les ouvriers à prendre des précautions d'hygiène. « Dès la pointe du jour les ouvriers arrivaient : ils trouvaient à la porte de l'atelier des seaux d'eau et des torchons, se lavaient les mains, puis se mettaient à leur métier. » Des valets étaient chargés du nettoyage et de la propreté des ateliers ; le tisserand ne devait pas être distrait de son emploi. « C'était un valet qui faisait les commissions, qui en hiver allumait et entretenait le poêle avec le charbon acheté à frais commun par les ouvriers. A midi la cloche sonnait pour le dîner ; à une heure le travail recommençait... Les ouvriers dinaient et soupaient dehors ; ils pré-

(1) Levasseur, *op. cit.*, t. II, p. 238 et suiv. — V. aussi Saulnier, *Des ouvriers des mines et des manufactures au point de vue juridique et économique*.

paraient leur déjeuner et leur goûter dans la fabrique, disposant d'une demi-heure pour chaque repas... »

Le salaire était peu élevé, mais la vie était peu chère : malheureusement des chômages trop fréquents venaient diminuer le gain sur lequel on aurait pu compter : les conditions dans lesquelles se trouvaient les travailleurs étaient cependant moins dures que l'on pourrait le supposer. Les maîtres, les apprentis et les compagnons vivaient ensemble : le maître guidait ses collaborateurs par ses conseils, il les secourait en cas de besoin : les manufactures royales n'avaient pas pu porter atteinte à l'unité de cette grande famille. La femme, l'enfant n'avaient pas autant que de nos jours besoin d'une protection spéciale : les accidents du travail n'étaient pas aussi fréquents : les crises industrielles n'étaient pas assez longues ni assez violentes pour plonger les artisans dans la misère. Du reste, lorsque le travail manquait, ils avaient la ressource d'être employés dans l'agriculture, trouvant d'autant mieux un soulagement à leur infortune qu'ils étaient moins spécialisés.

En résumé dans la période historique que nous venons de retracer, les règlements corporatifs se préoccupent peu des conditions dans lesquelles se faisait le travail, ni de l'hygiène des travailleurs. Des abus considérables ne s'étaient pas encore fait sentir : les principes nouveaux qui devaient faire placer le point de vue social bien avant le point de vue économique n'avaient pas encore fait leur apparition. En ce qui concerne l'hygiène on ne considérait pas le danger tel qu'il est aujourd'hui, cependant on s'en occupait déjà. Quant à la sécurité des ouvriers, les risques d'accidents étaient bien moindres qu'actuellement. Tous les Etats devaient être amenés à prendre par la suite

des mesures spéciales dictées par les idées nouvelles qui devaient se développer avec une si grande rapidité dans le siècle dernier.

SECTION III. — **Epoque moderne.**

Lorsque, à la fin du XVIII^e siècle, une transformation complète commença à se produire dans l'industrie, lorsque les machines et la force motrice remplacèrent l'homme, les manufactures, les ateliers prirent des proportions considérables ; le travailleur ne retrouva plus cette protection dont le maître l'entourait à l'époque précédente, il avait cependant besoin d'un appui plus sérieux, puisque les difficultés devaient encore augmenter pour lui.

L'Assemblée constituante ne se préoccupa pas spécialement de la situation nouvelle qui lui était faite, elle entendait bien en proclamant nos libertés publiques dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, améliorer sa condition sociale ; elle supprimait les privilèges et établissait pour tout le monde l'égalité devant la loi et devant l'impôt, mais la suppression des maîtrises et des jurandes (lois des 2 et 17 mars 1791) devait modifier profondément la situation ; les idées généreuses qui avaient poussé le législateur à faire succéder le régime de la libre concurrence au régime corporatif n'eurent pas les heureux effets espérés : la réforme s'était produite à une époque très troublée, les premières années de la Révolution ne furent, en effet, pas heureuses pour les travailleurs. On vit une affluence considérable d'artisans et de gens de métiers abandonner les campagnes et venir grossir le nombre des sans-travail ; dès 1789, une crise épouvantable s'était produite ; pour enrayer le mal on ouvrit un peu partout

des ateliers de charité qui donnèrent peu de résultats parce qu'ils étaient faits sans organisation industrielle.

On ne se préoccupa nullement de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs : c'est pour des raisons étrangères à ces considérations que furent prises les dispositions législatives concernant le régime des mines en 1810 et 1815, la création des chambres consultatives des arts et manufactures en 1806 ; on ne se place jamais au point de vue humanitaire (1). Le Code civil était resté muet sur la législation ouvrière.

C'est peut-être dans l'emploi des machines que les ouvriers ont trouvé l'amélioration la plus importante apportée à leur condition : ceux qui se sont occupés de ces questions au moment où les machines vinrent seconder les efforts de l'homme n'ont pu s'empêcher de signaler les avantages réels qui étaient ainsi assurés. M. Villermé en 1840 le faisait remarquer, dans son ouvrage sur *l'Etat physique et moral de l'ouvrier* (2). Il faisait ressortir aussi quelle heureuse influence cette transformation avait pour celui-ci : « Le service le plus important que la mécanique appliquée aux différentes industries ait rendu à l'homme sous le rapport de la santé comme sous le rapport de la production est bien certainement d'avoir substitué à la force des bras, la force si puissante, si régulière de la vapeur et des chutes d'eau. Je ne pourrais jamais m'en faire une idée si je n'avais vu en novembre 1835, dans la maison centrale de détention de Loos, près de Lille, des hommes qui par des efforts presque incroyables, donnaient l'impulsion à toutes les machines d'une

(1) V. P. Pic, *op. cit.*, n° 143.

(2) Cité par César Caire, *La législation sur le travail industriel des femmes*, p. 25.

filature de coton. Ces malheureux absolument nus de la moitié supérieure du corps, haletants, couverts de sueur avaient la plupart de leurs membres dans une excitation continuelle : ils étaient descendus au rôle de bête de somme : la vue en était révoltante. » Le travailleur trouvait donc dans la machine un auxiliaire précieux : ses fatigues étaient diminuées. Mais ces avantages devaient entraîner avec eux des conséquences qui firent même regretter par les ouvriers les travaux pénibles auxquels ils n'étaient plus assujettis ; non seulement ils virent les ouvriers des campagnes venir leur faire concurrence dans les mines et les ateliers ; mais, en outre, ils s'aperçurent vite que dans les manufactures ils étaient appelés à fournir un travail incessant : ils durent travailler la nuit. Ils furent exposés aux mille dangers offerts par les organismes nouveaux qu'ils étaient chargés de faire fonctionner ou autour desquels ils travaillaient : les machines allaient compromettre leur vie, les accidents se multiplier. En même temps les progrès de la chimie permettaient la création d'industries nouvelles dans lesquelles on allait employer des matières dont la manipulation offrirait des dangers.

L'intervention de l'État semblait encore plus nécessaire à un moment où, à côté des hommes adultes, les femmes et les enfants étaient occupés dans les usines et les ateliers. La machine fournissant la force matérielle : en peu de temps l'enfant faisait un ouvrier qui valait son père ; on le plaçait près des engrenages et des machines qu'il devait conduire ou surveiller. Aussi, dès 1841, une loi du 22 mars édicta des prescriptions spéciales de nature à protéger l'enfance ouvrière : elle avait fixé à 8 ans l'âge d'admission des jeunes travailleurs dans les ateliers, toutes les

fois que ceux-ci occupaient plus de 20 personnes : elle ne permettait pas aux enfants de 8 à 12 ans de travailler plus de huit heures séparées par des repos, et elle défendait aux jeunes gens de moins de 13 ans tout travail de nuit. Cette loi aurait pu sans doute donner de bons résultats, mais elle ne fut pas appliquée parce qu'il n'existait pas de contrôle sérieux sur son exécution.

En 1848, la législation sociale de la République fut très importante : des mesures réglementaires furent prises pour améliorer la condition de la classe ouvrière, mais on ne s'intéressa pas directement à la question de l'hygiène et de la sécurité des ouvriers : le décret du 2 mars abaissa seulement à 12 heures le maximum quotidien de travail industriel : du reste, les dispositions légales ne furent pas respectées ; il en fut de même de celles de la loi du 22 février 1851 sur le contrat d'apprentissage, et ses conséquences : elle s'était surtout placée au point de vue humanitaire, mais aucune autorité n'avait reçu la mission de veiller à son exécution.

Cependant la situation s'aggravait chaque jour, les conséquences du développement inattendu de la grande industrie, l'entrée en masse des enfants et des femmes dans les ateliers attira du moins l'attention des pouvoirs publics sur la situation faite aux travailleurs ayant le plus besoin de protection : les économistes et les hommes d'Etat se mirent d'accord sur la nécessité dans laquelle on se trouvait de chercher un remède à cet état de choses : la loi du 19 mai 1874, commença par l'enfant. « Il est là dans une atmosphère viciée, dit M. Raoul Jay, aspirant à chaque battement de sa poitrine un air plus délétère que vivifiant. Comment voulez-vous qu'il devienne un homme, un homme dans toute l'acception du mot ? Comment vou-

lez-vous qu'il soit autre chose qu'un pauvre être rabougri et avorté » (1).

Mais la même loi a entouré la femme d'une protection spéciale : on comprit que la famille, la société devaient être profondément modifiées par la nouvelle condition qui lui était faite dans les usines ou les ateliers, Jules Simon dans sa préface de *l'Ouvrière*, a décrit ce qu'est devenue la femme ouvrière ; il l'a montrée privée de l'affection de ses enfants et obligée de rester sous la domination d'un contremaître : elle est en contact perpétuel avec des hommes qui ne sont ni son mari ni ses enfants.

« Dans un ménage d'ouvriers, dit-il, le père et la mère sont absents chacun de leur côté quatorze heures par jour. Donc il n'y a plus de famille. La mère qui ne peut plus allaiter son enfant l'abandonne à une voisine mal payée, souvent même à un gardien qui le nourrit de quelque soupe. De là une mortalité effrayante, des habitudes morbides parmi des enfants qui survivent, une dégénérescence croissante de la race, l'absence complète d'éducation morale. Les enfants de 3 ou 4 ans errent au hasard dans les rues fétides, poursuivis par la faim et le froid. Quand, à sept heures du soir, le père, la mère et les enfants se retrouvent dans l'unique chambre qui leur sert d'asile, le père et la mère fatigués par le travail, les enfants par le vagabondage, qu'y a-t-il de prêt pour les recevoir ? La chambre a été vide toute la journée, personne n'a vaqué aux soins les plus élémentaires de propreté ; le foyer est mort, la mère épuisée n'a pas la force de préparer les aliments : tous les vêtements tombent en lambeaux, voilà la famille telle que les manufactures nous l'ont faite. »

(1) Raoul Jay, *Commentaire de la loi du 19 mai 1874*.

Tout le monde se rendait compte de cette modification, de ce changement d'existence apporté par la grande industrie à la vie ouvrière : chacun comprenait la gravité du danger et l'on commençait réellement à chercher le moyen de combattre les conséquences de cet état de choses par une législation protectrice du travail et du travailleur. La loi de 1874 (1) vint timidement commencer l'œuvre qui est inachevée, mais qui se poursuit activement chaque jour. Elle avait du moins le mérite d'interdire l'emploi des enfants dans des travaux trop pénibles ou d'assurer leur protection dans des professions ambulantes : elle interdisait aux femmes le travail souterrain : dans ses articles 12 et 13 elle se préoccupa de la question de l'hygiène et des travailleurs ; ordonnant pour la première fois des mesures destinées à protéger contre le danger résultant soit du travail, soit de la nature des industries dans lesquelles ils sont employés ; enfin, elle a organisé l'inspection qui devait par la suite contribuer d'une manière si efficace au développement de la législation protectrice.

Une loi du 7 octobre 1874 organisa même la protection des enfants employés dans les professions ambulantes.

La tentative fut heureuse, non par les effets qu'elle produisit, mais par le mouvement impérieux qu'elle commençait. Si elle est à peu près restée lettre morte elle a du moins contribué à rappeler l'attention du législateur sur la question : elle hâta ainsi le vote d'une loi plus générale sur l'hygiène et la sécurité de tous les travailleurs.

Lorsque fut préparée la lutte qu'allaient soutenir vaillamment les hygiénistes, montrant la nécessité d'une réglementation sévère en face des dangers présentés par le milieu professionnel, les maladies infectieuses et les ris-

(1) Loi du 19 mai 1874.

ques offerts par les machines et les outils, la loi du 2 novembre 1892 se placa au point de vue des femmes et des enfants : celle du 12 juin 1893 organisa une protection complète et rationnelle au point de vue de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

La loi du 2 novembre 1892 vint d'abord marquer un pas de plus dans le sens de la réglementation plus étroite, du travail des enfants et des femmes ; cependant elle n'a agi qu'avec une extrême prudence ; elle a bien posé des principes, mais elle a eu soin le plus souvent de confier à des règlements administratifs la mission d'en atténuer dans la pratique l'application trop rigoureuse. Cela était du reste nécessaire ; il fallait bien se garder de risquer d'enlever aux familles des travailleurs une partie de leur gagne-pain, c'est donc avec de grandes précautions que l'on établit la nouvelle réglementation. La loi reprit la question de l'hygiène et de la sécurité des ouvriers qu'elle protégeait. Son article 12 visait les différents genres de travaux « présentant des causes de danger ou excédant les forces ou dangereuses pour la moralité » : il annonçait que tous les travaux pouvant rentrer dans cette catégorie seraient déterminés par des règlements d'administration publique et qu'on les interdirait aux femmes, aux filles et aux enfants. L'article 13 visait les dangers qui peuvent résulter non plus seulement du travail lui-même, mais aussi de la nature des industries ; il défendait d'employer les enfants, les filles et les femmes dans les établissements insalubres ou dangereux et dans toutes les usines où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé ; il annonçait en outre, qu'un règlement spécial viendrait édicter les conditions auxquelles ces personnes pourraient être employées dans ces ateliers.

Ces articles reprenaient les prescriptions contenues dans

la loi de 1874, mais ils en faisaient une application plus large puisqu'elles s'adressaient, non seulement aux enfants, mais encore aux filles et aux femmes.

Un décret du 13 mai 1893, relatif à l'emploi des enfants des filles mineures et des femmes aux travaux dangereux, insalubres, excédant les forces ou contraires à la moralité, a déterminé les travaux et les industries que les articles 12 et 13 avaient entendu viser : nous aurons l'occasion de le reproduire plus loin.

Mais il était donné au législateur de 1893 de combler la lacune qui existait dans notre droit. Une loi du 12 juin vint, en effet, réglementer dans leur ensemble tous les établissements industriels au point de vue de la sécurité et de l'hygiène des travailleurs. Dans ces articles 2 et 11, elle reproduit les dispositions déjà édictées par les lois de 1874 et de 1892 dans leurs articles 12 et 13 ; mais elle les rend applicables à tous les établissements industriels et non plus spécialement à ceux qui emploient des femmes et des enfants. Aux termes de l'article 3 de la loi du 12 juin 1893, des règlements d'administration publique, rendus après avis du comité consultatif des arts et manufactures, devaient déterminer des mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération, la ventilation, les eaux potables ; d'autres devaient, au fur et à mesure des nécessités constatées, fixer les prescriptions relatives, soit à certaines industries, soit à certains modes de travail. Ces règlements ont été pris par les décrets du 10 mars 1894 et du 29 juin 1895 ; ils ont complété les mesures déterminées par celui du 13 mai 1893 et l'arrêté ministériel du 31 juillet 1894, relatif aux surcharges.

CHAPITRE II

LÉGITIMITÉ DE L'INTERVENTION DE L'ÉTAT.

Si la législation ouvrière s'est difficilement développée, et si notamment les lois concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs se sont fait longtemps attendre, on peut en donner plusieurs raisons : Tout d'abord, le besoin de l'intervention de l'Etat ne se fit réellement sentir qu'au moment où la grande industrie atteignit son plein développement, c'est-à-dire vers le milieu du XIX^e siècle. En second lieu les pouvoirs de l'Etat ont toujours été vivement discutés toutes les fois qu'il s'est avisé d'intervenir entre les patrons et les ouvriers pour essayer de réglementer les questions qui les divisent.

Nous voulons rapidement examiner sous ce chapitre : 1^o quelles objections on a faites à l'intervention de l'Etat dans la réglementation du travail en général ; 2^o pourquoi cette intervention est légitime ; 3^o quelle justification on peut donner de l'intervention de l'Etat au point de vue spécial de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

SECTION I. — Objections à l'intervention de l'Etat. — Réfutation.

Il est tout d'abord une remarque qui s'impose : chaque fois que le législateur crée dans une loi une prohibition nouvelle on lui reproche d'outrepasser ses droits : les non-

interventionnistes ne manquèrent pas d'adresser à l'Etat de semblables reproches lorsqu'il entreprit de réglementer les conditions du travail soit au point de vue du salaire, soit au point de vue de la durée du travail, soit au point de vue de la sécurité des travailleurs : aujourd'hui, du reste, il faut dire, tout d'abord, que la discussion soulève moins de difficultés, elle est plus théorique que pratique puisque le principe de l'intervention est sanctionné par les nombreuses lois votées par les assemblées parlementaires de presque tous les pays civilisés.

Cependant, les partisans de la maxime « Laissez-faire, laissez-passer » tous les « économistes » de l'Ecole libérale estiment encore que l'Etat ne doit pas intervenir et qu'il doit, au contraire, conserver une stricte neutralité (1). MM. Paul Leroy-Beaulieu et de Molinari, qui sont aujourd'hui les défenseurs les plus caractérisés en France du principe de la non-intervention, se défendent d'appartenir à une école, « ils prétendent représenter la science elle-même » (2). D'après eux, ce sont les lois naturelles qui gouvernent les sociétés ; or, nous ne pouvons pas les modifier parce que ce n'est pas nous qui les avons faites, du reste, nous n'y trouverions pas d'intérêt. Il existe dans la nature une harmonie qui établit spontanément les rapports entre les hommes qui vivent en société. C'est un ordre naturel qui est indispensable à la sécurité de chacun, l'autorité de l'Etat doit donc se réduire à un minimum. La Chambre des députés, l'Assemblée nationale ont

(1) P. Pic, *op. cit. Les écoles libérales ou non interventionnistes*, p. 21.

(2) Charles Gide, *Princip. d'Econ. pol.*, p. 25 ; Charles Rist, *La réglementation légale de la journée de travail de l'ouvrier adulte en France*.

entendu exposer ces théories en 1840 par M. Lestiboudois, en 1872, par M. Ducarre, en 1888 par M. Frédéric Passy. M. de Molinari les reprend en ces termes : « Nous disons que ces lois naturelles gouvernent la production et la distribution des richesses de la manière la plus utile, c'est-à-dire la plus conforme au bien général de l'espèce humaine, qu'il suffit de les observer en aplanissant des obstacles naturels qui s'opposent à leur action et surtout en n'y ajoutant point d'obstacles artificiels, pour que la condition de l'homme soit aussi bonne que le comporte l'état d'avancement de ses connaissances et de son industrie ; c'est pourquoi notre évangile se résume en ces quatre mots : « Laissez-faire, laissez-passer » (1). On a fait l'application de ces principes à l'industrie, on a dit, enfin, que les conditions du travail étaient déterminées par le milieu économique, par des lois qui ne dépendent nullement de la volonté humaine.

Depuis longtemps des protestations nombreuses et autorisées se sont élevées contre une tendance aussi marquée vers un optimisme « dont l'origine est évidemment théologique » (2), mais ce n'est même pas là une excuse, ainsi que le fait remarquer M. Gide : du reste, la thèse n'est pas conforme à la théologie, puisque la théologie chrétienne considère que l'ordre des choses actuelles et même des manifestations de la liberté humaine est à jamais vicié par la chute du premier homme.

Il n'est guère possible d'accepter une thèse aussi rigoureuse et bien peu l'adoptent sans y rien changer. Sans doute, les nécessités matérielles dominent l'organisation économique et industrielle au milieu desquelles nous vi-

(1) de Molinari, *Les lois naturelles*.

(2) Auguste Comte, *Cours de philosophie positive*, XLVIII^e leçon.

vons, mais il n'y a là qu'un phénomène social dans lequel la volonté humaine joue un rôle considérable.

Il se produit, en outre, dans l'esprit de ceux qui croient à la fatalité des lois naturelles une véritable confusion ; il est bien évident que la loi économique, considérée en elle-même, est fatale : lorsque la cause existe, l'effet suivra nécessairement. Prenons un exemple : si nous laissons dans un atelier les ouvriers exposés aux poussières nuisibles qui peuvent être occasionnées par les produits ou les tissus journellement manipulés, on verra sans doute se développer chez les individus ainsi exposés, des affections graves auxquelles les poussières doivent nécessairement donner naissance lorsque leur santé n'est pas suffisamment protégée ; mais si l'on supprime la cause l'effet ne se produit pas ; ainsi lorsque dans ce même atelier des règlements sévères sont établis pour éviter que les ouvriers ne soient en contact avec les poussières occasionnées par le travail, ils travailleront dans un air pur et ne seront plus sujets aux maladies auxquelles nous faisons allusion tout à l'heure.

Oserait-on soutenir qu'une telle intervention pourrait avoir comme conséquence une rupture de l'harmonie que la nature a voulu établir entre toutes choses ? Non assurément, car cette harmonie est absolument théorique. M. Engelmann disait « qu'elle n'est qu'une supposition trop optimiste si l'on envisage les misères qui accablent l'homme et les efforts de notre lutte incessante contre cette nature » (1). L'homme ne peut compter sur cette harmonie. Chaque jour, il lutte contre des difficultés nouvelles : l'agriculteur doit arracher dans un champ les

(1) V. Engelmann, *Le repos du dimanche dans l'industrie.*

mauvaises herbes qui compromettraient sa récolte en blé ; le vigneron construit des canons pour protéger le vignoble contre les ravages de la grêle. Nous pouvons le dire, nous prenons tous part à cette lutte de tous les jours suivant la nature de nos moyens ; nous avons même parfois à regretter de ne pas être assez fort pour rompre l'équilibre de ces lois naturelles, lorsqu'elles président à des catastrophes aussi épouvantables que celle qui vint dernièrement détruire une partie des Antilles françaises. Comment, c'est l'harmonie de la nature qui voudrait que la France ait travaillé pendant des siècles à la prospérité d'une vieille colonie, pour voir en un jour anéantir dans une éruption volcanique le résultat de tant d'efforts. Non, tout n'est point pour le mieux dans l'ordre naturel des choses : l'homme ne doit pas se laisser décourager ni obéir aveuglément à des lois naturelles qui feraient de lui un esclave ; tout l'invite à se servir de la liberté dont il jouit pour tenter de maîtriser même les forces extérieures en les soumettant à sa volonté.

Les partisans de la non-intervention ont du reste compris la faiblesse de cet argument et, s'ils demandent au législateur de ne pas intervenir dans la réglementation des conditions du travail, c'est au nom de la liberté même. Ils prétendent que c'est la liberté seule qui fait la supériorité de l'organisation de notre régime actuel. La célèbre loi du 17 mars 1791 est venue supprimer les corporations : on a pris soin d'établir un régime complet de liberté du travail et aujourd'hui il faudrait revenir en arrière, supprimer les bienfaits de la libre concurrence, le progrès, le bon marché, légalisation progressive des conditions sociales.

Ils exagèrent les effets de la libre concurrence, mais ils

savent positivement qu'elle ne réussit point à éviter les grandes crises industrielles ou commerciales qui suivent nécessairement toute rupture d'équilibre entre la production et la consommation.

Ce serait une erreur grave de croire à la liberté infinie ; elle n'existe même pas chez l'individu isolé, souvent esclave de ses passions et de ses aspirations, mais qui doit parfois se borner à désirer tout ce qui est au-dessus de ses moyens et de ses forces.

L'individu isolé ne jouit donc pas d'une liberté absolue, et cependant l'on voudrait que transporté dans le milieu social il fut libre encore de vouloir tout ce qui lui plaît. Non, dans toute société la liberté de chaque individu est limitée par des droits et des devoirs : la liberté absolue serait la négation de la liberté de tous ; chaque jour, à tous les instants même, les hommes vivant ensemble se font des concessions réciproques : souvent même ils accomplissent des actions qui seront utiles à d'autres qu'à eux-mêmes.

L'intervention de l'Etat ne supprime pas la liberté des contrats : c'est cependant une grosse objection que l'on oppose toujours à la réglementation ; nous allons montrer qu'elle rétablit la liberté plutôt qu'elle ne la supprime.

Au point de vue industriel, le patron, sans doute, voit limité dans une certaine mesure son droit de faire travailler l'ouvrier aussi longtemps qu'il le voudrait. Il est obligé de veiller à ce que certaines prescriptions ayant pour objet de protéger cet ouvrier soient observées : il ne peut pas en un mot profiter de son avantage sur l'employé qui, souvent poussé par la misère et la faim, accepterait les conditions les plus dures qu'on pourrait lui imposer ; mais c'est un bien que le patron ne puisse abuser de lui, ni mettre en

péril sa santé et sa moralité. Aussi, a-t-on voulu reprendre la thèse en se plaçant au point de vue du travailleur. On reproche à l'Etat de porter atteinte à ses droits ; mais la critique n'est pas fondée, car si l'Assemblée constituante a proclamé pour chacun le droit d'exercer la profession de son choix, elle n'a pas abandonné son droit de police sur les usines et les manufactures. Le droit pour l'Etat de faire les règlements de police est expressément maintenu par l'article 7 de la loi fondamentale des 2-17 mars 1791, ainsi conçu : « Il sera libre à telle personne de faire tel négoce ou d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouvera bon, mais elle sera tenue de se pourvoir auparavant d'une patente, d'en acquitter le prix du taux déterminé et de *se conformer aux règlements de police qui sont ou pourront être faits.* » La Constitution du 3 fructidor an III, article 356, réserve ce droit d'intervention dans l'organisation des manufactures. « La loi, dit-elle, surveille particulièrement les professions qui intéressent les mœurs publiques, la sûreté et la santé des citoyens, mais on ne peut faire dépendre l'admission à l'exercice de ces professions d'aucune prestation pécuniaire. »

Dans ces conditions, puisque le principe est certain, il reste à rechercher si la liberté du travail est en fait menacée pour les ouvriers ; nous n'avons pas besoin de longs développements pour montrer qu'il n'en est rien, les mêmes ouvriers désirent cette intervention et l'approuvent ; rappelons-nous ici les efforts faits par les travailleurs pour obtenir la réduction de la durée du travail, les vœux de leurs congrès, les nombreuses enquêtes faites par les syndicats ouvriers, les grèves qu'ils ont péniblement soutenues dans ce but.

En fait, cette liberté de l'ouvrier est souvent illusoire (1); il sait que l'intervention de l'Etat viendra la protéger et non la menacer. C'est pourquoi il la demande.

Enfin on a voulu écarter encore l'intervention de l'Etat, en soutenant que celui-ci devait protéger seulement les femmes et les enfants, les adultes n'ayant pas besoin d'être défendus. C'est encore une erreur : l'homme une fois majeur peut bien gérer lui-même ses affaires, la loi reconnaît qu'il n'a plus besoin de tuteur ; elle l'émancipe donc au point de vue civil, mais elle n'a jamais entendu le priver de son aide et de sa protection. L'ordre public est intéressé à ce que tous les individus soient également protégés ; les lois de police et de sûreté doivent s'appliquer indistinctement aux adultes, aux femmes et aux enfants toutes les fois qu'ils sont faibles ou incapables de se protéger eux-mêmes. Il y a des dangers contre lesquels l'homme n'est point suffisamment armé, le chômage, la maladie, les accidents, etc. ; l'adulte n'est pas toujours

(1) « Je voudrais bien savoir (disait le ministre au Sénat, séance du 22 mars 1892) s'il est conforme à la notion réelle des choses de l'invoquer dans les conditions d'existence actuelles de l'industrie, au milieu des conquêtes chaque jour grandissantes de la science. Ne faut-il pas nécessairement tenir compte de ces ateliers gigantesques qui ressemblent à des villes par la multitude de ceux qui y coopèrent à la production nécessaire au besoin de l'humanité ? La matière y est domptée, transformée par des forces nouvelles que nos pères, eux qui ont proclamé les principes de 1789, ne soupçonnaient même pas et considéreraient aujourd'hui comme des mystères effrayants. Cette multitude de travailleurs est si étroitement asservie à ses mécanismes puissants que l'ouvrier n'est même plus le collaborateur de la machine, mais seulement son témoin. Il semble fait uniquement pour contempler l'ouvrage qu'elle accomplit et il est l'esclave de la vapeur, de l'électricité, de la force motrice qui transforme le monde et qui fait sentir sa puissance même sur les âmes, sur les consciences, sur ce qui fut autrefois le domaine intégral de la liberté individuelle. »

assez fort pour entreprendre seul la lutte. Des difficultés imprévues, souvent insurmontables l'arrêteraient en chemin, il ne faut pas le laisser à la merci de l'inexpérience ou de la négligence du patron ; l'Etat est intéressé au développement du commerce et de l'industrie, il doit faciliter l'entente entre le capital et le travail et les défendre encore contre toute imprévoyance.

On ne peut donc pas justifier la non-intervention de l'Etat, il faudrait pour cela que la réglementation fût absolument repoussée par les mœurs et les habitudes ; or il n'en est rien. L'opinion publique semble, au contraire, se prononcer en faveur de l'intervention de l'Etat, il nous suffira pour nous en convaincre de songer aux nombreux vœux formulés par les congrès ouvriers tenus pendant ces dernières années, aux nombreux décrets et aux lois qui sont venus réglementer les conditions du travail. On ne saurait soutenir avec MM. Léon Say et Denys Cochin que le législateur n'a pas à intervenir parce qu'il est digne d'un peuple comme le nôtre de faire le bien sans que la loi l'impose. La conscience ne suffit pas toujours. Le règlement a des conséquences importantes : il rend générales des mesures qui ont donné de bons résultats : il vient consacrer des avantages que la civilisation et le progrès ont rendu nécessaires. Mais il ne faut point compter sur l'initiative individuelle : l'opinion publique n'aura jamais un courant assez uniforme pour qu'on puisse se dispenser de la contrainte de la loi.

SECTION II. — Pourquoi l'Etat doit intervenir (1).

L'Etat n'est que l'organisation rationnelle de l'unité politique et de l'unité économique. Pour arriver à ce double but l'Etat a des droits et des devoirs.

Ainsi pour parvenir à une organisation complète l'Etat a des attributions militaires, des attributions de police ; en effet, lorsque le langage, la race, les idées, les sentiments ont groupé un grand nombre d'individus, souvent un esprit de particularisme naît et vient menacer de détruire ces similitudes nécessaires ; il faudra réagir contre ce danger, tout gouvernement devra assurer cette unité politique protégeant la nation à l'extérieur contre l'hostilité des autres groupes sociaux et à l'intérieur contre les divisions des partis politiques. Le gouvernement est en rapport bien plus avec les institutions et les partis qu'avec les individus. « Il ne voit les individus qu'au travers des groupements d'intérêts de la société positive ; il se défend contre les groupements ou négocie avec eux ! C'est contre les visées égoïstes de ces syndicats particuliers qu'il défend pied à pied le patrimoine national des similitudes qui s'appelle alors les intérêts généraux du pays. On gouverne pour ou contre la haute banque, pour ou contre l'armée, pour ou contre les agrariens ; on ne gouverne pas directement pour les citoyens. L'action directe d'un gouvernement doit être toujours dans un intérêt de parti en vue de l'unité politique, le reste vient par surcroît (2). »

(1) V. sur les écoles interventionnistes l'ouvrage de M. P. Pic, p. 29 et suiv.

(2) Hauriou, *Droit administratif et Droit public général*. — Théorie de l'Etat.

Si nous nous plaçons au point de vue de l'organisation de l'unité économique, nous voyons que l'Etat a aussi des droits et des devoirs importants à remplir : en tant que personne morale, il doit faire tous ses efforts pour rechercher l'organisation de la science, de la liberté, de la vertu et du bonheur. Or ce n'est pas chose facile : en effet, tous les individus qui composent l'Etat vont avoir les mêmes droits et les mêmes devoirs que lui. Voici donc, en présence, deux choses contradictoires, la liberté de l'Etat et la liberté de l'individu. Devant cette contradiction, on a soutenu tout d'abord que l'action gouvernementale ne devait pas porter atteinte à la liberté d'action de l'individu. Chaque homme fait, dit-on, tous ses efforts pour atteindre un idéal donné : tous les individus composant l'Etat et travaillant séparément pour leur intérêt commun, ne travaillent pas moins au bien-être et à la réalisation du bonheur de tous : il faut donc éviter de paralyser leurs efforts.

Nous avons vu ce qu'il faut penser de cette théorie, mais doit-on admettre une substitution complète des droits de l'Etat à ceux de l'individu, laissant au premier seul une liberté absolue. Les partisans de la doctrine autoritaire accusent le régime de la liberté d'être la cause de tous les maux : dans l'industrie, au lieu de donner un grand essor à la production et de stimuler le progrès, la libre concurrence ne réalise que très imparfaitement l'état d'équilibre cherché entre la production et la consommation ; elle ne tend pas au bon marché puisqu'elle n'a jamais eu pour conséquence de distribuer des fonctions et des travaux au mieux des intérêts de tous. Enfin, on attend encore tous les jours les effets bienfaisants qui devaient se traduire par une égalité progressive des conditions :

elle n'a même pas eu le mérite d'améliorer la qualité des produits. Il faut donc faire disparaître cette libre concurrence qui reste la source de tous les maux et qui engendre la misère sous toutes ses formes ! Or il n'y a qu'un moyen d'y arriver, c'est de remettre entre les mains de l'Etat tous les pouvoirs. Dans un pareil système, l'Etat serait tout, et l'individu ne conserverait que bien peu de liberté. C'est aller trop loin, et l'on peut se demander si l'Etat doit assumer une responsabilité aussi grande ; bien souvent, on a critiqué l'Etat : on lui a reproché un manque de connaissances, son incapacité dans la direction d'une entreprise : on voudrait faire de l'Etat un industriel, un commerçant. Admettons même que l'Etat trouve pour le seconder des hommes dont les aptitudes s'adaptent parfaitement aux fonctions qui leur seraient confiées, il n'en resterait pas moins une grosse difficulté : comment choisirait-on le plus apte et le plus digne ?

Il faut donc à la fois repousser l'opinion de ceux qui voudraient écarter totalement l'intervention de l'Etat au même titre que celle soutenue par ceux dont la devise est « tout pour l'Etat et par l'Etat ». On doit, en effet, considérer l'Etat comme un organisme vivant : chacun de ses membres concourt à la prospérité de l'ensemble ; il ne faut pas, d'une part, que l'Etat vienne paralyser les efforts de chacun des individus, mais il ne doit pas, non plus, rester indifférent : il doit faciliter la tâche, la simplifier, la rendre plus légère. Si l'Etat n'apportait point son concours précieux, tous les avantages de l'unité politique ou économique disparaîtraient. Stuart-Mill résumait ainsi la fonction et les droits de l'Etat :

« L'Etat, tandis qu'il respecte la liberté de chaque individu, est obligé de surveiller avec soin la façon dont il use

du pouvoir qui lui est accordé sur d'autres individus. Le droit individuel est de faire tout ce qui ne nuit pas ; le droit social est d'empêcher tout ce qui nuit (1). » L'Etat doit maintenir un juste équilibre entre les forces du pays, il empêchera les forts d'abuser des faibles. En droit public externe on regrette tous les jours l'absence d'une autorité constituée qui puisse faire respecter les principes admis par toutes les nations civilisées ; en droit public interne, cette lacune n'existe pas et le pouvoir central a pour mission de veiller au maintien du bon ordre et de la justice. L'Etat ne permettra donc à personne d'abuser de sa force : il interdira les coalitions et les associations de nature à porter atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie : mais il ne permettra pas davantage au chef d'industrie de faire travailler ses ouvriers sans respecter les garanties qui leur sont assurées. Il interviendra même nécessairement toutes les fois que l'ouvrier livré à lui-même serait tenté d'accepter de travailler à des conditions dangereuses pour sa santé ou pour son existence : il interviendra pour sauvegarder la santé des citoyens malgré eux, il leur défendra de travailler pendant un temps trop long ; il leur imposera un repos déterminé, les protégeant ainsi contre l'épuisement prématuré de leurs forces. « L'ordre qui lie des hommes en société, a écrit Domat, ne les oblige pas seulement à ne nuire en rien par eux-mêmes à qui que ce soit, mais il oblige chacun à tenir tout ce qu'il possède en un tel état que personne n'en reçoive ni mal ni dommage (2). »

(1) Stuart-Mill, *De la liberté*.

(2) Domat, *Les lois civiles dans leur ordre naturel*, liv. II, t. VIII, sect. II, § 61.

SECTION III. — Justification de l'intervention de l'Etat dans la réglementation du travail au point de vue spécial de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Un Etat a le plus grand intérêt à voir l'industrie, le commerce et les échanges se multiplier sur son territoire. D'abord les nations chez lesquelles les individus déploient une grande activité sont les plus riches et les plus prospères ; puis, ce sont celles qui peuvent le plus facilement assurer à l'intérieur la tranquillité à leurs sujets en leur donnant une sage organisation administrative. Ce sont aussi celles qui maintiennent à l'extérieur des relations de paix et d'amitié avec les autres Etats qui leur servent de débouchés. Si un conflit éclate, leur prospérité et leur activité leur permettent de faire des sacrifices et de trouver rapidement des ressources.

Pour développer ce commerce et cette industrie, l'Etat doit remplir un double rôle, car il faut qu'il exerce une mission de police et une mission de tutelle.

A ses droits de police se rattachent la réglementation des syndicats de patrons et d'ouvriers, celle des grèves et des coalitions, l'établissement des monopoles d'Etat concernant les industries dangereuses ou celles étroitement liées au bon fonctionnement des services publics ou à la défense du territoire, les lois et les règlements qui poursuivent la concurrence déloyale, la falsification des poids et des denrées, l'organisation des juridictions spéciales à l'industrie telles que les conseils de conciliation et d'arbitrage, les conseils de prud'hommes ; la réglementation des usines et des fabriques au point de vue de la sécurité et de l'hygiène, enfin la réglementation plus rigoureuse et

plus spéciale de certaines industries qui présentent des dangers pour la sécurité et la santé publique. A ses droits de tutelle se rattachent les lois nombreuses réglementant le travail industriel des enfants et des femmes et de l'homme adulte, puis toutes les institutions de nature à améliorer la condition de l'ouvrier soit au point de vue matériel soit au point de vue moral.

L'Etat est donc obligé de se faire le protecteur de la santé publique et spécialement de celle de ceux qui travaillent à la prospérité de l'industrie qui fait sa richesse : sur cette question se sont trouvés en présence les partisans et les adversaires de l'intervention de l'Etat en matière d'hygiène (1). Les économistes de l'école de Bastiat se sont encore opposés à cette intervention de l'Etat : cependant il s'est opéré chez nous depuis quelques années un mouvement irrésistible auquel des partisans et des chefs de l'école libérale comme MM. Paul Leroy-Beaulieu et Frédéric Passy n'ont pas pu s'opposer. Bien mieux, une loi générale sur la protection de la santé publique va bientôt entrer en vigueur et réaliser, peut-être pas complètement, les espérances des hygiénistes et des philanthropes. On s'était fortement opposé à la protection spéciale de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs ; le législateur a passé outre, il est allé d'abord au plus pressé en assurant à l'ouvrier les meilleures conditions pour son travail, puis il a cherché chaque jour à vaincre les difficultés, les préjugés et les intérêts et enfin a fait prévaloir les dispositions nouvelles relatives à la santé publique. La préparation de la loi du 15 février 1902 a été longue (2), mais

(1) *Journal des économistes*, du 15 mars 1902.

(2) Paul Strauss, « La santé publique et l'Etat » dans la *Revue politique et parlementaire*, numéro du 10 juillet 1902.

elle sera efficace. De toutes les formes de l'intervention de l'Etat, il n'en était pas de plus légitime, de plus défendable que celle-là. Le droit essentiel de l'Etat n'est-il pas de chercher à conserver et à protéger les individus dans leur vie physique. Il ne s'agissait plus seulement d'organiser une protection spéciale pour les ouvriers travaillant dans les fabriques et les ateliers, il fallut établir des mesures générales d'hygiène obligatoire pour tout le monde sans exception. L'action du gouvernement était d'autant plus nécessaire en France que notre population traverse en ce moment une période très critique. Chaque jour, les statistiques les plus récentes nous montrent par des chiffres éloquentes qu'elle reste stationnaire, pendant que celle des Etats voisins augmente dans des proportions assez inquiétantes pour que nous rappelions quelques chiffres concernant le mouvement de la population en France et dans les principaux pays d'Europe pendant les vingt dernières années écoulées.

Différences qui se sont produites en 25 années.

		Habitants		Habitants
Allemagne.	1875	42.700.000	1900	54.600.000
Angleterre.	1871	21.000.000	»	40.809.000
Autriche-Hongrie. . .	1860	35.000.000	»	45.000.000
Italie	1871	26.000.000	»	35.800.000
Russie	1875	76.000.000	»	106.000.000
Suisse	1875	2.700.000	»	3.300.000
Espagne.	1877	16.600.000	1897	18.000.000
France	1872	36.102.000	1900	39.000.000

La population de l'Europe était en 1875 de 312.000.000 et de 391.000.000 en 1900; elle avait subi une augmentation de 79.000.000, c'est-à-dire de 25 0/0, et tandis que des pays voyaient le chiffre de leurs habitants augmenter dans de fortes proportions; Russie 39 0/0, Allemagne 29 0/0, An-

gleterre 23 0/0, Autriche-Hongrie 22 0/0, c'est à peine si la France constatait une augmentation de 5 0/0. De tels chiffres sont trop éloquents pour qu'il nous soit nécessaire d'insister. On s'est demandé à quelles causes il fallait rattacher cet état de notre population ; elles sont nombreuses, mais on a retenu surtout le grand nombre de décès relevés dans les grandes villes tandis que l'on constatait un abaissement important dans le chiffre des naissances. Nous relevons ainsi quelques indications dans le tableau ci-dessous, indiquant le chiffre des naissances pour 1000, en faisant seulement remarquer que la natalité n'est pas importante dans un pays lorsqu'elle ne dépasse pas la proportion de 30 pour 1000.

Naissances par 1000 habitants	1880	1885	1890
Russie.	48	49	50
Hongrie	45	44	40
Autriche.	37	37	36
Allemagne	37	37	35
Italie.	38	38	35
Espagne	35	36	36
Angleterre	34	32	30
Belgique.	31	29	29
Suède.	29	29	27
Suisse	29	27	26
France.	24	24	22

Les savants, les hommes politiques se sont occupés de la question : on l'a discutée dans les congrès, on a proposé de nombreuses mesures pour remédier à cet état de choses, elles peuvent toutes se grouper sous deux chefs principaux : 1° augmentation de la natalité ; 2° diminution de la mortalité.

En ce qui concerne l'augmentation de la natalité, nous ne croyons pas que l'on puisse arriver à un sérieux résultat : sans doute, l'on peut augmenter les charges fiscales

de ceux qui n'ont pas d'enfant, exempter d'impôts les pères de famille qui ont sept enfants, leur réserver les emplois dont dispose l'administration, etc., etc. (1). Mais ces mesures seraient peu efficaces ; elles ne donneraient pas plus de résultat que les lois caduques à Rome ; ce n'est pas de ce côté que l'on a beaucoup de chances d'aboutir.

Au contraire, au second point de vue il y a plus à faire, et les moyens proposés semblent devoir donner des résultats plus satisfaisants. On peut, en effet, arriver à *diminuer la mortalité infantile* qui fait dans toutes les classes de la société des ravages aussi profonds : il serait bon d'encourager la mère à nourrir elle-même son enfant (2) : mais encore ne peut-on pas aller trop loin ici, une mesure radicale pouvant avoir pour conséquence une diminution de la natalité. Le législateur peut, du moins, intervenir plus efficacement contre le trafic des nourrissons : des propositions de loi sont actuellement soumises aux Chambres ; elles ont surtout pour but la protection de la mère et de l'enfant. Déjà la loi du 15 février 1901 va rendre obligatoire en 1903 la vaccination anti-variolique au cours de la première année de la vie, ainsi que la revaccination au cours de la onzième et de la vingt et unième année (3). Les parents et les tuteurs seront tenus personnellement de l'exécution de cette mesure. Mais, à côté de cette protection générale de l'enfance, il en est une qu'il faut organiser pour diminuer aussi la mortalité, c'est la protection spéciale de l'enfance ouvrière ; le travail exagéré aurait pour les jeunes gens des conséquen-

(1) Voir le *Cours d'économie politique*, de M. Brouilhet, année 1901. *La population* ; Gonnard, *La dépopulation en France*.

(2) V. la pièce de M. Brieux, *Les Remplaçantes*.

(3) Loi du 15 février 1902, article 6.

ces funestes à un moment où leur développement physique et intellectuel n'est pas achevé, plus que pour tout autre il faut redouter pour eux les dangers multiples de l'outillage mécanique et du travail effectué dans de mauvaises conditions hygiéniques. L'intérêt de l'Etat exige qu'il n'abandonne pas l'enfant à la philanthropie patronale : il ne faut pas non plus se montrer trop confiant dans l'affection de la famille pour l'enfant car les parents voient trop souvent en lui une source de gain, surtout lorsque la misère a envahi le foyer.

Du reste, même à ce point de vue, il ne faut rien exagérer et si l'Etat à le devoir de conserver les énergies futures il ne faudrait pas aller jusqu'à l'Etat pouponnier de Fourrier.

On diminuera encore la mortalité en écartant toute guerre inutile, en organisant même les services sanitaires destinés à secourir l'homme adulte, en le protégeant contre les accidents du travail ou en l'assurant contre les risques.

La femme elle-même sera protégée en tant que mère : elle sera soustraite aux travaux de nature à nuire à sa santé et par contre-coup à celle de l'enfant ; l'intervention de l'Etat est ici des plus utiles, parce que la femme livrée à elle-même n'est pas habituée à la résistance ; elle est peu apte à s'organiser pour défendre ses intérêts, puisqu'elle est toujours tenue à l'écart de la vie publique et que la plupart de ses travaux consistent dans des occupations domestiques.

On a proposé enfin des mesures générales d'hygiène ; et aujourd'hui les progrès de la science pastorienne ont déjà permis de défendre tout un pays contre des maladies évitables venant de l'extérieur. Tous les pays observent rigou-

reusement aujourd'hui les mesures ordonnées par la police sanitaire internationale, et l'on a pu ainsi éviter les conséquences terribles d'épidémies redoutables comme la peste ou le choléra.

Mais on s'est surtout préoccupé de l'hygiène et de la protection de l'individu chez lui, dans le milieu où il vit, où il travaille ; l'Etat est donc intervenu dans les rapports du patron et de l'ouvrier pour établir et rendre obligatoire une réglementation que préconisaient les hygiénistes, soit au point de vue physique, soit au point de vue moral.

L'Etat ne pouvait admettre que l'ouvrier restât seul et sans appui au milieu des progrès constants et des transformations de l'industrie. Les nécessités de la lutte, la concurrence terrible que sont obligés de soutenir les producteurs leur font souvent perdre de vue les intérêts de leurs ouvriers ; les patrons ne peuvent, du reste, à eux seuls prévoir toutes les mesures de nature à donner satisfaction aux moins exigeants. L'ouvrier a dû prendre l'initiative d'une lutte contre la durée du travail qu'on exigeait de lui : les classes industrielles se sont défendues seules au début contre un état de choses qui ne tenait aucun compte de l'être humain. Les individus s'étaient organisés dans chaque profession, mais les pouvoirs publics ont dû venir à leur aide. C'est ainsi que la loi de 1884, en permettant la création des syndicats ouvriers par le groupement d'hommes appartenant à la même profession, a rendu possible la réalisation des réformes que le travailleur isolé n'aurait jamais pu imposer. Les syndicats ont obtenu une élévation dans le taux des salaires et une diminution dans la durée du travail ; c'est ainsi qu'en Australie les organisations ouvrières ont presque généralement obtenu la journée de huit heures : en Angleterre même, on voit déjà des indus-

tries minières, comme celles de Durham et de Northumberland, dans lesquelles l'ouvrier ne fournit même pas huit heures de travail par jour (1).

Mais souvent les organisations les plus puissantes ne suffisent pas à la tâche : les syndicats ont fait bien peu pour l'hygiène et la sécurité des travailleurs, l'autorité supérieure devait alors intervenir, l'ordre public était intéressé.

Et que l'on ne vienne pas objecter que l'intervention de l'Etat soulève des difficultés, qu'elle porte atteinte à la liberté individuelle ; la plupart du temps le travailleur se sentira mieux soutenu, il trouvera dans cet appui le courage et l'énergie qu'il lui faut tous les jours, parce qu'il connaîtra la protection dont sa santé est l'objet, parce qu'il sera désormais certain de ne pas être abandonné lorsqu'il sera infirme ou victime d'accidents et de maladies contractées dans l'exercice de sa profession. En vérité, s'il subsiste un inconvénient, il n'est qu'apparent : le sentiment de la liberté individuelle est trop respectable pour que l'on ose lui porter une atteinte arbitraire. Nous défendons l'intervention permanente des pouvoirs publics dans les rapports des ouvriers et des patrons parce que l'ordre public, la sécurité des individus, le triomphe de l'industrie nationale même exigent que les travailleurs soient arrachés aux dangers de l'usine. L'Etat n'exerce pas seulement ici un droit, il remplit un devoir (2).

(1) Sarraute, *La limitation légale de la durée du travail en Allemagne*, introduction, p. 2 et s.

(2) « Le principal objet des services de la santé publique est la lutte contre les épidémies et les maladies transmissibles. Or, sur qui frappent le plus ces maladies, sinon sur les petits, les faibles, les misérables ; combattre les unes, c'est défendre les autres, c'est donc faire œuvre

Cette réglementation aura même un résultat heureux pour la production nationale qui soutiendra plus facilement la concurrence de l'étranger. Sans doute, on pourrait craindre les conséquences fâcheuses de la limitation légale de la durée de la journée de travail pour certaines industries qui ont déjà de la peine à lutter actuellement, et sur ce point nous serions tentés de croire que la critique est sérieuse et qu'elle mérite qu'on lui prête une grande attention. Mais nous n'avons pas, en ce qui nous concerne, à justifier l'intervention de l'Etat imposant au pays une réduction de la journée de travail. Quant aux mesures d'hygiène et de sécurité que nous demandons au gouvernement de prendre tous les jours, nous sommes persuadés qu'elles seront favorables au développement de l'industrie et qu'elles produiront d'heureux effets : les travailleurs se sentant désormais mieux soutenus, plus à l'abri du danger et de la maladie pourront sans arrière-pensée consacrer à leur occupation toute l'énergie dont ils disposeront. Ils pourront, du reste, rechercher eux-mêmes les modifications susceptibles d'être apportées aux règlements.

L'intervention de l'Etat, en matière d'hygiène industrielle, se justifie encore mieux que pour toute autre chose : en effet, les partisans de l'école classique ne peuvent pas lui faire les reproches qu'ils adressent aux interventionnistes à propos de presque toutes les questions. Si vous parlez, par exemple, d'assurances obligatoires contre la vieillesse, la maladie, les accidents ou contre le chômage, on ne manque pas de vous objecter que vous allez détruire toute initiative chez l'individu, que vous l'invitez

de solidarité fraternelle, de démocrates que d'entreprendre le combat. »
(Discours de M. Léon Bourgeois, *J. off.*, 1889, p. 204.)

à se montrer moins prudent, moins prévoyant. Vous rendez, dit-on, inutiles tous les efforts faits par les mutualistes ; vous grevez considérablement le budget de l'Etat, vous lui donnez une mission dont il s'acquittera mal. Ces critiques réfutées, du reste, par les défenseurs de l'assurance obligatoire n'ont aucune portée ici. Il est facile de voir que l'on ne doit pas compter, en matière d'hygiène et de sécurité des travailleurs sur l'initiative des ouvriers ni sur l'intervention des mutualistes : de plus, l'objection d'ordre financier est à négliger.

En effet, tout d'abord, il est facile de se rendre compte que l'initiative individuelle s'est montrée insuffisante. Nous savons tous combien les hommes se décident difficilement à prendre les mesures d'hygiène les plus indispensables. L'imprévoyance, la négligence ou l'ignorance de l'individu ne sont pas les seules causes de cet état de choses : les religions elles-mêmes dictent aux hommes leur conduite. Aussi l'Etat doit-il prendre pour tous les mesures que la science impose : cette imprévoyance se rencontre dans toutes les classes de la société, mais surtout dans les classes moins instruites et dans les classes laborieuses moins inquiètes d'un danger contre lequel elles ne songent pas à se protéger, puisqu'elles l'ignorent.

Ainsi dans les industries où la santé et la sécurité des travailleurs sont le plus menacées, on peut voir que cette question a très peu ou pas du tout préoccupé les esprits. Si nous prenons, par exemple, l'industrie des mines, celle à laquelle M. Jules Guesde, au congrès de Commeny (5-9 mars 1899) déclarait que l'on devait réduire la question sociale : « 1° parce que le mineur, plus que tout autre ouvrier, est à même de comprendre la nécessité d'une transformation sociale ; 2° parce qu'il est la plus complète

survivance du serf féodal et de l'esclave antique ; 3° parce qu'il tient dans ses mains la source de l'industrie moderne et, par suite, de la société entière », nous voyons que les mineurs ne se sont pas préoccupés des questions d'hygiène puisqu'ils ne les ont pas mentionnées dans leurs revendications. Ils avaient ramené celles-ci à six groupes principaux :

- 1° Nationalisation des mines ;
- 2° Fixation d'un salaire minimum ;
- 3° Organisation de l'assurance obligatoire ;
- 4° Réglementation du travail des femmes ;
- 5° Réglementation internationale de la production ;
- 6° Réduction de la durée de la journée de travail à huit heures (1).

Mais il n'est pas question d'hygiène : cependant ils demandent une réglementation du travail des femmes, appuyant cette réclamation par des arguments indiquant qu'il s'agit de défendre la santé physique et la santé morale de la femme. Mais, en résumé, l'individu s'est montré jusqu'ici trop insouciant pour que l'on puisse compter sur lui : l'État doit donc se montrer prévoyant.

En second lieu, pourrait-on dire, il est inutile de faire appel à l'intervention de l'Etat si l'initiative individuelle s'exerçant par la voie de l'association suffit pour prendre les mesures de nature à garantir les salariés. Malheureusement les groupements d'ouvriers et de travailleurs n'ont pas été plus heureux : ils ne se sont, du reste, pas arrêtés à cette question de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs même en Angleterre où les Trade-Unions fonctionnent de-

(1) Georges Retail, *Les Caisses de secours et de retraite des ouvriers mineurs*.

puis 1824 et ont donné tant d'appréciables résultats parce qu'elles disposent de ressources importantes puisées dans les cotisations élevées qu'elles peuvent imposer à leurs membres. En fait, ce n'est pas douteux, nos syndicats ouvriers français sont parvenus à constituer des sociétés de secours mutuels dont le but était surtout de venir en aide aux ouvriers victimes d'accidents ou de maladies. Les mutualistes ont donc travaillé pour l'hygiène et la sécurité des ouvriers puisqu'ils leur assurent des soins éclairés, l'assistance du médecin, les concours des remèdes nécessaires jusqu'au moment du rétablissement. Mais à ce point de vue encore, on s'est rendu compte que les sociétés de secours mutuels ne sont pas assez puissantes pour assister les victimes et les malades : les versements effectués par leurs membres sont peu élevés : ils dépassent rarement la faible somme de 1 franc à 1 fr. 50 par mois.

En tout cas, ces sociétés se proposent seulement de réparer dans la mesure du possible les conséquences de la maladie ou de l'accident : elles ne sauraient suffire. Il faut aussi chercher à éviter la maladie, à écarter les chances d'accident par l'amélioration de l'outillage. L'Etat a dû combler cette lacune : il a dû faire ce que les individus isolés ou réunis en associations n'ont pu réaliser. Lui seul pourrait obliger la femme à rester auprès de ses enfants en bas-âge, notamment le laps de temps où l'allaitement artificiel est particulièrement dangereux ou insuffisant : dans les villes industrielles qui ne possèdent pas d'établissements privés, comme les crèches par exemple, on constate chez les enfants une mortalité effrayante puisqu'elle va jusqu'à 60 0/0. L'Etat doit apporter un remède à cette source de dépopulation : il ne faut pas redouter qu'il vienne décourager les sociétés de secours mutuels.

Enfin il nous sera encore bien plus facile de répondre à une troisième et dernière objection. On a prétendu que pour obtenir une bonne organisation d'un service d'hygiène industrielle on serait obligé de créer un corps d'inspecteurs spéciaux chargés de veiller si les précautions hygiéniques, les mesures de sécurité sont toujours prises dans les ateliers, dans les fabriques ou dans les mines. Il est certain, dit-on, que les règlements établis devront être publiés, affichés dans les ateliers, mais cela ne suffit pas : il faudra donc augmenter le nombre déjà si considérable des fonctionnaires et le chapitre des dépenses du budget. Eh bien, non ! ces conséquences ne sont pas nécessaires. Sans doute, il y aura des inspecteurs chargés de la surveillance des usines pour constater les infractions et dresser les procès-verbaux ; mais il n'est point utile de créer des fonctionnaires nouveaux, il a suffi de réorganiser le corps des inspecteurs créé en 1874 : les rouages de cette administration étaient tout prêts.

Du reste, les objections qui ont été faites aux partisans de l'intervention de l'État, en ce qui concerne l'établissement d'une réglementation spéciale sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs n'ont pas convaincu les législateurs, et nous allons voir maintenant que dans tous les pays on ne s'est pas laissé arrêter par ces arguments.

CHAPITRE III

L'HYGIÈNE ET LA SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS DANS LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES.

Nous passerons successivement en revue les dispositions législatives qui ont été prises en Allemagne, en Angleterre, en Autriche-Hongrie, en Belgique, en Italie, en Suisse, en Danemark, en Suède et en Espagne.

Allemagne (1).

Les questions ouvrières ont, en Allemagne, une importance considérable ; depuis 1870, en effet, la constitution de l'Empire allemand a réuni les intérêts d'une population s'élevant à plus de 46 millions d'habitants : depuis cette époque, l'industrie a fait dans ce pays des progrès constants. Grâce à l'indemnité de guerre payée par la France, on vit, de 1872 à 1880, commencer pour elle une période d'activité qui se manifesta par la construction d'un nombre considérable d'usines et de manufactures attirant à elles la population agricole des campagnes. Cette prospérité, toute factice, s'arrêta dès 1880 ; les ouvriers se plaignirent et s'adressèrent à l'État en lui demandant d'inter-

(1) V. Arnould, *Nouveaux éléments d'hygiène*, p. 1391 ; Bellom, La loi industrielle allemande, *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1891, p. 168 ; Paul Pic, *Traité de législation industrielle*, 1^{re} édit., p. 208 et s. ; *L'enquête sur les conditions du travail à l'étranger*.

venir pour eux. En 1891, on voit fonctionner, en Allemagne, une législation protectrice des travailleurs de tout âge et de toute condition. « Dès cette époque, on s'intéresse dit M. Herbette, à tout ce qui concerne l'ouvrier, dans son enfance, en lui interdisant l'atelier jusqu'à ce qu'il ait acquis des principes d'instruction et un développement physique suffisants ; dans son adolescence en limitant son labeur, en fixant des heures de pause ; durant le reste de son existence active en lui assurant pour les dimanches et fêtes des repos de 36 ou même de 48 heures, en présidant à ses rapports avec ses patrons. Cette législation veillera sur la femme, sur sa moralité, restreindra son travail pour la rapprocher de son ménage, lui imposera plusieurs semaines de chômage après ses couches » (1).

Une réglementation si minutieuse et si générale ne pouvait pas laisser de côté la santé, l'hygiène et la sécurité des travailleurs : des mesures spéciales devaient être prises à ce point de vue.

Dès 1865, on avait créé en Allemagne une organisation puissante concernant l'hygiène publique : c'était l'institution fédérale de l'Office sanitaire allemand, qui eut une très grande efficacité puisqu'il a fait avancer les réformes législatives les plus urgentes, basées sur des données scientifiques récentes. Mais lorsque les lois sont votées il faut qu'une autorité exécutive se charge de surveiller l'observation des mesures sanitaires prises : dans chaque Etat on a créé à ce sujet un service spécial. Cette mission est confiée pour la Prusse au ministre des cultes, également investi du service sanitaire général puisqu'il est ministre des affaires médicales.

(1) Rapport de M. Herbette, ambassadeur de la République française à Berlin sur les conditions du travail en Allemagne.

Dans chaque province on retrouve une autorité chargée de la direction sanitaire de la région ; elle appartient au président supérieur qui est assisté d'un collège médical, sorte de comité consultatif d'hygiène. On peut, du reste, caractériser d'une façon générale la législation industrielle allemande à ce point de vue. Elle comporte une réglementation très étendue, mais très pratique : le fonctionnement de celle-ci est assuré parce qu'il est simple : parfois même on est allé trop loin, ainsi lorsqu'on a donné aux autorités de police une mission de juridiction qu'elles remplissent d'autant moins facilement qu'elles sont plus dépendantes du pouvoir central.

La loi est d'abord intervenue pour réglementer sévèrement l'ouverture des établissements industriels, dangereux ou insalubres : elle exige pour chacun d'eux une autorisations spéciale et ils ne doivent pas soulever de réclamation de la part des propriétaires voisins.

La loi industrielle du 8 mars 1891 fut plus générale ; elle a étendu les prescriptions qui avaient été prises pour ces seuls établissements. Tous les directeurs de mines et de manufactures doivent établir et entretenir les dispositions prévues par les règlements pour assurer la protection, la sécurité et l'hygiène des ouvriers employés dans leurs exploitations.

Des précautions particulières doivent être prises pour que les ateliers soient bien éclairés, bien aérés : des appareils spéciaux doivent être installés pour faire disparaître les poussières et les gaz provenant de l'établissement industriel.

Lorsque, au cours de l'exploitation, la nécessité de nouvelles mesures se fait sentir, les inspecteurs des fabriques sont chargés de les faire exécuter. On leur enjoint

de prendre toutes les précautions destinées à rendre inoffensive une industrie dangereuse. Le Conseil fédéral lui-même publie chaque jour de nombreuses ordonnances concernant les fabriques dans lesquelles on emploie des matières dangereuses pour la santé des ouvriers : phosphore, plomb, acétate de plomb, etc.

Lorsque les industries le permettent, les hommes et les femmes doivent travailler dans des locaux séparés : des mesures spéciales doivent aussi être prises pour les enfants et les jeunes gens âgés de moins de 18 ans ; elles doivent correspondre à leur âge, protéger leur santé et leur moralité. Des locaux spéciaux sont même organisés pour permettre aux ouvriers de se déshabiller ou de se laver. On exige même, dans certains cas, que des chambres-réfectoires soient mises à la disposition des travailleurs pour leur éviter de prendre leur repas dans les ateliers ; ces appartements doivent être convenables et suffisamment chauffés en hiver.

La loi allemande est très générale, et les dispositions d'hygiène et de sécurité qu'elle prescrit sont obligatoires pour toutes les usines, les fabriques ou les manufactures, pour les tuileries, pour les carrières à ciel ouvert, pour les ateliers disposant de la force motrice, qu'elle soit due à la vapeur, à l'eau, au vent ou au gaz, à l'air ou à l'électricité (1).

(1) Du reste, depuis cette époque, de nombreux textes législatifs sont venus compléter sur des points nouveaux les prescriptions sanitaires. C'est ainsi qu'une ordonnance du 11 mai 1898, concernant l'installation et l'organisation des établissements fabriquant des accumulateurs électriques en plomb ou en alliage de plomb, indique soigneusement quelles précautions seront prises, telles que : nettoyage, peinture, et même pour les uns lavage du sol une fois par jour ; enlèvement sans délai des

La loi du 8 mai 1891 a aussi eu le mérite d'une innovation appelée à donner d'excellents résultats : elle a prescrit des règlements de fabrique. Chaque chef d'industrie est tenu d'établir pour ses ateliers une sorte de règlement, en tenant compte de toutes les prescriptions légales fixant les conditions d'aménagement, d'aération, de fonctionnement des usines. L'article 120 prévoit en somme des règlements basés sur les principes généraux, mais s'appliquant aux patrons, aux directeurs d'ateliers, aux contre-maîtres et aux apprentis comme aux ouvriers de chaque fabrique en particulier.

Dans chaque Etat particulier de l'Allemagne, ces mesures sont prises par les autorités compétentes ; un contrôle sévère est fait par des inspecteurs de fabrique, chargés de rechercher si des infractions sont commises : ils dressent des procès-verbaux, font des rapports qu'ils transmettent aux autorités de police chargées de poursuivre les délin-

débris et poussières de plomb ; nécessité pour les ouvriers d'obtenir du médecin un certificat constatant qu'ils sont en parfait état de santé pour pouvoir être employés dans cette industrie et obligation pour eux de passer une visite médicale au moins une fois par mois. La même ordonnance interdit aux ouvriers de manger dans les locaux de fabrication, d'apporter ou de boire des alcools pendant le travail, de fumer, de priser ou de mâcher du tabac. (*Bull. off.*, Travail, 1898.)

Une circulaire du 28 janvier 1899 a pris également des mesures concernant l'installation et l'exploitation des filatures de crins de cheval, des ateliers de préparation des cheveux et des soies ainsi que des fabriques de buses et de pinceaux : elle décide que les matières premières telles que les cheveux, les crins et les soies devront être désinfectées avant d'être mises en service ; les jeunes ouvriers, ceux qui ont des écorchures aux mains ne peuvent y être occupés. Les ouvriers séjournant dans ces ateliers doivent avoir au moins 5 mètres cubes d'air. Ils auront à leur disposition des salles de bains chauds, du savon, des torchons, des armoires pour déposer leurs vêtements, etc., etc.

quants devant la juridiction compétente. Ils peuvent même ordonner la fermeture de la fabrique lorsque le patron ne se conforme pas aux règlements. Cependant, on peut faire appel de cette décision et saisir la juridiction administrative dans un délai de quinze jours : le chef d'industrie peut présenter sa défense en fournissant soit l'avis d'un expert, soit celui du conseil de surveillance de la corporation à laquelle il appartient. S'il ne peut se justifier, des peines seront prononcées : elles varient d'un à trois jours de prison et l'amende ne peut dépasser vingt marks.

Le Code industriel allemand ne pouvait pas manquer de réglementer le travail des enfants et celui des femmes. Tout d'abord, il a imposé aux enfants un stage scolaire qui les maintient à l'école jusqu'à 13 et même 14 ans, leur assurant ainsi une bonne instruction et un développement physique complet : puis lorsque ces jeunes gens sont admis à l'usine, ils ne doivent pas travailler plus d'un nombre d'heures déterminé ; leur travail doit être entrecoupé par des repos fréquents et suffisants. A l'âge de 16 ans, l'ouvrier est libre de contracter les engagements qu'il voudra ; mais, toutefois, l'Etat voulant ici fortifier l'autorité de ses parents leur permet de contrôler dans une certaine mesure les engagements qu'il pourrait accepter s'ils sont nuisibles à sa santé. Ils ont le pouvoir de refuser leur autorisation ; ou bien ils peuvent s'opposer à ce que l'enfant touche intégralement le montant de son travail s'ils s'aperçoivent qu'il en fait un mauvais usage ; enfin ils pourront obtenir du patron qu'il impose à l'enfant l'obligation de vivre avec ses parents, d'habiter avec eux, cette résidence valant mieux pour lui que celle qu'il pourrait trouver ailleurs à un âge où son inexpérience est si grande.

La loi de 1891 permet aux industriels d'insérer dans leurs règlements de fabrique un article obligeant le jeune ouvrier à se soumettre à ces conditions.

Le travail des femmes a été étroitement réglementé ; la Bavière, le royaume de Saxe, celui de Wurtemberg, le Grand-Duché de Bade, l'Etat de Hambourg, ne permettent pas aux femmes de travailler indistinctement dans toutes les entreprises ; leur législation n'est sans doute pas complète à cet égard, mais nous devons signaler ici les mesures prises pour protéger la santé, la moralité des filles et des femmes. Les dispositions qui les concernent peuvent se ramener à quatre : 1° les femmes pendant les 40 jours qui suivent leurs couches ne peuvent être employées au travail ; 2° les femmes et les filles ne peuvent pas être admises dans les travaux des mines et des carrières souterraines ; 3° le Conseil fédéral peut, par une résolution, défendre absolument ou subordonner à des conditions, l'emploi d'ouvrières dans certaines branches de l'industrie pouvant offrir des dangers pour leur santé ou leur moralité, telles que les forges, les fabriques de cirage, les laminoirs, les verreries ; 4° on peut interdire aux femmes certains travaux de nuit dans des industries déterminées ; du reste, la journée de travail ne doit pas dépasser onze heures pour elles et on doit leur laisser dans le milieu de la journée un repos suffisant pour leur permettre de s'occuper des soins de leur ménage.

Les employés de commerce sont aussi protégés par la loi allemande : en effet, le nouveau Code de commerce allemand, entré en vigueur au mois de janvier 1900, oblige par son article 62 le patron « à organiser et à entretenir les locaux de l'établissement, ainsi que le mobilier et les instruments qui les garnissent, et à régler le mode d'exploita-

tion et les heures de travail, de façon que la santé de l'employé soit protégée et qu'aucune atteinte ne puisse être portée aux bonnes mœurs et aux convenances » (1).

Il ne suffit pas toujours d'assurer à l'ouvrier une bonne hygiène et une sécurité complète dans les locaux industriels où il est occupé : l'Allemagne a compris qu'il fallait aussi veiller à la salubrité des logements mis à sa disposition.

Déjà en 1872, lors de la crise spéciale qui fut provoquée dans ce pays par les capitaux énormes que l'on venait de placer dans l'industrie, on avait pu voir plus de 1.200 personnes obligées de camper à Berlin dans des baraquements construits à la hâte. Depuis cette époque, dans tous les grands centres, on a vu la population ouvrière augmenter sans cependant que l'on ait constaté un accroissement proportionnel dans le nombre des logements. Les inspecteurs des fabriques durent dans toutes les parties de l'Empire signaler les conditions défectueuses dans lesquelles les ouvriers étaient obligés de se loger. Les logements étaient chers, en mauvais état, malsains et malpropres : il s'y produisait un entassement de personnes qui devait nuire autant à la santé des individus qu'à la salubrité pu-

(1) C'est en se basant sur cet article que la caisse des maladies des commerçants de Berlin a fait procéder à une enquête sur la nécessité qu'il y avait à fournir des sièges aux ouvriers et aux ouvrières. Les médecins consultés estimaient que la station verticale prolongée peut provoquer ou accentuer les maladies du bas-ventre (maladie de la matrice chez la femme, le varicocèle chez l'homme), qu'elle pouvait amener l'avortement, des troubles de circulation générale, la débilité. A la suite de cette enquête, le Conseil fédéral rendit une ordonnance le 30 mai 1900, aux termes de laquelle des sièges devaient être installés en nombre suffisant dans les maisons de commerce où le personnel devait souvent se trouver en contact avec la clientèle : l'usage des sièges est permis aux intéressés tout le temps pendant lequel leur travail ne s'y oppose pas.

blique. En 1895, sur 152.493 logements composés d'une chambre unique et d'une cuisine, 46.000 étaient occupés par des familles de 5 à 9 personnes, 154 par des familles de 10 à 11 membres, et quelques-uns par des familles de 15 à 20 personnes.

Des mesures ont été prises : mais elles s'appliquent aux immeubles nouvellement construits, des difficultés sans nombre s'opposant à ce qu'elles régissent les vieilles bâtisses. Même en cette matière, il est difficile de voir si les règlements sont observés (1) : ainsi on interdit l'habitation des caves, on défend l'établissement de dortoirs dans des locaux insuffisants ; cependant, de nombreux sous-sols sont habités, et, en fait, il est impossible d'empêcher l'ouverture de dortoirs dans des conditions aussi défavorables lorsque l'on n'apporte pas un concours financier suffisant. Cependant quelques résultats ont été obtenus : l'autorité est parvenue à empêcher l'encombrement des garnis et des dortoirs : l'administration (le préfet dans le Grand-Duché de Bade) fait assainir les logements insalubres lorsqu'ils lui sont signalés.

Depuis 1887 la ville de Berlin possède un Code de construction qui édicte des prescriptions nombreuses et très sévères ; il punit d'amendes toutes les infractions à ses dispositions et ordonne, dans la plupart des cas, l'évacuation des locaux et des habitations construits sans observation des règlements. Il est bon de rappeler ici : 1^o les tentatives faites pour améliorer les logements de l'ouvrier travaillant dans les usines hors des villes ; 2^o les essais faits pour remédier au manque de logement dans ces villes. Au premier point de vue, les patrons ont été obligés

(1) Arthur Raffalovich, *Le logement de l'ouvrier et du pauvre*.

de construire des maisons ouvrières : c'est l'Etat, en sa qualité de propriétaire de mines, qui a été le premier appelé à donner l'exemple, il n'a du reste rien négligé pour les travailleurs : il a construit des cités ouvrières, les grands industriels de la Saxe, de la Westphalie, de la Silésie, du Wurtemberg et du Grand-Duché de Bade ont rapidement suivi cet exemple ; il suffit de rappeler les immenses constructions élevées à Essen pour les ouvriers travaillant à la fameuse usine Krupp, pour donner une idée des progrès accomplis. En 1883, cinq colonies étaient organisées, elles comprenaient 3.208 demeures servant à l'habitation de 16.200 personnes. A partir de cette époque, le nombre des ouvriers augmentant sans cesse, on dut recourir au système des cités ouvrières, et l'on doit reconnaître que la construction de ces immenses casernes a donné de bons résultats.

Dans les grandes villes, de nombreux philanthropes ont essayé d'améliorer le sort de l'ouvrier en lui procurant une habitation suffisante et confortable, malheureusement ces efforts n'ont pas tous été couronnés de succès ; ce sont des sociétés financières qui ont obtenu les meilleurs résultats : elles ont à la fois un caractère commercial et philanthropique, puisque tout en offrant des logements salubres au travailleur moyennant un prix peu élevé elles assurent néanmoins aux capitaux que les prêteurs leur confient une rémunération appréciable. M. Herbette cite comme exemple de ces sociétés l'association des cités ouvrières de Mulhouse, fondée en 1853 par douze grands industriels sous la direction de M. Jean Dollfus, dans le but de construire à Mulhouse et dans les environs des maisons avec cour et jardin, puis de les livrer à des familles isolées à des prix peu aussi élevés que possible et calculés cependant de façon à leur assurer au bout d'un certain temps la propriété

de leur logement. Il en existe beaucoup actuellement ; ce sont en général des sociétés de bienfaisance, de construction et d'épargne comme celle fondée à Posen.

Il nous reste à dire un mot de certaines institutions qui viennent de prendre naissance en Allemagne et qui sont appelées à augmenter les progrès faits chaque jour dans ces pays par l'hygiène industrielle : nous voulons parler des *Musées d'hygiène et de sécurité* des ouvriers qui viennent d'être établis à Berlin et à Munich (1).

La ville de Berlin a fondé au mois d'avril 1900 un *Musée social* (*Reichs für Arbeiterwohlart*). Le gouvernement espère que bientôt on verra là se réunir toutes les collections de choses, toutes les découvertes destinées à rendre d'importants services dans le domaine de la prévention des accidents et de l'amélioration de l'hygiène ouvrière. Ce musée s'est bientôt vu adjoindre une salle de conférences et d'expériences et une bibliothèque : un petit terrain qui lui est affecté permet aux fabricants, aux inventeurs, aux associations professionnelles d'exposer sans rémunération aucune les dispositifs qu'ils ont combinés ou adaptés dans leurs ateliers, soit pour prévenir les accidents, soit pour améliorer le logement et l'alimentation des classes ouvrières.

La ville de Munich, qui possède pourtant de si belles et si nombreuses collections artistiques n'a point hésité à ouvrir un musée du même genre (*Museum für Arbeiter wohlartseinrichtungen*). Nous signalons l'effort, mais l'entreprise est ici plus modeste ; le local a été fourni par une grande société industrielle : c'est une exposition permanente de toutes les découvertes faites par les ingénieurs

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, 1900, p. 816 et 1208.

du travail, les patrons ou les employés, qui ont le souci d'une meilleure hygiène et d'une plus grande sécurité pour l'ouvrier.

Angleterre.

L'Angleterre est assurément un des pays qui se sont les premiers préoccupés de la police des ateliers, de l'hygiène et de la sécurité du personnel, des usines et des manufactures.

Avant toute organisation officielle, des sociétés s'étaient constituées pour prendre la défense des intérêts des plus faibles ; dès 1803, l'une d'elles protégea les jeunes ramoneurs ; elle était intervenue d'une façon si efficace que ses efforts furent couronnés de succès. Dès 1834, on commençait à prescrire des règles spéciales pour la bonne construction des cheminées, ces chantiers dans lesquels les enfants devaient travailler ; on détermina bientôt les conditions suivant lesquelles devait se faire l'apprentissage des jeunes gens destinés à ce travail. C'était déjà un progrès, mais l'on s'aperçut bien vite que l'on avait laissé subsister le plus grave des abus en permettant à des chefs d'entreprise, souvent sans scrupule, d'employer au ramonage de trop jeunes enfants ; enfin, l'on fit remarquer que l'exercice de cette profession, telle qu'elle était pratiquée, pouvait prédisposer l'enfant à certaines maladies et occasionner souvent des accidents graves. En 1840, un act du 7 août vint établir un règlement pour les ramoneurs de cheminée et pour les cheminées. Il interdit expressément aux entrepreneurs d'employer des enfants pour le ramonage des cheminées et il inflige une amende de 5 à 10 livres à toute personne qui aurait contraint un enfant ou

même un jeune homme âgé de moins de 21 ans à monter ou à descendre dans les cheminées ; un article spécial décide que l'apprentissage ne peut pas commencer avant l'âge de 16 ans. Depuis cette époque, on a reconnu qu'il était utile de substituer aux jeunes ramoneurs des appareils mécaniques que peuvent facilement faire fonctionner des hommes adultes.

C'est en 1833 que des inspecteurs de fabrique furent créés à Londres, mais ceux-ci n'auraient pas pu exercer une protection efficace sur les travailleurs, en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité des usines et des manufactures sans l'existence d'institutions générales déjà plus anciennes. L'hygiène publique était, en effet, fortement organisée en Angleterre puisqu'il existait déjà *un ministre de l'hygiène* ; c'est le président du Local government Board, institution que l'on peut comparer à notre conseil supérieur de l'hygiène publique. Il a une très grande influence parce qu'il est en communication constante avec d'autres conseils sanitaires moins importants, mais très nombreux et répartis sur tout le territoire puisqu'il en existe dans toutes les localités quelque peu importantes.

Avec une organisation centrale si puissante les mesures d'hygiène industrielle devaient se développer rapidement et donner d'heureux résultats. Deux grands actes législatifs ont réglementé cette question ; ce sont les lois du 27 mai 1878 et celle du 8 août 1890, la loi du 27 mai 1878 a coordonné la législation sur les fabriques et les ateliers (Factories and Workshops) : elle contient les règlements généraux relatifs aux fabriques et aux ateliers ; elle traite des conditions sanitaires requises, des devoirs et des pouvoirs des inspecteurs, elle a été étendue en 1883 aux industries dans lesquelles on fait emploi du blanc de céruse et

aux boulangeries. La loi du 18 août 1890 concerne les prescriptions à prendre en qui concerne les habitations des artisans et des journaliers et le logement des classes ouvrières.

Au mois de juillet 1894, le ministre de l'intérieur déposa à la Chambre des Communes un projet d'amendement à la loi sur le travail des ateliers et magasins, la protection dont cette loi entourait certaines industries deviendrait plus générale et s'appliquerait dorénavant aux blanchisseries, aux entrepôts, aux quais, magasins et chantiers de construction, toutes les fois que l'on y emploierait des moteurs mécaniques. Ce projet devint la loi de 1895 sur les fabriques et les ateliers. Les chefs de fabrique doivent désormais notifier à l'inspecteur en chef chaque cas d'empoisonnement par le plomb, le phosphore ou l'arsenic, ainsi que les cas d'anthrax survenus. En outre, le secrétaire d'Etat peut, par une ordonnance, rendre ces dispositions applicables à n'importe quelle autre maladie survenant dans une fabrique ou un atelier ; c'est ainsi qu'une ordonnance ministérielle du 27 mars 1899 appliqua les dispositions de la section 29 de cette loi aux cas d'empoisonnement par le mercure.

La loi du 6 juillet 1895 impose en outre aux médecins chargés de soigner les malades de faire parvenir à l'inspecteur en chef des fabriques, au Home Office à Londres, un avis indiquant la nature de la maladie dont les ouvriers sont atteints, il a droit pour cette déclaration à une indemnité de 2 sh. 6 pence ; et s'il néglige de le transmettre lorsqu'on lui réclame, il est passible d'une amende de 40 sh.

La loi exige dans les usines et les ateliers, un cube d'air important (7 mètres cubes par ouvrier avant 8 heures du soir et 11 m.c. de 8 heures à 10 heures) ; toutes

les mesures de protection relatives aux installations mécaniques sont prises avec soin.

Les propriétaires d'usines doivent fournir le relevé du nombre de travailleurs qu'ils emploient habituellement ; Ils doivent également adresser au ministre tous les autres renseignements de statistique qui leur sont demandés ; ils doivent exécuter dans le délai imparti, les prescriptions indiquées par les autorités sanitaires : celles-ci sont aussi chargées de donner leur avis sur les améliorations hygiéniques dont les inspecteurs constatent la nécessité dans le cours de leur inspection.

Pendant ces dernières années le législateur anglais est très souvent intervenu pour protéger l'ouvrier au point de vue de l'hygiène ; qu'il nous suffise, pour donner une idée de l'importance de cette législation, de rappeler quelques-uns de ces règlements : une loi du 9 août 1899 oblige les directeurs des magasins et des locaux dans lesquels les femmes sont employées pour la vente au public des marchandises en détail, à mettre à leur disposition des sièges dans la proportion d'au moins un par trois femmes employées. Une ordonnance ministérielle du 23 novembre 1899 a classé comme dangereux et insalubres certains travaux de triage, d'effilochage, de lavage, de peignage et de cardage. Des règlements spéciaux ont été pris relativement aux ateliers de décoration de la faïence et de la porcelaine par impression, aux fabriques de céreuse, aux manufactures dans lesquelles on travaille les cuirs et les peaux en poils séchés ou salés d'origine étrangère, provenant surtout des Indes Orientales.

C'est surtout pour éviter les ravages causés par l'anthrax que l'on a pris ces dernières précautions. Cette maladie affecte, en effet, certains animaux ; elle peut très facilement

être communiquée à l'homme chargé de la manipulation de la dépouille des animaux qui en sont morts. Aussi, dans ces industries, oblige-t-on l'entrepreneur à fournir à ces ouvriers des vêtements destinés à protéger le cou, les mains et les bras ; car s'il est certain que l'homme peut se trouver atteint, en respirant les poussières se dégageant des pelleteries empoisonnées, il l'est encore plus sérieusement lorsque le poison est allé se loger en quelque endroit où l'épiderme est crevassé. Il faut donc éviter que les ouvriers qui manipulent les cuirs ne soient exposés à ce danger ; aussi les règlements anglais exigent l'emploi de vêtements spéciaux surtout pour les usines recevant des peaux de Russie, de Chine ou des Indes-Orientales.

Dans ces différents règlements les mesures les plus diverses sont prises : on ordonne des visites de santé pour les jeunes ouvriers ; on recommande de distribuer des surtouts et des couvre-chefs pour les ouvriers employés dans les locaux où il est procédé aux travaux de décoration. On veille au bon fonctionnement des procédés et appareils utilisés par les industriels pour la ventilation des ateliers et pour l'expulsion des poussières. Tout plan de construction d'une usine de blanc de céruse doit être soumis à l'approbation de l'inspecteur en chef des fabriques.

Il est intéressant de faire remarquer ici que la loi anglaise n'a pas voulu laisser s'établir, au hasard, les conditions dans lesquelles les ouvriers peuvent travailler à domicile : les inspecteurs visitent les petits ateliers de famille et s'assurent que les prescriptions réglementaires y sont observées.

L'Angleterre s'est préoccupée d'assurer de bonne heure aux artisans, aux journaliers et aux classes ouvrières des

habitations salubres, bien aérées et suffisamment éclairées. Cette matière est aujourd'hui réglementée par l'importante loi du 18 août 1890, qui a remanié complètement la question des habitations ouvrières. Dans un titre III elle donne aux municipalités le pouvoir de subvenir au logement des ouvriers dans leur ressort. On a trouvé depuis que c'était insuffisant : en 1900, un acte nouveau est intervenu, il donne cette fois à tout conseil autre que celui d'un district rural, le pouvoir de construire ou d'acquérir des maisons, même placées en dehors de la circonscription, pour loger les ouvriers dépendant de cette circonscription.

Autriche-Hongrie.

L'Autriche possède une réglementation assez complète de l'hygiène industrielle : le terrain était du reste bien préparé dans ce pays. Depuis 1870, en effet, une loi du 30 avril avait réuni sous la même autorité tous les services de l'hygiène en les soumettant directement au contrôle des fonctionnaires administratifs de chaque circonscription assistés d'un ou plusieurs agents médicaux. Deux lois très importantes, l'une du 17 juin 1883 sur l'inspection des fabriques, l'autre du 8 mars 1885 sur la police des ateliers ont entouré l'ouvrier de mesures de protection non moins efficaces que celles imposées par la loi allemande.

Dans chaque usine ou atelier, les machines, les instruments dangereux, les roues motrices, les arbres de couche, les pistons, les bouilloires, les chaudières, sont éloignés des ouvriers et munis d'appareils protecteurs.

Les manufactures doivent avoir leurs locaux tenus constamment dans le plus grand état de propreté : toutes les

règles de l'hygiène y doivent être observées, il serait difficile de suivre ici pas à pas le législateur qui s'est préoccupé des moindres détails; ne voulant pas oublier les principes essentiels, il énumère toutes les prescriptions sans exception. Cette législation s'est, en outre, enrichie de nombreux règlements particuliers, s'appliquant plus spécialement à telle ou telle industrie.

Toutes les mesures concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs sont régulièrement observées, des inspecteurs d'industrie sont, du reste, chargés de leur application. A chaque instant, ils visitent des établissements, dressent des contraventions ou donnent aux patrons des avertissements ou des conseils sur la tenue de leurs ateliers. Ils jouent en Autriche un rôle tellement important que des compagnies d'assurances même leur confient la mission de surveiller telle ou telle usine déterminée, qui leur est suspecte. Ils doivent dans tous les cas se rendre immédiatement à l'invitation qui leur est faite, vérifier les locaux et le fonctionnement des machines, constater les vices signalés et ordonner tous les travaux de nature à les faire disparaître en améliorant l'outillage.

Les patrons qui ne se rendraient pas à l'invitation qui leur est faite encourraient une responsabilité civile et une responsabilité pénale. La responsabilité civile est prévue par la loi du 28 décembre 1887, aux termes de laquelle la victime d'un accident a droit à une indemnité par le seul fait de cet accident, sans qu'il soit besoin de rechercher à qui la faute est imputable. Quant à la responsabilité pénale, elle trouve sa sanction dans l'article 355 du Code pénal. D'après cet article, ceux qui se rendent coupables d'une négligence ou d'un acte pouvant amener des dangers pour la vie d'autrui, sont passibles d'une peine de prison lors-

qu'ils pouvaient connaître, par suite de leur état ou de leur profession habituelle, les conséquences du mauvais matériel qu'ils laissaient subsister. Il y aura toujours faute lourde lorsque les accidents seront arrivés à la suite de l'inobservation des règlements. Cette responsabilité pénale est aussi sanctionnée par l'article 431 du même Code ainsi conçu : « Tout acte, toute négligence dont l'inculpé a pu connaître les suites par sa situation, son emploi, son industrie, sa profession sont punis d'une amende pouvant s'élever à 500 florins ou d'un emprisonnement de trois mois au plus. »

La loi autrichienne protège tous les jeunes ouvriers ; les enfants doivent fréquenter l'école jusqu'à l'âge de 14 ans. Les travaux dangereux, insalubres et contraires au développement physique des ouvriers leur sont rigoureusement interdits. Ils ne peuvent, du reste, travailler plus de 11 heures sur 24, y compris le temps consacré aux travaux accessoires du nettoyage, du chauffage et de l'éclairage.

La protection s'étend également au travail des filles et des femmes et dans les mêmes conditions.

Lorsque des infractions à ces dispositions sont constatées, elles donnent lieu à des contraventions qui entraînent des peines variant de 20 à 400 florins et qui peuvent même aller jusqu'à l'emprisonnement. Dans le cas de récidive l'administration peut faire fermer les usines.

La loi autrichienne est dans son ensemble plus complète que la loi française : elle étend sa protection aux employés de commerce ou tout au moins à une grande partie de ceux-ci ; la loi du 8 mars 1885, dans ses articles 73 et 74, énumère les commis et ouvriers de métier, les garçons de café et de restaurant, les cochers dans les entreprises de transport.

Enfin, une loi sur la sécurité et l'inspection des ateliers industriels a fait en 1900 une obligation aux patrons et aux chefs d'industrie d'établir les engins mécaniques de telle sorte qu'ils ne puissent nuire aux ouvriers. Elle confie au ministre du commerce le soin de nommer les inspecteurs chargés de surveiller le fonctionnement des machines, ainsi que l'emploi de respirateurs qui devront être remis aux travailleurs chargés de manipuler des substances toxiques. Les contraventions à ces prescriptions légales sont punies d'amendes pouvant s'élever jusqu'à 100 florins (200 fr. environ) ; et si des dommages ont été causés aux personnes l'amende peut aller jusqu'à 300 florins.

La législation autrichienne n'a pas établi de règlement spécial sur les habitations ouvrières insalubres comme il en existe en Angleterre (act de 1855 sur les labouring classes lodging houses) ou en France (loi du 13 avril 1850). Cependant la loi industrielle contient une disposition importante sur ce point, puisqu'elle prescrit aux chefs d'usines de n'affecter à leurs ouvriers que des logements salubres. De plus, l'initiative individuelle et celle des associations privées ont donné de bons résultats ; la ville de Vienne possède des sociétés dites de maisons ouvrières qui ont élevé des constructions, à l'abri de tout reproche au point de vue de l'hygiène et de la sécurité qu'elles offrent aux ouvriers qui les habitent (1).

Belgique.

Ce pays est un de ceux qui ont attendu le plus longtemps,

(1) V. le rapport de M. Decraix, sur les conditions du travail en Autriche-Hongrie.

avant de réglementer la police et l'hygiène des ateliers. Il n'était pas rare, en effet, de trouver encore en 1886 des enfants employés au travail dès l'âge de 5 et 6 ans, souvent pendant 14 heures ou même 18 heures par jour. Cependant le 26 mai 1846 une enquête fut faite dans l'industrie lainière et le 15 septembre 1845 le Roi avait chargé une commission, de préparer un rapport sur le travail des enfants et la police des manufactures; mais les industriels s'opposèrent à toute réglementation; les chambres de commerce dénoncèrent le péril de la concurrence des pays étrangers; seuls les ingénieurs des usines dans leur réponse s'étaient montrés favorables. Malgré cette hostilité générale, la commission chargée de rechercher les moyens propres à améliorer le sort des classes ouvrières, disait dans les conclusions de son rapport: « L'exemple de l'Angleterre doit surtout nous rassurer; les restrictions qu'on y a mises au travail des femmes et des jeunes ouvriers n'ont aucunement ralenti les progrès de l'industrie et les fabriques de coton, de laine, de lin et de soie qui ont été spécialement l'objet de la loi, sont justement celles qui depuis quelques années ont atteint le plus haut degré de développement. Un certain nombre d'enfants sont passés des manufactures dans les écoles, mais par compensation un nombre très supérieur d'adolescents ont pris la place des enfants (1). » Un projet de loi fut élaboré sur la police des manufactures, des fabriques et des usines et sur le travail des enfants; on interdisait le travail aux enfants; on laissait en outre au gouvernement le soin d'assurer par des règlements spéciaux, la police des ateliers sous le rapport de la sûreté, de la salubrité, de l'ordre et des mœurs; on défendait d'employer

(1) V. Sagnier, *La réglementation du travail en Belgique.*

tout mauvais traitement à l'égard des enfants ; on excluait les femmes des mines et des carrières, enfin le projet prévoyait la nomination d'inspecteurs du travail.

Cette loi qui aurait été plus protectrice pour les ouvriers belges que ne l'était le règlement français du 25 mars 1841 ne fut pas votée. Les sociétés de médecine, les conseils de salubrité qui avaient émis des vœux les plus formels en sa faveur ne purent pas triompher de l'opposition qui s'appuyait sur la liberté du travail, considéré en Belgique comme incompatible avec ces mesures.

Cet échec malheureux devait retarder longtemps la solution de cette grave question : c'est seulement à propos de la grande enquête du 15 avril 1886 sur les conditions générales du travail qu'elle fut de nouveau sérieusement examinée. Une commission fut alors nommée par arrêté royal ; elle se réunit le 18 avril 1886, et dans son discours d'ouverture M. le chevalier de Moreau indiqua les points principaux qui devaient être étudiés. « Le travail des femmes, dit-il, le travail des enfants, le repos hebdomadaire, des mesures de précaution en matière d'hygiène et d'accident sont les points concernant le régime du travail qui s'imposent à l'examen de la commission (1). »

L'enquête démontra suffisamment que les patrons ne faisaient rien pour éviter les accidents : les locaux industriels étaient malsains : les ateliers étaient mal aérés, les poussières des mauvaises odeurs incommodaient les travailleurs. Le rapporteur n'avait donc pas hésité à déclarer que la loi nouvelle devait s'occuper avec soin des précautions à prendre pour sauvegarder autant que possible la

(1) V. le rapport de M. Bourée sur les conditions du travail en Belgique.

vie et la santé des ouvriers ; il relatait la nécessité : 1^o d'améliorer l'éclairage et la ventilation des ateliers ; 2^o de protéger l'ouvrier contre les dangers offerts par les machines, les courroies de transmissions, etc. ; enfin il approuvait la nomination d'une commission chargée du contrôle sanitaire des logements ouvriers qui étaient pour la plupart de véritables taudis. « Il y a, disait-il, de nombreuses familles, où le père, la mère, les enfants doivent coucher tous ensemble dans une misérable chambre qui sert encore de cuisine. »

La commission accomplit consciencieusement sa mission : elle étudia de nombreuses autres questions ne rentrant pas dans le cadre de ce programme : elle se sépara en souhaitant une intervention du législateur pour apporter un remède aux maux que l'enquête avait révélé, mais elle considérait cependant que toute mesure réglementaire portant une atteinte à la liberté du travail devait être condamnée. Elle n'a jamais voulu complètement rejeter l'axiome de la liberté du travail malgré les nombreux efforts faits par quelques-uns de ses membres pour démontrer qu'il n'était point question de modifier arbitrairement les conditions du travail, mais qu'il s'agissait simplement de préserver ou corriger des abus compromettant gravement les forces et la santé des travailleurs (1).

Le résultat de ces travaux se retrouve dans la loi du 28 mai 1888 relative à la protection des enfants employés

(1) Cependant il est curieux de remarquer que les Belges montrant par là un plus grand souci de l'hygiène publique que les Français, ont su trouver dans la législation française (lois des 16-24 août 1790 et 28 septembre 1796, inutilisées chez nous) des pouvoirs suffisants pour triompher de la mauvaise volonté des particuliers. — V. P. Pic, ouvr. cité (*Police de l'industrie*).

dans les professions ambulantes, dans celle du 13 décembre 1899, ainsi que dans les arrêtés et les règlements qui la complètent.

La loi protège tout d'abord les enfants et les filles mineures ; les enfants ne peuvent être employés dans l'industrie avant l'âge de 12 ans ; les jeunes garçons sont protégés jusqu'à l'âge de 16 ans, les jeunes filles jusqu'à celui de 21 ans. Ils ne peuvent travailler plus de 12 heures par jour, le travail de nuit est interdit aux ouvriers âgés de moins de 16 ans, ainsi qu'aux filles et aux femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21. Mais on peut reprocher à cette législation de ne pas avoir prévu pour ces mêmes enfants une obligation scolaire qui eût favorisé le développement de leur instruction générale et de leur éducation morale : on aurait ainsi évité les dangers de l'oisiveté auxquels se trouvent exposés ces enfants qui ne peuvent pas travailler avant l'âge de 12 ans et que les parents sont obligés d'abandonner à la maison pendant qu'ils se rendent à l'usine.

Le travail des femmes souleva de grosses objections en ce qui concerne la réglementation, et la loi n'assura, du reste, pas complètement la protection des ouvrières. Le projet indiquait la nécessité de réglementer leur travail en leur interdisant : 1° le travail dans les mines, minières et carrières ; 2° le travail de nuit ; 3° le travail pendant le mois qui suit l'accouchement. Dans la discussion, la liberté complète du travail de la femme trouva d'ardents défenseurs, la prohibition du travail de nuit et la nécessité du repos hebdomadaire furent écartés devant des protestations énergiques de ceux qui voyaient là une cause de misère pour bien des familles, et cependant le roi, par un arrêté spécial du 28 avril 1884, avait déjà interdit le tra-

vail dans les mines aux femmes âgées de moins de 21 ans.

Sur un point cependant on protègea sérieusement la femme, la loi du 13 décembre 1889 dispose, en effet, qu'aucune femme ne peut être admise au travail s'il ne s'est écoulé quatre semaines depuis l'accouchement.

La loi a prévu la durée du travail et celle du repos ; elle a laissé au Roi le pouvoir de les réglementer. Ce droit extraordinaire est limité par les avis qu'il doit demander : 1° aux conseils de l'industrie et du travail ; 2° à la députation permanente du conseil provincial ; 3° au conseil supérieur d'hygiène ou à un comité technique.

C'est le Conseil supérieur du travail qui est chargé de préparer les modifications : institué par arrêté royal du 7 avril 1892, il est composé de 16 chefs d'industrie, de 16 ouvriers et de 16 économistes ; les ouvriers peuvent exposer leurs vœux et leurs sentiments sur les questions que ce Conseil examine sur la proposition du ministre de l'industrie (1).

Une loi du 11 avril 1897 a créé, spécialement en ce qui concerne le travail dans les usines, une inspection des usines, composée de délégués ouvriers élus ou nommés pour trois ans. Elle leur confie le soin : 1° d'examiner les travaux souterrains des mines au point de vue de la salubrité et de la sécurité des ouvriers ; 2° d'apporter leur concours à la constatation des accidents et à la recherche des causes qui les ont occasionnés ; 3° de signaler, le cas échéant, les infractions aux lois et arrêtés sur le travail à l'exécution

(1) Un règlement du 21 septembre 1894 a déterminé certaines mesures concernant la propreté, l'éclairage des usines (art. 2 à 9), il décide que des appareils protecteurs doivent être organisés autour des machines, rouages, engrenages, volants près desquels sont occupées des ouvrières : art. 10 à 21 de l'arrêté royal.

desquels les ingénieurs des usines sont chargés de veiller. La loi de 1897 a pensé qu'il était bon d'adjoindre à la science du technicien l'expérience du praticien. Les inspecteurs ouvriers connaissent, en effet, mieux que les ingénieurs, les exploitations dans lesquelles ils ont fait leur apprentissage ; ils inspirent une plus grande confiance aux mineurs ; ils peuvent facilement découvrir les abus.

Leur intervention sera donc efficace, mais pour cela il faut qu'elle puisse avoir lieu sans entrave ; aussi la loi a édicté des peines judiciaires consistant dans une amende de 20 à 500 francs et dans un emprisonnement de 8 jours à 3 mois contre tous ceux qui, par menaces ou par corruption, auraient essayé de détourner les membres du conseil de l'industrie de leurs devoirs ; ceux-ci sont également punis de la même peine lorsqu'ils sont convaincus de s'être laissé corrompre.

Une sanction sévère frappe également les industriels qui n'auraient pas respecté les dispositions légales concernant les enfants et qui l'auraient fait contrairement aux règlements ; ils sont passibles d'une amende de 26 à 100 francs. Les parents complices sont punis de la même peine ; en cas de récidive, l'amende est portée au double.

La loi du 13 décembre 1889 est applicable : 1° aux mines, minières, chantiers et carrières ; 2° aux fabriques, aux usines et aux manufactures ; 3° aux ports, aux débarcadères, etc. ; 4° aux établissements dangereux, insalubres et incommodes, ainsi que dans ceux où le travail est exécuté à l'aide de chaudières ou de moteurs mécaniques.

Mais ce n'était pas encore suffisant : la loi du 19 juillet 1896 sur les règlements d'ateliers a donné au Roi, dans son article 5, le pouvoir de prescrire toutes les mesures que

pourraient commander des situations nouvelles et imprévues.

ART. 5. — Un arrêté royal peut prescrire que dans des catégories d'entreprises déterminées le règlement d'atelier indiquera en outre :

1° Les règles spéciales adoptées en vue d'assurer la salubrité, la sécurité, la moralité et les convenances ;

2° Les premiers soins qui seront donnés en cas d'accident (1).

La législation belge a été longue à protéger l'ouvrier ; elle a pendant ces dernières années rattrapé le temps perdu. Cependant, avant la loi du 2 juillet 1899 elle ne protégeait pas les ouvriers travaillant dans les industries commerciales : une loi est venue à cette date combler une lacune importante ; il ne reste plus guère que l'industrie agricole et des ateliers de famille qui échappent à la réglementation. On peut regretter encore que les résultats obtenus ne soient pas généraux et que certaines industries comme les verreries, n'aient pas pu comporter une plus stricte application de la loi sur le travail des enfants. Néanmoins, les inspecteurs ont exigé surtout que les prescriptions concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs soient observées : dans la grande industrie les patrons ont mérité peu de critiques, et dans la petite on ne trouve qu'un petit nombre de contraventions.

L'hygiène et la salubrité des habitations ouvrières laissent encore beaucoup à désirer en Belgique : cependant de sérieux efforts sont faits là comme partout ailleurs. Mais il

(1) Il faut également signaler en Belgique l'existence de cinq médecins-inspecteurs chargés spécialement de la visite des établissements industriels au point de vue de la salubrité et de la protection des ouvrières nouvellement accouchées.

existe dans ce pays des sociétés particulières dont nous devons ici dire quelques mots. On a fondé des sociétés scolaires de tempérance qui semblent appelées à donner de bons résultats : on prend l'enfant dès son jeune âge, on lui enseigne quels sont les méfaits de l'alcool et des boissons fortes et on lui fait prendre l'engagement de renoncer à leur usage. Au 31 décembre 1896, la plus grande partie des écoles, 52 pour 100, possédaient des sociétés de tempérance dans lesquelles elles groupaient 38 pour 100 de la population scolaire totale : en 1897, cette proportion s'élevait à 41 pour 100 : elle ne fait que grossir tous les jours. (*V. Bull. de l'Off. du trav.*, années 1898-1899.)

Italie.

En Italie, la condition sociale de l'ouvrier varie suivant la richesse de la région dans laquelle il vit. Ainsi dans le Nord, notamment en Ligurie et en Lombardie, les travailleurs occupent une situation plus avantageuse que celle faite à ceux du centre de l'Italie et surtout à ceux des provinces du sud et de la Sicile. Les premiers peuvent assez facilement et sans trop de peine se procurer les moyens de vivre, d'élever leur famille et même d'améliorer progressivement leur sort ; les autres sont moins favorisés : leur travail est moins rémunérateur, les dépenses sont plus lourdes. Dans le Sud, ils vivent souvent dans la gêne et dans la misère : tous ceux qui ont visité ces régions ont été étonnés de leurs habitudes de sobriété extraordinaire.

La législation sanitaire italienne présente plus que toute autre ses caractères originaux : en général, dans tous les autres pays, ce sont les préoccupations de la santé et de l'hygiène des ouvriers qui ont amené les gouvernements

à créer des rouages spéciaux pour renforcer ceux que l'hygiène publique avait déjà motivés. Partout l'organisation générale était tout à fait insuffisante, l'Italie semble avoir possédé dès le début (22 déc. 1888) un véritable Code de l'hygiène. M. Pic reproche à cette organisation sanitaire d'être trop confuse, et c'est exact. Cependant, il faut reconnaître qu'elle présente des avantages considérables : non seulement elle possède un personnel nombreux d'agents spéciaux sur lesquels elle exerce directement son action dans toutes les parties du royaume, mais encore ces agents fortement hiérarchisés présentent de sérieuses garanties. C'est ainsi que les inspecteurs du service de l'hygiène publique sont très nombreux ; on les retrouve dans le ministère de l'intérieur, dans le département, dans l'arrondissement et dans la commune. Ce sont des médecins qui remplissent ces délicates fonctions (médecins provinciaux, médecins départementaux, médecins communaux). Les « *medici condotti* », les médecins de l'assistance publique sont désignés pour ce service, mais on exige encore d'eux un diplôme spécial délivré par l'Ecole d'hygiène de Rome. Ainsi, avant toute loi sur l'hygiène industrielle, l'Italie possédait des inspecteurs nombreux dont la mission va rester très importante et qui passeront bien avant les inspecteurs réglementaires que l'on créera plus tard, mais en très petit nombre puisque l'on en compte seulement quelques-uns.

Dans un milieu pareil, il est nécessaire que l'Etat intervienne franchement et prenne des mesures pour que la vie, la santé physique soient efficacement protégées : des mesures ont donc été prises en Italie, mais nous devons faire immédiatement remarquer que si elles sont respectées dans les provinces du centre et du nord parce que les conditions

hygiéniques dans lesquelles l'ouvrier travaille sont bonnes, il n'en est pas de même dans le Sud où l'application des règlements laisse à désirer et donne peu de résultats.

Une loi du 22 décembre 1888 a complètement organisé l'administration de l'assistance sanitaire dans le royaume (art. 37 et 38), et un règlement du 9 octobre 1889, articles 85 à 94 est venu indiquer quelles sont les conditions d'application de cette loi.

L'article 37 de la loi décide que la macération du lin, du chanvre et des plantes textiles ne pourra pas être faite à proximité des habitations ; l'article 38 prévoit les conditions d'installation des établissements dangereux et insalubres. Quant au règlement de 1889, il indique quels moyens on devra employer pour assurer l'exécution de la loi ; il établit un mode de surveillance des établissements ; il publie des tableaux dans lesquels sont énumérés les travaux réputés périlleux et insalubres ou simplement dangereux.

Dès 1886, une loi du 11 février a été votée en Italie dans le but de protéger l'enfance ouvrière. Les principales dispositions portent sur l'âge auquel les enfants peuvent être admis dans les ateliers industriels, dans les carrières et dans les mines : les enfants doivent au moins avoir atteint l'âge de 10 ans et posséder une bonne constitution physique ; ils ne peuvent pas être employés à des travaux dangereux et insalubres et la durée de leur journée de travail ne peut pas dépasser huit heures. Mais ces dispositions, qui n'étaient cependant pas bien sévères, n'étaient point respectées en Italie, et l'on pouvait même s'en apercevoir dans tous les pays de l'Europe, et surtout en France où l'on amène des jeunes enfants italiens destinés à être employés dans les travaux les plus pénibles et les

plus malsains : ils sont conduits par des entrepreneurs sans scrupule qui ne craignent point de donner de fausses indications sur l'âge des jeunes gens, afin qu'ils soient plus facilement admis dans les ateliers (1).

La loi du 17 juin 1902 a modifié les principes admis : les enfants ne pourront plus désormais travailler dans les ateliers industriels, dans les laboratoires, aux travaux de voirie, à l'intérieur des carrières, des mines et des galeries souterraines s'ils ne sont âgés de 12 ans accomplis. De plus, les femmes mineures et les enfants de moins de 15 ans devront avoir un livret portant un certificat du médecin attestant qu'ils sont sains de corps et aptes au travail assigné ; enfin on exige d'eux un certificat de vaccine et un brevet d'enseignement.

Avant cette loi, aucun acte législatif n'était encore venu protéger la femme en Italie. Des projets avaient bien été déposés, en 1879, par MM. Cairoli, Ubignolotti et Luzzati, dans le but : 1° d'interdire le travail aux femmes pendant les premières semaines qui suivent l'accouchement ; 2° de les exclure de tout travail souterrain ; mais il a fallu attendre jusqu'à la loi du 19 juin 1902 sur le travail des femmes et des enfants dans l'industrie. Désormais, à ces deux points de vue, la protection de ces travailleurs sera assurée, et il n'est point superflu de mentionner deux des principaux articles de la loi destinés à sauvegarder la santé des femmes enceintes ou accouchées et celles des nourrissons. C'est d'abord l'article 6, qui défend d'employer pendant un mois

(1) De graves abus ont surtout été constatés à Lyon, notamment dans les verreries d'Oullins. Le procureur de la République, sur la demande du gouvernement italien, surveille de très près les conditions dans lesquelles de jeunes enfants sont employés. Il fait visiter les habitations dans lesquelles ils sont nourris, logés et couchés.

après l'accouchement les femmes relevant de couches : par exception elles pourront l'être après un délai moindre, sans toutefois que ce délai puisse être inférieur à trois semaines, si elles produisent un certificat du bureau d'hygiène de la commune où elles sont domiciliées, attestant qu'elles sont en état de travailler sans danger pour leur santé. Puis c'est l'article 10, qui prescrit de nouvelles mesures d'hygiène. Les propriétaires, gérants, directeurs d'entreprises, employeurs à forfait occupant des enfants ou des femmes de tout âge, devront se conformer au règlement et faire adapter dans les locaux de travail ou leurs dépendances, dans les dortoirs, les réfectoires et les pièces réservées aux nourrissons toutes les mesures propres à assurer l'hygiène, la sécurité et la morale. Il est également stipulé que, dans les fabriques occupant des femmes, on doit permettre aux ouvrières d'allaiter leurs nourrissons, soit dans une pièce spéciale annexée à l'établissement, soit en dehors en les autorisant à quitter la fabrique aux heures indiquées par le règlement intérieur. Toute fabrique occupant au moins cinquante femmes devra toujours posséder une pièce réservée aux nourrissons (1).

Les habitations ouvrières ont aussi besoin d'être améliorées : des sociétés coopératives ont déjà tenté de construire des maisons plus confortables et plus hygiéniques. Une loi du 8 janvier 1885 a également prévu les travaux nécessaires à une modification de la ville de Naples concernant la suppression des maisons insalubres et l'aménagement d'eaux potables. D'autres villes peuvent profiter de cette loi, si elles le désirent.

(1) Loi 19 juin 1902, *Gazetta ufficiale del Regno d'Italia*, 7 juillet 1902.

L'administration supérieure exerce elle même une surveillance au point de vue de l'hygiène et de la santé publique sur les garnis spéciaux créés par l'industrie dans les grandes villes et les agglomérations ouvrières

Suisse.

On ne retrouve pas, en Suisse, une unification des services de l'hygiène publique comme elle existe en Allemagne, en Angleterre et en Autriche ; ces services existent cependant dans tous les cantons, mais suivant des modes différents d'organisation. Il semblerait donc qu'il doive en être de même au premier abord en ce qui concerne l'hygiène industrielle : cette conclusion serait prématurée. En effet, la Suisse est de tous les pays de l'Europe celui qui, le premier, a imposé à tous les industriels de son territoire, une loi générale concernant l'hygiène des travailleurs.

L'article 34 de la Constitution fédérale du 29 mai 1874 avait stipulé que « la Confédération avait le droit de statuer des prescriptions uniformes sur le travail des enfants dans les fabriques, sur la durée du travail qui pourra être imposé aux adultes ainsi que sur la protection à accorder aux ouvriers contre l'exercice des industries insalubres et dangereuses ». C'est en vertu de ces pouvoirs que fut votée la loi du 23 mars 1877, sur le travail dans les fabriques. Cette loi est un véritable petit Code complet de législation ouvrière ; elle définit la fabrique, soumet sa création à l'approbation préalable du gouvernement cantonal, contraint les patrons à présenter leur règlement de fabrique à l'autorité locale, etc., etc. Mais ce n'est pas surtout à ces différents points de vue que cette législation est intéressante pour nous : nous devons rappeler seulement ce qu'elle a

fait pour la santé de l'ouvrier, pour la protection des ouvriers mineurs et des femmes.

Dans son article 2, la loi établit le principe général de l'obligation pour toutes les fabriques de sauvegarder le mieux possible la santé et la vie des ouvriers : cette prescription s'adresse à toutes les industries, elle intéresse tous les ouvriers : elle prévoit toutes les mesures, toutes les précautions qui devront être prises, non seulement celles déjà reconnues comme indispensables à l'époque où la loi était faite, mais encore toutes celles dont la mise en pratique devient nécessaire au fur et à mesure des progrès de la science. C'est en se basant sur cette loi que, dans l'industrie de la soie, notamment à Zurich, on est arrivé à réglementer sévèrement les métiers Jacquard en mettant les fabricants en demeure de faire disparaître de ces métiers tous les éléments insalubres : c'est encore en vertu de cette loi qu'une circulaire du Conseil fédéral aux gouvernements des cantons suisses rend obligatoire la visite des chaudières à vapeur.

L'application de la loi est étroitement surveillée : il existe, en effet, en Suisse des *inspecteurs fédéraux* qui sont placés sous la haute direction du département du commerce et de l'agriculture. L'inspection se fait par arrondissement : il en existe trois : à la tête de chacun d'eux se trouve un inspecteur fédéral qui a sous ses ordres un ou deux inspecteurs adjoints. Chaque année les inspecteurs envoient leurs rapports au Conseil fédéral. Dans leur comptes rendus ils mentionnent les améliorations apportées au matériel en usage ou aux modes de fabrication ; ils font connaître les desiderata des travailleurs ; ils signalent le nombre des contraventions encourues par les chefs d'industrie de toutes les branches et de toutes les exploitations.

Les inspecteurs fédéraux suisses des fabriques publient souvent aussi des instructions diverses destinées à prévenir les maladies et les accidents qui menacent les ouvriers employés à des travaux dangereux ou insalubres. Ainsi, dans leur Rapport de 1896-1897, ils signalaient à l'attention des ouvriers les dangers que présentent les industries dans lesquelles on manipule le plomb ou ses dérivés ; ils firent connaître les indices de l'intoxication par le plomb en même temps que les moyens de nature à prévenir ces accidents. Ils ont fait connaître également les inconvénients résultant du travail dans les imprimeries et dans les fonderies de caractères, etc., etc. (1).

L'article 16 de la loi de 1877 a établi pour les ouvriers mineurs une protection spéciale qui est très efficace ; les enfants au-dessous de 14 ans ne peuvent être admis au travail dans les usines ; ils doivent fréquenter les écoles jusqu'à cet âge. Lorsqu'ils désirent ensuite rentrer dans une manufacture, ils doivent montrer une *pièce officielle* constatant qu'ils ont l'âge requis par la loi ; en tout cas, ils ne peuvent être occupés plus de onze heures par jour.

La loi fédérale s'occupe également du travail des femmes ; elle défend, dans un article 15, de les employer pendant la nuit et le dimanche ; elles ne peuvent pas d'avantage nettoyer des machines, des moteurs pendant leur marche ou tout autre appareil dangereux. Les femmes mariées qui ont un ménage à soigner peuvent quitter l'atelier une demi-heure avant le repas ; on tient absolument à ce qu'elles aient au moins une heure et demie pour elles.

Le Conseil fédéral, pour arriver à protéger sûrement les femmes enceintes, leur interdit tout d'abord de travail-

(1). Voyez *Bull. de l'Off. du travail*, année 1898, p. 740 et s.

ler dans certaines branches de l'industrie ; puis il prévoit une période de huit semaines pendant lesquelles elles ne pourront pénétrer dans les ateliers. On leur impose aussi deux mois de repos au moment de l'accouchement. Mais beaucoup ne respectaient point ces prescriptions : la perte de leur salaire les poussait souvent à se présenter huit ou quinze jours après leurs couches dans des fabriques où elles étaient inconnues. Pour déjouer ces manœuvres, on a établi dans les fabriques où les femmes sont employées une liste spéciale des femmes enceintes sur laquelle sont indiquées : 1^o la date à laquelle la femme abandonne l'usine à l'approche de ses couches ; 2^o la date de l'accouchement certifié par le médecin ; 3^o la date de la rentrée à l'usine (1).

De bonne heure on s'est aussi inquiété, en Suisse, de mettre l'ouvrier à même, de tirer le meilleur parti possible du produit de son travail : des patrons de grandes industries, des sociétés religieuses et civiles, des associations ont cherché à lui procurer une habitation agréable. Les dispositions légales concernant la salubrité des habitations ouvrières ont été prises par les autorités cantonales des 22 États fédérés, parce que la Constitution fédérale de 1874 n'avait pas autorisé la Confédération à légiférer sur cette question. En général, l'ouvrier suisse est bien logé : les sociétés qui se sont constituées, telles que l'Association immobilière de Genève, celle de Neuchâtel, celle de Zurich, etc., travaillent toutes à le rendre propriétaire de son immeuble.

Autres législations.

L'on peut encore consulter avec profit les lois de plu-

(1) V. Emmanuel Arago, *Les conditions du travail en Suisse*.

sieurs pays, et en particulier celles de l'Espagne, du Danemark, de la Suède et de la Norvège, des États-Unis.

L'Espagne, dans une loi du 24 juillet 1873, a organisé des commissions destinées à surveiller l'état sanitaire des ateliers ; elles sont composées d'ouvriers, de fabricants, d'instituteurs et de médecins, chargés de vérifier l'exécution des prescriptions établies ; elles n'ont pas donné de bons résultats. Récemment, une loi réglementaire du 13 mars 1900 a pris de nouvelles mesures : elle interdit tout travail aux enfants âgés de moins de 10 ans. Ceux âgés de 10 ans ne pourront pas être employés plus de six heures par jour, jusqu'à l'âge de 14 ans ; les travaux souterrains leur seront interdits jusqu'à l'âge de 16 ans. La loi organise aussi la protection des femmes nouvellement accouchées, qui ne pourront être occupées avant qu'une période de trois semaines se soit écoulée depuis leur délivrance. Il faut regretter que l'inspection n'ait pas été organisée dans ce pays ; on a remis l'examen de la question à une autre date. En attendant, ce sont des commissions communales qui sont chargées de l'exécution de la loi ; elles sont composées du maire, du curé, d'un nombre de patrons et ouvriers élus ; elles ne parviendront pas à triompher de l'état des mœurs de ce pays qui est en opposition avec toutes ces mesures protectrices.

Le Danemark, la Suède, la Norvège possèdent une législation assez complète sur l'hygiène industrielle. Les règlements sont établis au Danemark par une loi du 1^{er} juillet 1902, en Suède par une loi du 10 mai 1885, en Norvège par une loi du 27 juin 1892. Le Danemark ne permet pas, en principe, l'emploi des enfants et des femmes dans les travaux fatigants ; il impose aux mères un repos de quatre semaines après l'accouchement.

La Russie a aussi réglementé le travail industriel. Le travail des enfants est régi par les lois des 12 juin 1884, 3 juin 1885, 24 avril 1890 ; ils ne peuvent travailler avant l'âge de 12 ans ; ils ne sont pas admis dans les travaux effectués la nuit. Ce pays a créé un corps spécial d'inspecteurs.

Les Etats-Unis, sans posséder une législation fédérale, sauf pour les ouvriers employés par le gouvernement ou pour son compte, ont des règlements nombreux. Chaque Etat protège, soit les enfants et les femmes, soit les ouvriers adultes, soit les femmes nouvellement accouchées ; quelques-uns réglementent le travail des femmes employées dans le commerce.

Enfin, pour être complet il faudrait mentionner les législations du Portugal, des Pays-Bas, du Luxembourg, de l'Empire des Indes, du Japon etc. L'Inde s'est occupée de l'hygiène et de la sécurité des ouvriers agricoles.

Partout enfin on s'intéresse à l'amélioration de la situation économique de l'ouvrier (enfant, femme ou homme adulte), mais jamais l'on n'a pu édifier en une seule fois une législation complète, car dans chaque pays on voit fréquemment des industries nouvelles se développer et provoquer de nouvelles réglementations.

DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDE DE LA LÉGISLATION POSITIVE FRANÇAISE.

L'exposé des mesures générales et des règlements particuliers destinés à assurer aujourd'hui, en France, l'hygiène et la sécurité des travailleurs, doit être précédé d'un examen sommaire des principaux rouages de notre organisation sanitaire générale. L'administration qui s'occupe de l'hygiène est, en effet, consultée chaque fois qu'il s'agit d'apporter à l'hygiène industrielle une amélioration nouvelle. Il sera, en outre, mieux compris lorsque nous aurons indiqué quels sont les moyens employés par le législateur pour connaître aussi exactement que possible les conditions dans lesquelles travaillent les ouvriers et les réformes utiles demandées par eux.

I. — *Organisation sanitaire en France* (1).

L'initiative individuelle ne pouvait suffire pour combattre les causes générales d'insalubrité ; le législateur a dû prendre un ensemble de dispositions administratives qui ont pour but de préserver et de maintenir la santé publique. Ce sont des règlements d'assainissement que

(1) Voy. pour la réglementation antérieure à la loi du 19 février 1902, Dalloz, *Code des lois administratives*, t. III, 1^{re} partie, p. 5 et 6 ; Fillassier, *De la détermination des pouvoirs publics en matière d'hygiène*.

l'autorité est chargée de faire exécuter en exerçant une contrainte efficace, soit à l'égard des particuliers, soit à l'égard des départements ou des communes.

Les services de l'hygiène et de la salubrité publiques composant l'organisation administrative dépendent presque tous actuellement du ministère de l'intérieur, mais il faut distinguer l'administration centrale de l'administration sanitaire locale.

A. ADMINISTRATION CENTRALE. — L'administration centrale comprend : 1° le directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques ; 2° l'inspecteur général des services sanitaires ; 3° le comité consultatif d'hygiène publique de France, et 4° un comité de direction des services de l'hygiène.

1° C'est le ministre de l'intérieur qui est le *directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques*. Toutes nos administrations sont intéressées à l'exécution la plus scrupuleuse des règlements concernant cette matière ; aussi un décret du 5 janvier 1889 a voulu rattacher le service de l'hygiène publique au ministère de l'intérieur, parce qu'il faut avant tout assurer l'assainissement des villes et des habitations et que des mesures d'assainissement doivent souvent être prises par la police des municipalités sur laquelle le ministère de l'intérieur agit plus facilement que ne pouvaient le faire, avant 1889, les ministres du commerce et de l'industrie possédant alors une partie de ces attributions (1). Le rattachement du service au ministère de l'intérieur a largement augmenté les attributions de ce dernier, car il a aujourd'hui non seulement à s'occuper du service de

(1) V. le Rapport au Président de la République, D. P. 1889, 4, p. 54, note 4.

l'hygiène publique ; il doit surveiller aussi les lazarets, la police des eaux minérales et thermales, leur inspection médicale et tout ce qui concerne l'exercice de la médecine. « Toutefois, dit l'article 12 du décret de 1889, les établissements dangereux, insalubres ou incommodes, les fabriques et les dépôts de dynamite et autres matières explosibles sont maintenus dans les attributions du ministre du commerce et de l'industrie. » Dans ces conditions, le ministre du commerce dirige donc encore les services de l'hygiène publique en ce qui concerne les ateliers et les établissements insalubres et les fabriques d'explosifs. De même, le ministre de l'agriculture a conservé dans ses attributions le service sanitaire des animaux, l'inspection du bétail importé ; il doit en outre veiller à l'exécution des lois et règlements relatifs à l'assainissement des terrains humides, à la suppression des marais.

Le Ministre des travaux publics n'a plus, depuis 1881, le service de l'hydraulique passé au ministère de l'agriculture créé à cette époque, mais il s'occupe toujours des questions relatives à l'assainissement des dépendances publiques. De cette façon, le rattachement du service de l'hygiène publique au ministère de l'intérieur n'est pas complet : voilà pourquoi les hygiénistes réclament chez nous la création d'un ministère de l'hygiène.

2° Sous les ordres du Ministre de l'intérieur se trouve immédiatement placé un agent principal chargé de contrôler les conditions dans lesquelles fonctionnent tous les services de la salubrité publique. C'est l'*inspecteur général des services sanitaires*.

3° Le *Comité consultatif d'hygiène publique de France*, dont les attributions et la composition avaient été fixées par les décrets du 30 septembre 1884, des 3 mai et 7 juillet

let 1893, est bien resté l'organe central le plus important établi auprès du ministre, mais il a été entièrement réorganisé par la loi du 19 février 1902. Aux termes de l'article 25 (1), le comité consultatif sera composé de quarante-cinq membres. En feront partie de droit tous les directeurs ou inspecteurs des grandes administrations : les inspecteurs et l'architecte des services sanitaires, le directeur des consulats et des affaires commerciales au ministère des affaires étrangères, les directeurs du service de santé, le doyen de la Faculté de médecine de Paris, le directeur de l'Ecole de pharmacie de Paris, le directeur de l'administration générale de l'assistance publique à Paris, le vice-président du conseil d'hygiène et de salubrité du département de la Seine ; des inspecteurs généraux des services d'assainissement de l'habitation de la préfecture de la Seine et des écoles vétérinaires, etc., etc.

Le Ministre nommera d'autre part, lui-même, vingt et un membres qu'il choisira parmi les médecins, les hygiénistes, les ingénieurs, les chimistes, les légistes.

Les attributions du comité consultatif d'hygiène ne sont pas encore nettement précisées, autant que l'on aurait pu le souhaiter ; « il délibère sur toutes les questions intéressant l'hygiène publique, l'exercice de la médecine et de la pharmacie, les conditions d'exploitation ou de vente des eaux minérales sur lesquelles il est consulté par le gouvernement. » La loi indique qu'il sera nécessairement consulté sur les travaux publics d'assainissement ou d'a-

(1) Jusqu'au mois de février 1903, le comité a conservé sa composition ancienne. Il comprenait 34 membres, membres de droit ou membres nommés par décret. Le président de la Chambre de commerce de Paris était membre de droit. — V. Dalloz, 1894, 4^e tablé, V^e *Salubrité publique*.

menée d'eau d'alimentation des villes de plus de 5.000 habitants et sur le classement des établissements insalubres, dangereux ou incommodes. Il est, en outre, spécialement chargé du contrôle de la surveillance des eaux captées en dehors des limites de leur département respectif pour l'alimentation des villes : il continuera donc à préparer les décisions, mais il appartiendra au ministre compétent de statuer.

A côté du comité consultatif devra à fonctionner le *comité de direction des services de l'hygiène*, institué auprès du ministère de l'intérieur. Il sera composé du président du comité consultatif d'hygiène publique, de l'inspecteur général des services sanitaires et du directeur de l'assistance publique. Il est chargé d'étudier les solutions à donner par l'administration à toutes les affaires ressortissant au service de la police sanitaire, à moins qu'elles ne présentent une importance suffisante ; dans ce cas, elles devront être soumises au comité consultatif d'hygiène publique.

B. ADMINISTRATION SANITAIRE LOCALE. — Elle a été organisée par les décrets du 18 décembre 1848 et du 5 janvier 1849 ; mais des modifications ont été apportées par la loi du 19 février 1902 ; elle comprendra désormais : 1° les conseils d'hygiène départementaux et les commissions sanitaires ; 2° les médecins des épidémies et diverses autres autorités sanitaires.

Les maires et les préfets ont, en outre, des attributions importantes :

(1) L'article 9 du décret du 30 septembre 1884 avait déjà été modifié par le décret du 3 mai 1893. Le nombre des membres avait été porté, à cette époque, de quatre à sept. Décr. 23 juin-7 août 1893, D. 1894.4.80.

1° Des *conseils d'hygiène départementaux* sont créés dans chaque département : ils sont composés de dix membres au moins et de quinze au plus. Ils comprendront nécessairement deux conseillers généraux, élus par leurs collègues, trois médecins dont un de l'armée de terre ou de mer, un pharmacien, l'ingénieur en chef, un architecte et un vétérinaire.

En outre, dans chaque département le conseil général doit délibérer après avis du conseil d'hygiène départemental et dans les conditions prévues par l'article 47, § 9, de la loi du 10 août 1871 sur la division du département en circonscriptions sanitaires et pourvues chacune d'une commission sanitaire. Si le conseil général ne s'exécutait pas, c'est un décret en forme de règlement d'administration publique qui prendrait cette mesure. Chaque commission sanitaire de circonscription sera composée de cinq membres au moins, de sept au plus ; elle comprendra nécessairement un conseiller général, élu par ses collègues, un médecin, un architecte ou tout autre homme de l'art et un vétérinaire.

Les conseils d'hygiène départementaux et les commissions sanitaires seront consultés d'abord sur tous les objets énumérés à l'article 9 du décret du 18 décembre 1848. A ce point de vue, ils sont chargés d'examiner les questions relatives à l'assainissement des localités et des habitations ; aux mesures destinées à combattre ou à prévenir les maladies endémiques, épidémiques ou transmissibles ; aux maladies des animaux ; à la propagation de la vaccine ; à la distribution de secours médicaux aux indigents ; aux moyens d'améliorer les conditions sanitaires des populations industrielles et agricoles ; à la salubrité des ateliers, écoles, hôpitaux, maisons d'aliénés, asiles, casernes, prisons,

etc. ; à la qualité des aliments, boissons, livrés dans le commerce ; aux demandes en autorisation formées par les établissements dangereux, incommodes ou insalubres ; aux grands travaux d'utilité publique.

On les consultera, en outre, sur l'alimentation en eau potable des agglomérations, sur la statistique démographique et la géographie médicale, sur les règlements sanitaires commerciaux et généralement sur toutes les questions intéressant la santé publique, dans les limites de leurs circonscriptions respectives (art. 21).

A Paris, existe une organisation spéciale : un conseil d'hygiène et de salubrité de la Seine qui remplira les attributions données au conseil départemental d'hygiène ; des commissions d'hygiène créées depuis longtemps par les décrets des 16 décembre 1871, 7 juillet 1880 et 26 décembre 1893, qui auront les attributions données aux commissions sanitaires de circonscription.

En outre, le préfet de la Seine et le préfet de police sont chargés d'assurer l'exécution de toutes les mesures concernant l'hygiène et la salubrité.

2° Des *médecins d'épidémies* ont été créés en 1803 dans chaque arrondissement ; ils sont actuellement nommés par le préfet (décr. du 13 avril 1861, art. 5, § 10).

Ils sont chargés de se transporter dans les communes où des épidémies viennent d'éclater ; ils ont pour mission de suivre leur marche et leur traitement.

On trouve encore diverses autres autorités sanitaires spéciales, comme le directeur des agents principaux du service sanitaire du littoral, les capitaines de lazaret, les médecins embarqués à bord des paquebots et commissionnés par le ministre de l'intérieur, les médecins sanitaires établis dans le Levant.

3° Mais nous devons ici examiner quelles sont les *attributions de police sanitaire des préfets et des maires*.

Les maires ont jusqu'à présent puisé leur pouvoir en cette matière dans leurs attributions de police générale qui leur permettaient, en effet, d'assurer la salubrité publique, soit par des arrêtés individuels, soit par des règlements. (Voir les lois du 14 déc. 1789, art. 50 ; 5 avril 1884, art. 91, 97 §§ 1, 4, 6, 7 et 99.) Mais leurs pouvoirs ont été surtout théoriques parce que des mesures de salubrité, aboutissent à des dépenses qu'ils ne pouvaient ordonner puisqu'elles n'étaient pas obligatoires. Le conseil municipal était maître du budget communal : il pouvait entraver tous les pouvoirs du maire ou du préfet. Du reste, sous prétexte de défendre la liberté individuelle, on ne permit même pas au maire de prendre des mesures obligatoires pour faire disparaître toute cause d'insalubrité (1) : le maire qui déterminait lui-même la nature et l'importance des travaux à effectuer, ou qui prévoyait un moyen exclusivement obligatoire pour supprimer toute cause d'insalubrité commettait un excès de pouvoir.

La loi du 49 février 1902 a donc tenu à augmenter les attributions des maires et des préfets et à déterminer plus strictement les pouvoirs qui leur étaient conférés. « Dans toute commune, dit l'article 1^{er}, le maire est tenu, afin de protéger la santé publique, de déterminer, après avis du conseil municipal et sous forme d'arrêtés municipaux portant règlement sanitaire : 1° les précautions à prendre, en exécution de l'article 97 de la loi du 5 avril 1884 pour

(1) V. Cass., 27 juin 1879, S. 80.1.90. — La même législation a cependant, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, donné d'excellents résultats en Belgique où l'on possède à un plus haut degré l'esprit de la solidarité sociale et, par suite, de la solidarité sanitaire.

prévenir ou faire cesser des maladies transmissibles.... ; 2° les prescriptions destinées à assurer la salubrité des maisons et de leurs dépendances, des voies privées, closes ou non à leurs extrémités, des logements loués en garni et des autres agglomérations quelle qu'en soit la nature, notamment les prescriptions relatives à l'alimentation en eau potable ou à l'évacuation des matières usées. »

Le *préfet* conserve les attributions qui lui ont été conférées par l'article 99 de la loi du 5 avril 1884 ; il peut donc prendre pour toutes les communes du département ou plusieurs d'entre elles et dans tous les cas où il n'y aurait pas été pourvu par les autorités municipales, toutes les mesures relatives au maintien de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publique : avant d'agir, il doit mettre le maire en demeure. D'après la loi de 1902, il aura une mission nouvelle, il sera chargé d'approuver les règlements sanitaires pris par les maires ou même d'en imposer un aux communes qui n'en seraient pas pourvues dans le délai d'un an à partir de la promulgation de la loi.

Lorsqu'il y a danger menaçant pour la santé publique, c'est-à-dire en cas d'épidémie, le préfet peut ordonner l'exécution immédiate des mesures prescrites par les règlements sanitaires. Mais il faut : 1° que l'urgence soit constatée par un arrêté du maire ou par un arrêté du préfet ; 2° que cet arrêté spécial s'applique à une ou plusieurs personnes ou qu'il s'applique à tous les habitants de la commune (art. 3).

La nouvelle loi sanitaire ne met pas seulement en présence les maires et les préfets ; elle fait plus, elle leur impose des attributions définies suivies de sanctions. Jusqu'à présent, les administrations ne pouvaient faire appel qu'à la persuasion, elles n'étaient pas obéies parce qu'elles

n'avaient pas le droit pour elles. La loi, pourrait-on dire, sera comme impuissante parce qu'elle n'a pas innové au point de vue de l'organisation administrative française : ce serait une erreur. Si aujourd'hui encore, malgré les pouvoirs théoriques de la loi municipale, les municipalités sont impuissantes, c'est que la jurisprudence n'accorde pas aux maires le droit de déterminer la nature et l'importance des travaux d'assainissement à effectuer. Il fallait de toute nécessité déterminer avec précision les attributions hygiéniques des maires et des préfets. La loi de 1902 n'y a point manqué : les maires ne pourront donc pas désormais négliger cette partie de leur mandat « qui consiste à veiller sur la sécurité, et sur la santé de ses administrés. Il ne s'agit plus d'hygiène facultative. Ni le maire ni le préfet ne peuvent méconnaître leur devoir : ils ont des attributions et des responsabilités nouvelles ; ils ne sont plus armés d'un sabre de bois et d'un pistolet de paille et ils ont l'autorité suffisante pour assurer dans ses prescriptions fondamentales le respect de l'hygiène collective » (1).

La loi de 1902 ne se contente pas de punir des peines portées à l'article 471 du Code pénal tous ceux qui, en dehors des cas prévus par l'article 21 de la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine, auront commis une contravention aux prescriptions des règlements sanitaires prévus aux articles 1 et 2 : elle va plus loin : elle frappe d'abord ceux qui auront construit des habitations sans le permis du maire : ceux-là seront passibles d'une amende de 16 à 500 francs (art. 27). De plus, nul ne peut mettre obstacle à l'accomplissement des devoirs des

(1) Paul Strauss, *La santé publique*, article cité, p. 18.

maires et des préfets ou des membres délégués des commissions sanitaires, sans être poursuivi et puni d'une amende de 100 à 300 francs et, en cas de récidive, de 500 à 1.000 francs (art. 29).

Le législateur a voulu, du reste, prendre toutes les précautions, il a établi un moyen de contrôle nouveau qu'il a emprunté à la législation anglaise (1). Cette précaution donne de bons résultats, parce qu'elle repose sur l'examen comparatif des statistiques mortuaires. D'après l'article 9 de la loi du 15 février 1902, lorsque dans une commune le chiffre des décès aura dépassé pendant trois années consécutives celui de la mortalité moyenne de la France, le préfet devra charger le conseil départemental d'hygiène de faire une enquête sur les conditions sanitaires de la commune. Si cette enquête démontre les mauvaises conditions d'hygiène et de salubrité, le pouvoir central est investi du droit d'imposer à la commune tous les travaux d'assainissement que le maire et le préfet auraient dû ordonner, adduction d'eau potable, évacuation des matières usées, constructions d'égouts, assainissement de quartier insalubre.

« Il ne sera donc plus permis à une autorité quelconque d'être réfractaire ou négligente, dit M. Strauss, ni de mettre en péril la santé de ses habitants et, par là, de menacer la sécurité du reste du territoire. »

M. Strauss fait du reste remarquer avec raison que l'ac-

(1) L'institution aura plus d'effet en France parce qu'elle sera générale : en Angleterre, toutes les lois concernant l'hygiène et touchant aux prérogatives des autorités locales par une réglementation générale, ne sont obligatoires dans les comtés que si la loi a été adoptée pour la circonscription, par l'assemblée régulièrement convoquée des magistrats qui composent l'autorité locale.

tion municipale finira par être réelle et effective, parce que les communes, comprenant tous les jours de plus en plus l'importance de l'hygiène publique, s'efforceront elles-mêmes d'encourager les médecins, les pharmaciens, les vétérinaires, les architectes et les instituteurs dans la recherche de nouvelles améliorations ; il fait remarquer que dans certaines villes, à Versailles par exemple, les électeurs eux-mêmes réclament des mesures de défense contre la tuberculose, ou pour la démolition d'un quartier infect.

Il n'en est pas moins vrai que les fonctionnaires conserveront une prudence excessive, à moins que le ministre de l'intérieur ne s'intéresse à la loi sur la santé publique et ne les oblige à prendre toutes les responsabilités qui leur incombent.

Sans doute, cette crainte de voir échouer la loi de 1902 est exagérée ; mais elle n'aurait pu être formulée ; si, comme les hygiénistes et les médecins le demandent depuis longtemps, on avait pu rattacher à la même autorité toute l'administration sanitaire : il aurait fallu pour cela créer et organiser un ministère nouveau de la santé publique. La question posée au Parlement ne fut point sérieusement discutée, parce que les esprits ne sont pas assez préparés : « Ils accepteraient peut-être avec moins de répugnance, dit M. Strauss la création d'un sous-secrétariat d'Etat (1) spécial qui aurait plus d'autorité, de

(1) La Chambre des députés a voté au mois de novembre 1899, une résolution de l'abbé Lemire, appuyée par le ministère du commerce, invitant le gouvernement à instituer ce sous-secrétariat d'Etat ; le Sénat devrait se rallier à ce projet qui centraliserait tous les services de l'hygiène et présenterait ainsi de sérieux avantages.

tradition et de force pour remplir les devoirs nouveaux dévolus à l'Etat. »

II. — *Institutions destinées plus spécialement à assurer les mesures d'hygiène et de sécurité industrielles.*

Les progrès de la législation industrielle sont constants, aussi bien en France qu'à l'étranger ; notre gouvernement a reconnu, ainsi que ceux des autres pays, la nécessité de se guider dans l'œuvre qu'il entreprendrait en se documentant avec la plus grande précision possible avant de proposer au Parlement les lois générales ou particulières devant réglementer les conditions générales du travail ; on a tenu à relever le plus grand nombre d'observations utiles et l'on a même parfois expérimenté directement les procédés de fabrication que l'on se proposait d'imposer un jour aux industriels et aux travailleurs.

Pour parvenir à l'amélioration des conditions du travail, au point de vue de l'hygiène et de la sécurité des ouvriers, on a employé les mêmes procédés. On a tout d'abord fait recueillir et centraliser des renseignements statistiques par des offices spéciaux chargés de procéder à une enquête souvent permanente ; puis on s'est adressé aux intéressés eux-mêmes pour les consulter et les amener à formuler leur avis, leurs vœux et leurs desiderata ; dans le cas où ces avis n'auraient pas présenté de garantie suffisante, on s'est adressé à des médecins ou à des comités techniques, à des corps consultatifs choisis ou élus par le pouvoir central, par des chefs d'industrie ou par des ouvriers (1).

(1) V. Goldstein, *La statistique et son rôle pour la société contemporaine* (*Rev. d'écon. politique*, 1900), et dans l'ouvrage de M. Pic, une étude complète de tous les corps consultatifs de l'industrie, p. 108 et s.

Nous voulons seulement rappeler ici qu'il existe des corps consultatifs constitués auprès du gouvernement et investis d'attributions générales comme les offices du travail ; d'autres ne possèdent que des attributions spéciales, ce sont des conseils et des comités spéciaux comme le conseil supérieur de statistique, la commission consultative d'hygiène industrielle, etc. Il y a, en outre, des corps constitués dans les divers centres manufacturiers, comme les chambres consultatives des arts et manufactures que l'on projette de fusionner avec les chambres de commerce, et comme les conseils régionaux du travail.

Nous n'avons pas ici à faire l'étude de ces corps consultatifs, mais nous devons examiner spécialement les institutions créées par le législateur pour augmenter l'hygiène et la sécurité des travailleurs et montrer à ce point de vue l'utilité qu'elles ont. Nous dirons donc quelques mots du Conseil supérieur du travail, de l'Office du travail, des Commissions supérieures et des Commissions départementales, du Comité de patronage et de la Commission d'hygiène industrielle.

Le Conseil supérieur du travail. — Institué par le décret du 22 janvier 1891, il a été complètement réorganisé par celui du 4^{er} septembre 1899 ; il comprend actuellement 66 membres, répartis en trois groupes égaux formés : le premier, des délégués des organisations patronales ; le second, de ceux des organisations ouvrières ; le troisième, de sénateurs et de députés et de personnes compétentes choisies par le ministre.

Il a des attributions techniques et des consultatives. « On le considère comme un vaste syndicat mixte, dit M. Pic, où patrons, ouvriers et employés se rencontrent sous la direction du gouvernement, pour discuter impartialement

leurs intérêts. » Il possède une commission permanente chargée d'ouvrir des enquêtes sur les conditions des travailleurs ; les attributions de la commission permanente ne sont pas délimitées davantage. Le Conseil supérieur du travail a pris une grande part dans l'élaboration de la législation du travail ; dernièrement encore, il a étudié la réglementation des travaux des employés de commerce et de bureau, ainsi que ceux des employés des petites industries de l'alimentation. Il a ainsi contribué à l'élaboration d'un projet de loi dont nous parlerons sur la protection des employés de magasin.

A côté de lui fonctionnent le Conseil supérieur du commerce de l'industrie et le Comité consultatif des arts et manufactures qui étudient notamment, soit la réglementation des établissements industriels, soit celle des établissements dangereux, incommodes ou insalubres.

L'*Office du travail* a été institué au ministère du commerce pour compléter l'œuvre entreprise par le Conseil supérieur du travail. C'est une sorte de bureau de recherches et d'enquêtes ; son rôle est très complexe puisqu'il a pour mission « de recueillir, coordonner et publier toutes les informations relatives au travail, à la condition des ouvriers, à l'hygiène, à la salubrité des ateliers, à la sécurité des employés. » Créé par la loi du 21 juillet 1891 et organisé par les décrets des 19-21 août 1891 et 4-5 février 1891, il publie un bulletin mensuel dans lequel il fait paraître des comptes rendus de toutes les enquêtes, notamment sur les questions d'hygiène et de sécurité industrielle. Ce bulletin est en somme un *organe d'enquête permanente* sur les conditions des travailleurs et sur leur situation de tous les jours. Il reçoit toutes les communications que le public lui adresse et surtout celles que lui en-

voient les syndicats professionnels de patrons et d'ouvriers. On a dit dans l'exposé des motifs que « l'Office doit constituer une suite d'observations des conditions du travail ». Il est, en effet, non seulement chargé de rassembler des chiffres et des tableaux de statistique : il doit aussi les discuter, les confronter, en retirer en un mot toutes les déductions et tous les renseignements qu'ils renferment. L'Office du travail a publié déjà tout un ensemble d'études de statistique et de législation comparée sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs et sur les poisons industriels.

Commissions supérieures et Commissions départementales.

— Ces commissions supérieures sont également des institutions dont l'utilité se faisait vivement sentir : créées en 1874 et organisées par la loi du 2 novembre 1892 (art. 22), elles sont chargées de veiller à l'application des lois de 1848 sur le travail des adultes, de la loi de 1874 sur le travail des enfants employés dans les professions ambulantes, et enfin des lois de 1892 et de 1900 sur le travail des femmes et des enfants. Elles donnent leur avis sur les règlements à faire et généralement sur toutes les questions intéressant les travailleurs protégés. Elles sont aussi chargées d'arrêter les conditions d'admissibilité des candidats à l'inspection divisionnaire et départementale du travail et le programme du concours qu'ils devront subir.

Le président de la commission supérieure adresse au Président de la République, chaque année, un rapport général sur les résultats de l'inspection et sur l'exécution de la loi du 2 novembre 1892.

Quant aux *Commissions départementales*, elles sont nommées par les conseils généraux ; elles ont un rôle purement consultatif : elles sont chargées de présenter sur l'exécution de la loi et sur les modifications dont elle est

susceptible les rapports qui sont eux-mêmes transmis au ministre et communiqués à la commission supérieure (art. 24).

Le comité de patronage établi par l'article 25 de la loi est chargé de protéger les apprentis et les enfants employés dans l'industrie : il veille également au développement de leur instruction professionnelle.

Parmi les conseils et les comités spéciaux qui ont été chargés de l'étude des questions se rapportant à la législation industrielle, il nous reste à mentionner la *commission consultative d'hygiène industrielle* établie auprès du ministère du commerce : elle a été constituée par un arrêté en date du 11 décembre 1900 qui a déterminé ses attributions et fixé la composition de sa portion permanente qui comprend non seulement les fonctionnaires du ministère, mais encore des hygiénistes, des médecins, un ingénieur, un juriste, un patron et un ouvrier.

La commission a des attributions importantes ; elle doit rechercher toutes les modifications susceptibles d'être apportées aux procédés de fabrication, aux matériaux employés lorsqu'ils auront été reconnus dangereux pour la santé et l'hygiène des ouvriers.

L'œuvre de la commission sera féconde : elle devra élaborer des règlements particuliers relatifs à l'emploi dans l'industrie des matières irritantes, comme les acides sulfurique, azotique et chlorhydrique, les sels ammoniacaux, etc. ; les matières toxiques, plomb, mercure, poussières et vapeurs arsenicales, phosphore, sulfure de carbone ; les matières infectieuses, comme les crins, les laines, les cuirs, les peaux, les chiffons, les déchets, etc. En un mot, elle fera des enquêtes sur tout ce qui peut être considéré comme un poison industriel. Elle fera connaître

ensuite aux industriels les modifications à introduire dans la fabrication et élaborera des règlements sur les matières à employer.

La commission a commencé ces travaux en examinant des règlements particuliers relatifs à l'emploi des dérivés du plomb dans l'industrie de la peinture (V. *Bull. de l'Office du travail*, 1902, p. 98). D'autres industries reconnues comme dangereuses pour les ouvriers auront besoin aussi de règlements particuliers, l'administration a déjà ouvert des enquêtes destinées à préparer ces règlements, notamment sur les industries des accumulateurs électriques, de la poterie, des fontes émaillées, des tissus en caoutchouc, du ciment métallique, sur les industries employant des vernis à base d'alcool, etc. Les dossiers de ces enquêtes seront soumis à la commission d'hygiène industrielle dès qu'elle pourra les étudier.

L'administration ne se contentera même pas d'essayer de porter remède aux causes actuelles de danger intéressant la sécurité des travailleurs ; elle aura à se tenir au courant des modes de fabrication nouveaux qui seraient de nature à créer de nouvelles causes de morbidité ou d'insécurité : car il est nécessaire de suivre en cette matière les progrès de l'industrie dans ses applications nouvelles.

Nous ne parlons pas ici d'institutions que nous retrouverons dans les développements qui vont suivre, comme les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, le corps des inspecteurs du travail, etc.

Nous passons immédiatement à l'étude des lois et des règlements français : nous diviserons son explication en trois parties :

- 1° Industries manufacturières ;
- 2° Mines, minières et carrières ;
- 3° Industries agricoles *stricto sensu*.

CHAPITRE PREMIER

INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES.

Ce chapitre comprendra quatre sections. La première, sans vouloir faire un examen complet de la question, sera consacrée à l'étude des conditions matérielles de l'existence de l'ouvrier sous le régime de la grande industrie.

La section II traitera de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs dans les manufactures, usines, chantiers, magasins, etc.

Dans la section III, nous résumerons les dispositions prises par le législateur pour assurer une sanction efficace aux mesures qu'il a prévues.

Dans la section IV, nous dirons quels sont les résultats obtenus par les règlements établis.

SECTION I. — La grande industrie et les conditions matérielles de l'existence des ouvriers.

Nous avons eu soin de faire remarquer, dans notre première partie, combien les mesures concernant la santé et la sécurité des individus devaient être générales pour aboutir à un résultat. Cette solidarité sanitaire nous conduit à rechercher d'abord si l'ouvrier, en dehors de l'usine et de l'atelier, se trouve suffisamment protégé contre les dangers d'une mauvaise hygiène. Nous rechercherons

surtout quelles garanties lui sont offertes aujourd'hui au point de vue de l'habitation et de l'alimentation.

Dans notre ancien droit, les propriétaires des immeubles étaient laissés absolument libres d'aménager leur maison à leur gré et de les disposer intérieurement selon leur volonté ; cependant, un arrêt du Parlement de Paris, du 13 septembre 1533 (1), confirmé par un édit de novembre 1539, par l'article 193 de la coutume de Paris et par une ordonnance du 24 septembre 1668, avait déjà ordonné différentes mesures de salubrité. Des ordonnances de police de 1697 et de 1700 défendaient de garder aucune ordure ni eau croupie ; elles interdisaient d'élever des bestiaux dans les villes et d'infecter l'air par aucune exhalaison maligne. D'autres règlements intervinrent plus tard, notamment une ordonnance royale du 24 septembre 1819 sur les fosses fixes : une autre du 4 juin 1834 sur les fosses mobiles ; une ordonnance de 1838 pour réglementer l'écoulement des eaux.

Cependant, jusqu'en 1850, il n'y eut point de loi générale, à ce moment on s'aperçut que de nombreux ouvriers habitaient dans des chambres malsaines, non aérées, mal éclairées ; le besoin d'une réforme se fit sentir, la loi du 13 avril fut votée avec empressement : elle considéra comme logements insalubres tous ceux qui se trouvaient dans des conditions de nature à compromettre la vie ou la santé des habitants (art. 1^{er}). En vertu de cette loi, dans toutes les communes où le conseil municipal l'avait déclaré nécessaire, une commission était nommée pour rechercher les causes d'insalubrité et indiquer les mesures d'assainissement des logements et des dépendances insalubres mis en

(1) V. *Pand. franç.*, V^o *Assainissement et logements insalubres*.

location ou occupés par d'autres que le propriétaire, l'usager ou l'usufruitier. L'article 3 précisait les fonctions confiées à la commission : « Elle visitera les lieux signalés insalubres ; elle déterminera l'état d'insalubrité et en indiquera des causes, ainsi que les moyens d'y remédier. Elle désignera des logements qui ne seraient pas susceptibles d'assainissement. » La commission déposait son rapport au secrétariat de la mairie où les intéressés pouvaient en prendre connaissance et produire leurs observations dans le délai d'un mois : passé ce délai, le conseil municipal pouvait déterminer les travaux et les lieux dans lesquels ils devaient être exécutés ; la décision rendue, le maire prenait un arrêté ordonnant l'exécution des travaux jugés nécessaires par la commission. Lorsque des propriétaires n'avaient pas formé de recours devant la juridiction administrative, les tribunaux étaient liés sur tous les points visés par l'arrêté municipal qui avait constaté l'état d'insalubrité. Le propriétaire était obligé d'exécuter les travaux ou restait responsable des frais occasionnés par eux (art. 7). Si l'immeuble n'était pas susceptible d'assainissement, on pouvait interdire au propriétaire la maison à titre d'habitation, mais cette interdiction n'était que provisoire, du reste le même immeuble pouvait se louer comme cave, dépôt, etc.

Cette législation fut insuffisante : elle ne fut même pas appliquée dans la plus grande partie du territoire de la France ; on avait compté sur l'initiative des conseils municipaux, car la loi n'était pas obligatoire mais facultative pour les administrations locales. Seul le conseil municipal de Paris intervint.

Les conditions d'insalubrité dans lesquelles se trouvaient les habitations persistèrent, l'attention des pou-

voirs publics fut de nouveau attirée sur cette importante question ; déjà en 1878 le Congrès d'hygiène, l'Académie des sciences morales et politiques, l'Académie de médecine, la Société de médecine publique formaient des vœux pour la réforme de la loi de 1850 : en 1881 un projet de loi était déposé par M. Martin Nadaud, mais il était incomplet et notamment ne semblait pas devoir s'appliquer dans les campagnes ; en 1882 un autre projet fut élaboré par la commission des logements insalubres de Paris ; de nombreux projets ont été déposés depuis, en 1883 par M. Ucaze, en 1881 par M. Lockoy : la réforme était difficile, parce qu'elle devait être complète. Il fallait :

1° Une loi générale s'appliquant même aux propriétaires ;

2° Une loi obligatoire pour toutes les communes ;

3° Des fonctionnaires spéciaux, chargés de l'inspection ;

4° Une liste complète des causes d'insalubrité ;

5° Un délai moins long pour effectuer les réparations nécessaires ;

6° Une autorisation préalable pour toute contravention nouvelle.

L'Angleterre, depuis l'act de 1885 et la loi du 18 août 1890, possédait déjà un règlement s'appliquant aux logements ouvriers : la législation française s'inspirant de cette loi, ainsi que de la loi autrichienne du 9 février 1892 et principalement de la loi belge du 9 août 1889, essaya bien d'améliorer la condition de l'ouvrier ; elle voulut à son tour encourager la construction de maisons salubres à bon marché.

La loi relative aux habitations à bon marché (30 nov.

1894) ne chargea pas l'Etat de les construire ou de les faire construire lui-même ; elle voulut seulement prêter à l'initiative individuelle le concours et l'appui de l'Etat. Elle prit, dans ce but, de nombreuses dispositions, elle organisa des comités locaux d'habitation à bon marché, et un comité supérieur ; elle assura aux particuliers et aux sociétés de construction des avantages financiers en permettant aux bureaux de bienfaisance, aux hospices et hôpitaux d'employer avec l'autorisation du préfet une fraction de leur patrimoine à la construction de maisons à bon marché ainsi qu'en prêts hypothécaires aux sociétés de crédit qui, ne construisant pas elles-mêmes, ont pour objet de faciliter l'achat ou la construction de ces maisons ; elle leur donna des facilités pour les contrats d'assurances, pour les transmissions de la propriété, enfin elle les fit bénéficier d'une exemption d'impôt.

On a ainsi cherché à provoquer la construction de maisons ouvrières au plus bas prix possible ; et dans un exposé des motifs, M. Siegfried avait eu soin de dire qu'il fallait de toute nécessité assurer à la famille ouvrière le support dont elle a besoin : une maison ; et il ajoutait : « Ce qu'il importe de demander avant tout aux constructeurs de maisons ouvrières, c'est la réunion de ces deux conditions : le respect absolu de l'hygiène et la réalisation du plus bas prix possible (1). »

Ces efforts ne sont pas restés inutiles, nous sommes heureux de le reconnaître ; ainsi, à Paris, des résultats apparents ont été obtenus par la Société anonyme des habitations ouvrières de Paris-Auteuil. Mais ce sont des im-

(1) D. P. 1895, 4, p. 41, et *J. off.* du 10 décembre 1824, annexes p. 1999, n° 1012.

meubles trop élégants pour des ouvriers qui ne peuvent ni les acheter ni les louer ; cependant, la substitution des maisons individuelles aux anciennes grandes cités est un progrès.

En province, on a pu trouver plus facilement le moyen de construire des habitations qui, sans être de grandes casernes, s'éloignent cependant assez de l'habitation isolée pour ne pas être vendues trop cher. A Lille notamment, une compagnie immobilière fondée par souscription et aidée par une subvention de la ville, a construit un groupe important de maisons dans lesquelles on alloue aux ouvriers indigents une réduction sur le loyer à titre de secours. D'autres tentatives faites par l'initiative privée sous forme d'association ou de coopération ont réussi à Reims, au Havre, à Orléans, à Nîmes, à Saint-Quentin, à Bordeaux, à Amiens, Nancy, etc. On construit donc aujourd'hui des maisons qui, loin d'être des cités-casernes, peuvent offrir à chaque ménage un logement individuel dont le prix de revient ne dépasse pas quatre ou cinq mille francs. Les familles habitent bien toujours sous un toit commun, mais elles vivent séparées les unes des autres ; elles sont chez elles, chaque appartement étant indépendant des autres ; il a une entrée, son palier et possède un water-closet particulier.

A Lyon même, nous connaissons les succès obtenus par la Société anonyme des logements économiques ; en l'espace de cinq ou six mois on a pu voir s'élever dans cette ville des quartiers entiers de maisons ouvrières construites à bon marché ; les logements très confortables et surtout très salubres, sont très appréciés des ouvriers et surtout des petits employés. Les travailleurs sont satisfaits et de plus, les capitalistes ont trouvé un rendement assez élevé pour leur argent.

Il nous reste à signaler une innovation heureuse qui vient d'être faite à Compiègne. Dans cette ville, l'œuvre de philanthropie n'a pas été accomplie par des sociétés financières ou de grandes compagnies industrielles. La construction de maisons ouvrières à bon marché a été faite au moyen de ressources financières de la caisse d'épargne qui a trouvé là un débouché heureux pour ses placements. La caisse d'épargne a construit des maisons en bordure d'une nouvelle rue tracée au milieu d'un vaste terrain nouveau ; ces maisons sont groupées deux à deux et se composent au rez-de-chaussée d'une cuisine, d'une salle à manger, au premier de deux grandes chambres, puis d'un jardin avec water-closet, d'une cave et d'un grenier.

Le but a été là, comme dans toutes les œuvres analogues, de permettre aux ouvriers locataires de devenir propriétaires de leurs maisons au bout d'un certain nombre d'années. Le loyer annuel égale 3 0/0 du prix de vente et s'élève à 154 francs. L'ouvrier qui veut devenir propriétaire doit verser en sus d'une somme de 160 francs au moment de l'entrée en jouissance, une annuité qui s'ajoute au prix du loyer et qui est calculée sur une période de vingt-cinq années. L'annuité comprend le prix de vente et tous les frais accessoires.

Les baux consentis aux preneurs contiennent une clause importante à signaler ; elle interdit à tout locataire même devenu propriétaire de tenir dans son immeuble un débit de boissons. L'entreprise a réussi : au mois d'octobre 1902, 24 maisons étaient construites ; presque toutes étaient déjà occupées par une population de travailleurs laborieux et paisibles.

Il n'est pas besoin d'insister plus longtemps pour com-

prendre l'importance de ce règlement nouveau du 30 novembre 1874 ; il a eu sur la santé de l'ouvrier une influence directe d'autant plus utile chez nous que les ravages causés par des maladies contagieuses, fièvre typhoïde, tuberculose, sont plus importants que dans les pays voisins. Mais l'œuvre n'était pas achevée ; elle devait l'être seulement avec la loi générale sur la salubrité publique.

Le législateur français a pu profiter des exemples qu'il avait sous les yeux pour accomplir une réforme non moins utile ; c'est dans la loi générale des 15 et 19 février 1902 sur la protection de la santé publique que nous la trouvons. Le chapitre II du titre I^{er} est entièrement consacré aux mesures sanitaires générales relatives aux immeubles : les habitations ouvrières comme toutes les autres seront soumises aux prescriptions contenues dans les articles 11 à 18 : bien que générales, ces dispositions sont destinées surtout à amener de profondes modifications dans les logements ouvriers qui sont restés insalubres pour la plus grande partie.

La loi établit d'abord une réglementation sévère sur la construction des immeubles nouveaux. A partir de février 1903, aucune habitation ne pourra être élevée sans une permission du maire : l'autorisation ne sera délivrée par lui que s'il a pu se rendre compte de l'observation des prescriptions d'hygiène et de salubrité déterminées par lui. Dans toute commune, en effet, ce magistrat de l'ordre administratif doit les fixer après avis du conseil municipal et sous forme de règlement sanitaire. Si l'autorisation n'était point demandée le maire ferait dresser une contravention (art. 11 et 1^{er}, § 2).

On a tenu également à se préoccuper des immeubles insalubres déjà construits : une des principales attribu-

tions de la commission sanitaire créée dans chaque circonscription sanitaire de département en conformité de l'article 20 est précisément de donner son avis : 1° sur l'utilité et la nature des travaux que le maire devra faire effectuer aux immeubles reconnus dangereux pour les occupants ou les voisins ; 2° sur la nécessité d'interdire l'habitation de tout ou partie de l'immeuble jusqu'à ce que les conditions d'insalubrité aient disparu. Ainsi, lorsque la commission s'est prononcée, le maire, après une procédure régulière et la mise en demeure des intéressés peut prendre un arrêté d'interdiction d'habiter et contraindre le propriétaire à s'y conformer dans le délai donné (art. 12).

Le législateur a voulu pour ces prescriptions une sanction sévère. Toutes les fois que les intéressés n'auront pas dans le délai imparti exécuté les travaux jugés nécessaires par l'arrêté du maire, non seulement ils seront passibles des peines prévues par l'article 471, § 15 du Code pénal mais encore ils se verront traduire devant le tribunal de simple police qui autorisera le maire à faire procéder d'office aux travaux utiles.

Dans le cas où une interdiction d'habitation ne sera pas respectée par le propriétaire il sera passible d'une amende de 16 à 500 francs, et poursuivi devant le tribunal correctionnel qui autorisera le maire à faire expulser aux fins de ce dernier les individus occupant l'immeuble.

L'article 15 établit même un privilège nouveau qui vient prendre rang après ceux mentionnés aux articles 2101 et 2103 du Code civil : ce nouveau privilège est destiné à garantir le paiement des dépenses résultant de l'exécution des travaux ordonnés par le maire, lorsque le propriétaire s'est refusé à les faire effectuer.

Enfin, le législateur a voulu favoriser autant qu'il le pouvait les propriétaires qui observeraient la nouvelle loi. C'est ainsi que toutes les ouvertures pratiquées pour l'exécution des mesures d'assainissement prescrites en vertu de la dite loi seront exemptées de la contribution des portes et fenêtres pendant cinq années consécutives du jour de l'achèvement des travaux. De même, comme l'exécution de la loi pouvait faire naître des contestations entre les propriétaires et les locataires, il a tenu à donner à la loi un effet rétroactif en déclarant que la résiliation des baux nécessitée par l'exécution des travaux ne donnerait lieu pour les locataires à aucune demande en dommages-intérêts.

Parfois il arrivera que de grands travaux d'ensemble seront nécessaires pour assurer la salubrité de toute une rue ou de tout un quartier ; dans ce cas, la commune sera autorisée à exécuter elle-même les travaux, mais elle devra pour cela se conformer à la loi du 3 mai 1841 et acquérir la totalité des propriétés comprises dans le périmètre des travaux.

Cette modification à la législation encore existante était absolument nécessaire ; elle était attendue depuis bien longtemps ; elle a du moins le mérite d'avoir été étudiée consciencieusement, car les auteurs du projet ont pu profiter de l'application des lois récentes dans les pays étrangers. On doit espérer beaucoup de la commission sanitaire de circonscription composée de cinq ou sept membres au plus ; elle pourra donner son avis en toute indépendance ; c'est sur cet avis seulement et non plus sur une délibération du conseil municipal que le maire prendra un arrêté ordonnant les modifications et les réparations. Du reste, les commissions auront des pouvoirs très étendus ;

elfes pourront recourir à toutes les mesures d'instruction qu'elles jugeront convenables : enquêtes, expertises, visites de lieu, etc., afin de pouvoir donner leur avis en toute connaissance de cause. Leur droit de surveillance s'exercera sur tous les immeubles, qu'il s'agisse de logement ou de dépendance de logement ; elles n'ont pas à rechercher si les locaux ont été mis en location ou s'ils sont occupés par le propriétaire lui-même. Leur intervention sera justifiée toutes les fois qu'il s'agira d'un logement insalubre et que l'insalubrité sera inhérente à l'habitation. Elles n'auront en outre pas besoin d'attendre qu'une plainte leur signale des faits, elles pourront elles-mêmes les découvrir.

La loi de 1902 produira des effets incontestables sur l'amélioration des logements ouvriers ; mais si l'on se place au point de vue de l'alimentation des travailleurs, on peut noter qu'elle aura aussi une heureuse influence.

Sans doute, elle ne peut augmenter les salaires : ceux-ci, du reste, ont subi une hausse importante, mais la vie matérielle est plus chère : toutefois, dit M. Chevallier, « sa cherté ne se traduit pas par une proportion identique à celle de la hausse des salaires » (1). Seulement les besoins de l'ouvrier ont augmenté dans de bien fortes proportions : on constate même qu'ils peuvent, avec leurs ressources, les satisfaire suivant leurs conditions. « L'existence matérielle n'est pas la même partout et dans tous les temps : l'ouvrier des villes a des besoins que ne connaît pas le paysan ; il mange de la viande deux fois par jour pendant que le second n'y goûte qu'aux dimanches et aux fêtes. » Le pain qui représente 33 0/0 dans la dépense de

(1) Chevallier, *Les salaires au XIX^e siècle*, p. 114 et suiv.

la nourriture de l'ouvrier n'a pas subi de graves variations de 1800 à 1900, le prix de l'hectolitre de blé a varié entre 18 et 22 francs. Le prix de la viande de boucherie semble s'être un peu élevé d'après les statistiques relevées par M. Chevallier : néanmoins, ses conclusions tendent à montrer que le budget des dépenses de l'ouvrier n'est pas plus élevé de nos jours qu'il ne l'était il y a 80 ans en ce qui concerne sa nourriture : alors que son salaire s'est élevé les denrées alimentaires ont conservé un prix moyen : si certaines d'entre elles coûtent plus cher, comme la viande et le lait, d'autres ont beaucoup diminué, notamment l'épicerie qui rentre pour une grosse partie dans la nourriture.

La loi s'est du moins préoccupée de l'amélioration des eaux : l'article 9, § 2, oblige en effet, le maire de toute commune à protéger la santé publique et à déterminer après l'avis du Conseil départemental d'hygiène les prescriptions relatives à l'alimentation en eau potable. Les travaux des hygiénistes ont appris que l'eau est le principal agent des maladies : il faut donc avant tout éviter de laisser contaminer les eaux d'alimentation si l'on veut éviter des épidémies qui frappent en même temps toute une famille, tout un quartier ou une ville tout entière. M. Barré, dans son étude sur la maison salubre, rappelle les trop nombreux exemples d'épidémies de fièvre typhoïde de Pierrefonds, d'Auxerre, de Clermont-Ferrand et de Trouville (1). Les médecins chargés de rechercher quelles étaient les causes de la contagion ont toujours reconnu qu'il s'agissait de puits ou de sources dans lesquels se faisaient des infiltrations dues à la présence, dans le voisinage, de puisard ou de fosses d'aisances, souvent il suffit, pour enrayer une

(1) L. A. et P. Barré, *Manuel du génie sanitaire*, t. II, p. 68.

épidémie, d'ordonner la fermeture des puits contaminés par l'infiltration des matières fécales.

Les eaux contaminées sont dangereuses, mais l'absence d'eau dans les maisons est aussi une cause générale d'insalubrité. Dans toute commune, dans tout village les habitants doivent pouvoir user d'une eau salubre en quantité suffisante : il faut nécessairement qu'il y en ait dans l'intérieur des habitations, surtout dans les maisons ouvrières contenant un grand nombre de petits logements : les cours, les allées, les passages, les corridors, les escaliers, les cabinets d'aisances ont besoin de fréquents lavages et de complets nettoyages, sous peine de devenir des foyers d'infection. Les médecins, les congrès de médecine, l'Académie de médecine ont souvent appelé l'attention du législateur et des pouvoirs publics, sur la nécessité de distribuer de l'eau dans les logements insalubres et surtout dans les logements ouvriers.

La loi du 15 février 1902 ne pouvait point se désintéresser de cette question, elle s'en occupe à propos des épidémies comme nous l'avons déjà dit. Lorsqu'une commune aura vu, pendant trois années consécutives, le nombre des décès dépasser celui de la mortalité moyenne de la France, le préfet du département doit charger le conseil départemental d'hygiène de procéder, soit par lui-même, soit par la commission sanitaire de la circonscription, à une enquête sur les conditions salubres de la commune. Cette enquête établira souvent que le pays n'est pas pourvu d'eau de bonne qualité : la commune sera dès lors mise en demeure de faire les travaux nécessaires pour remédier à cet état de choses. Lorsque, après les avis du conseil départemental d'hygiène et du comité consultatif d'hygiène publique, le préfet a mis la commune en demeure

de faire un projet et d'exécuter les travaux, si le conseil municipal ne prend aucune décision, le Président de la République rendra un décret en Conseil d'État pour ordonner qu'ils soient faits.

L'article 10 décide même que le décret, déclarant d'utilité publique une source pour le service d'une commune, peut déterminer aussi s'il y a lieu d'acquérir les terrains qui l'entourent, de façon à pouvoir la protéger contre toute « pollution ». En outre, on fixera une zone de protection spéciale concernant les terrains compris dans un périmètre délimité et l'on interdira d'épandre sur ces emplacements des engrais humains ; on ne pourra non plus y faire de puits sans l'autorisation du préfet.

Ces prescriptions sont trop importantes pour que nous les ayons passées sous silence ; quant à l'amélioration générale de l'alimentation de l'ouvrier, elle dépend surtout d'une juste rémunération du produit de son travail ; cependant, on ne peut méconnaître les tentatives faites par le législateur, notamment la loi du 30 décembre 1900 sur le régime des boissons. Cette loi, en dégrevant les boissons hygiéniques (les vins, les cidres, les poirés, les hydromels) par la suppression des droits d'entrée, de détail et de taxe unique, a permis à l'ouvrier d'améliorer son ordinaire. Une diminution appréciable s'est immédiatement opérée sur les prix des vins, du cidre et de la bière, alors que les droits sur l'alcool augmentés étaient portés à 220 francs. Ce chiffre n'est du reste pas assez élevé : ainsi que les hygiénistes, nous le voudrions plus fort ; en Russie, en Angleterre il est de 325 et de 521 francs par hectolitre. On pourrait, sans doute, en restreindre plus facilement la consommation qui est chez nous très importante, on diminuerait ainsi le nombre des victimes de l'alcoolisme qui encomrent les prisons et les asiles d'aliénés.

SECTION II. — Hygiène et sécurité des travailleurs dans les industries manufacturières.

1° Les progrès de la législation sanitaire industrielle.

La loi du 19 mai 1874 a été, nous l'avons dit, celle qui vint la première assurer à l'enfant et à la femme une protection sérieuse et efficace au point de vue de l'hygiène et de la sécurité dans le travail, mais elle n'a été que la première marque de l'activité parlementaire qui allait bientôt se manifester dans le sens d'une réglementation plus étroite de l'industrie et du développement continu de la législation protectrice de l'ouvrier.

On a commencé par réglementer le travail industriel au double point de vue indiqué ci-dessus, en limitant d'abord la protection à certaines catégories de travailleurs, aux enfants parce que leur âge ne leur permet pas encore de se défendre eux-mêmes ; puis on l'étendit aux femmes en se basant sur leur faiblesse, leur manque d'organisation pour la lutte et plus encore en invoquant l'intérêt de la conservation de la race ; enfin l'Etat comprit dans cette tutelle légale tous les travailleurs adultes employés dans l'industrie. Aujourd'hui il va encore plus loin, il veut englober dans la même protection, les employés de commerce, ceux des industries de transport, ceux enfin qui sont occupés dans les professions se rattachant à l'alimentation.

Pour le moment, les lois fondamentales sont celles des 2 novembre 1892, 30 mars 1900, 29 décembre 1900, le décret du 13 mai 1893 et la loi du 12 juin 1893.

Nous comprendrons mieux ce progrès en étudiant les règlements qui prescrivent les mesures de protection rela-

tives soit à certaines industries, soit à certains modes de travail. Ces règlements ont été pris par les décrets du 10 mars 1894 et du 29 juin 1895 : ils sont venus compléter les mesures déterminées par celui du 13 mai 1893 et l'arrêté ministériel du 31 juillet 1894 relatif aux surcharges. Les décrets des 21 juin 1897, 20 avril 1899, 3 mai 1900, 18 avril 1901, 4 juillet 1902 n'ont apporté que de légères modifications aux nomenclatures établies par celui du 13 mai 1893.

Toutes ces dispositions concernent l'hygiène et la sécurité des travailleurs, mais nous voulons, avant d'en exposer les mesures générales, rappeler d'une part quelle est leur étendue d'application, de l'autre quel est le personnel protégé par elles.

Etablissements soumis. — Les prescriptions de la loi du 12 juin 1893 sont très générales : elles s'appliquent non seulement aux ateliers, aux manufactures, aux fabriques, aux usines, mais encore à toutes leurs dépendances. Cela résulte de l'article 1^{er} de cette loi, des décrets rendus en vertu de ses articles le 20 novembre 1893, le 10 mars 1894 et enfin de la circulaire adressée par M. le ministre du commerce aux inspecteurs du travail le 27 mars 1894, sur l'application des décrets du 27 novembre 1893 et du 10 mars 1894. D'après cette circulaire, la loi doit être observée même dans les usines et les manufactures qui n'occupent qu'un personnel d'ouvriers adultes : elle doit être exécutée aussi dans les petits ateliers qui, à côté du patron, ne comptent que quelques ouvriers adultes et qui n'emploient pas de moteur mécanique.

Les théâtres même, les cirques et les autres établissements similaires sont soumis aux prescriptions de l'article 2 du 12 juin 1893, tout au moins lorsque le personnel

a besoin d'être protégé contre les dangers résultant de l'emploi d'un outillage mécanique : la loi ne s'appliquerait donc pas aux établissements similaires qui ne feraient pas usage d'appareils mécaniques (1).

Les dépendances des établissements industriels sont aussi soumises à la loi : on s'est déjà posé la question de savoir ce que le législateur avait voulu entendre par ce mot de « dépendances », dont il avait déjà parlé dans la loi du 2 novembre 1892. On a bien vite été d'accord pour admettre qu'il n'avait pas visé les appartements servant de demeure aux chefs des usines et des ateliers ou à leur famille ; ils restent certainement en dehors de la surveillance des inspecteurs. Mais par dépendances, on a voulu désigner tous les locaux attenants aux ateliers dans lesquels les chefs d'industrie logent et couchent des enfants. Les inspecteurs du travail avaient été amenés à constater que les jeunes gens étaient logés dans des conditions défavorables au point de vue de l'hygiène et de la sécurité, c'est pour cela que l'on a tenu à donner aux inspecteurs le droit de visiter les locaux accessoires de l'établissement principal. Du reste, la circulaire du 27 mars 1894 ne peut pas laisser subsister de doute sur ce point. « Par cette expression (dépendances), le législateur a voulu viser, comme il l'avait déjà fait dans la loi du 2 novembre 1892, des locaux où couchent des ouvriers qui, dans certaines industries, sont logés par les patrons. Vous aurez le soin de vous assurer que ces locaux présentent des conditions suffisantes d'hygiène et de salubrité. » Et le ministre ajoutait que cette

(1) Voir deux circulaires du 26 janvier 1893, adressées, l'une aux directeurs des théâtres de Paris, l'autre aux préfets des départements par le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes,

mission très délicate devait être accomplie avec beaucoup de soin.

La loi vise, du reste, tous les établissements industriels de quelque nature qu'ils soient ; elle comprend donc les établissements de charité ou d'enseignement professionnel ; il était utile de le dire car, auparavant, les Cours d'appel et la Cour de cassation avaient plusieurs fois décidé que l'inspecteur du travail ne pouvait pénétrer dans ces établissements que pour rechercher leur véritable caractère (1) ; elles n'admettaient les condamnations prononcées que s'il s'agissait d'un « travail industriel combiné et réglé dans un but de spéculation ».

Les établissements et les manufactures de l'Etat sont assurément soumis à la réglementation ; car c'est à lui à donner le premier l'exemple de l'obéissance aux lois.

Malgré leur généralité, on peut cependant regretter que les lois de 1892 et 1893 n'aient pas été plus précises en ce qui concerne certaines industries qui ne sont pas exercées dans des ateliers ou sur des chantiers, tels sont les travaux dans lesquels sont employés les maçons, les couvreurs, les ramoneurs : mais la législation protectrice leur est applicable : en ce qui concerne notamment les ramoneurs, les discussions parlementaires soulevées à propos de la loi de 1874 laissaient bien entendre que le législateur avait voulu protéger ce genre de travaux, d'autant plus dangereux et insalubres qu'ils étaient généralement accomplis par de très jeunes enfants employés loin de leurs parents (2).

Cependant, on peut constater que l'application de la loi

(1) Cour de Lyon, 26 avril 1883, D. P. 84.2.108.

(2) V. Mesnard, *Commentaire pratique de la loi du 2 novembre 1892, Lois nouvelles*, 1893, 1, p. 68.

n'est pas assez générale. Il ne faut pas, sans doute, parler ici des mines, minières et carrières qui ont une réglementation spéciale : pour les travaux souterrains, les ouvriers mineurs sont assez protégés : cependant, ainsi que le fait remarquer M. Pic, la loi de 1893 s'appliquera aux ateliers et aux dépendances des usines toutes les fois qu'ils seront établis à la surface. Mais dans ce cas les ingénieurs conservent la mission de surveiller l'application de la loi : une circulaire du ministère du commerce du 5 juillet 1893 a prévenu les inspecteurs du travail qu'ils n'auraient point à se préoccuper de visiter ces établissements. Cette solution est large : elle permet aux inspecteurs d'exercer ailleurs leur activité et leur tâche est encore assez lourde : quant aux ingénieurs, ils remplissent bien les devoirs qui leur incombent.

Il existe une catégorie d'établissements industriels beaucoup plus importants que l'on a soustrait à l'application de la loi, sans aucun motif sérieux et sans aucune raison de droit : il s'agit des ateliers des compagnies de chemins de fer : par une circulaire du 8 septembre 1894, le ministre des travaux publics décide que la loi ne leur est pas applicable. C'est là une interprétation qu'il est bien difficile de justifier si l'on veut se conformer au texte et à l'esprit de la loi. Lorsqu'elle parle des « ateliers de tout genre » elle n'a pas entendu faire une exception pour les ateliers de chemins de fer ; elle l'aurait certainement dit si elle avait entendu qu'il en fût ainsi. Mais elle ne pouvait point priver une si importante partie de la population ouvrière des garanties qu'elle voulait assurer à tous les travailleurs ; elle les a tous pris sous sa tutelle et sous sa protection ; l'exception que l'on veut créer est arbitraire.

En fait, il est facile de voir qu'il y avait là une interprétation fâcheuse, sur laquelle le ministre des travaux publics a été obligé de revenir lui-même lorsqu'il a fallu organiser une protection spéciale pour les employés de chemins de fer. Tout récemment encore, le 13 février 1901, le ministre était obligé de créer des comités du travail sur le réseau des chemins de fer de l'Etat (*J. off.*, 14 fév. 1901). Cet arrêté était bientôt suivi d'une circulaire en date du 15 février 1901, relative à la durée du travail et du repos des agents dans les entreprises des chemins de fer d'intérêt local et de tramways (*Bull. off.*, Trav. 1902, n° 3), et d'un autre arrêté pris au mois d'octobre 1901 sur la durée du travail des agents des grandes compagnies de chemins de fer chargés de la surveillance et de l'entretien des voies (*Bull. off.*, Trav. 1902, n° 11. Enfin le 30 mai 1902, un arrêté du ministre a abaissé la durée du travail des mécaniciens et chauffeurs. Tous les dix jours, ceux-ci pourront prendre un grand repos de 30 heures : l'arrêté du 4 novembre ne leur accordait jusque-là que 24 heures (*J. off.*, 6 juin 1902).

Pendant ce temps le préfet de police à Paris prenait, le 18 octobre 1901, un arrêté concernant les mêmes mesures et fixant la durée du travail et du repos des agents du chemin de fer métropolitain (*Bull. off.*, Trav. 1902, n° 11).

Quant aux employés des postes et télégraphes, ils sont eux aussi protégés par les dispositions très précises contenues dans de nombreux arrêtés ou décrets : 1° application de la loi du 29 décembre 1900 (sièges mis à la disposition du personnel féminin), déclaration du 26 janvier 1901 ; 2° hygiène des bureaux de poste, institution d'un sanatorium affecté aux agents atteints de la tuberculose (circul. du ministre du commerce, 30 janv. 1901, *J. off.*, 1^{er} février 1901).

Les ateliers de famille restent eux aussi exceptés de la règle générale, mais il ne suffit pas que les enfants travaillent sous le contrôle de leurs parents (père, mère ou tuteur), il faut encore qu'il n'y ait dans l'atelier familial ni chaudière à vapeur ni moteur ; il faut en un mot que le travail s'y effectue à la main, autrement l'atelier deviendrait un établissement industriel ordinaire pour lequel l'inspecteur pourrait vérifier si les mesures d'hygiène et de sécurité sont observées.

Le législateur ne veut pas que des fonctionnaires puissent pénétrer trop facilement dans ces ateliers parce qu'il est à présumer que les enfants ne seront pas occupés à un travail excessif par la mère, le père ou le tuteur, les liens de famille constituant une sauvegarde pour eux.

On a donc fait à l'atelier de famille un régime de faveur, aussi le législateur de 1892 a décidé, pour éviter les abus, que l'on devrait considérer comme atelier de famille seulement ceux qui remplissaient les conditions imposées. Tout d'abord, ils ne devront comprendre que des enfants, des pupilles ou des descendants du patron ; on a compris, en effet, que si l'on permettait aux étrangers de s'introduire dans ces ateliers on détruirait du même coup le régime de faveur dont on avait voulu faire profiter la famille seule ; la discipline de l'atelier ne serait plus la même ; les tâches imposées aux ouvriers seraient plus pénibles et plus uniformes ; la sollicitude du père pour l'enfant disparaîtrait, la réglementation s'impose. De plus, on a voulu que les enfants fussent placés directement sous l'autorité de leurs parents ; il faut donc qu'ils travaillent chez leur père, leur mère ou leur tuteur, et que ces derniers soient eux-mêmes patrons.

Enfin, comme nous l'avons dit, ce régime de faveur s'ex-

plique seulement par cette présomption que les enfants sont bien soignés par leurs parents : cette présomption peut être détruite par la preuve contraire, notamment si les enfants étaient l'objet de mauvais traitements de la part de leurs parents. Et à ce point de vue, on estima que la durée excessive du travail imposée par un père à un enfant peut être assimilée à de mauvais traitements et qu'elle pourrait motiver, de la part du ministère public contre les parents de l'enfant, une poursuite en déchéance de leurs droits de puissance paternelle, conformément à l'article 2 de la loi du 24 juillet 1889.

C'est une sanction évidemment, mais c'est la seule que nous ayons avec la loi de 1892.

Lorsque, dans les ateliers de famille, le travail se fait à l'aide de chaudières ou moteurs mécaniques, lorsqu'il s'agit d'industries classées au nombre des établissements dangereux ou insalubres, au contraire, les inspecteurs peuvent exercer leur contrôle au point de vue de l'installation hygiénique et des mesures de sécurité à prendre (1). On peut dire que dans ce cas le contrôle existe à tous les points de vue.

C'est néanmoins une lacune qu'il faudrait combler : on ne peut pas justifier ce régime de faveur, on l'a du reste, bien compris dans certains Etats industriels où les inspecteurs sont dotés des pouvoirs les plus étendus. L'Angleterre, les Etats-Unis ont établi des règlements leur permettant de visiter les petits ateliers de famille et l'on ne trouve plus aujourd'hui ces pouvoirs exorbitants.

Les mêmes législations ont, à plus forte raison, soumis

(1) Voy. Pic, *ouvrage cité*, n° 745 et une loi du 20 avril 1890 du Wisconsin, rapportée dans les *Annales de la législation du travail*, annexe 1900, p. 895.

le travail à domicile ou travail en chambre à la surveillance des inspecteurs. Il a même été décidé qu'un industriel ne pourrait pas confier à des ouvrières ou à des ouvriers du travail à exécuter à domicile si les locaux dans lesquels ce travail sera fait, n'ont pas été visités par l'inspecteur et si l'on n'a pas reçu de lui une autorisation. Les chefs d'industrie sont chargés de faire connaître eux-mêmes le nombre, le nom et l'adresse des ouvriers qu'ils occupent ainsi ; ils doivent en dresser une liste complète qu'ils présentent à toute réquisition.

Une telle surveillance n'existe pas chez nous : la loi de 1893 est donc manifestement incomplète puisqu'elle laisse en dehors de son champ d'application des ouvriers d'autant plus nombreux que chaque jour la division du travail, les améliorations des procédés de fabrication permettent de plus en plus aux travailleurs d'exécuter chez eux les ouvrages qui leur sont confiés.

Sans doute, on peut bien espérer actuellement que les pouvoirs conférés par la loi sur l'hygiène publique de 1902 permettront aux maires, aux bureaux d'hygiène, aux commissions sanitaires un contrôle permanent de l'état des locaux dans lesquels s'effectuera le travail : mais cette surveillance ne sera pas suffisante : il faut absolument donner aux inspecteurs des pouvoirs plus étendus. Il faut veiller comme on l'a fait en Suisse, notamment à Zurich, à l'aménagement hygiénique des logements ouvriers et des petits ateliers dans lesquels on exécute pour le compte d'un fabricant ou d'un entrepreneur, et donner ainsi une garantie suffisante aux ouvriers : il n'y a pas à distinguer s'ils travaillent dans des usines, dans de petits ateliers ou en chambre : la conception française est trop étroite, la réglementation légale, surtout au point de vue de l'hygiène,

ne doit pas se limiter à la fabrique : elle doit s'étendre à tous les locaux dans lesquels se font des produits manufacturés pour le compte d'un entrepreneur.

A ce point de vue, on peut se féliciter de voir diminuer tous les jours le travail à la main que remplacent partout les métiers mécaniques fonctionnant par l'électricité ; c'est ce qui se produit à Lyon, où la Société pour le développement du tissage préconise cette institution : une des principales conséquences sera de soumettre les tisseurs à l'application de la loi de 1893. Mais, comme nous l'avons dit, il y a encore trop d'ouvriers qui ne sont pas protégés : il faut généraliser la mesure et l'on ne verra plus des branches d'une l'industrie complète échapper à des lois reconnues nécessaires : c'est ce qui arrive encore actuellement pour les ouvriers et les ouvrières travaillant dans les industries linières, notamment dans certaines régions de l'Isère et de l'Auvergne. C'est aussi ce qui se produit fréquemment pour les manufactures de vêtements, pour lesquelles il faut citer l'exemple très connu des culottières.

Dans les magasins, dans les locaux et les boutiques affectés au commerce il faut regretter aussi que les lois de 1892 et de 1893 ne soient pas observées ; jusqu'à la loi du 29 décembre 1900, dont nous parlerons plus loin, les inspecteurs du travail ne pouvaient pas pénétrer dans les plus importants magasins commerciaux où leur surveillance aurait été si utile. Depuis cette loi, l'inspecteur du travail chargé de vérifier si dans chaque salle le nombre de sièges est égal à celui des femmes qui sont employées à la vente dans les magasins, peut se rendre compte en même temps des conditions défectueuses dans lesquelles sont construits et disposés les locaux. Il faut remarquer, en effet, que les chefs de ces grands magasins, les directeurs

des sociétés puissantes n'ayant à redouter aucun contrôle ne se préoccupaient en rien de l'hygiène et de la sécurité de leurs employés dans la construction des maisons de vente. Avec une législation plus générale et mieux comprise on ne verrait pas autant d'employés passer leur vie dans des sous-sols privés d'air ou malsains ; rien ne saurait remplacer de bonnes conditions d'hygiène pour aider l'homme à supporter facilement les fatigues éprouvées pendant le travail.

Entre l'industrie manufacturière protégée et l'industrie commerciale qui ne l'est pas, il est du reste parfois difficile d'établir une démarcation exacte. Ainsi, on a vainement essayé de rattacher à l'industrie les petites industries de l'alimentation (boulangeries, boucheries, charcuteries, restaurants, hôtels, etc.). Un avis du Conseil d'Etat leur a reconnu à tort un caractère commercial (1). Enfin, on peut se demander si la loi sera applicable aux magasins annexés à des manufactures, ou, aux ateliers annexés à des magasins ; sur tous ces points les décisions de la jurisprudence ne peuvent se mettre d'accord.

On peut reprocher aussi à la loi d'avoir laissé sans protection, au point de vue de l'hygiène, les employés des professions libérales et les employés de celles se rattachant à la domesticité (2).

Personnes protégées. — Ce sont tous les travailleurs occupés dans les établissements soumis aux règlements pris en vertu de la loi de 1893 : hommes adultes, les femmes, les filles et les enfants, même ceux employés dans les professions ambulantes (3).

(1) Voy. *infra*, l'avis du Conseil d'Etat du 7 juillet 1894 et les remarques auxquelles il a donné lieu.

(2) Sur ces différents points : V. P. Pic, *ouvrage cité*, n° 786 et s.

(3) Crim. cass., 10 février 1900, D. P. 1900.1.214.

La loi est également applicable aux ouvriers étrangers : en effet, toutes les prescriptions législatives destinées à assurer l'hygiène et la sécurité des travailleurs et édictant des sanctions pénales constituent des lois de police et de sûreté, et comme telles s'adressent sans distinction de nationalité à tous les habitants du territoire : du reste, l'article 1^{er}, § 2 de la loi du 2 novembre 1892, avait déjà déclaré applicables aux étrangers résidant en France et travaillant dans des établissements spécifiés, les mesures d'hygiène et de salubrité qu'elle avait déjà prescrites dans ses articles 12 et 13.

Les domestiques et des gens de maisons ou de service ne sont pas soumis aux lois qui ont laissé en dehors de leur protection les personnes employées en cette qualité : de même pour les garçons, les commis de bureau ou de magasin. Cependant, si quelques-unes de ces exceptions sont malheureuses, d'autres sont peu inquiétantes : la plupart du temps, en effet, bien que le travail effectué par ces différentes personnes ne soit pas industriel, il pourra être qualifié ainsi suivant les conditions dans lesquelles il sera effectué. C'est ce qui se produira par exemple, toutes les fois qu'il s'agira d'employés faisant un service dans une usine, dans une cour ou dans une de ses dépendances.

2° Conditions générales d'hygiène et de sécurité que doivent présenter les établissements industriels.

Nous devons immédiatement indiquer que nous ne nous étendrons pas sur les règlements spéciaux à certaines industries. Ceux-ci, en effet, sont pris à raison des dangers que présentent les établissements dans lesquels se font des manipulations délicates : leur utilité est tellement évidente, que l'on ne l'a jamais discutée. Parmi ces textes spéciaux, il faut citer notamment : 1° le décret du 15 octo-

bre 1810, l'ordonnance du 14 janvier 1815, les décrets du 3 mai 1886, du 5 mai 1888, du 15 mars 1890, du 13 avril 1894, du 24 juin 1897, du 17 août 1897 relatifs aux établissements insalubres ; 2° le décret du 19 mai 1873 concernant les fabriques et les dépôts d'huiles minérales ; 3° la loi du 8 mai 1875, sur les fabriques et les dépôts d'explosifs ; 4° les décrets du 30 avril 1880 et des 18-21 avril 1900 sur tous les établissements se servant d'un mécanisme actionné par la vapeur de pression ou par le gaz ; 5° le décret du 29 juin 1895, sur les fabriques d'acéto-arsénite de cuivre, ou vert de Schweinfürt ; 6° le décret du 19 juillet 1895 relatif à l'industrie du phosphore ; 7° le décret du 25 juin 1895, abrogeant celui du 15 mai 1888, et concernant l'établissement de conducteurs d'énergie électrique, autres que les conducteurs télégraphiques et téléphoniques. Ces conducteurs d'électricité peuvent aujourd'hui être établis sans autorisation ni déclaration, toutes les fois qu'ils n'empruntent pas la voie publique. Le décret-loi du 27 décembre 1851, ne leur est donc pas applicable. C'est un défaut de notre législation, mais on a fait remarquer avec raison que cette lacune était comblée dans la pratique, parce que les municipalités ont pris l'habitude d'imposer des conditions spéciales aux compagnies concessionnaires de la force motrice électrique ou de la distribution de l'éclairage ; 8° le décret du 18 juillet 1902 sur les établissements, faisant usage du blanc de plomb, plus connu sous le nom de céruse. Dans un délai d'un an à partir de la promulgation du décret, il sera interdit d'employer la céruse et l'huile de lin lithargirée pour tous les travaux d'impression, de débouchage et d'embouchage. Trois années plus tard, l'interdiction s'étendra à tous les travaux de peinture exécutés à l'intérieur des bâtiments. Un règle-

ment d'administration publique, rendu après avis du comité consultatif des arts et manufactures et la commission d'hygiène industrielle, pourra même étendre l'interdiction aux travaux exécutés à l'extérieur des bâtiments.

Quant aux conditions générales d'hygiène et de sécurité que doivent présenter les établissements industriels elles sont multiples. La loi du 12 juin 1893 a posé le principe dans son article 2 : elle décide que tous les établissements assujettis : « usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances de quelque nature que ce soit », seront tenus dans un état constant de propreté et devront présenter toutes les conditions nécessaires à la santé du personnel. De même les établissements fonctionnant par des appareils mécaniques, des roues, des courroies de transmission ou tout autre organe pouvant offrir quelque cause de danger pour les ouvriers doivent être aménagés de façon à garantir la sécurité des travailleurs. Mais il y avait là quantité de prescriptions spéciales à prendre : le législateur n'ayant pas la compétence voulue pour les ordonner devait laisser ce soin à des commissions mieux placées pour décider de ce qu'il importait à faire.

L'hygiène industrielle, considérée au point de vue professionnel, soulève en effet de grosses questions qu'il appartient à la science médicale seule de trancher. Il existe dans la loi une lacune ; toutes les sources de danger n'y sont pas indiquées : elles sont nombreuses, il faut pour s'en rendre compte, consulter l'étude de M. L. A. Layet dans l'*Hygiène industrielle* (1).

Il a montré de quelles précautions il faut entourer l'ou-

(1) *Encyclopédie d'hygiène*, dirigée par le Dr Rochard, t. VI.

vrier à l'atelier en assurant la salubrité des locaux par une bonne ventilation, par le chauffage et l'éclairage des ateliers, par l'évacuation des poussières de gaz et des vapeurs qui se dégagent pendant le travail.

Il a montré les dangers du travail devant les feux ou à l'humidité, au milieu du bruit, dans l'air comprimé ou dans le milieu souterrain.

Puis il a indiqué l'action toxique, délétère ou infectieuse des produits employés ou dégagés pendant les opérations ; s'étendant longuement sur les intoxications professionnelles, saturnisme, mercurisme, arsenicisme, phosphorisme, carburisme ; sur les maladies infectieuses d'origine professionnelle telles que le charbon, la septicémie, la variole, la syphilis des verriers et la tuberculose. Il a longuement recherché les mesures préventives à prendre et les moyens prophylactiques à employer contre toutes ces maladies.

On s'explique alors pourquoi l'on a remis au comité consultatif d'hygiène et au comité consultatif des arts et manufactures le soin de préparer un règlement d'administration publique.

D'après la loi, le décret devait, trois mois après sa promulgation, déterminer les mesures générales de protection et de salubrité applicables aux établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, la ventilation, la construction de fosses d'aisances, l'évacuation de poussières ; mais il devait aussi ordonner, au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières relatives soit à certaines industries, soit à certains modes de travail : le comité consultatif d'hygiène publique de France dut donner son avis sur les règlements, et le décret si impatiemment attendu ne put paraître avant le 10 mars 1894.

Ce décret renferme les textes fondamentaux en la matière : les prescriptions qu'il développe dans ses articles 1 à 9 se rapportent à l'hygiène générale des ateliers, aux conditions hygiéniques du travail et à l'hygiène des travailleurs : c'est le plan que nous adopterons pour présenter un commentaire complet, soit de ce règlement, soit de tous les autres pouvant se rattacher à ce sujet.

A. — *Installation hygiénique des ateliers.*

« En ce qui concerne les mesures de salubrité que devra exiger le règlement prévu, nous nous sommes bornés, dit M. Morel dans son rapport au Sénat (1), à citer dans une courte énumération ce qui concerne l'éclairage, l'aération, la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacuation des poussières et vapeurs, les précautions à prendre contre les incendies, etc. Nous n'avons pas voulu entrer dans plus de détail, pensant que c'était au règlement prévu qu'incombait ce soin : nous avons voulu seulement, par cette courte énumération, indiquer à l'autorité chargée de faire ce règlement l'esprit dans lequel le législateur désirait voir faire ce travail. » Le décret a donc imposé aux ateliers et aux manufactures des conditions de propreté, de ventilation et d'aération : il en a prévu beaucoup et nous allons essayer de les résumer.

Les progrès faits chaque jour par l'industrie, le très grand nombre d'ouvriers venant s'entasser dans les usines, devaient malheureusement avoir pour conséquences de rendre malsains des locaux déjà souvent insalubres par eux-mêmes ou par les défauts de leur construction. L'attention du comité consultatif d'hygiène publique

(1) Rapport de M. Maurel au Sénat le 13 mai 1894, *Journal officiel* du 14 novembre, annexes, p. 336, n° 163.

de France et celle du comité consultatif des arts et manufactures furent attirées tout d'abord par la nécessité de prendre des mesures sérieuses dans un but de propreté générale : il apparaissait, en effet, que l'on pouvait exiger au moins cette condition sans soulever de trop grandes difficultés.

Dans de nombreuses usines le nettoyage du sol ne se faisait pas régulièrement chaque jour, souvent même il n'avait lieu qu'une fois par semaine ou moins : le règlement vint décider qu'il devrait être fait chaque jour : il doit, en outre, être effectué avant l'ouverture ou après la clôture du travail, le nettoyage des locaux restant interdit pendant le cours du travail alors que tous les ouvriers sont à leur poste. C'était là une pratique fâcheuse qui était malheureusement trop répandue ; souvent dès leur entrée à l'atelier un ou plusieurs ouvriers procédaient à cette opération pendant que leurs camarades se mettaient au travail au milieu des poussières soulevées. Ainsi, sans s'en douter, l'employé pouvait contracter des affections dangereuses et multiples suivant qu'il respirait des poussières de plomb, d'arsenic ou de mercure, etc. Il fallait à tout prix éviter ces inconvénients : pour y arriver et même pour protéger les ouvriers employés au nettoyage on décida la suppression, partout où on le pourrait, du balayage ordinaire que l'on a remplacé par un lavage à grandes eaux toutes les fois que le revêtement du sol le permet ; on emploie suivant les cas des brosses ou des linges humides. Les murs eux-mêmes seront nettoyés ainsi que les plafonds : les enduits et le blanchiment seront renouvelés très souvent.

D'autres précautions sont nécessaires dans certaines industries où l'on travaille des matières organiques altéra-

rables. L'article 2 du décret ordonne que le sol soit rendu imperméable : ou bien exige qu'il soit nivelé, les murs doivent être recouverts d'enduits ou de peinture permettant des lavages fréquents et faciles. Ces mesures sont destinées à supprimer toute possibilité de dépôt de matières dangereuses : aussi exige-t-on que les lavages soient faits au moyen de solutions désinfectantes : de cette façon tous les résidus putrescibles seront retrouvés, enlevés au fur et à mesure de leur apparition : ils ne devront jamais séjourner dans les locaux affectés au travail. Pour obtenir un résultat plus complet, le règlement a soin de prescrire chaque année un lavage général qui sera fait avec la même solution désinfectante. Parmi les désinfectants qui sont nombreux, ceux employés avec le plus de succès sont l'eau de Javel du commerce, une solution de chlorure de chaux au dixième, l'eau oxygénée du commerce, puis, mais avec moins de succès, le sublimé corrosif, à 1 pour 1000. Les hygiénistes recommandent en outre d'employer les antiseptiques à une température de 40 à 50° et même au delà ; de cette façon l'on arrivera beaucoup plus vite à détruire les germes infectieux.

Mais il ne suffit pas de tenir les locaux industriels dans le plus grand état de propreté : il faut aussi éviter que l'atmosphère soit viciée par les émanations provenant des égouts, des fossés, des puisards, des fosses d'aisances ou de toute autre source d'infection. Aussi a-t-on décidé : 1° que les établissements déversant des eaux résiduaires ou de lavage dans un égout public ou privé ne devront pas être en communication directe avec cet égout, mais que l'usine sera protégée par un intercepteur hydraulique très souvent nettoyé et en tout cas abondamment lavé au moins une fois par jour ; 2° que les ouvriers, ne devront

jamais être employés à des travaux dangereux dans les puits, les conduites de gaz, dans les canaux de fumée, dans les fosses d'aisances, sans que l'atmosphère ait été soigneusement assainie par des travaux efficaces et notamment par une forte ventilation ; de plus, ils devront toujours être attachés par une ceinture de sûreté lorsqu'ils seront descendus dans des cuves ou dans des appareils pouvant contenir des gaz délétères.

Les cabinets d'aisances en usage dans les établissements industriels laissaient aussi beaucoup à désirer, surtout au point de vue du nombre et de la propreté : souvent même aucune conduite d'eau n'y était aménagée. Le décret a décidé qu'ils seront désormais construits en dehors des locaux de travail : ils seront abondamment pourvus d'eau, bien aérés et aménagés de manière à ne dégager aucune odeur, ils seront éclairés directement par des baies suffisamment larges. D'après le décret, et pour obtenir la propreté exigée, les directeurs d'usines doivent faire enduire les murs intérieurs de ciment à une hauteur d'au moins un mètre : le reste des murs sera peint à l'huile et d'un ton clair. Quant au sol et aux parois, ils doivent être établis en matériaux imperméables et imputrescibles tels que pierre, fonte, ciment, fer, etc. (1). Ils devront en outre être en nombre suffisant, comme du reste les urinoirs : « il y aura au moins un cabinet pour cinquante personnes et des urinoirs en nombre suffisant » (art. 4, § 2).

Enfin des puits absorbants ne pourront pas être établis sans l'autorisation de l'administration supérieure chargée de veiller à l'exécution des prescriptions établies. On comprend la portée d'une telle mesure. La commission

(1) Voy. l'article 4, § 1^{er} du décret du 10 mars 1894, modifié par décret du 6 août 1902.

des logements insalubres a réclamé depuis longtemps leur suppression : en effet, ces puisards non étanches infectent toujours le sol sur une grande étendue et à une grande profondeur : ils peuvent ainsi contribuer à contaminer les nappes d'eau souterraines ; enfin, ils dégagent pendant les chaleurs des miasmes dangereux. Il peut arriver parfois aussi que le sol dans lequel ils sont creusés perde une partie de son pouvoir absorbant ; les puisards ne présentent plus d'avantages mais alors des inconvénients ; on constate que les eaux putrescibles restent près de la surface et qu'elles forment des espèces de marécages pestilentiels (1). Heureusement, les puisards disparaissent tous les jours dans les villes où la construction d'égouts est à peu près générale ; mais le règlement de 1894 n'a point été inutile car les usines, les manufactures anciennes ont dû se conformer aux prescriptions qu'il avait établies.

Aération, évacuation des poussières, gaz, buées, vapeurs, etc. — Le travail doit être aussi exécuté dans de bonnes conditions d'hygiène. Les inspecteurs avaient remarqué que très souvent le personnel travaillait dans des locaux industriels propres et bien tenus, mais dans lesquels le manque d'air était évident. En général, dans toutes les anciennes usines et manufactures, les plafonds étaient peu élevés, les fenêtres peu larges : les ateliers étaient souvent très longs et très étroits ; on trouvait cependant des exceptions, notamment à Lyon dans l'industrie de la soierie : les métiers Jacquard étaient très élevés, il était nécessaire que les ateliers le fussent aussi ; dans ces locaux, les ouvriers profitaient donc de l'obligation dans laquelle se trouvaient les propriétaires de donner à leurs immeubles de vastes dimensions.

(1) V. Barré, *La ville salubre, ouvrage cité*, p. 83.

Cependant, la majeure partie des manufactures laissant à désirer sur ce point, il était nécessaire de prendre des mesures pour assurer à l'ouvrier un cube d'air suffisant. On s'est arrêté au chiffre de six mètres cubes : cette précaution n'est pas exagérée. Beaucoup d'hygiénistes voudraient un minimum plus élevé, comme cela existe dans la plupart des législations. En Suède, on exige 7 mètres cubes ; en Angleterre 7 mètres cubes avant huit heures du soir et 11 mètres cubes de 8 à 10 heures du soir ; en Belgique, un arrêté royal du 21 septembre 1894 prescrit 10 mètres cubes ; en Allemagne, une ordonnance du 31 juillet 1897, 15 mètres cubes par personne employée dans la fabrication des caractères d'imprimerie. Du reste, lors du projet de décret du 10 mars 1894, le comité consultatif d'hygiène de France avait proposé d'exiger pour chaque atelier un cube d'air de 8 mètres par ouvrier et une ventilation artificielle donnant un courant d'air de 24 mètres cubes par homme et par heure ; mais le comité consultatif des arts et manufactures fit remarquer, par l'organe de son rapporteur M. Bérard, qu'il était impossible de trouver un type de ventilateur unique capable de donner dans tous les cas l'aération désirable : il était impossible, faisait-il remarquer, de comparer la salubrité de l'air d'un atelier de couture à celle d'un atelier dans lequel on manipule des matières organiques volatiles ou pulvérulentes ; ces raisons ont décidé les auteurs du décret à remplacer les chiffres prévus de ventilation artificielle par une formule générale prescrivant aux patrons de maintenir dans leurs ateliers une ventilation suffisante.

Cette précaution est même malheureusement appelée à rester lettre morte, parce qu'il est bien difficile d'arriver à contraindre les maîtres d'atelier à occuper des locaux plus

vastes, surtout lorsque le prix des locations est très élevé, comme dans les grands centres industriels.

On voulait surtout faire en sorte que les ouvriers n'aient plus à souffrir des gaz incommodes, toxiques ou insalubres, comme il s'en dégage très souvent dans les établissements classés, c'est même la raison pour laquelle ces usines sont éloignées des habitations ; les industries que l'on y exerce sont dangereuses pour la santé publique, surtout par les odeurs qu'elles répandent. Les directeurs de ces établissements avaient même été obligés de défendre la santé des employés contre ce danger que n'avait pas prévu le décret de 1810 ou l'ordonnance de 1815 ; mais les mesures étaient insuffisantes ; elles méritaient d'être plus précises et plus sévères : c'est l'article 6 du décret de 1894 qui les édicte aujourd'hui.

Les poussières, par exemple, lorsqu'elles peuvent se dégager librement, exercent sur les ouvriers appelés à vivre au milieu d'elles une action nuisible ; elles ont trop souvent pour les travailleurs des conséquences que les médecins ne laissent pas passer inaperçues ; elles se manifestent souvent par des démangeaisons, par des affections des yeux, des orgelets, des blépharites ou des conjonctivites, mais les hygiénistes leur attribuent une action interne plus redoutable : elles produisent le catharre des voies aériennes chez les ouvriers qui débutent dans la profession, la bronchite chronique, l'emphysème pulmonaire, la pneumonie chronique sous des formes variant avec la nature des poussières absorbées, et enfin la phtisie pour les autres. Aussi toutes les poussières doivent-elles être évacuées sans distinction ; les inspecteurs ont, à ce point de vue, surveillé, de très près les industries textiles ; ils ont obligé les industriels à employer de nombreux appareils

qui donnent de très bons résultats lorsqu'ils sont basés sur la captation des poussières de leur formation.

Toutes les poussières sans distinction doivent être évacuées au dehors : il n'en est pas de même pour les gaz dont l'évacuation n'est prescrite que s'ils sont insalubres, incommodes ou toxiques. On avait même soutenu que les poussières ne devaient être prohibées qu'autant que l'on pourrait leur appliquer l'un de ces trois qualificatifs ; on ajoutait que toutes les fois qu'elles n'étaient point qualifiées incommodes, insalubres ou toxiques, aucune précaution ne devrait être prise ; ce système aurait abouti à de bien gros inconvénients. La Cour de cassation, amenée à se prononcer sur la question, a décidé que toutes les poussières, qu'elles soient insalubres ou non, devaient être évacuées ; elle appuie son arrêt sur le texte de la loi du 12 juin 1893 et sur celui du règlement du 10 mars 1894 pris en exécution de cette loi. Le législateur, en effet, a voulu que les ouvriers puissent travailler dans des ateliers sains et aérés, d'où seraient exclus tous les éléments susceptibles de modifier l'air respirable, qui doit être maintenu dans les meilleures conditions de pureté possible : la Cour de cassation décide donc, avec raison, que la présence de poussières quelconques peut toujours présenter un danger (1).

On a réglementé étroitement aussi l'évacuation des buées et des vapeurs que l'on retrouve en si grande quantité dans les usines de teinture, surtout lorsqu'elles sont installées dans de vieilles constructions trop basses et peu aérées ; on oblige alors les patrons à établir des hottes avec cheminées d'appel.

(1) Cass., ch. crim., 27 mai 1898, D. P. 98.1.462.

Dans le cas où les poussières sont occasionnées par le fonctionnement des meules ou des batteuses, des broyeurs ou de tous autres appareils mécaniques (c'est ce qui se produit généralement dans les industries de la chaux, du plâtre et des ciments), il est nécessaire d'installer autour des appareils des tambours en communication avec une ventilation très énergique. L'obligation dans laquelle se sont trouvés les ingénieurs de procéder à la confection de ces appareils a même eu des résultats inattendus : elle les a conduits, en effet, à supprimer beaucoup d'opérations inutiles dans la fabrication ; de plus, les industriels eux-mêmes ont pu trouver dans cette modification un réel intérêt, puisque la transformation du matériel nécessitée par l'hygiène peut conduire parfois à une diminution des pertes pour les matières travaillées.

Le décret prescrit une ventilation spéciale pour les gaz lourds, vapeurs de mercure, sulfure de carbone, les poussières déterminées par les meules d'émeri. Dans tous ces cas ou autres analogues, la ventilation doit avoir lieu « par descensum ». On doit alors construire un canal sous les appareils d'où s'échappent ces gaz ; celui-ci aboutit généralement à un réservoir contenant de l'eau et c'est dans ce réservoir que le ventilateur chassera la première.

Ce qu'il faut surtout retenir de tout ceci, c'est que le législateur a voulu obliger les industriels à procurer aux travailleurs un élément indispensable pour leur santé, un air pur à respirer, surtout pendant leurs occupations. Dans aucun cas il ne doit être insuffisant ; c'est pour cette raison qu'il a exigé d'abord une quantité d'air de 6 mètres cubes par ouvrier, puis une ventilation indéterminée, mais suffisante pour faire disparaître tout danger de l'air confiné dans les ateliers. Dans certaines industries, aux termes

de l'article 7, un arrêté ministériel peut désigner, sur l'avis du comité consultatif des arts et manufactures, les vapeurs, les gaz incommodes et insalubres, les poussières qui seront condensées et détruites.

L'utilité de ces mesures n'a véritablement été contestée par personne ; mais le règlement ne s'est pas arrêté là : on a voulu interdire aux ouvriers de prendre leurs repas dans les ateliers ou dans d'autres locaux affectés au travail ; l'article 8 a ainsi apporté un remède à un état de choses qui se généralisait peu à peu, surtout dans les usines éloignées des agglomérations ouvrières. Pour éviter toute perte de temps, les ouvriers apportaient leur repas dans les usines ; et comme il était difficile alors d'exiger des patrons l'organisation de réfectoires spéciaux, ils déjeunaient dans les ateliers et même sur les tables de travail. On se rend compte facilement des inconvénients pouvant résulter d'une telle pratique ; cette situation était bien difficile à tolérer plus longtemps, et l'interdiction de l'article 8 se justifie complètement. Cette mesure permet, en effet, une aération plus complète des locaux industriels, au moins pendant les temps de repos, à un moment où les ouvriers ont tous quitté le travail en même temps ; en outre, elle modifiera sans doute les habitudes des ouvriers. Les patrons seront amenés à aménager pour leurs employés des réfectoires, dont l'installation modeste sera plus digne d'eux et contribuera à l'amélioration de leur bien-être. Ces modifications leur coûteront peu ; elles compléteront les obligations dont ils s'acquittent déjà, en fournissant à leur personnel une eau de bonne qualité, des lavabos avec vestiaires, etc.

B. — *Mesures concernant la sécurité des travailleurs.*

Nous avons vu comment le législateur avait été amené à établir une protection spéciale pour les ouvriers, enfants, filles, femmes et hommes adultes suivant leur situation ; il s'est surtout préoccupé des travailleurs les plus faibles et par suite de ceux qui avaient le plus besoin d'être soutenus. C'est ainsi que le décret du 13 mai 1893, rendu en exécution des articles 12 et 13 de la loi du 2 novembre 1892, a déterminé avec soin, non seulement les travaux auxquels pourront être employés les femmes et les enfants, mais encore les conditions générales et particulières, auxquelles ces personnes pourront être occupées. De son côté, le décret du 10 mars 1894 a voulu protéger en général tous les ouvriers, mais aussi spécialement les hommes adultes.

Nous allons étudier cette protection spéciale pour chaque catégorie de travailleurs ; nous exposerons : 1° les mesures générales ; 2° les mesures relatives aux enfants et aux femmes ; 3° les mesures spéciales relatives aux femmes employées dans les magasins.

a. — *Régementation générale.*

On peut faire rentrer dans cette catégorie les mesures d'hygiène et de sécurité prévues par les articles 10 à 18 du décret du 10 mars 1894, qui est venu préciser les prescriptions les plus élémentaires prévues par l'article 2 de la loi du 12 juin 1893.

Les industries les plus diverses sont soumises à ces mesures de sécurité : la loi de 1893 était du reste déjà très générale puisqu'elle disait dans son article 2 : « Dans tout établissement fonctionnant par des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger seront séparés

des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins de service. Les puits, trappes et ouvertures doivent être clôturés. Les machines, mécanismes, appareils de transmission, outils et engins doivent être installés et tenus dans les meilleures conditions possibles de sécurité. » Le législateur avait été frappé du grand nombre d'accidents survenus dans les établissements industriels ; on songait depuis 1880 à une organisation sociale qui devait avoir pour résultat l'établissement d'un risque professionnel mis à la charge des chefs d'entreprise : obligés ainsi de réparer le dommage causé à leurs ouvriers devenus victimes au cours de leurs travaux ; mais ne fallait-il pas aussi essayer de prévoir et d'éviter ces accidents eux-mêmes ? cela était d'autant plus nécessaire que la loi concernant la responsabilité nouvelle en matière d'accidents devait soulever de nombreuses objections qui devaient en retarder le vote définitif jusqu'en 1898. Il fallait donc à tout prix que le législateur se décidât à être lui-même prévoyant pour les ouvriers qui, passant toute leur vie autour des machines, s'habituent au danger et parviennent même à ne plus le soupçonner. C'est pourquoi les mesures de sécurité, prises par le règlement de 1894, s'appliquent à toutes les industries, non seulement à celles dans lesquelles existe un moteur mécanique, mais aussi à celles dont l'outillage se compose d'appareils actionnés à la main ; cela résulte du texte et de l'esprit de la loi de 1893, mais aussi d'une circulaire ministérielle du 3 avril 1900 adressée aux inspecteurs du travail après avis conforme du comité consultatif des arts et manufactures.

Le législateur a voulu imposer aux patrons l'établissement des machines et des moteurs dans des locaux isolés,

la construction de barrières protectrices entourant les parties dangereuses des machines, l'organisation d'appareils de sûreté pour la mise en train et pour l'arrêt des machines ; enfin des précautions doivent être prises contre l'incendie.

1° Installation des machines et des moteurs dans des chambres spéciales. — L'article 10 ordonne tout d'abord d'isoler des machines en général, moteurs à vapeur ou à gaz, moteurs électriques, roues hydrauliques, turbines ; elles seront montées dans des locaux spéciaux ou placées de telle sorte qu'elles ne soient accessibles qu'aux ouvriers affectés à leur surveillance ; elles seront tout au moins séparées des autres employés par des barrières de protection. Autour de ces machines des passages suffisants doivent être aménagés : ils auront au moins 0 m. 80 de largeur ; le sol devra être très régulièrement nivelé.

Lorsqu'il existe dans une usine des escaliers, des puits, des caves, des bassins, des réservoirs de liquides corrosifs ou chauds, ils doivent être construits solidement et pourvus de rampes, de barrières ou de garde-corps ; les échafaudages doivent être munis de garde-corps de 0 m. 90 de hauteur sur toutes les faces. Les patrons n'ont du reste pas trouvé ces précautions exagérées : ils ont pris des mesures qu'on leur imposait ; cela ressort clairement des rapports adressés chaque année par le ministre du commerce et de l'industrie au Président de la République sur l'application des lois du 12 juin 1893 et du 29 décembre 1900.

L'article 11 se préoccupe surtout des conditions de construction et de solidité des ascenseurs, élévateurs et autres en service dans l'industrie et dans des usines. C'est ainsi que les monte-charges destinés au transport des ouvriers

dans les galeries du travail doivent porter des charges inférieures de deux tiers aux poids admis pour les marchandises.

2° *Dispositifs de protection adaptés aux machines.* — Les machines autour desquelles les ouvriers sont appelés à se mouvoir à chaque instant présentent toujours des dangers ; ici le règlement a décidé que toutes les parties dangereuses de la machine seraient recouvertes de grillages, de couvre-engrenages ou munies de garde-mains. L'article 12 nomme les bielles, roues, volants, courroies et câbles, engrenages, cylindres, cônes de friction, mais cette énumération n'est nullement limitative ; il suffira qu'une partie quelconque d'une machine présente un danger pour que l'inspecteur du travail puisse attirer l'attention du chef d'usine sur ce point et l'inviter à munir ces appareils de dispositifs protecteurs. Les rapports du ministre signalent chaque année combien il était urgent de prescrire ces mesures. En 1900, la protection des parties saillantes, mobiles des machines et des machines-outils était encore insuffisante ; les inspecteurs ont signifié sur ce point le chiffre considérable de 5.688 mises en demeure inscrites, 6.411 ont été reconnues exécutées ; quant aux contraventions, elles n'ont pas été bien nombreuses, on en compte à peine 370. Elles tendent, du reste, à diminuer tous les jours, parce que l'on constate que les industriels exigent peu à peu que des constructeurs leur livrent les machines munies de leur couvre-engrenage. On est très rigoureux, à Lyon surtout, pour les machines d'apprêts et de filature ; mais les inspecteurs expriment l'avis qu'il serait nécessaire de réviser le règlement sur ce point et d'obliger tous les constructeurs à livrer leurs appareils munis de dispo-

sitifs protecteurs. Les appareils seraient du moins plus solides et mieux établis (1).

Ces mesures devraient être prises pour les machines-outils à instruments tranchants tournant à grande vitesse, « telles que les machines à scier, à fraiser, à raboter, à découper, hacher ».

Les prescriptions établies par l'article 12 du décret de 1894 sont impératives, à la différence de celles établies par l'article 2§ 2 de la loi du 12 juin 1893, où une certaine appréciation était laissée au juge sur le danger que pouvait présenter tel ou tel organe mécanique. Dans ces conditions, le « juge de police saisi d'une poursuite pour contravention aux règlements ne peut prononcer le relaxe du contrevenant, en donnant comme motif de sa décision que l'isolement complet du moteur enfermé dans une cage dont la clef n'était confiée qu'à l'ouvrier chargé de la surveillance, rendait cette prescription inutile ».

Les cisailles, coupe-chiffons et autres engins semblables doivent être disposés de telle manière que les ouvriers ne puissent pas se blesser involontairement au contact des instruments tranchants. Ici, c'est donc le constructeur seul qui peut éviter, par la disposition de ses appareils, ou prévenir toute approche de ces instruments dangereux.

Les ouvriers sont souvent obligés de manier les appareils des moteurs, les courroies de transmission nécessaires au fonctionnement des machines ; ils ne doivent pas employer leurs mains pour ces opérations ; des systèmes spéciaux tels que monte-courroie, porte-courroie doivent servir à cet usage. Quant aux chefs d'ateliers employant des volants, des meules ou d'autres engins qui pèsent et

(1) Cass., ch. crim., 27 novembre 1898, D. P. 99.1.205 et la note.

qui tournent à grande vitesse, ils devront observer la défense qui leur est faite de laisser les ouvriers occupés habituellement à des travaux, de quelque nature qu'ils soient, dans le plan de rotation ou aux abords de ces engins (1).

Des dispositifs de sûreté doivent aussi être prescrits toutes les fois que cela sera possible pour le nettoyage et le graissage des arbres de transmission et en général de tous les organes mécaniques pendant leur marche ; c'est surtout pendant ce travail qu'il est nécessaire de protéger efficacement le mécanicien contre ses propres imprudences, du reste, toutes les fois que les opérations exigeront l'arrêt complet des machines, soit pour une réparation ou même pour un graissage, l'article 15 impose l'arrêt de la machine par un calage suffisant du volant ou de l'embrayage.

Enfin, les ouvriers et les ouvrières qui ont à se tenir près des machines doivent porter des vêtements ajustés et non flottants (art. 18). Malheureusement les travailleurs ne suivent pas d'assez près les obligations qui s'adressent directement à eux ; les inspecteurs s'en plaignent, et nous avons eu pour notre part plus d'une fois à le constater dans des procès d'accidents du travail, où les ouvriers se sont vu refuser toute indemnité temporaire ou partielle, pour ne point s'être servi des appareils protecteurs mis à leur disposition (2). Le personnel des ateliers et des usines

(1) Les prescriptions concernant la protection des ouvriers employés autour des appareils dangereux sont générales et absolues pour tous les travailleurs d'un établissement industriel sans exception : Cass., ch. civ., 10 mars 1902, *Bull. Off. du trav.*, 1902, p. 469.

(2) V. de nombreux arrêts et jugements rapportés dans le *Recueil annuel des accidents du travail*, établi par le ministère du commerce : notamment en ce qui concerne les tailleurs de pierre ; les ouvriers teinturiers astreints à porter des lunettes.

veut être à l'aise pour travailler : il s'habille comme il l'entend et reste sourd aux recommandations.

3° *Appareil de mise en marche et d'arrêt des machines.*

— Dans les grandes manufactures, dans toutes celles où les ouvriers travaillent nombreux, il est interdit de mettre en train ou d'arrêter les machines sans prévenir les employés. La mise en marche peut surtout avoir des conséquences fâcheuses lorsqu'elle est collective, parce qu'elle peut surprendre les travailleurs au moment où ils s'y attendent le moins. Il était nécessaire aussi que les contre-maîtres eussent à leur portée des appareils d'arrêt de machines motrices dans le cas où un danger leur serait signalé. Les inspecteurs ont le devoir et le droit d'exiger qu'il en existe dans tous les établissements où ils semblent nécessaires. Ces précautions sont même insuffisantes, en effet, lorsque l'on veut brusquement arrêter un moteur, c'est pour éviter un accident signalé ; or cet accident est produit non par le moteur, mais par les machines qu'il active ; l'élan donné à la machine sera donc toujours suffisant pour qu'il se produise. Les inspecteurs ont reconnu de bonne heure la nécessité de créer des moyens de débrayage qui permettent d'arrêter en cas de besoin, une partie quelconque de la transmission ou d'isoler individuellement chaque machine de l'arbre de commande.

Le ministre indique du reste dans son dernier rapport que le comité des arts et manufactures a donné, le 4 décembre 1901, un avis défavorable en ce qui concerne les débrayages à effet collectif, parce qu'ils sont susceptibles de produire l'emballement des moteurs ; puis il a estimé qu'il était nécessaire de modifier le décret de 1894 par l'introduction d'une disposition nouvelle permettant le débrayage individuel pour chaque machine-outil et mé-

tier. Le ministre a pris aussitôt l'initiative de la réforme, et a demandé au conseil d'hygiène publique de France de lui faire connaître son avis sur la modification que l'on pourrait apporter à l'article 13 du décret. La modification a été faite par décret, l'article 14 a été complété ainsi qu'il suit au paragraphe 3 : « Chaque machine-outil, métier, etc., sera en outre installé et entretenu de manière à pouvoir être isolé par son conducteur de la commande qui l'actionne. »

4^e *Précautions prises contre l'incendie des usines et des ateliers.* — On avait remarqué que la plupart des usines et des manufactures, dont la construction était déjà ancienne, présentaient des dangers considérables, en cas d'incendie, pour les ouvriers qui pouvaient s'y trouver occupés au moment du sinistre ; parfois même dans les ateliers modernes on encomrait les portes de marchandises, ce qui les rendait inutiles et impropres à rendre les services que l'on attendait d'elles.

Aussi l'article 16 du règlement de 1894 est-il venu demander qu'à l'avenir toutes les sorties des ateliers ou les cours, les vestibules, les escaliers ou autres dépendances soient munis de portes qui s'ouvriront de dedans en dehors ; une telle disposition est en effet de nature à éviter que les ouvriers au moment de l'incendie viennent s'entasser et s'étouffer derrière les portes qui ne pourraient leur livrer passage. De plus, les sorties seront très nombreuses ; elles ne doivent pas être encombrées de marchandises, de matières en dépôt, ni d'objets quelconques.

Lorsque les ateliers ou les manufactures seront situés dans des étages supérieurs, de nombreux escaliers seront construits et leur nombre sera calculé « de façon à ce que l'évacuation de tous les étages d'un corps de bâtiment

contenant des ouvriers puisse se faire immédiatement : enfin le ministre du commerce peut prescrire la construction d'escaliers extérieurs, incombustibles dans le cas où leur sécurité l'exigerait, notamment lorsque des usines occupent plusieurs étages.

La nécessité de ces mesures n'a été contestée par personne et le meilleur moyen de s'en rendre compte est de consulter les rapports fournis par les inspecteurs sur cette question ; ils déclarent tous que les mises en demeure qu'ils doivent signifier diminuent chaque année ; en 1900, elles n'ont été que de 138 pour toute la France ; elles ont toutes été suivies d'effets : il s'agissait la plupart du temps de l'établissement de portes devant s'ouvrir en dehors, de construction d'escaliers incombustibles, ou de l'augmentation du nombre des portes ou des escaliers.

L'article 16 a aussi décidé que dans les usines où l'on se sert d'huile ou de pétrole pour l'éclairage, les récipients contenant des matières inflammables ne seraient jamais placés près des escaliers. L'application de cette prescription n'a pas soulevé de difficulté. Le règlement ne parle pas des huiles et des pétroles servant à l'alimentation des moteurs, mais il est ici inutile d'insister, on leur appliquera le même principe, il se justifie ici de la même façon, si ce n'est mieux.

Dans les usines où sont employés des dynamos, d'autres précautions doivent être prises en ce qui concerne leur installation. Ces machines « devront être isolées électriquement ». Il est interdit de les établir dans un atelier où peuvent se trouver des corps explosifs, des gaz détonnants ou des poussières inflammables : il n'est même pas nécessaire que l'on doive les y rencontrer, il suffit qu'ils puissent s'y produire. Tous les conducteurs électriques, placés

en plein air ou dans les ateliers doivent être placés à distance des masses métalliques, gouttières, tuyaux de descente, etc. ; ils doivent être éloignés des usines, fixés sur des isolateurs de verre ou de porcelaine, et hors de la portée de la main (1).

Toutes ces dispositions ont donné de bons résultats parce que leur application a été immédiate : en effet, l'article 19 du décret de 1894 décidait que les chefs d'usine devaient faire exécuter les travaux de transformation exigés dans

(1) Nous donnons ci-dessous les dispositions principales du décret du 29 juin 1895 réglementant le travail dans les fabriques de Schweinfurt.

ART. 2. — Le sol et les murs des ateliers dans lesquels on fait la dissolution des produits employés, la précipitation et le filtrage du vert seront fréquemment lavés et maintenus dans un état constant d'humidité. La même prescription sera appliquée aux parois extérieures des cuves et autres vases servant à celles de ces opérations qui se font à une température inférieure à l'ébullition.

ART. 3. — Les appareils dans lesquels les liqueurs sont portées à l'ébullition seront ou bien clos ou au moins surmontés d'une hotte communiquant avec l'extérieur.

ART. 4. — Le séchage du vert doit être pratiqué dans une étuve hermétiquement close, sauf le tuyau d'aération, et dans laquelle les ouvriers n'auront accès qu'après son refroidissement.

ART. 5. — Les chefs d'industrie, les directeurs ou gérants seront tenus de mettre à la disposition des ouvriers employés aux diverses opérations des masques, éponges mouillées ou autres moyens de protection efficaces des voies respiratoires ; ils devront leur donner des gants de travail en toile pour protéger leurs mains. Les gants, éponges, marques seront fréquemment lavés.

Ils doivent fournir, en outre, de la poudre de talc ou de fécule pour que les ouvriers s'en couvrent les mains ainsi que les autres parties du corps particulièrement aptes à l'absorption des poussières.

ART. 6. — Les chefs d'industrie, directeurs ou gérants doivent fournir aux ouvriers des vêtements consacrés exclusivement au travail et susceptibles d'être serrés au col, aux poignets et aux chevilles. Ils assureront le lavage fréquent de ces vêtements.

un délai de trois mois à compter de la promulgation, sauf pour les articles 5, § 1 et 10, § 2 qui visaient le nombre de mètres cubes d'air imposés par ouvrier et l'installation des machines dans les locaux séparés. La modification supposait des transformations importantes, aussi le règlement accordait un an pour leur exécution.

b. — Réglementation du travail des femmes et des enfants
au point de vue de l'hygiène et de la sécurité.

Les mesures que nous venons d'examiner sont générales : elles s'appliquent aux hommes adultes, aux jeunes gens, aux filles et aux femmes, aux enfants indistinctement dans tous les ateliers où ces diverses catégories de travailleurs, peuvent être employés : mais cette protection n'a point paru suffisante en ce qui concerne les femmes, les filles et les enfants occupés en si grand nombre dans l'industrie moderne.

Aussi dès 1892, et sans attendre la loi générale sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs votée seulement le 12 juin 1893, le législateur organisait-il une réglementation légale destinée à protéger ces deux catégories de personnes : *a*) les femmes et les adolescents des deux sexes mineurs de 18 ans ; *b*) les femmes quel que soit leur âge ; la loi s'était préoccupée surtout de l'âge d'admission des enfants dans les établissements industriels ; de la durée du travail des enfants et des femmes, de l'autorisation du travail de nuit, de la nécessité du repos hebdomadaire, de l'interdiction du travail souterrain puis de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, seule question dont nous voulons parler ici.

Le législateur a facilement été amené à intervenir dans l'intérêt de l'enfant comme dans celui de la femme ; il

fallait à l'enfant une protection spéciale efficace ; les patrons ne doivent pas pouvoir abuser de ses forces et de sa jeunesse en lui demandant un travail excessif ; les jeunes enfants ne sont plus apprentis aujourd'hui : en effet, dès leur entrée dans l'industrie ils débent souvent comme ouvriers. Le contrat de louage est passé entre le patron et la famille qui, poussée par le besoin, ne regarderait pas d'assez près si le travail ne nuit pas à la santé de l'enfant.

La protection des femmes-adultes n'a pas trouvé un appui aussi unanime chez tous les économistes, mais la plupart cependant estiment avec raison que l'intervention de l'Etat est très justifiée ici, parce que la femme est un être plus faible que l'homme ou que tout au moins elle est bien moins préparée pour la défense, parce que la conservation de sa santé est nécessaire si on veut qu'elle puisse s'occuper de la famille, de l'entretien et de l'éducation des enfants ; parce qu'enfin l'affaiblissement de la mère donnera naissance à une génération abâtardie et appauvrie.

Pour toutes ces raisons les articles 12 et 13 de la loi du 2 novembre 1892, décidèrent que tous les travaux présentant des causes de danger pour la santé physique et la santé morale des femmes, des filles et des enfants seraient interdits, de même que tous ceux qui excèdent leurs forces : des règlements d'administration publique devaient les déterminer. La loi prévoyait en outre des établissements insalubres et dangereux, dans lesquels l'ouvrier est exposé à des manipulations et à des émanations préjudiciables à la santé ; elle interdit tout travail aux enfants et aux femmes dans les établissements de cette catégorie, à moins toutefois que les règlements d'administration publique ne le leur permettent sous les conditions spéciales qu'ils auront déterminées. L'article 14 exigeait que tous les locaux

et dépendances d'usine ou de manufacture dans lesquels ce personnel était occupé, fussent tenus dans un état constant de propreté, fussent parfaitement ventilés et éclairés. « Ils doivent, dit cet article, présenter toutes les conditions de sécurité et de salubrité nécessaires à la santé du personnel. » Déjà des prescriptions sérieuses avaient été prises pour obtenir que les ouvriers fussent séparés des roues, des courroies, des engrenages ou tous autres appareils mécaniques pouvant offrir une cause de danger. Les puits et les trappes, les ouvertures de descente devaient être clôturés. Lorsqu'un accident se produisait, une procédure analogue à celle organisée par la loi du 9 avril 1898 exigeait une déclaration d'accident à laquelle devait être jointe un certificat médical ; une sanction pénale était déjà prévue.

Un décret fut rendu le 13 mai 1893 en exécution de cette loi, et sur le rapport du ministre du commerce, après l'avis du comité consultatif des arts et manufactures et celui de la commission supérieure instituée par l'article 22 de la loi de 1892.

Sans doute, la loi n'avait pas suffisamment protégé les enfants ; cependant, elle avait déjà porté à treize ans, l'âge requis pour l'admission d'un enfant au travail, dans les établissements industriels ; elle avait abaissé la durée du travail, prohibant nettement le travail de nuit pour les mineurs de 18 ans, pour les filles mineures et les femmes ; elle avait prescrit un repos hebdomadaire pour les enfants âgés de moins de 18 ans, et pour les femmes de tout âge, puisqu'ils ne pouvaient être employés dans les établissements énumérés. Que pendant six jours par semaine ; enfin elle avait interdit aux femmes et aux filles tous les travaux souterrains ; mais elle avait seulement indiqué que des

mesures devaient être prises pour l'hygiène et la sécurité de ces travailleurs ; le décret de 1893 vint le premier en préciser les détails.

Il indique tout d'abord à quel âge certains travaux sont permis aux femmes, aux filles et aux enfants : puis il énumère dans trois tableaux : 1^o les travaux interdits aux enfants au-dessous de 18 ans, aux filles mineures et aux femmes ; 2^o les travaux interdits aux enfants au-dessous de 18 ans ; 3^o les établissements dans lequel l'emploi des enfants au-dessus de 18 ans, des filles mineures et des femmes est autorisé sous condition. Ce décret est ainsi d'une importance capitale, et nous estimons qu'il est ici nécessaire de reproduire les dispositions contenues dans ses différents tableaux, les chefs d'industrie pouvant avoir un réel intérêt à les consulter : mais auparavant il convient de rappeler une réglementation intéressant : 1^o les enfants et les filles de moins de 16 ans ; 2^o les enfants au-dessus de 18 ans, les filles mineures et les femmes ; 3^o les jeunes ouvriers des deux sexes occupés au transport des poids lourds.

1^o Enfants et filles de moins de 16 ans. — Une prohibition est spéciale aux filles de moins de 16 ans : elles ne peuvent pas être employées au travail des machines à coudre lorsque celles-ci sont mues par des pédales (art. 12 du décret).

En général, les enfants au-dessous de 16 ans ne peuvent être occupés à tourner des roues verticales pendant plus d'une demi-journée de travail, divisée par un repos d'une demi-heure au moins (art. 4). Le même article interdit également aux industriels d'employer des enfants au-dessous de 16 ans à actionner au moyen de pédales les métiers dits « à la main ».

Ces mêmes enfants ne peuvent être employés au travail des machines, des scies circulaires ou des scies à ruban, ni au travail des cisailles et autres lames tranchantes mécaniques (art. 5 et 6).

Le décret protège aussi les jeunes enfants travaillant dans les verreries : l'article 7 ne leur permet pas d'entrer dans ces usines avant l'âge de 13 ans : ou tout au moins il leur interdit de cueillir et de souffler le verre (1). Mais il fallait entourer d'une protection efficace les majeurs de 13 ans qui sont si nombreux dans les verreries. D'abord, lorsqu'ils sont employés dans les fabriques de bouteilles et de verre à vitre le soufflage par la bouche leur est interdit, même si l'on mettait à la disposition de l'enfant un embout personnel. Ces dispositions étaient absolument nécessaires, les jeunes enfants étant toujours très nombreux dans les verreries : on peut s'en rendre compte à Lyon même en visitant les usines d'Oullins dans lesquelles de jeunes italiens sont amenés chaque année sous la conduite de guides (généralement des entrepreneurs qui n'ont aucun soin de la santé des enfants qui leur sont confiés) ; le décret a donc eu raison de se montrer sévère à ce point de vue.

Les enfants âgés de moins de 16 ans ne peuvent pas être employés au service des robinets à vapeur, ni aux travaux exécutés à l'aide d'échafaudages volants en usage

(1) On voit, en effet, que les enfants majeurs de 12 et mineurs de 13 ans peuvent être par exception admis au travail dans les établissements industriels s'ils remplissent deux conditions : il faut qu'ils aient leur certificat d'études primaires et qu'ils produisent un certificat médical d'aptitude physique délivré par un médecin compétent. Les mineurs de 12 ans, au contraire, ne peuvent l'être. — V. art. 2, § 2, loi de 1892.

pour la réfection et le nettoyage des maisons (V. art. 8 et 10).

Enfin l'éducation morale des jeunes ouvriers est protégée, puisque l'on interdit d'admettre les enfants au-dessous de 16 ans et les filles mineures dans les ateliers où sont confectionnés des imprimés, des écrits, des affiches, des gravures et des peintures, des images ou autres objets qui, sans tomber sous l'application des lois pénales peuvent cependant blesser leur moralité (art. 13).

2° Enfants au-dessous de 18 ans, filles mineures et femmes. — L'article 13 s'applique également à eux à ce point de vue spécial : « Il est interdit, dit-il, d'employer des enfants, des filles mineures et des femmes à la confection d'écrits, d'imprimés, affiches, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images, ou autres objets dont la vente, l'offre, l'exposition, l'affichage ou la distribution sont réprouvées par des lois pénales comme contraires aux bonnes mœurs. »

Puis le décret leur interdit certains travaux ; ainsi les majeurs de 16 et les mineurs de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employées dans les ateliers où se trouvent des machines actionnées à la main ou par un moteur mécanique dont les parties dangereuses ne seraient pas recouvertes par des appareils protecteurs, tels que garde-main et couvre-engrenage (art. 1^{er}). Cette prohibition a été reprise par le décret du 10 mars 1894 qui oblige d'une façon générale tous les industriels à munir de protecteurs suffisants toutes les parties dangereuses des machines.

Ces mêmes ouvriers et ouvrières ne peuvent pas être affectés aux travaux de graissage, de nettoyage, à la visite ou à la réparation des machines et de tout autre mécanisme en marche (art. 1^{er}).

Les enfants au-dessous de 18 ans ne peuvent pas être occupés à faire tourner des appareils en sautillant sur une pédale, ou sur des roues horizontales ; enfin, dans les verreries où le soufflage se fait à la bouche, chaque enfant au-dessous de 18 ans doit avoir à sa disposition un embout personnel.

3° *Interdiction du travail de nuit pour les femmes et les enfants.* — Le travail de nuit est trop nuisible à la santé pour que le législateur ait négligé de le réglementer. Les enfants de moins de 18 ans, les filles et les femmes de tout âge ne peuvent pas être employés la nuit dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 : on avait cependant laissé subsister une grave exception qui avait semblé motivée par les conditions mêmes dans lesquelles s'exerçaient certaines industries : la loi avait autorisé le travail de 4 heures du matin à 10 heures du soir lorsqu'il était accompli par des équipes d'ouvriers volantes ou alternantes, ne fournissant pas une durée de travail supérieur à neuf heures, mais cette tolérance avait donné lieu à de graves abus et la loi du 30 mars 1900 les a supprimés en laissant cependant aux industriels une période suffisante pour les modifications à opérer dans leur mode d'exploitation ; depuis le 1^{er} avril 1902, le travail peut être fait par des équipes successives, mais *continues*, la première ne pouvant pas commencer avant 5 heures du matin et la deuxième devant être renvoyée des ateliers à 9 heures du soir.

D'autres exceptions subsistent, mais elles sont moins importantes : cependant, il y a lieu d'étudier les moyens de les faire disparaître complètement. 1° La loi du 2 novembre 1892, article 4, § 5, le décret du 15 juillet 1893, article 3, modifié par ceux des 27 juillet 1895 et 29 juillet

1897 autorisent les femmes et les filles à travailler la nuit dans certaines industries déterminées : pliage des journaux, brochage des imprimés, allumage des lampes des mineurs ; ces ouvrières ne peuvent du reste pas travailler plus de 7 heures sur 24. 2° Le décret du 15 juillet 1893, modifié par celui du 24 février 1898, autorise aussi les femmes majeures et les enfants du sexe masculin, à travailler la nuit dans les usines à feu continu lorsque la fabrication même du produit ne permet pas d'éteindre les foyers : telles sont les distilleries de betteraves, les raffineries de sucre, les usines métallurgiques, les verreries, les papeteries, les fabriques d'objets en fer et en fonte émaillée.

On peut encore signaler d'autres cas dans lesquels le travail de nuit est aussi autorisé. Il y a lieu souvent, pour des conditions d'équité et d'intérêt général, de faire fléchir les règlements ; ceci est nécessaire notamment dans les périodes de crises à la suite desquelles la situation de l'ouvrier est très critique ; la loi a eu en vue surtout « les cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure ». Alors dans n'importe quelle industrie l'interdiction du travail de nuit peut être levée temporairement par l'inspecteur et pour un délai déterminé (art. 4, § 7, loi de 1892).

Enfin il existe certaines industries qui ont besoin d'une réglementation spéciale parce qu'elles ne pourraient pas exister et prospérer sous le régime commun ; parmi celles-ci, il faut d'abord signaler celles dans lesquelles les produits dont on se sert sont sujets à une détérioration rapide et où ils doivent être employés dans un bref délai par exemple tous les produits employés dans les confiseries, dans les fabriques de conserve. Puis d'autres industries

bénéficient de plein droit d'une large tolérance en raison des nécessités de la saison ou de la mode : fabriques de lingerie, broderie, fourrures, chapeaux, travaux de couture, confection. Dans ces cas on ne tolère pas le travail de nuit, mais on admet des veillées dans les moments de presse ou d'affluence non habituelle de commandes.

4° *Les poids lourds et les ouvriers des deux sexes âgés de moins de 18 ans.* — Il arrive dans de nombreuses usines, ateliers ou manufactures que l'on emploie assez fréquemment les jeunes ouvriers et ouvrières âgés de moins de 18 ans à porter ou à transporter des fardeaux. L'article 11 a décidé d'abord que ces jeunes ouvriers ne pourraient pas porter des fardeaux d'un poids supérieur à un chiffre déterminé : 10 kilos pour les garçons au-dessous de 14 ans et les ouvrières de 16 à 18 ans, 5 kilos pour les ouvrières au-dessous de 16 ans et 15 kilos pour les garçons de 14 à 18 ans.

En ce qui concerne le transport des matériaux, les jeunes ouvriers et ouvrières étaient souvent employés à traîner ou à pousser des charges exagérées tant à l'intérieur des établissements industriels que sur la voie publique, aussi l'article 11 vient-il décider que ces charges ne pourraient pas correspondre à des efforts plus grands que ceux indiqués pour les poids portés, mais il a renvoyé la détermination des conditions d'équivalence des deux genres de travail à un arrêté ministériel.

Cet arrêté, pris le 31 juillet 1894 est relatif aux surcharges, il fixe, ainsi qu'il suit, la limite supérieure de la charge qui peut être traînée ou poussée par les jeunes ouvriers et ouvrières âgés de moins de 18 ans.

1° Vagonnets circulant sur la voie ferrée :

Garçons au-dessous de 14 ans . .	300 kil.
Garçons de 14 à 18 ans	500 »

Ouvrières au-dessous de 16 ans . .	150 kil.
— de 16 à 18 ans	300 »
2° Brouettes :	
Garçons de 14 à 18 ans	40 kil.
3° Voitures à 3 ou 4 roues, placières, pousseuses poussées à main :	
Garçons au-dessous de 14 ans . .	35 kil.
— de 14 à 18 ans	60 »
Ouvrières au-dessous de 16 ans. ¹	35 »
— de 16 à 18 ans	50 »
4° Charrettes à bras, dites haquets, brancards, etc. :	
Garçons de 14 à 18 ans	130 kil.
5° Tricycles porteurs :	
Garçons de 16 à 18 ans	75 kil. (1).

C. — *Mesures de protection contenues dans les tableaux annexés au décret du 13 mai 1893.*

Cette réglementation a fait obtenir aux femmes et aux jeunes ouvriers des conditions meilleures pour leurs travaux, mais les mesures protectrices qui les concernent le plus sont contenues dans le décret du 13 mai 1893.

L'article 13 de la loi du 2 novembre 1892 avait, on s'en souvient, décidé : 1° que les femmes, les enfants et les filles ne pourraient être employés dans les travaux présentant des causes de danger, excédant les forces ou dangereuses pour la moralité ; 2° que ces mêmes personnes ne pourraient être employées en principe dans les établissements insalubres ou dangereux, où l'ouvrier est exposé à des

(1) V. sur les tricycles porteurs l'arrêté pris le 27 mai 1902 par le ministre du commerce.

manipulations ou à des émanations préjudiciables à la santé, et il décidait que des règlements d'administration publique détermineraient les conditions spéciales de sécurité et de salubrité nécessaires à chacune de ces catégories de travailleurs.

C'est le décret réglementaire du 13 mai 1893 qui a divisé et classé les industries suivant les dangers qu'elles présentent pour tels ou tels ouvriers : elles se trouvent à peu près toutes réunies et groupées dans trois tableaux : A, B et C. Le tableau A énumère les travaux interdits aux enfants au-dessous de 18 ans, aux filles mineures et aux femmes. Le tableau B ceux interdits aux enfants au-dessous de 18 ans. Le tableau C permet sous certaines conditions l'entrée des travailleurs, femmes et enfants dans quelques-unes de ces industries.

TABLEAU A.

*Décret du 13 mai 1893 modifié par ceux des 20 avril 1899
et 3 mai 1900.*

*Travaux interdits aux enfants au-dessous de 18 ans, aux filles
mineures et aux femmes.*

Il interdit tout d'abord l'admission des enfants au-dessous de 18 ans, des filles mineures et des femmes dans les usines, manufactures ou ateliers. La commission d'hygiène a tenu surtout, à les protéger contre les dangers d'empoisonnement ou d'infection, contre les vapeurs délétères, contre les émanations nuisibles et les maladies spéciales que peuvent engendrer des travaux faits dans des conditions particulières.

TRAVAUX.	RAISONS DE L'INTERDICTION.
Acide arsénique (Fabrication de l') au moyen de l'acide arsénieux et de l'acide azotique.	Dangers d'empoisonnement.
Acide fluorhydrique (Fabrication de l').	Vapeurs délétères.
Acide nitrique (Fabrication de l').	<i>Idem.</i>
Acide oxalique (Fabrication de l').	Dangers d'empoisonnement. Va- peurs délétères.
Acide picrique (Fabrication de l').	Vapeurs délétères.
Acide salicylique (Fabrication de l') au moyen de l'acide phéni- que.	Emanations nuisibles.
Acide urique. V. <i>Murexide</i> .	
Affinage des métaux au fourneau. V. <i>Grillage des minerais</i> .	
Arséniate de potasse (Fabrication de l') au moyen du salpêtre.	Danger d'empoisonnement. Va- peurs délétères.
Aniline. V. <i>Nitrobenzine</i> .	
Benzine (Dérivés de). V. <i>Nitro- benzine</i> .	
Blanc de plomb. V. <i>Céruse</i> .	
Bleu de Prusse (Fabrication du). V. <i>Cyanure de potassium</i> .	
Cendres d'orfèvres (Traitement des) par le plomb,	Maladies spéciales dues aux éma- nations nuisibles.
Céruse ou blanc de plomb (fabri- cation de la).	<i>Idem.</i>
Chairs, débris d'issues (Dépôts) provenant de l'abatage des ani- maux.	Emanations nuisibles, dangers d'infection.
Chlore (Fabrication du).	Emanations nuisibles.
Chlorure de chaux (Fabrication de).	<i>Idem.</i>
Chlorure alcalin (Fabrication du). Eau de javelle.	<i>Idem.</i>
Chlorure de plomb (Fonderie de).	<i>Idem.</i>
Chlorure de soufre (Fabrication du).	<i>Idem.</i>

TRAVAUX.	RAISONS DE L'INTERDICTION.
Chromate de potasse (Fabrication du).	Maladies spéciales dues aux émanations.
Cristaux (polissage à sec des).	Poussières dangereuses.
Cyanure de potassium et bleu de Prusse (Fabrication de).	Dangers d'empoisonnement.
Cyanure rouge de potassium ou prussiate rouge de potasse.	<i>Idem.</i>
Débris d'animaux (dépôts). Voir <i>Chairs</i> , etc.	
Dentelles (Blanchissage à la céruse des).	Poussières dangereuses.
Eau de javelle (Fabrication d'). V. <i>Chlorures alcalins</i> .	
Eau forte. V. <i>Acide nitrique</i> .	
Effilochage et déchiquetage des chiffons.	Poussières nuisibles.
Emaux (Grattage des) dans les fabriques de verre mousseline).	<i>Idem.</i>
Engrais (Dépôts et fabriques d') au moyen de matières animales.	Emanations nuisibles.
Equarrissage (Ateliers d') des animaux.	Nature du travail. Emanations nuisibles.
Etamage des glaces par le mercure (Ateliers d').	Maladies spéciales dues aux émanations.
Fonte et laminage du plomb (1).	<i>Idem.</i>
Fulminate de mercure (Fabrication du).	Emanations nuisibles.
Glaces (Etamage des). V. <i>Etamage</i> .	
Grillage des minerais sulfureux, sauf le cas prévu au tableau C.	<i>Idem.</i>
Huiles et autres corps gras extraits de débris de matières animales.	Emanations nuisibles.
Litharge (Fabrication de la litharge).	Maladies spéciales dues aux émanations.
Massicol (Fabrication du).	<i>Idem.</i>

(1) V. le décret du 3 mai 1900.

TRAVAUX	RAISONS DE L'INTERDICTION
Matières colorantes (Fabrication des) au moyen de l'aniline et de la nêtrobenzine.	Emanations nuisibles.
Métaux (aiguillage et polissage des)	Poussières dangereuses.
Meulières et meules, extraction et fabrication.	<i>Idem.</i>
Minium (Fabrication du).	Maladies spéciales dues aux émanations.
Murexide (Fabrication de la) en vases clos par la réaction de l'acide azotique et de l'acide urique du guano.	Vapeurs délétères.
Nitrate de méthyle (Fabrication du)	Vapeurs délétères.
Nitrobenzine, aniline et matières dérivant de la benzine (Fabrication).	Vapeurs nuisibles.
Peaux de lièvre et de lapin. V. <i>Secrétage.</i>	
Phosphore (Fabrication du).	Maladies spéciales dues aux émanations.
Plomb (fonte et laminage du). V. <i>Fonte.</i>	
Poils de lièvre et de lapin. V. <i>Secrétage.</i>	
Prussiate de potasse. V. <i>Cyanure de potassium.</i>	
Rouge de Prusse et d'Angleterre.	Vapeurs délétères.
Secrétage des peaux ou poils de lièvre ou de lapin.	Poussières nuisibles ou vénéneuses.
Sulfate de mercure (Fabrication du).	Maladies spéciales dues aux émanations.
Sulfure d'arsenic (Fabrication du).	Danger d'empoisonnement.
Sulfure de sodium (Fabrication du)	Gaz délétère.
Traitement des minerais de plomb, zing et cuivre, pour l'obtention des métaux bruts.	Emanations nuisibles.
Verre (polissage à sec du).	(V. les décrets des 20 avril 1899 et 3 mai 1900.)
	Poussières dangereuses.

TABLEAU B.

Travaux interdits aux enfants au-dessous de 18 ans.

Il donne une nomenclature des usines, ateliers ou manufactures dans lesquels les travaux ne sauraient être confiés à des enfants, parce qu'ils ne peuvent être faits qu'avec une certaine prudence et une attention continuelle que l'enfant ne peut pas soutenir.

TRAVAUX.	RAISONS DE L'INTERVENTION.
Amorces fulminantes (Fabrication des).	Nécessité d'un travail prudent et attentif.
Amorces fulminantes pour pistolets d'enfants (Fabrication).	<i>Idem.</i>
Artifices (Fabrication des pièces d'artifices).	<i>Idem.</i>
Cartouches de guerre (Fabrication et dépôts de).	<i>Idem.</i>
Celluloïde et produits vitrés analogues (Fabrication de).	<i>Idem.</i>
Chiens (Infirmerie de).	Danger de morsure.
Chrysalides (Extractions des parties soyeuses des).	Emanations nuisibles.
Dynamite (Fabriques et dépôts de).	Nécessité d'un travail prudent et attentif.
Etoupille (Fabrication d') avec matière explosive.	<i>Idem.</i>
Poudre de mine comprimée (Fabrication des cartouches de poudre de mine).	<i>Idem.</i>

TABLEAU C.

Etablissements dans lesquels l'emploi des enfants au-dessous de 18 ans, des filles mineures et des femmes est autorisé sous certaines conditions.

Ici, le législateur énumère les industries dangereuses et toutes celles que sont pratiquées dans des conditions préjudicielles à la santé. Ce sont tous les établissements dans lesquels se produisent des émanations, des poussières, des gaz et des vapeurs nuisibles de nature à donner naissance à des maladies spéciales : on retrouve là aussi les usines dans lesquelles se rencontrent des dangers d'empoisonnement, d'affection pulmonaire, d'incendie ou de brûlures.

ETABLISSEMENTS.	CONDITIONS.	MOTIFS.
Abattoirs publics et annexes.	Les enfants au-dessous de 16 ans ne seront pas employés dans les abattoirs ou annexes.	Dangers d'accident et de blessures.
Albâtre (Sciage et polissage à sec).	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés lorsque les poussières se dégageront librement dans les ateliers.	Poussières nuisibles.
Acide chlorhydrique (Production de l') par la décomposition des chlorures de magnésium, d'aluminium et autres	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent des vapeurs et où l'on manipule les acides.	Danger d'accident.
Acide muriatique.	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Acide sulfurique (Fabrication).	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Affinage de l'or et de l'argent par les acides.	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>

ETABLISSEMENTS	CONDITIONS	MOTIFS
Allumettes chimiques (Dépôts).	Les enfants au-dessous de 16 ans ne seront pas employés dans les magasins.	Danger d'incendie.
Allumettes chimiques (Fabrication des).	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés à la fusion des pâtes et au trempage.	Maladies spéciales dues aux émanations.
Argenterie en métaux. V. <i>Dorure et argenterie.</i>		
Battage, cardage et épuration des laines, crins et plumes.	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent des poussières.	Poussières nuisibles.
Battage des tapis en grand.	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Battoir à écorces dans les villes.	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Benzine (Fabrication de dépôt de). V. <i>Huile de pétrole, schiste, etc.</i>		
Blanc de zinc (Fabrication de) par la combustion du métal.	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés dans les ateliers de combustion et de condensation.	Vapeurs nuisibles.
Blanchiment (Toile, paille, papier).	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent le chlore et l'acide sulfureux.	<i>Idem.</i>
Boîtes de conserves (soudures).	Les enfants au-dessous de 16 ans ne seront pas employés à la soudure des boîtes.	Gaz délétères.

ETABLISSEMENTS	CONDITIONS	MOTIFS
Boutonniers et autres emboutisseurs de métaux par moyens mécaniques.	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent des poussières.	Poussières nuisibles.
Boyauderies.	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés au soufflage.	Dangers d'affection pulmonaire.
Caoutchouc (application des enduits du).	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent des essences de sulfure de carbone et de benzine.	Vapeurs nuisibles.
Caoutchouc (Travail du) avec emploi d'huiles essentielles ou sulfure de carbone.	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Cardage des laines (etc.). V. <i>Battage</i> .		
Chanvre (Teillage du). V. <i>Teillage</i> .		
Chanvre imperméable. V. <i>Feutre goudronné</i> .		
Chapeaux de feutre (Fabrication).	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés lorsque des poussières se dégagent librement des ateliers.	Poussières nuisibles.
Chapeaux de soie ou autres préparés au moyen d'un vernis (Fabrication des).	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés dans les ateliers où l'on fabrique et applique le vernis.	Vapeurs nuisibles.

ETABLISSEMENTS.	CONDITIONS.	MOTIFS.
Chaux (Fours à).	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent des poussières.	Poussières nuisibles.
Chiffons (Dépôts de).	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés au triage et à la manipulation des chiffons.	<i>Idem.</i>
Chiffons. Traitement des chiffons par la vapeur de l'acide chlorhydrique.	Les enfants au-dessous de 18 ans, filles mineures et femmes ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent les acides.	Vapeurs nuisibles.
Chromolithographies	Les enfants au-dessous de 16 ans ne seront pas employés au bronzage à la machine.	Poussières nuisibles.
Ciment (Fours à).	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent des poussières.	<i>Idem.</i>
Collodion (Fabrication du).	Les enfants au-dessous de 16 ans ne seront pas occupés dans les ateliers où l'on manipule les matières premières et les dissolvants.	Dangers d'incendie.
Cotons et cotons gras (Blanchisserie des déchets).	Les enfants au-dessous de 18 ans, filles mineures et femmes ne seront pas employés dans les ateliers où l'on manipule le sulfure de carbone.	Vapeurs nuisibles.
Cordes d'instruments en boyau. V. <i>Boyauderie.</i>		
Corne, os et nacre (Travail à sec des).	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés lorsque des poussie-	Poussières nuisibles.

ETABLISSEMENTS	CONDITIONS	MOTIFS
Crins (Teinture des). V. <i>Teintureries</i> .	res se dégageront librement dans les ateliers.	
Crins et soies de porcs. V. <i>Soies de porc</i> .		
Crin verni (Fabrication de). V. <i>Feutre et visières vernies</i> .		
Cuivre (Trituration des composés du).	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés dans les ateliers où des poussières se dégagent librement.	<i>Idem.</i>
Cuivre (dérochage par les acides).	Les enfants au-dessous de 18 ans, filles mineures et femmes ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent les vapeurs acides.	Vapeurs nuisibles.
Déchets de laine (Dégraissage des). V. <i>Peaux, étoffes</i> , etc. (1).		
Dorure et argenture.	Les enfants au-dessous de 18 ans, filles mineures et femmes ne seront pas employés dans les ateliers où se produisent des vapeurs acides ou mercurielles.	Emanations nuisibles.
Eaux grasses (Extraction pour la fabrication des savons et autres usages distincts contenus dans les).	Les enfants au-dessous de 18 ans, filles mineures et femmes ne seront pas employés dans les ateliers où l'on emploie le sulfure de carbone.	<i>Idem.</i>

(1) Le cardage des déchets de soie est aussi réglementé. V. décret du 21 juin 1897.

ETABLISSEMENTS.	CONDITIONS.	MOTIFS.
Ecorces (Baltoir à). V. <i>Baltoir</i> .		
Email. Application de l'émail sur les métaux.	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés dans les ateliers où l'on broie et blute les matières.	Emanations nuisibles.
Epaillage des laines et draps sur la voie publique.	Les enfants au-dessous de 18 ans, filles mineures et femmes ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent des vapeurs acides.	<i>Idem.</i>
Emaux. Fabrication d'émaux avec fours non fulmivores.	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles et les femmes ne seront pas employés dans les ateliers où l'on broie et blute les matières.	Emanations nuisibles.
Etoupes (Transformation en) des cordages hors de service, goudronnés ou non.	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés lorsque des poussières se dégageront librement dans les ateliers.	Poussières nuisibles.
Faïence (Fabriques de).	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés dans les ateliers où l'on pratique le broyage, le blutage.	<i>Idem.</i>
Fer (dérochage du).	Les enfants au-dessous de 18 ans, filles mineures et femmes ne seront pas employés dans des ateliers où se dégagent des vapeurs et où l'on manipule des acides.	Vapeurs nuisibles.
Fer (galvanisation).	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>

ETABLISSEMENTS	CONDITIONS	MOTIFS
Feuilles d'étain.	Les enfants au-dessous de 16 ans ne seront pas employés au bronzage à la main des feuilles.	Poussières nuisibles.
Feutre goudronné. Fabrication.	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés lorsque des poussières se dégageront librement dans les ateliers.	<i>Idem.</i>
Feutres et visières vernies (Fabrication).	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés à la préparation et à l'emploi des vernis.	Dangers d'incendie et vapeurs nuisibles.
Filature de lin.	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés lorsque l'écoulement des eaux ne sera pas assuré.	Humidité nuisible.
Fonderie en 2 ^e fusion de fer, zinc et de cuivre (1).	Les enfants au-dessous de 16 ans ne seront pas employés à la coulée du métal.	Dangers de brûlures.
Fourneaux (Hauts).	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Fours à plâtre et fours à chaux. V. <i>Plâtre, chaux.</i>		
Grés (extraction et piquage du).	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés lorsque des poussières se dégageront librement dans les ateliers.	Poussières nuisibles.
Grillage des minerais sulfureux quand les gaz sont condensés et que le minerai ne renferme pas d'arsenic.	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés dans les ateliers où l'on produit le grillage.	Emanations nuisibles.

(1) Décret du 3 mai 1900.

ETABLISSEMENTS.	CONDITIONS.	MOTIFS
Grillage et gazage des tissus.	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés lorsque les produits de combustion se dégageront librement dans les ateliers.	Émanations nuisibles.
Hauts-Fourneaux. V. <i>Fonderies.</i>		
Huiles de pétrole, de schiste et de goudron, essences et autres hydrocarbures employés pour l'éclairage, le chauffage, la fabrication des couleurs et des vernis, le dégraissage des étoffes et autres usages (Fabrication, distillation, travail en grand).	Les enfants au-dessous de 16 ans ne seront pas employés dans les ateliers de distillation et dans les magasins.	Dangers d'incendie.
Huiles essentielles ou essences de térébenthine, d'aspic et autres. V. <i>Huiles de pétrole, de schiste</i> , etc.		
Huiles extraites des schistes bitumeux. V. <i>Huiles de pétrole et schiste.</i>		
Jute (Teillage du): V. <i>Teillage.</i>		
Liège (Usines pour la trituration du).	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés dans les ateliers où des poussières se dégageront librement.	Poussières nuisibles.

ETABLISSEMENTS	CONDITIONS	MOTIFS
Lin (Teillage en grand du).		
Liquides pour l'éclairage (Dépôts de) au moyen de l'alcool et des acides.	Les enfants au-dessous de 16 ans ne seront pas employés dans les magasins.	Danger d'incendie.
Marbres (Sciage ou polissage des).	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés lorsque des poussières se dégageront librement dans les ateliers.	Poussières nuisibles.
Matières minérales (broyage à sec des).	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Mégisseries.	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés à l'épilage des peaux.	Dangers d'empoisonnement.
Ménageries.	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés quand la ménagerie renferme des bêtes féroces ou venimeuses.	Dangers d'accidents.
Moulins à broyer le plâtre, la chaux, les cailloux et les pouzollaires.	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés quand les poussières se dégageront librement des ateliers.	Poussières nuisibles.
Nitrates métalliques obtenus par l'action directe des acides (Fabrication des).	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent les vapeurs et où se manipulent les acides.	Vapeurs nuisibles.

ETABLISSEMENTS	CONDITIONS	MOTIFS
Noir minéral (Fabrication du) par le broyage des résidus de la distillation des schistes bitumeux.	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés lorsque des poussières se dégageront librement des ateliers.	Poussières nuisibles.
Olives (Tourteaux d'). V. <i>Tourteaux</i> .	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Ouates (Fabrication des).	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Papier (Fabrication du papier).	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés à la préparation et au triage des chiffons.	<i>Idem.</i>
Papiers peints. V. <i>Toiles peintes</i> .	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Peaux. Etoffes et déchets de laine (dégrossage des) par les huiles de pétroles et autres carbures.	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés dans les ateliers où l'on traite les dissolvants, où l'on coupe et manipule les déchets.	Dangers d'incendie. Poussières nuisibles.
Peaux (Feutrage et apprêtage des).	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés lorsque des poussières se dégageront librement des ateliers.	Poussières nuisibles.
Peaux de lapin et de lièvre (Ejarrage et coupage des poils de).	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Pétrole. V. <i>Huiles de pétrole</i> , etc.	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Pierre (Sciage et polissage).	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés lorsque des poussières se dégageront librement des ateliers.	<i>Idem.</i>

ETABLISSEMENTS.	CONDITIONS.	MOTIFS.
Pileries mécaniques de drogues.	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Pipes à fumer (Fabrication).	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Plâtres (Fours à).	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Poêliers, fournalistes, poêles et fourneaux en faïence et terre cuite. V. <i>Faïence.</i>	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Porcelaine (Fabrication de la).	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Poteries de terre (Fabrication avec fours non fumivores).	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Pouzzolane artificielle (Fours à).	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Réfrigération (Appareil de) par l'acide sulfurique.	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent des vapeurs acides.	Emanations nuisibles.
Sel de soude (Fabrication du) avec le sulfate de soude.	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Sinapisme (Fabrication des) à l'aide des hydrocarbures.	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés dans les ateliers où se manipulent des dissolvants.	Vapeurs nuisibles. Danger d'incendie.
Soies de porc, danger d'incendie.	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés lorsque des poussières se dégageront librement dans les ateliers.	Poussières nuisibles.

ETABLISSEMENTS	CONDITIONS	MOTIFS
Soude. V. <i>Sulfate de soude.</i>		
Soufre.(Pulvérisation et Blutage du).	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Sulfate de peroxyde de fer (Fabrication du) par le sulfate de protoxyde de fer et l'acide nitrique (nitro-sulfate de fer).	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent des vapeurs acides.	Vapeurs nuisibles.
Sulfure de protoxyde de fer ou coupe-rose verte par l'action de l'acide sulfurique sur la feuille.	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Sulfate de soude (Fabrication du), par la décomposition du sel marin par l'acide sulfurique.	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Sulfure de carbone (Fabrication du).	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés dans les ateliers où se dégagent des vapeurs nuisibles.	Vapeurs nuisibles. Danger d'incendie.
Sulfure de carbone (Manufacture dans lesquelles on emploie en grand le).	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Sulfure de carbone (Dépôts de).	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Superphosphate de chaux ou de potasse (Fabrication du).	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés dans les ateliers où	Emanations nuisibles.

ETABLISSEMENTS	CONDITIONS	MOTIFS
Tabacs (Manufactures de).	se dégagent des vapeurs acides et des poussières. Les enfants au-dessous de 16 ans ne seront pas employés dans les ateliers où l'on démolit des masses.	<i>Idem.</i>
Taffetas et toiles vernis ou cirés (Fabrications).	Les enfants au-dessous de 16 ans ne seront pas employés dans les ateliers où l'on prépare et applique les vernis.	Dangers d'incendie.
Eau (Moulins à).	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés quand des poussières se dégagent librement dans les ateliers.	Poussières nuisibles.
Tanneries.	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Tapis (Battage en grand). V. <i>Battage</i> .	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Teillage du lin, du chanvre et du jute en grand.	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Teintureries.	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés dans les ateliers où l'on emploie des matières toxiques.	Dangers d'empoisonnement.
Térébenthine (Distillation et travail en grand de la). V. <i>Huiles de pétrole de schiste</i> , etc.		
Toiles cirées. V. <i>Taffetas et toiles vernis</i> .		
Toiles peintes (Fabriques de).	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>

ETABLISSEMENTS	CONDITIONS	MOTIFS
Toiles vernies (Fabriques de). V. <i>Taffetas et toiles vernies.</i>		
Tourteaux d'olives (Traitement des) par le sulfure de carbone.	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés dans les ateliers où l'on emploie des matières toxiques et où l'on manipule le sulfure de carbone.	Emanations nuisibles et dangers d'empoisonnement.
Tôles et métaux vernis.	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Vernis à l'esprit de vin.	Les enfants au-dessous de 16 ans ne seront pas employés dans les ateliers où l'on prépare et manipule des vernis.	Dangers d'incendie.
Vernis (Ateliers où l'on applique du vernis sur les cuirs, feutres, taffetas, toiles chapeaux (V. ces mots).		
Verreries, cristalleries et manufactures de glaces.	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés dans les ateliers où des poussières se dégagent librement et où il est fait usage de matières toxiques.	Poussières nuisibles.
Vessies nettoyées et débarrassées de toute substance membraneuse (ateliers pour le gonflement et le séchage des).	Les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seront pas employés au travail du soufflage.	Dangers d'affection pulmonaire.
Visières vernies (Fabrique de). V. <i>Feutres et visières.</i>		

Cette réglementation ne peut pas suffire toujours : dans certaines hypothèses, elle serait incomplète. Il a fallu supprimer totalement l'emploi de certains produits ou de certains composés nuisibles. Ainsi les ministres de la guerre, de la marine, des travaux publics et du commerce ont décidé qu'il ne serait plus passé à l'avenir de marché pour la fourniture du vert arsenical en poudre, et que l'on devra substituer pour toutes les *peintures en blanc le blanc de zinc au blanc de céruse*. Dernièrement encore, le ministre du commerce et de l'industrie a déposé sur le bureau de la Chambre des députés, conformément à l'engagement qu'il avait pris, un projet de loi sur l'emploi des composés de plomb dans les travaux de peinture en bâtiments.

Voici les principales dispositions de ce projet :

« Dans les ateliers, chantiers, bâtiments en construction ou en réparation et généralement dans tout lieu de travail où s'exécutent des travaux de peinture en bâtiment, les chefs d'industrie, directeurs ou gérants sont tenus, indépendamment des mesures sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, de se conformer à un certain nombre de prescriptions.

« Dans un délai d'un an, à partir de la promulgation de la loi, il leur sera interdit d'employer la céruse et l'huile de lin lithargirée pour tous les travaux d'imprimerie, de débouchage et d'enduisage. Trois années à partir de la même date, cette interdiction devra s'étendre à tous les travaux de peinture de quelque nature que ce soit, exécutés à l'intérieur des bâtiments. Un règlement d'administration publique, rendu après avis du comité consultatif des arts et manufactures et de la commission d'hygiène industrielle, pourra étendre l'interdiction aux travaux exécutés à l'extérieur des bâtiments. »

Les mesures de protection dont le législateur a entouré les travailleurs sont donc très nombreuses et très variées : leur classement et leur division n'ont pas été faits d'une manière arbitraire, puisque le décret a été pris sur l'avis du comité consultatif des arts et manufactures et sur celui de la commission supérieure instituée par l'article 22 de la loi du 2 novembre 1892. Nous verrons bientôt les résultats obtenus.

Mais enfin, aujourd'hui et depuis la loi du 9 avril 1898, on a voulu assurer l'avenir de l'ouvrier malheureux qui, malgré les précautions prises, est victime d'un accident survenu par le fait du travail : le principe fut d'abord admis pour les travaux effectués dans les usines, les manufactures, les chantiers, etc., et dans toutes les entreprises où il est fait usage de machines mues par une force autre que celle de l'homme et des animaux : cependant, ce n'était pas suffisant, la jurisprudence a étendu largement l'application de la loi. Les ouvriers travaillant dans l'industrie ont droit à une indemnité payée par le chef d'entreprise toutes les fois que l'interruption du travail aura duré au moins quatre jours.

Dès qu'un accident peut occasionner une incapacité de travail, il doit être déclaré dans les quarante-huit heures par le chef d'entreprise au maire de la commune compétent qui en dresse procès-verbal, article 11 (1) : un certificat du médecin est joint à la déclaration ; on a généralisé la procédure inaugurée par l'article 15 de la loi du

(1) L'article 11 de la loi de 1898 a remplacé le même article 11 de la loi de 1892. Ses termes sont absolument précis et ont un caractère général : la règle tracée par cet article s'applique à toutes les espèces d'accidents sans exception ayant occasionné une incapacité de travail. V. P. Pic, *Ouv. cité*, n° 636 et D.P. 1898.4.75.

2 novembre 1892 et par l'article 11 de la loi du 12 janvier 1893 : la loi de 1898 a eu pour but d'étendre les mesures de protection applicables aux enfants, aux filles mineures et aux femmes, à tous les ouvriers ; celles-ci ont pour but de déterminer exactement les conditions dans lesquelles l'accident s'est produit, et surtout s'il y a une relation de cause à effet entre lui et le travail de l'ouvrier. Toutes les fois qu'elle existera la responsabilité du patron sera engagée même, si l'accident est dû à un cas fortuit (1).

Nous avons jusqu'ici laissé de côté, parce que le législateur s'est lui-même très peu occupé d'eux, les employés des professions commerciales ; nous signalerons plus loin les conséquences fâcheuses d'un tel état de choses, mais, pour l'instant, nous devons tout au moins dire quelques mots d'une loi qui a fixé les conditions du travail des femmes employées dans les magasins, boutiques et autres locaux.

d) La loi du 31 décembre 1900.

Lors de la discussion des lois de 1892 et de 1893, on s'était souvent demandé au Parlement s'il n'était pas nécessaire de comprendre parmi les personnes que l'on voulait entourer d'une protection légale, tous les travailleurs. De nombreux orateurs avaient proposé d'assurer la santé des personnes employées dans les magasins et dans les

(1) Maurice Bellom, *La responsabilité en matière d'accident du travail*, 1902 ; Sourdat, *De la responsabilité civile*, t. II, 1902. — V. en ce qui concerne la force majeure : Bourgoïn, *Essai sur la distinction du cas fortuit et de la force majeure*. Dans un chapitre premier, intitulé *La force majeure et les accidents du travail*, l'auteur nous montre les cas déjà nombreux dans lesquels la jurisprudence a une tendance à admettre la responsabilité.

boutiques aussi bien que celle du personnel des usines, des manufactures et des ateliers ; mais on avait reculé devant l'immensité de la tâche et devant l'impossibilité de surveiller où se trouverait le corps des inspecteurs. Cependant si le législateur s'est occupé tout d'abord des usines, ateliers et manufactures, il avait réservé pour une loi spéciale la réglementation dont il voulait entourer cette autre catégorie non moins intéressante des salariés.

Aucune loi générale n'est encore intervenue ; mais un progrès a été réalisé, c'est la loi de 1900 qui le contient. Elle a pour objet de mettre à la disposition du personnel féminin affecté à la vente dans les boutiques, un nombre de sièges égal à celui des employés.

L'article 1^{er} a imposé aux propriétaires, directeurs ou gérants des boutiques et magasins, cette obligation. « Les magasins, boutiques et autres locaux en dépendant dans lesquels des marchandises et objets divers sont manutentionnés ou affectés au public par un personnel féminin, devront être pour chaque salle munis d'un nombre de sièges égal à celui des femmes qui y sont employées. » L'utilité d'une telle mesure n'était pas contestable. Les vendeurs des magasins voyaient trop souvent leur santé altérée par les fatigues qu'on leur imposait, en les contraignant à rester debout pendant de longues heures. Le mal existait, il était grand. M. Richard Waddington avait eu soin de le signaler tout en mettant en garde contre toute exagération (1).

« Sous prétexte d'exiger une attention soutenue à leur travail, il est avéré que dans certains établissements, l'usage sinon le règlement, interdit au personnel des demois-

(1) *J. O.*, Rapport de M. Richard Waddington, 27 janvier 1901, annexes, n° 397, p. 801 et 802.

selles employées la faculté de s'asseoir pendant presque la totalité des heures de présence. Les abus existent, chose certaine, et les auteurs de la proposition, s'inspirant d'un pays voisin, ont cherché à y porter remède. Le législateur anglais, par une loi récente, exige un siège pour trois vendeuses : la proposition de loi qui vous est soumise va plus loin et rend obligatoire un siège par personne employée. »

Le projet qui fut voté a l'avantage, non seulement de protéger la santé des vendeuses, mais encore de soumettre les magasins et les boutiques à la surveillance des inspecteurs du travail. Ceux-ci, en effet, ont désormais leur entrée dans les maisons de vente où ils ne pouvaient pas pénétrer auparavant : ils peuvent ainsi protéger les femmes employées : on a calculé que leur nombre s'élève à 80.000 environ. Ils auront à veiller non seulement à l'exécution de cette loi, mais aussi à signaler les abus non prévus par les règlements et attirer sur eux l'attention du législateur (1).

(1) La loi du 29 décembre 1900 n'a parlé que des magasins et des boutiques ; elle n'avait rien dit des étalages extérieurs ; on les considère aujourd'hui comme de simples rayons de magasins dans lesquels les ouvrières doivent aller se reposer : Cass., 12 avril 1902, *Bull. Off. du travail*, 1902, p. 232.

La question avait été résolue dans un sens contraire par un arrêt du 31 octobre 1901, à la suite d'un pourvoi en cassation contre un jugement du tribunal de simple police de Lyon du 14 août 1900 (D. P. 1901.2.368 et 1902.1.29).

Cependant, dès cette époque, M. le conseiller rapporteur et M. l'avocat général s'étaient prononcés pour l'interprétation stricte : « D'une part, disait M. Accarias, on peut dire que la portion de la voie publique affectée à cet étalage devient une dépendance du magasin ou de la boutique. Mais, d'autre part, c'est dans chaque salle que des sièges doivent être placés, et la voie publique n'est pas une salle. »

SECTION III. — Sanction des dispositions légales relatives à l'hygiène et à la sécurité des ouvriers.

Le législateur a voulu assurer l'observation et l'exécution des règlements qu'il a pris, il a donc prévu des mesures préventives et des mesures répressives.

A. — Mesures préventives.

Les prescriptions de nature à protéger les femmes et les enfants au point de vue de l'hygiène et de la sécurité sont contenues dans les lois de 1874, de 1892 et de 1893 ; c'est aussi dans ces textes qu'il faut rechercher les moyens propres à assurer leur exécution. Mais la loi de 1893 est plus générale, elle s'applique également aux ouvriers adultes. On peut ramener toutes les mesures préventives établies par le législateur à quatre groupes :

- 1° Détermination exacte de l'âge du jeune ouvrier ;
- 2° Affichage des règlements dans les ateliers ;
- 3° Surveillance par les inspecteurs du travail ;
- 4° Organisation de commissions spéciales.

1° *Détermination exacte de l'âge du jeune ouvrier.* — On peut dire que le législateur a voulu baser son intervention sur l'âge et le sexe des travailleurs : il était donc nécessaire de déterminer exactement au moins l'âge de l'enfant. Dès 1892, la loi avait rétabli pour lui le livret de travail qu'elle avait supprimé pour l'ouvrier, parce qu'il portait atteinte à sa liberté et à sa dignité ; les mêmes motifs ne pouvaient arrêter le législateur pour les mineurs de 18 ans : le livret de l'enfant ne peut que le protéger.

Les maires dans chaque commune (le préfet de police à Paris) sont chargés de le délivrer, soit à l'enfant, soit à ses représentants légaux, père, mère ou tuteur. Le livret sera ainsi attaché à la personne du jeune ouvrier : il sera

montré aux chefs d'ateliers qui ne pourront occuper l'ouvrier, sans connaître exactement son état civil et la date de sa naissance.

On admet généralement que le maire compétent pour délivrer le livret de l'enfant est celui de son domicile actuel et non celui du lieu où il est né. Cet officier de l'état civil devra donc correspondre avec celui de la commune où est né l'enfant, pour pouvoir inscrire sur le livret qui lui est demandé les renseignements que l'on vient de lui transmettre. Dans le cas où le livret porterait des mentions erronées, c'est à lui que devront également s'adresser le patron, les inspecteurs du travail pour leur vérification.

Au moment où l'enfant se présente dans une industrie et sollicite un emploi, son livret sera remis au chef d'atelier qui devra vérifier les mentions : celui-ci devra même corriger les irrégularités qu'il pourrait relever lorsqu'il inscrira ces renseignements sur son registre : pour cela, il devra donc tenir compte des renseignements que pourra lui fournir l'enfant ou ses parents.

Le livret doit porter exactement l'âge de l'enfant, afin que le patron ne puisse l'occuper s'il n'a pas atteint l'âge de 13 ans. Cependant, si l'ouvrier possède un certificat d'études primaires, et s'il a obtenu un certificat médical d'aptitude au travail, des mentions spéciales seront portées sur le livret et il pourra être employé dès l'âge de 12 ans, dans les conditions de temps et de lieu prévues par la loi (1).

(1) Une circulaire du ministre du commerce, en date du 20 juin 1902, invite les préfets à recommander aux maires de ne pas délivrer de certificat sur des attestations quelconques de scolarité que les directeurs d'écoles privées remettent à leurs élèves pour tenir lieu du certificat d'études primaires délivré par l'Etat, *Bull. off. du trav.*, 1902.558.

Ce livret qui avait déjà une si grande importance avant la loi de 1893, a acquis une utilité nouvelle avec cette loi générale sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs ; c'est sur lui que l'on doit se baser pour l'exécution du décret du 13 mai 1893, de l'arrêté ministériel du 31 juillet 1894 sur les surcharges, et du décret du 10 mars 1894 sur les mesures générales de protection et de salubrité. Ainsi le décret du 13 mai 1893, dans ses 47 articles, prévoit pour chaque genre de travail et pour chaque catégorie de travailleurs, un âge différent ; il serait impossible aux industriels d'observer et d'exécuter les prescriptions établies dans les tableaux dressés par groupes d'ouvriers, s'ils n'avaient pour les guider le livret de l'enfant. On ne pourrait non plus contrôler si l'on respecte l'arrêté ministériel de 1894, qui établit une limite supérieure de la charge qui peut être traînée ou poussée par les jeunes ouvriers.

2° *Affichage des lois et règlements dans les ateliers.* — Cette seconde mesure est des plus importantes. C'est la loi de 1892 qui, dans son article 11, a obligé pour la première fois les patrons à faire afficher dans chaque atelier les heures auxquelles commencerait et finirait le travail, ainsi que les heures et la durée du repos. Depuis les lois et les règlements intervenus, soit sur des questions générales, soit sur des questions spéciales à certains travaux ou à certains établissements, n'ont pas prévu et ordonné chaque fois l'affichage dans les établissements intéressés, mais, en pratique, les inspecteurs exigent que cet affichage soit fait dans chaque atelier d'une façon visible et permanente (1). Dans ces conditions, les ouvriers peuvent connaître tous les jours si les règlements sont observés et si l'on n'abuse pas d'eux : ils peuvent mieux faire respecter leurs

(1) Trib. corr. de Lyon, 26 janvier 1903.

droits ; ils constatent s'il en est tenu compte et dans le cas où ils seraient méconnus, ils signaleront aux inspecteurs les contraventions commises à leur préjudice.

La loi du 31 décembre 1900 dit, dans son article 3 : « Les chefs d'établissements, directeurs ou gérants des magasins, boutiques ou autres locaux prévus à l'article 1^{er} sont tenus de faire afficher à des endroits apparents les dispositions de la présente loi, ainsi que les noms et les adresses des inspecteurs et des inspectrices de la circonscription. » C'est là une disposition des plus pratiques ; elle n'existait pas dans le projet de loi, c'est la commission de la Chambre qui l'a fait insérer dans la loi et on comprend sans qu'il soit besoin d'insister davantage, les excellents résultats qu'elle a déjà donnés.

3° *Surveillance par des inspecteurs du travail.* — Il ne suffit pas de faire voter des lois destinées à garantir la santé et la sécurité des ouvriers de tout âge et de toute condition, il faut surtout en matière de lois protectrices du travail, veiller avec soin à leur application. Les règlements resteraient lettre morte, si l'on n'avait créé une organisation complète de l'inspection du travail. « L'application de ce qu'on appelle la législation du travail est liée à l'organisation d'un service vigilant de surveillance et d'inspecteurs (1). » L'institution d'un corps d'inspecteurs est utile et nécessaire ; elle permet de se rendre compte de la valeur de la législation ouvrière. Ce sont les inspecteurs du travail qui ont amené en Angleterre dès 1802 et surtout depuis l'Act de 1844, non seulement l'application des lois protectrices de la classe ouvrière, mais aussi leur élaboration. Le législateur français n'a eu recours à cette

(1) *Réforme sociale*, numéro du 16 novembre 1897, « L'inspection du travail en France ».

institution qu'en 1874 : l'organisation fut, du reste, défectueuse au début. Les inspecteurs départementaux étaient en nombre limité et ils ne pouvaient être surveillés d'assez près par les inspecteurs divisionnaires ; les uns et les autres manquaient en outre des capacités nécessaires pour exercer convenablement d'aussi délicates fonctions et présentaient peu de garanties.

Aujourd'hui, depuis la loi de 1892 et le décret du 10 mai 1902, une réorganisation complète est faite dans le corps des inspecteurs : un décret du 15 décembre 1892 a réduit à onze les vingt et une circonscriptions d'inspecteurs divisionnaires, mais il a augmenté le nombre des inspecteurs départementaux placés sous les ordres des premiers.

La nomination des inspecteurs et inspectrices a lieu par voie de concours ; on compte cinq classes d'inspecteurs : l'avancement est donné à l'ancienneté et au mérite. On veut actuellement et avec raison avoir sous la main un personnel instruit et expérimenté. Aussi l'on exige des candidats aux concours qu'ils aient une connaissance parfaite des lois réglementant le travail : mais on veut aussi qu'ils possèdent des éléments de droit pénal et des éléments d'hygiène industrielle : les épreuves écrites et les épreuves orales portent sur des questions tellement importantes au point de vue de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs que nous donnons en note les éléments d'hygiène industrielle sur lesquels les futurs inspecteurs doivent être interrogés (1).

Droits des inspecteurs. — Ils ont des pouvoirs très étendus pour contrôler l'exécution des lois sur le travail in-

(1) Conditions d'admissibilité et programmes du concours pour l'em-

dustriel et pour dresser les contraventions dans tous les cas qu'ils peuvent relever. Ils ont entrée dans tous les établissements visés par les lois concernant l'hygiène et la sécurité des ouvriers. Ils peuvent se faire représenter les registres prescrits par les règlements, les livrets des jeunes ouvriers ou leur certificat d'aptitude au travail.

ploi d'inspecteur ou d'inspectrice du travail dans l'industrie.

PROGRAMME

3^e Eléments d'hygiène industrielle.

I. — *Atmosphère du travail.*

Aération et ventilation. — Dangers de l'air confiné. Nécessité de l'aérage et de la ventilation. Conditions et modes de leur établissement.

Vapeurs, gaz, poussières mêlées à l'air. — Dangers suivant leur nature des vapeurs et gaz (irrespirables, irritants, toxiques). — Des poussières (minérales, végétales, animales). Moyens divers d'atténuer ou d'enlever ces dangers suivant les cas (absorption, ventilation générale ou spéciale, par ascenseur ou par descenseur, hottes, cheminées d'appel, ventilateurs, désinfection).

Action de la chaleur et du froid. — Règles d'hygiène applicables.

II. — *Matières mises en œuvre.*

Matières irritantes (acides, alcalis). — Matières toxiques (mercure, plomb, arsenic, phosphore, sulfure de carbone), etc. — Matières infectieuses et putrescibles (chiffons, peaux, poils, etc.).

Industries principales qui les emploient.

Dangers de leur élaboration et de leur maniement. — Mesures spéciales de précautions pour les éviter ou s'en prémunir.

III. — *Hygiène générale des établissements industriels.*

Conditions d'établissement au point de vue hygiénique des fosses d'aisances, des évacuations d'eaux résiduaires, des distributeurs d'eau potable. — Qualités que doit présenter l'eau potable.

Dispositions de nature à éviter les incendies et à prémunir contre leur propagation.

IV. — *Accidents du travail.*

Notions sur les accidents produits par les machines et mécanismes. — Brûlures, plaies, simples ou contuses. — Plaies par arrachement. —

Munis de leur carte d'identité ils pénètrent dans les ateliers, les manufactures, les magasins ou les boutiques. Ils ont un droit absolu qu'ils peuvent exercer à toute heure du jour et de la nuit s'il s'agit d'établissement où l'on travaille la nuit » (1). Ils peuvent visiter tout le personnel occupé. Ils ont entrée, dit l'article 4 de la loi du

Fractures.

Premiers soins à donner en cas d'accident.

4° **Éléments de mécanique générale et appliquée et précautions à prendre dans l'installation des ateliers.**

1° Notions sommaires sur les objets suivants :

Le levier, la poulie, le plan incliné, le treuil, les mouffles et la vis.

Roulage, déchainage, appareils de levage, monte-charges, freins.

Moteurs hydrauliques, à vapeurs, à gaz, à pétrole, électriques.

Leurs principaux organes. — Principales machines-outils. — Arbres de transmission, courroies, engrenages, embrayages.

2° Généralités sur la combustion. Fours, cheminées.

3° Mesures de protection contre les divers accidents de fabrique et notamment dans l'emploi des machines-outils et de l'électricité dynamique.

Le décret du 10 mai 1902 a été inspiré par la nécessité dans laquelle on se trouvait de modifier le programme des examens, afin de faciliter l'entrée de la carrière aux travailleurs expérimentés : on ne pouvait pas en effet créer des inspecteurs adjoints pris parmi les ouvriers sans une loi spéciale : des projets sont déposés en ce sens devant le Parlement. Mais on a supprimé du programme la partie relative au droit administratif ; les notions du droit spécial sont ramenées à celles indispensables aux officiers de police judiciaire. Quant aux matières qui se rattachent à l'hygiène, à la chimie et à la mécanique industrielle, elles sont remaniées dans un sens plus pratique. On recommande aux correcteurs et aux examinateurs de s'attacher plutôt au côté pratique des sujets qu'aux notions de pure théorie.

(1) Colmart, *De l'inspection du Conseil en France*. — Pour pouvoir pénétrer la nuit dans un établissement industriel : il faut que le travail de nuit soit organisé dans cet établissement ou bien que l'inspecteur ait des indices sérieux sur des contraventions qu'il pourra relever : Cass., 12 juillet 1902, *Bull. Insp. du trav.*, 1902, p. 236.

12 juin 1893, dans les établissements spécifiés à l'article 1^{er} et au dernier paragraphe de l'article 2, à l'effet de procéder aux enquêtes et à la surveillance dont ils sont chargés. »

Aux termes de l'article 5, les contraventions sont constatées par les procès-verbaux des inspecteurs qui font foi jusqu'à preuve contraire. Les procès-verbaux sont dressés en double exemplaire, dont l'un est adressé au préfet du département et l'autre au parquet.

Mais les procès-verbaux des inspecteurs et des inspectrices du travail ne constituent pas le seul mode de constatation des contraventions aux lois sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs. L'article 5, § 3 dit, en effet, « les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux règles du droit commun quant à la constatation et à la poursuite des infractions commises à la présente loi ». Ainsi le ministère public (un commissaire de police chargé de ce service près le tribunal de simple police, le procureur de la République devant le tribunal correctionnel), peut relever toutes les infractions aux règlements que les inspecteurs ne poursuivraient pas ou laisseraient échapper. De même, les officiers de police judiciaire peuvent les constater dans le cas de flagrant délit ou sur mandat d'exercer délivré par un juge d'instruction.

Les inspecteurs peuvent aussi se contenter parfois d'un simple avertissement en ce qui concerne l'application des règlements d'administration publique prévus par l'article 3 de la loi du 12 juin 1893. Avant de dresser procès-verbal ils doivent *mettre les chefs d'industrie en demeure* de se conformer aux prescriptions ordonnées : on a voulu donner aux chefs d'ateliers toutes garanties nécessaires. « Cette mise en demeure sera faite par écrit sur le regis-

tre de l'usine, elle sera datée et signée, indiquera les contraventions relevées et fixera un délai à l'expiration duquel ces contraventions devront avoir disparu. Ce délai ne sera jamais inférieur à un mois. »

Cette mise en demeure présente pour le chef d'usine des avantages ; il peut soumettre la question au ministre du commerce qui a le pouvoir d'accorder un délai plus ou moins long, mais qui ne peut dépasser dix-huit mois : en tout cas, il faut qu'il s'agisse de transformations importantes portant par exemple sur le gros œuvre de l'usine : du reste, le délai ne sera pas accordé sans un avis conforme du comité des arts et manufactures.

La question de la mise en demeure a soulevé une difficulté, on s'est demandé si elle était toujours nécessaire ; les conditions de recevabilité de la poursuite pouvaient, en effet, paraître ne pas devoir toujours être les mêmes, suivant qu'il s'agit de contraventions dressées en vertu de la loi du 2 novembre 1892 ou de celle du 19 juin 1893, cette dernière indiquant seule la nécessité d'une mise en demeure préalable de l'inspecteur. Il y a un grand intérêt à prendre parti dans le débat, surtout si l'on rappelle que la majorité des auteurs, suivant en cela l'opinion professée par la commission supérieure du travail et consacrée par de nombreux arrêts, admettent la non-abrogation de la loi de 1892, le maintien de ses prescriptions et des règlements qui les complètent, même en ce qui concerne les établissements industriels employant des enfants ou des femmes (1).

(1) Disons tout de suite que l'intérêt de la discussion est surtout théorique : car, en pratique, les inspecteurs dressent rarement une contravention sans avoir prévenu les directeurs d'usine ou sans leur avoir adressé une mise en demeure.

M. Pic fait remarquer, que même en admettant que la loi de 1892 ait été abrogée par celle de 1893 dans ses dispositions concernant l'hygiène et la sécurité, il serait difficile de soutenir que tout procès-verbal dressé pour contravention « aux prescriptions formulées concurremment par les deux lois », devrait à peine de nullité être précédé d'une mise en demeure. Mais il a soin d'abord de montrer que la loi de 1892 a eu pour but principal la protection des faibles, que la loi de 1893 a pu le compléter sur certains points, notamment en imposant l'aménagement hygiénique des ateliers dans lesquels travaillent des femmes et des enfants; mais que rien ne démontre l'intention du législateur de l'abroger ou de la modifier. Les deux lois restent donc en vigueur et les contraventions seront dressées en vertu de l'une et de l'autre. Lorsqu'il s'agira d'un procès-verbal fait en considération des prescriptions de la loi de 1892, la mise en demeure ne sera pas nécessaire avant la poursuite : 1° parce que nous sommes ici sous l'empire du droit commun et que dans ce cas le ministère public poursuit *de plano* sans avis préalable; 2° parce que telle a été la volonté du législateur : les travaux préparatoires et la circulaire du 27 mars 1894 le prouvent suffisamment. S'il s'agit de poursuite intentée en vertu de la loi de 1893, la mise en demeure sera nécessaire (1).

Les inspecteurs du travail prescrivent aussi des mesures de salubrité et de sécurité à prendre dans les ateliers de

(1) Cass., 28 mai 1896, 12 juin 1896, 8 et 29 janvier, 27 février, 2 avril 1897, D. 1900.1.241, et la note dans laquelle M. Pic discute longuement la question. La solution adoptée par l'auteur et par la jurisprudence est intéressante à noter; elle permet aux inspecteurs de mieux faire observer les prescriptions légales en poursuivant plus rapidement les infractions commises.

famille « si le travail s'y fait à l'aide de chaudières ou de moteurs mécaniques, ou si l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres » (art. 1^{er} de la loi de 1892). L'article 2 permet aux inspecteurs de pouvoir requérir un examen médical de tous les enfants au-dessous de 16 ans pour constater si le travail dont ils sont chargés excède leur force ; ils décident ensuite, conformément à l'avis du médecin, s'il y a lieu d'exiger leur renvoi de l'établissement.

Les inspecteurs du travail ont aussi une autre mission : en dehors de la surveillance qu'ils doivent exercer, ils doivent établir la statistique des conditions du travail industriel dans leur région (art. 21, L. 1892). Chaque année, ils doivent fournir des rapports détaillés sur l'application de la loi de 1893 : ils font connaître les accidents dont les ouvriers ont été victimes et leurs causes : enfin ils doivent indiquer les propositions relatives aux prescriptions nouvelles qui seraient de nature à mieux assurer la sécurité du travailleur. Sur les indications qu'ils ont ainsi fournies, un rapport d'ensemble est adressé chaque année par le ministre du commerce au Président de la République française.

4^o *Organisation des commissions spéciales.* — Les inspecteurs sont secondés dans leur tâche par les travaux de la commission supérieure et par ceux des commissions départementales.

La *commission supérieure* organisée par la loi de 1874, mais modifiée par celle de 1892 est composée de neuf membres, dont les fonctions sont gratuites ; elle est établie auprès du ministère du commerce et de l'industrie ; elle comprend deux sénateurs, deux députés élus par leurs collègues et cinq membres nommés pour une période de

quatre ans par le Président de la République. Cette commission a pour objet de veiller à l'application de la loi : elle donne son avis sur les règlements d'administration publique nécessaire à l'exécution des lois et elle détermine les conditions d'admissibilité des candidats à l'inspection divisionnaire et départementale et le programme des épreuves formant le concours qu'ils auront à subir.

Les commissions départementales n'ont plus depuis 1892 un rôle purement consultatif : constituées par les conseils généraux, elles sont chargées de présenter sur l'exécution de la loi et les améliorations, dont elle serait susceptible des rapports qui seront transmis au ministre et communiqués à la commission supérieure. Elles ont remplacé les commissions locales organisées par la loi de 1874, et qui n'étaient composées que des principaux chefs d'industrie dans chaque département. Dans ces conditions, les inspecteurs chargés de surveiller les industriels se trouvaient eux-mêmes soumis aux décisions de ces industriels ; on se rendit vite compte de l'inutilité d'une telle commission et du peu de résultats obtenus. On a donc supprimé cette ancienne commission départementale, on aurait peut-être pu la conserver, mais il aurait fallu la transformer en modifiant sa composition. Si l'on y avait introduit des ouvriers, des syndicats, des conseillers prud'hommes, ces commissions auraient sans doute été très utiles.

Les *commissions départementales* qui existent aujourd'hui sont nommées par les conseils généraux : mais certaines personnalités en sont membres de droit, par exemple les inspecteurs divisionnaires et départementaux, les président et vice-président du conseil des prud'hommes du chef-lieu ou du principal centre industriel du département et s'il y a lieu l'ingénieur des mines.

A côté des commissions départementales, la loi de 1892 dans son article 25, a institué dans chaque département, des *comités de patronage* organisés par le conseil général. Ceux-ci ont surtout pour objet : 1° la protection des apprentis et des enfants employés dans l'industrie ; 2° le développement de leur instruction professionnelle.

B. — *Mesures répressives.*

La sanction pénale a été prévue également par les lois de 1892 et de 1893 et le chef d'industrie, à la suite d'une contravention relevée par l'inspecteur ou le ministère public sera assigné, se verra poursuivi devant le tribunal de simple police ou devant le tribunal correctionnel suivant les cas.

En principe, c'est le propriétaire de l'établissement industriel qui est responsable ; mais souvent il ne pourra être condamné qu'à des dommages et intérêts, parce que les délits reprochés auront été commis par le directeur et le gérant de l'usine plus spécialement chargés de faire exécuter les prescriptions légales dans leurs ateliers ; ces derniers seuls seront alors passibles d'une condamnation pénale.

1° *Tribunaux compétents et pénalités applicables.* — Lorsque des contraventions ont été relevées à la charge d'un établissement, l'affaire est portée devant le tribunal de simple police (art. 26, loi du 2 novembre 1892 ; art. 7 de la loi du 12 juin 1893 et 4 de la loi du 31 novembre 1900). Dans tous ces cas l'amende sera prononcée autant de fois qu'il y aura de contraventions relevées. Chaque délit entraîne une amende de 5 à 15 francs. L'amende sera infligée autant de fois qu'il y aura de personnes employées en violation des règlements. De même dans le cas où un

patron commet plusieurs contraventions relativement à un seul enfant ; par exemple s'il l'emploie alors qu'il n'a pas 13 ans et à des travaux permis seulement à des travailleurs âgés d'au moins 16 ans, il commet plusieurs délits qui seront tous punis.

L'article 7 de la loi de 1893 a cependant décidé que le chiffre des amendes ne devrait pas dépasser 200 francs ; c'est là une différence avec la loi de 1892 puisque celle-ci ne fixait pas de maximum.

C'est le jugement de condamnation qui fixe, aux termes de l'article 7 de la loi de 1893, le délai dans lequel les travaux de sécurité et de salubrité imposés par la loi et par les règlements d'administration publique seront exécutés. S'il arrive qu'après une condamnation prononcée ces mesures de sécurité ne soient pas exécutées dans le délai fixé par le jugement qui a statué, un nouveau procès-verbal sera dressé, mais cette fois, dit l'article 8, ce ne sera plus le tribunal de simple police qui restera compétent. La juridiction correctionnelle sera saisie de l'affaire et elle pourra ordonner après une nouvelle mise en demeure restée sans résultat, la fermeture de l'établissement. C'est là, certes, une mesure grave, cette sanction administrative est nécessaire cependant en présence de la mauvaise volonté montrée par le chef d'industrie dans certains cas, heureusement assez rares. Le patron peut naturellement faire appel, mais alors l'affaire doit venir de suite à l'audience et la Cour d'appel statuera d'urgence.

Les lois de 1892, 1893 et 1900 ont voulu aussi punir sévèrement les industriels qui tenteraient de s'opposer à la visite des inspecteurs. Ceux qui auront mis obstacle à l'accomplissement de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans

les établissements industriels en rendant impossible la surveillance des inspecteurs, seront punis d'une amende de 100 à 500 francs (art. 29). L'article 12 de la loi de 12 juin 1893 et l'article 7 de la loi de 1900 punissent de la même amende tous ceux qui auront résisté à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur. Il est bien entendu que les dispositions du Code pénal qui prévoient les actes de rébellion et de résistance aux agents de la force publique restent, en outre, applicables. L'article 12 a, du reste, soin de le dire. « Les dispositions du Code pénal qui prévoient et répriment les actes de résistance, les outrages et les violences contre les officiers de la police judiciaire, sont en outre applicables à ceux qui se rendent coupables de faits de même nature à l'égard des inspecteurs. » — Voy. Dalloz, *Code pénal annoté*, art. 209 et s., 222 et s., *Outrage et rébellion*.

2° *Récidive*. — Lorsqu'il y a récidive les peines prononcées contre les délinquants sont plus élevées. La loi de 1892 (art. 27) dit : « En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 16 à 100 francs. » Ainsi l'amende est plus élevée et le délit est de la compétence du tribunal correctionnel. L'article 9 de la loi de 1893 prend la même disposition, permet au tribunal de prononcer une peine de 50 à 500 francs d'amende, mais elle ajoute que la totalité des amendes ne pourra dépasser 2.000 francs.

Quelles conditions sont exigées pour qu'un contrevenant soit déclaré en état de récidive ? La loi de 1892 et celle de 1893 ont pris soin de les indiquer : un chef d'industrie sera considéré comme récidiviste lorsqu'il aura été frappé d'une première condamnation pour des contraventions identiques dans les douze mois qui ont précédé le fait qui

est l'objet de la poursuite. La pénalité est encore plus élevée pour les industriels poursuivis en cas de récidive pour s'être opposés à l'accomplissement des devoirs des inspecteurs : la peine peut aller de 500 à 1.000 francs ; mais comme elle est très rigoureuse et qu'il fallait aussi ménager les industriels qui aident surtout à la constitution de la richesse d'un pays, la loi admet qu'elle pourra être atténuée par l'admission de circonstances atténuantes : on appliquera donc ici les dispositions contenues dans l'article 463 du Code pénal, mais cependant dans aucun cas l'amende ne pourra être inférieure à 5 francs pour chaque contravention.

Les infractions visées par la loi du 12 juin 1893 ont, comme celles punies par la loi de 1892, le caractère de délits contraventionnels ; par conséquent, les délinquants ne sauraient exciper de leur bonne foi pour éviter la condamnation encourue : cette bonne foi ne peut faire disparaître le délit. Il y a cependant une exception à ce principe : elle vise le cas où le patron aurait été induit en erreur par l'enfant ou les parents de l'enfant qui lui auraient produit un livret ou des certificats contenant des mentions inexactes. « Toutefois, dit l'article 26, § 2, la peine ne sera pas applicable si l'infraction à la loi a été le résultat d'une erreur provenant de la production d'actes de naissance, livrets ou certificats contenant de fausses énonciations ou délivrés pour une autre personne. »

3° *Affichage et insertion du jugement.* — L'affichage du jugement condamnant un patron pour les infractions aux lois et règlements sur l'hygiène et la sécurité des ouvriers peut être ordonné par le tribunal correctionnel, mais il faut des circonstances particulièrement graves, et cet affichage n'aura lieu que dans le cas de récidive. Il en est de

même pour l'insertion du jugement dans un ou plusieurs journaux aux frais du contrevenant (L. du 2 nov. 1892, art. 28). La loi de 1900 a repris la même disposition, parce qu'il est essentiel que les intéressés soient au courant des pénalités qui seront la sanction des infractions commises.

SECTION IV. — Résultats de cette législation.

Pour apprécier la valeur de cette législation et pour bien comprendre les lacunes qu'il reste à combler, il est nécessaire de dire quelle a été l'œuvre des inspecteurs du travail en présence des lois de 1893 et de 1900.

1^o *L'œuvre des inspecteurs du travail et les lois de 1892, 1893 et de 1900.*

On remarque tout d'abord, surtout en étudiant le décret du 10 mars 1894 pris en exécution de la loi du 12 juin 1893, que cette loi est chaque jour de mieux en mieux observée. L'hygiène générale des ateliers : les conditions hygiéniques du travail, l'hygiène individuelle des travailleurs ont fait des progrès remarquables sous la surveillance de plus en plus étroite des inspecteurs du travail. Sans doute, pendant les premières années le progrès a été peu sensible parce que l'inspection organisée par la loi de 1892 laissait à désirer au point de vue du fonctionnement et du personnel. Cependant, dès 1894, époque à laquelle étaient pris les règlements sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, de nombreux avertissements furent donnés aux chefs d'usines : pendant toute cette année on ne dressa point ou très peu de procès-verbaux. L'explication de cette absence de contravention est fort simple : la commission supérieure avait décidé que ce laps de temps serait considéré comme

une période de transition : on ne voulait point brusquement poursuivre les directeurs d'établissements. Du reste, la plupart des mesures ordonnées demandaient un délai assez long pour l'exécution de dispositions nouvelles à prendre. Quant à celles qui pouvaient être observées sans réparation aucune des ateliers, elles l'étaient déjà en fait pour une bonne partie des patrons dans les industries où ceux-ci avaient compris qu'il était de leur intérêt de conserver leurs ouvriers en bonne santé et de les protéger autant que possible contre les dangers résultant pour eux de l'introduction des machines dans les ateliers.

Dès l'année 1895, la commission supérieure constate le fonctionnement assez régulier du service d'inspection ; mais dès cette époque on s'aperçoit qu'il est nécessaire que les visites des inspecteurs soient faites à l'improviste et qu'elles soient fréquentes. On reconnaît qu'il est inutile de continuer l'inspection dans une région après une première visite, parce que les patrons s'avertissent mutuellement de la présence de l'inspecteur. Cependant les inspecteurs reprochent déjà aux juges de paix d'être animés d'un trop grand esprit de conciliation et d'hésiter à prononcer le montant de l'amende prévue.

Depuis 1896, la commission supérieure se félicite chaque année des résultats obtenus ; les inspecteurs déploient partout une grande activité et de nombreux abus sont réprimés. Les ouvriers expriment leur satisfaction de se sentir protégés ; de même les femmes et les enfants ; cependant les inspecteurs se plaignent encore ; ils trouvent dérisoires les condamnations prononcées par les tribunaux et les juges de paix de leur circonscription ; ils redoutent que cette indulgence ne soulève de nouvelles difficultés, et ils déclarent qu'elle n'est pas faite pour déterminer le

respect et l'obéissance aux lois ni pour accroître l'influence morale des inspecteurs.

Ces plaintes sont exagérées, sans doute, surtout quand elles visent les tribunaux correctionnels ou les Cours d'appel ; on ne peut pas, comme le faisait en 1896 l'inspecteur de la quatrième circonscription, reprocher à un tribunal d'acquitter un prévenu lorsque le délit qui lui est reproché n'est pas certain ou lorsqu'il a été constaté dans des circonstances ne permettant pas aux juges de se former une conviction suffisante. Mais il ne faut pas aller trop loin, les inspecteurs trouveront toujours auprès de l'autorité administrative et de l'autorité judiciaire l'appui moral qui leur est nécessaire ; cependant il faut avant tout que les procès-verbaux soient dressés d'une façon régulière. Lorsque ceux-ci sont irréguliers le procureur de la République, le commissaire spécial, ministère public près le tribunal de simple police, ne peuvent que classer sans suite les affaires qui leur sont soumises ou conclure à un acquittement.

On peut reprocher aux inspecteurs eux-mêmes d'avoir été au début mal préparés à cette tâche délicate : il nous a été donné de nous en rendre compte par le peu de cas que les industriels faisaient de leurs observations parce qu'elles n'étaient pas fondées, ou bien parce que l'on exigeait d'eux des réformes inutiles ou impraticables.

Heureusement aujourd'hui les garanties exigées des inspecteurs ; les notions de droit pénal qu'ils possèdent les rendent plus aptes à remplir leurs fonctions : ils sont du reste plus nombreux : on a voté récemment les crédits nécessaires pour la création de nouveaux postes. Il est à souhaiter que l'Etat obtienne des compagnies de chemins de fer le parcours gratuit pour les inspecteurs du travail

et dans leurs circonscriptions respectives : c'est pour nous le seul moyen d'assurer un contrôle efficace et fréquent.

Dès aujourd'hui, le rapport du ministre du commerce et de l'industrie indique que les prescriptions d'hygiène relatives au nettoyage du sol, au jointoiment des pavés, à l'assainissement des locaux, sont exactement respectées. Des cabinets d'aisance sont établis partout : les ouvriers ont pour travailler un cube d'air suffisant. Les ateliers sont bien aérés : l'évacuation des poussières et des gaz incommodes, insalubres ou toxiques se fait de mieux en mieux ; enfin les ouvriers ne sont plus admis à prendre leurs repas dans les manufactures ou dans les usines. Depuis un décret du 14 juillet 1901 les industriels sont également tenus de chauffer convenablement leurs ateliers pendant l'hiver.

Les mesures de sécurité sont également appliquées : des améliorations sensibles se développent chaque jour : et on peut dire que les ouvriers sont aujourd'hui protégés contre tous les organes dangereux des machines. Le rapport du ministre fait connaître qu'en 1901 les moteurs non isolés sont de très rares exceptions. En 1900, il a suffi de 779 mises en demeure pour supprimer à peu près cette cause d'insécurité, et dans le cours de la même année 596 mises en demeure faites antérieurement ont été reconnues exécutées.

Ce sont surtout les petites industries qui ont été prises en défaut.

Le ministre signale cependant que, en ce qui concerne les échafaudages, la loi n'est pas toujours appliquée : la commission supérieure du travail étudie, du reste, une modification à apporter au décret de 1894 qui ne permet pas d'exiger l'établissement de garde-corps rigides.

Les monte-charges sont construits conformément aux prescriptions de l'article 11 ; on signale 293 mises en demeure pour l'année 1900 : en 1899, 339 avaient été faites et se trouvent aujourd'hui exécutées.

Toutes les autres recommandations signalées sont observées assez régulièrement.

En somme, la loi du 12 juin 1893 a déterminé dans l'industrie française un mouvement sérieux dans le sens de la transformation hygiénique des installations industrielles, mouvement d'ailleurs secondé par l'initiative de plusieurs associations puissantes, au premier rang desquelles il convient de mentionner l'Association des industriels de France. Celle-ci soumet tous les chefs d'industries qui adhèrent à ses statuts, à des règlements très sévères qui ont réduit de près de moitié la moyenne habituelle des accidents professionnels (1).

La loi du 29 décembre 1900, appliquée depuis le 28 février 1901 a donné aussi de bons résultats, elle n'a pas soulevé de sérieuses difficultés d'exécution. Les commerçants n'auraient, du reste, pas pu s'opposer au mouvement d'opinion auquel elle répondait. On signale très peu de contraventions. Les directeurs de magasins ont donc compris qu'il était nécessaire de doter leur personnel féminin d'un nombre de sièges égal à celui des vendeuses occupées.

Le ministre du commerce conclut en se montrant satisfait du service de l'inspection qui est cependant très chargé, et il ajoute : « Les prescriptions relatives à la sécurité dont l'application intéresse indirectement les patrons en mettant en jeu leur responsabilité, sont naturel-

(1) Périssé, *L'Association des industriels de France contre les accidents du travail, Réforme sociale* de 1897, II, p. 533 ; *Questions pratiques*, 1900, p. 8.

lement celles qui ont été jusqu'à ce jour et qui resteront à l'avenir les moins discutées. » Il fait remarquer que des améliorations notables ont été apportées à l'hygiène générale, mais qu'il reste beaucoup à faire pour remédier aux causes de danger particulières à certaines industries : « Ce programme est vaste et les difficultés que rencontrera son exécution sont nombreuses. Ce n'est donc que progressivement et en évitant d'apporter un trouble profond dans les industries qui, jusqu'à ce jour n'avaient connu aucune contrainte, que les améliorations nécessaires pourront être apportées à l'état de choses actuel. »

2° *Lacunes de notre législation.*

Elles sont encore nombreuses ; nous grouperons nos explications sur ce point et nous nous arrêterons : 1° sur l'absence de protection des femmes accouchées ; 2° sur l'extension à donner à la loi générale du 12 juin 1893.

Absence de protection des femmes enceintes ou nouvellement accouchées. — La protection de la femme doit être assurée lorsqu'elle est célibataire, mais elle ne doit pas être négligée lorsqu'elle est en ménage. Il faut, en effet, permettre à la femme de s'occuper avec plus de soin de l'entretien et de l'éducation des enfants : il faut lui éviter les travaux trop longs et trop pénibles et dangereux pour sa santé : enfin il faut tenir compte qu'un bon état de santé physique de la femme aura une heureuse influence sur la constitution de l'enfant à naître.

De toutes les lois protectrices que nous connaissons, aucune ne s'est occupée des femmes en couches. Lors de la discussion qui a précédé le vote de la loi de 1892, la Chambre des députés s'était montrée favorable à un projet de réglementation proposé par le gouvernement en 1886 :

elle avait admis le principe de l'obligation pour le patron de laisser reposer l'ouvrière pendant quatre semaines après son accouchement, et même de lui payer durant ce congé une indemnité journalière. Mais le Sénat ne fut pas du même avis : il repoussa toute mesure concernant l'interdiction du travail pour les femmes en couches. La question fut donc remise, et il est regrettable qu'elle n'ait point été reprise au moment du vote de la loi de 1893.

Sans doute, on rencontre des propositions de lois relatives à la protection de la mère et de l'enfant nouveau-né, comme celle déposée le 7 mars 1889 par M. Constant Dulau (*J. O.*, 20 juin 1899, ann. n° 789, p. 862). Cette loi serait nécessaire, elle aurait pour but l'organisation de l'assistance, la création de maternités hospitalières, d'asiles, ouvroirs, de maternités secrètes : l'ouvrière profiterait de ces institutions, mais la loi serait générale, elle ne serait pas spéciale aux femmes employées dans l'industrie.

Le besoin de l'intervention du législateur se fait sentir de plus en plus. Les statistiques médicales sont, en effet, effrayantes. « Dans les villes industrielles, de 15 à 20 pour 100 des enfants meurent avant la naissance et 10 pour 100 sont faibles et débiles (1) ». Il a donc fallu étudier la situation faite à la femme enceinte, l'influence du surmenage dans les usines, les manufactures, etc. A la conférence de Berlin, M. Jules Simon déposa un vœu ainsi conçu : « Les femmes accouchées ne peuvent travailler que quatre semaines après l'accouchement. » La plupart des nations ont pris des mesures en conséquence. La France n'a encore rien fait. Il y a bien eu, au Parlement, des projets comme ceux de MM. Dulau, Strauss et de M. Dron, mais

(1) Dr Lacassagne, « Le rôle social du médecin », *Questions pratiques*, 1902, p. 97.

ils n'ont pas encore abouti et il est temps de demander pour les femmes enceintes au moins une semaine de repos avant l'accouchement et un mois après celui-ci. Il y a chez nous une lacune dans la loi véritablement inexplicable.

En attendant qu'elle soit comblée, il est juste de faire remarquer que dans certaines usines et dans de grands magasins, les directeurs accordent déjà aux femmes enceintes et accouchées une période de repos qui varie ainsi que quelques légères allocations ; cela se fait notamment dans les grands magasins du Louvre et du Bon-Marché.

L'initiative privée est venue en aide aux femmes des travailleurs en créant les refuges-ouvroirs, en organisant la mutualité maternelle, ou des sociétés de charité maternelle.

Des *Refuges-Ouvroirs* pour les femmes enceintes ou pour des nouvelles accouchées, ont ainsi été créés à Paris : les uns reçoivent toutes les ouvrières indigentes ; d'autres ne reçoivent que les femmes enceintes ou nouvellement accouchées. Ils conservent les premières jusqu'au moment où des voitures d'ambulances municipales viennent les chercher pour les conduire dans un service d'accouchement. Les autres sont gardées pendant quelque temps jusqu'à leur rétablissement.

Les femmes réfugiées là sont réparties entre différents ateliers de couture, de blanchissage, etc., suivant leurs aptitudes ; elles entretiennent et lavent le linge des refuges municipaux. Dans les refuges privés, les femmes sont également employées à diverses occupations compatibles avec leur état de santé ; elles reçoivent même une petite rémunération.

Après l'accouchement, les ouvrières à Paris ne sont donc pas obligées de reprendre leur travail à l'usine ou à l'ate-

lier : elles peuvent rester huit ou dix jours après dans le refuge ouvrier : puis elles trouvent à l'*Asile du Vésinet*, dans le « quartier des nourrices » une véritable maison de convalescence : elles viennent s'y reposer un mois environ, reprennent des forces : puis s'habituent à soigner leurs enfants.

La *mutualité maternelle* a donné aussi d'excellents résultats. Une société a été fondée sous ce nom à Paris par les chambres syndicales de la confection et de la couture : celle des dentelles, broderies et celle de la passementerie, mercerie, boutons et rubans. Elle donne à ses adhérentes au moment de leurs couches, une indemnité suffisante pour qu'elles puissent se dispenser de travailler pendant quatre semaines et elle leur permet de soigner leur enfant pendant un mois. D'après les statuts chaque accouchée reçoit pendant quatre semaines, à dater du jour qui suivra son accouchement, une indemnité de 18 francs par semaine, à la condition qu'elle s'abstiendra de tout travail pendant ces quatre semaines. Des primes de 20 francs sont accordées à toute sociétaire qui allaitera elle-même un enfant : en cas d'accouchement double ou de maladie grave, l'indemnité peut être servie pendant six semaines et portée à 25 francs.

Des *sociétés de charité maternelle*, des sociétés pour la propagation de l'allaitement maternel, des sociétés protectrices de l'enfance s'intéressent également au sort du nouveau-né jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de trois semaines, à partir duquel la mère pourra le porter à la crèche. C'est en effet à la crèche que l'ouvrière, pendant les heures passées à l'atelier ou à la manufacture devra le confier, si elle veut qu'il reçoive des soins dévoués et convenables qu'elle est dans l'impossibilité de lui procurer

elle-même. L'organisation des crèches a été rendue nécessaire depuis l'extension de l'industrie mécanique : il y en a dans presque toutes les villes industrielles : quelques usines et manufactures en possèdent.

3° Nécessité de l'extension de la loi du 12 juin 1893.

La loi du 12 juin 1893 concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs ne vise que les établissements industriels : ses dispositions se rapportent seulement aux employés des manufactures, des fabriques, des usines, des chantiers, des ateliers de tout genre et de leurs dépendances. Cette nomenclature limitative nous montre de suite que plusieurs catégories de travailleurs échappent encore aujourd'hui d'une façon absolue à la protection de la loi.

Sans parler des ouvriers agricoles que nous retrouverons plus loin, ni des domestiques et des gens de service, des ouvriers employés dans les entreprises de transport par voie de terre de fer, et par eau, des ouvriers employés dans les ateliers de famille sous l'autorité, soit du père, de la mère ou du tuteur, il est deux catégories de travailleurs qui ont plus particulièrement attiré l'attention des économistes et du législateur.

Ce sont : 1° les ouvriers employés dans les petites industries de l'alimentation telles que les boulangeries, les pâtisseries, les charcuteries et les restaurants, toutes les fois qu'il n'est pas fait usage d'appareils mécaniques ; 2° les employés de commerce.

Pour les industries de l'alimentation en effet, elles avaient tout d'abord été soumises à la visite des inspecteurs du travail qui se rendaient régulièrement dans les ateliers et les laboratoires de ces établissements. Ils avaient :

du reste, trouvé là comme ailleurs des abus. Leurs rapports avaient signalé plus d'une fois les conditions déplorables de l'hygiène des locaux dans lesquels on logeait et on faisait coucher les apprentis et les ouvriers, car il y avait vraiment matière à intervention. Ces locaux sont toujours situés dans les villes et les agglomérations urbaines où les loyers sont très chers : les patrons payent un prix très élevé pour les magasins et les boutiques qui ne sont pour la plupart accompagnés que d'une soupente. Les conditions sont donc défavorables et depuis longtemps déjà on l'avait compris, puisque M. Waddington, dans le rapport qu'il présentait à la Chambre des députés le 13 décembre 1887 sur le projet de loi devenu la loi du 2 novembre 1892, déclarait que c'était dans les boutiques, les magasins où la fabrication et le travail se confondent avec la vente et le commerce que se produisaient les plus graves abus. Il avait montré que le séjour prolongé dans un magasin ou dans une pièce attenant à la boutique ou servant d'atelier de confection était plus nuisible à la santé des jeunes ouvriers que le travail dans les usines et la grande industrie. L'espace était trop restreint, l'aération était souvent défectueuse et ce milieu malsain entraînait pour la santé des conséquences désastreuses. Il avait compris enfin que la loi de 1874 avait eu tort de viser seulement les fabriques, les usines, les chantiers et les ateliers : il aurait donc voulu faire rentrer dans celle de 1892 les boutiques et les magasins : mais l'on ne put pas s'entendre, et comme la question traînait en longueur depuis 1879, la commission décida de laisser de côté les industries de l'alimentation et d'apporter immédiatement une solution pratique à la question soumise au législateur.

Du reste, le Conseil d'Etat avait déclaré par deux avis,

l'un du 29 juin 1893 (1), l'autre du 22 mai 1894, que l'on ne pouvait considérer comme se livrant à un travail industriel les ouvriers employés dans les petites industries de l'alimentation mais qu'il fallait, au contraire, les assimiler aux employés de commerce ou aux professions se rattachant à la vie domestique.

Dans ces conditions, en présence des lois de 1892 et de 1893 et des avis du Conseil d'Etat, il est évident que les mesures d'hygiène et de sécurité ne peuvent être appliquées à ces ouvriers.

Cependant des plaintes se sont élevées (2) : déjà, en 1893, l'Office du travail avait publié une enquête montrant l'absence de toutes précautions dans ces industries : de nouveau, en 1899, le ministre du commerce invita les inspecteurs divisionnaires à faire connaître s'il ne conviendrait pas d'étendre à ces ouvriers l'application de la loi du 12 juin 1893 : immédiatement tous ont été de l'avis d'une semblable mesure.

Dans certaines circonscriptions même les rapports indiquaient que la situation était telle qu'elle demandait un remède immédiat : ainsi l'enquête faite à Bordeaux sur les conditions de salubrité des ateliers de panification. « Presque tous ces ateliers (constate le rapport de l'inspecteur divisionnaire de la 8^e circonscription) sont situés

(1) La solution admise par le Conseil d'Etat était du reste très discutable ; car on est obligé d'aller très loin pour soutenir que les commerces de boucheries, charcuteries, pâtisseries, auberges, restaurants et hôtels n'impliquent pas de transformations industrielles, et qu'ils ne sont pas des industries. Les lois allemande, anglaise, américaine, etc., avaient été plus pratiques et plus justes.

(2) V. un rapport du Président de l'Union fraternelle des employés de commerce et d'industrie de Lyon, à la suite de l'Exposition universelle de 1900 (*Questions pratiques de législation ouvrière*, 1901.2.129).

au sous-sol et mal ventilés. Beaucoup ne possèdent pas de lieux d'aisances et c'est le sol de la cave qui absorbe les excréments ; les apprentis pâtisseries et restaurateurs partagent habituellement leur lit soit avec un apprenti, soit avec un ouvrier ; les chambres dans lesquelles ils couchent sont des plus exigües. Nous en avons trouvé qui ne présentaient que 6 à 7 mètres de surface, et 10 mètres cubes d'air. » De même à Paris, l'inspecteur de la 1^{re} circonscription déclare que dans les pâtisseries et les charcuteries les cuisines et les laboratoires sont souvent installés dans des conditions qui ne laissent aucune place à l'hygiène ; l'aération insuffisante, leur peu d'espace les rendent inévitablement insalubres.

Ces constatations, que l'on ne saurait évidemment exagérer ni généraliser, ne pouvaient laisser le Conseil supérieur du travail indifférent. Du reste, les pouvoirs publics étaient saisis de la question. Des protestations individuelles avaient été envoyées par les ouvriers intéressés ; en 1893, ils adressèrent des réclamations collectives. En 1898, une pétition portant 28.000 signatures fut envoyée au Parlement, et enfin, en 1900, tous les syndicats d'ouvriers pâtisseries, cuisiniers, confiseurs, ont adhéré au congrès tenu à Paris et ont réclamé l'application de la loi de 1893 à leur profession.

Les employés de commerce, à leur tour, ont voulu bénéficier des dispositions légales relatives à l'hygiène et à la sécurité ; ils se sont défendus ; ils ont montré combien ils travaillaient dans des conditions d'hygiène défavorables, dans des locaux malsains souvent privés d'air et de lumière. Ils se sont plaints avec juste raison que l'on n'ait pas encore obligé les directeurs des magasins à prendre les précautions nécessaires pour l'évacuation des

poussières qui se dégagent de la manipulation des étoffes ou de diverses autres marchandises.

Aussi dès l'année 1900, le ministre du commerce et de l'industrie priait le Conseil supérieur du travail d'étudier la question éventuelle de l'application de la loi du 12 juin 1893 à ces deux catégories de travailleurs. On a fait une grande enquête : une commission spéciale a été nommée pour entendre d'une part, les réclamations des ouvriers des industries de l'alimentation et celles des employés de commerce de l'autre ; elle a été chargée aussi de noter les protestations des patrons et de rechercher les inconvénients qui pourraient résulter de nouvelles mesures. La question ainsi étudiée a été soumise au Conseil supérieur du travail qui a émis les vœux suivants relatifs à l'extension de la loi du 12 juin 1893 :

« Que les commissions départementales d'hygiène soient appelées à prêter leur concours aux inspecteurs du travail, de manière à soulager le Comité consultatif des arts et manufactures ;

« Que l'article 1^{er} de la loi du 12 juin 1893 soit ainsi libellé :

« Sont soumis aux dispositions de la présente loi les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers, laboratoires, cuisines, caves et chais, bureaux, magasins, boutiques, arrière-boutiques et leurs dépendances, et, en général, les établissements de tous ordres, industriels et commerciaux.

« Dans les dépendances sont compris les dortoirs, réfectoires et cuisines du personnel, ainsi que les terrains et emplacements sur la voie publique affectés aux ventes et étalages extérieurs.

« Toutes les dispositions de la loi du 12 juin 1893 et les

décrets subséquents visant les établissements industriels, les chefs d'industrie et les ouvriers, sont applicables, sauf les dérogations, expressément prévues, aux employés et ouvriers de toutes catégories, occupés dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} de la loi.

« Dans les établissements où tout ou partie du personnel est logé, à l'exception des ménages qui doivent avoir une chambre distincte, les pièces à usage de dortoir ne peuvent contenir que des personnes d'un même sexe disposant chacune d'une literie et d'un meuble ou placard propre à y ranger leurs effets. Les lits doivent être séparés les uns des autres par des cloisons d'au moins deux mètres de hauteur. Les chambres et dortoirs doivent être distincts et séparés des locaux affectés au travail ; ils doivent être librement accessibles à ceux qui y sont logés.

« Il y a lieu de compléter l'article 5 du décret du 10 mars 1894, en y vérifiant le cube d'air minimum que doivent avoir les dortoirs et chambres à coucher affectés au personnel.

« Dans les établissements commerciaux de tous genres, il est interdit d'employer à la surveillance ou à la vente aux étalages extérieurs, des enfants de moins de 18 ans. Pour les adultes, une addition au décret du 10 mars 1894 fixera les conditions et la durée maximum de leur présence consécutive aux étalages extérieurs. »

Ces vœux ont été adoptés par tous les membres du Conseil supérieur du travail ; dans ces conditions, l'accord semble s'être fait entre les patrons et les travailleurs puisqu'ils sont tous d'avis que l'on doit assujettir les petites industries de l'alimentation et du commerce à la loi du 12 juin 1893. C'est du moins ce qui semble résulter de la délibération par laquelle la Chambre de commerce de Paris

a adopté, le 19 juin 1901, les conclusions du rapport qui approuvait la proposition de loi de M. Groussier, député, ayant pour objet d'étendre à tous les ouvriers et employés des deux sexes les dispositions de la loi de 1893.

Les délibérations des commissions départementales qui se sont occupées des modifications à apporter à la loi de 1893 sont favorables à cette mesure, notamment celles de la Charente-Inférieure, du Cher, du Tarn, du Gers, de la Gironde, etc. (1).

Il nous reste maintenant à faire connaître les dispositions du projet de loi qui tend à donner satisfaction aux intéressés.

Projet de loi portant modification de la loi du 12 juin 1883, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels (Protection des employés de magasins).

PROJET DE LOI.

ARTICLE PREMIER. — Les articles 1^{er}, § 1 ; 2, § 4 et 5 de la loi du 12 juin 1893, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article premier, § 1^{er}. — Sont soumis aux dispositions de la présente loi, les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers, laboratoires, cuisines, caves et chais, magasins, boutiques, bureaux, entreprises de chargement et de déchargement, et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

(1) V. *Bull. off. du travail*, 1902, p. 55.

Art. 2, § 4. — Les dispositions qui précèdent sont applicables aux théâtres, cirques et autres établissements similaires où il est fait emploi d'appareils mécaniques.

Art. 3. — Des règlements d'administration publique rendus après avis du comité consultatif des arts et manufactures détermineront :

1° Les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacuation des poussières, vapeurs, les précautions à prendre contre les incendies, etc. ;

2° Au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières relatives soit à certaines professions, soit à certains modes de travail seront ordonnées.

Le Comité consultatif d'hygiène publique de France sera appelé à donner son avis en ce qui concerne les règlements généraux prévus sous le n° 1 du présent article.

ART. 2. — La présente loi sera applicable trois mois après la date de sa promulgation.

Ce projet est accompagné des principales dispositions analogues qui ont été prévues par les législations étrangères ayant déjà protégé les employés de commerce et de magasin :

Autriche, loi du 8 mai 1885.

Nouvelle-Zélande, loi de 1894.

Angleterre, lois de 1878 et du 6 juillet 1895.

New-York, loi du 13 mai 1897.

Pensylvanie, loi du 27 mai 1897.

Missouri, loi du 29 mai 1899.

Belgique, loi du 2 juillet 1899.

Allemagne, loi du 30 juin 1900.

Le texte de ce projet était conforme aux desiderata des employés des petites industries de l'alimentation (boulangeries, pâtisseries, restaurants), et des magasins dans lesquels il n'est pas fait usage d'appareils mécaniques. C'est pourquoi, lorsqu'il fut soumis au vote de la Chambre, il fut adopté sans discussion dans la séance du 6 février 1902 (1).

Le Sénat n'a pas encore statué, mais il est fort probable qu'il lui donnera également l'unanimité de ses suffrages ; la réforme étendra les pouvoirs des inspecteurs qui pourront ainsi être appelés à contrôler les établissements commerciaux de toute nature aussi bien que les établissements industriels. Ce sera au moins un moyen de diminuer le nombre des réclamations formulées à juste titre par les employés de commerce et d'industrie (2).

(1) *Doc. parlam.*, 16 janvier 1902, n° 2875.

(2) *Questions pratiques*, « L'employé de commerce et d'industrie ». Rapport de M. Besse, 1901, p. 129, 169.

CHAPITRE II

INDUSTRIES DES MINES, MINIÈRES ET CARRIÈRES : IMPORTANCE DE
CES EXPLOITATIONS. — APERÇU HISTORIQUE DE L'INTERVENTION
DE L'ÉTAT.

En traitant dans un chapitre spécial de la réglementation à laquelle sont soumises les exploitations minières nous avons voulu marquer l'intérêt particulier que le législateur a montré de bonne heure pour l'hygiène, la sûreté des travailleurs de ces industries : mais volontairement nous consacrerons peu de temps aux ouvriers mineurs, voulant ici éviter de reprendre un sujet qui a été sinon épuisé, du moins très longuement et très souvent étudié (1).

A Rome, comme en Grèce, on se préoccupait peu de l'hygiène et de la sécurité des ouvriers mineurs. Si les empereurs ont eu quelque sollicitude pour les *metallarii* la condition de ces derniers reste cependant toujours misérable. Les condamnés formaient, du reste, la plus grande partie de ces travailleurs avec les esclaves et les affranchis. Le régime intérieur des mines devait être fort dur : Tacite ne rapporte-t-il pas que les Calédoniens ré-

(1) V. les ouvrages de MM. Aguillon, *Traité de la législation des mines* ; Féraud-Giraud, *Code des mines* ; Gaillard, *La législation des mines* (étude historique et critique) ; Parenty, *Les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs* ; Dalloz, *Code des lois administratives*, t. III, 2^e partie *Mines*.

voltés contre Rome défendaient héroïquement leur liberté surtout parce qu'ils craignaient d'être un jour occupés dans les mines.

Notre ancien droit est resté lui-même muet sur la question du travail dans les mines : des ordonnances ont réglementé l'exploitation des mines et celle des substances minérales, mais c'est tout. Le législateur s'est du reste décidé bien tard à protéger les ouvriers mineurs, mais plus tôt cependant que les travailleurs des industries manufacturières : il a, pour ainsi dire, attendu que les dangers auxquels ils étaient exposés fussent reconnus inévitables sans une intervention, et il n'a pris de mesures sérieuses que lorsqu'il s'est rendu compte que l'ouvrier et le patron étaient à eux seuls impuissants à entreprendre les réformes à faire.

Dans la législation ancienne, sous l'ancien régime, le souverain avait bien la triple mission : 1° de régler la destination de la propriété souveraine de la mine ; 2° de percevoir un tribut sur les produits obtenus par les exploitations minières ; 3° de surveiller ces exploitations dans leurs rapports avec l'ordre public, la conservation du sol et la sûreté des ouvriers mineurs. Mais cette dernière question préoccupa peu l'autorité supérieure ; on s'intéressa surtout aux deux premières. Il est facile de s'en rendre compte en consultant les principaux actes législatifs de cette époque. Dans les lettres patentes de Charles VI du 30 mai 1413, dans l'ordonnance de Montils-Tours de septembre 1471, dans l'édit de juin de 1601, dans l'édit de février 1822, on s'est arrêté uniquement à ces deux questions.

La législation intermédiaire avec la loi du 28 juillet 1791 continua la série des actes législatifs par lesquels les

gouvernements avaient pris parti sur la question de la propriété des mines ; elle reconnaissait, en effet, que les mines étaient à la disposition de la nation au point de vue de l'exploitation et de la surveillance tout au moins.

Législation actuelle. — La loi très complète du 1^{er} avril 1810 avait naturellement pris parti sur ce débat ; elle avait apporté des restrictions au droit de propriété sur les mines, imposé des charges aux concessionnaires : obligation de payer à l'Etat une redevance fixe et une redevance proportionnelle, à l'inventeur de la mine une indemnité qui peut être considérée comme le prix de la découverte, aux propriétaires de la surface une redevance annuelle et une indemnité en cas d'occupation de leurs terrains pour des travaux de la mine. Mais dans ses dispositions générales, elle a augmenté les mesures relatives à la police et à la juridiction des mines.

La loi a été complétée par différents actes importants, notamment par le décret du 18 novembre 1850, contenant organisation du corps des mines : avant par le décret du 3 janvier 1813. Celui-ci fut rendu à la suite de nombreux accidents survenus dans plusieurs usines du bassin de Rive-de-Gier, dans lequel des inondations se produisaient fréquemment ; il prévoyait de nouvelles dispositions de police sur l'exploitation des mines.

Cependant toutes les mesures que l'administration pouvait prendre en vertu de la loi du 1^{er} avril 1810 risquaient fort de ne pas être respectées parce qu'elles étaient dépourvues de sanction. Pour remédier à ces inconvénients, une loi du 27 avril 1838 vint obliger les concessionnaires à faire les frais de tous les travaux nécessités pour assécher les puits, pour arrêter le progrès des inondations et rendre plus salubres les galeries où travaillent les mineurs.

Depuis cette époque, il faut encore signaler : une ordonnance du 26 mars 1843 déterminant des mesures à prendre dans le cas où l'exploitation d'une mine compromet la sûreté publique ou celle des ouvriers ; et d'autres actes législatifs intéressants, comme la loi du 26 mars 1877 instituant une commission pour l'étude des moyens propres à prévenir les explosions de grisou, ou la loi du 17 juillet 1880 modifiant les articles 50, 70, 81, 82 prescrivant de nouvelles mesures dans le but d'assurer la sécurité publique et la conservation des eaux.

Raisons de cette intervention. — Elles ne nous retiendront pas longtemps, elles sont ici les mêmes que celles invoquées pour la protection dont tous les travailleurs ont besoin d'être entourés dans l'intérêt de la collectivité tout entière.

Si l'Etat a été de meilleure heure plein de sollicitude pour l'ouvrier mineur, c'est précisément parce que celui-ci était exposé à des dangers plus grands.

C'est la loi du 31 avril 1810 qui s'est la première occupée sérieusement de la question des mines : fondamentale en la matière, elle distingue les gisements miniers, les gisements de minières et les gisements de carrières. Elle a pour but de soumettre l'exploitation de ces trois sortes de gisements, à des conditions spéciales et différentes. C'est ainsi que les gisements miniers ne peuvent être exploités qu'en vertu d'une concession ; les gisements de minières en vertu d'une permission ; les gisements de carrières en vertu d'une simple autorisation.

Les conditions de ces exploitations sont surtout intéressantes pour le droit administratif par la situation particulière qui est faite au concessionnaire ; mais le droit industriel ne saurait se désintéresser de la situation faite à l'ouvrier mineur.

L'Etat a donc compris qu'il était non seulement utile, mais indispensable d'essayer : 1° d'assurer la sécurité des travailleurs employés dans les mines en prenant lui-même les mesures de police nécessaires ; 2° de protéger l'ouvrier contre les accidents d'une fréquence et d'une gravité d'autant plus exceptionnelle qu'il est difficile d'en constater les causes lorsqu'ils se sont produits.

I. — *Mesures de police.*

Le décret du 3 janvier 1813 contient les dispositions de police relatives à l'exploitation des mines ; il renferme des mesures destinées à prévenir les accidents, celles à prendre en cas d'accidents arrivés et les dispositions spéciales concernant la police du personnel. Cette législation a été beaucoup modifiée, soit par les lois récentes sur le travail, soit par celles sur la protection du travail des femmes et des enfants. Voyons les règlements concernant l'ouvrier mineur :

Les maîtres mineurs ou chefs particuliers de travaux des mines et minières ne peuvent être employés en cette qualité s'ils n'ont travaillé pendant trois années consécutives comme mineurs, charpentiers, boiseurs ou mécaniciens. Avant 1892, tous les ouvriers devaient avoir un livret : la loi du 2 juillet 1890 l'a supprimé, mais les chefs d'exploitation sont toujours tenus d'avoir un registre d'ordre sur lequel un contrôle exact et journalier sera fait de tous les ouvriers qui travaillent, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des mines, minières ou usines qui en dépendent.

Les usines sont souvent visitées par les ingénieurs chargés de rechercher et faire disparaître toutes les causes pouvant compromettre la sûreté des exploitations ou la

sécurité des ouvriers : ils doivent prescrire toutes les mesures d'entretien et de réparation pouvant se faire immédiatement : ils doivent enfin relever les conditions dans lesquelles les accidents se sont produits, afin de permettre aux magistrats de mieux établir les responsabilités.

Ils doivent aussi faire prendre les mesures propres à prévenir les explosions de grisou, mesures indiquées dans les circulaires ministérielles du 15 novembre 1888 et 28 janvier 1890 : mais les ingénieurs ne peuvent pas prendre de déterminations graves si elles ne sont pas urgentes : ils doivent alors les soumettre au préfet auquel la loi de 1810, article 70, a laissé le pouvoir de statuer surtout lorsqu'il s'agit de mesures d'ensemble.

Le décret de 1813 avait prévu le cas où des personnes étrangères à l'exploitation voudraient visiter la mine : nul ne peut y pénétrer sans la permission de l'exploitant ou du directeur et sans être accompagné d'un maître mineur. Les ouvriers malades ou pris de boisson ne peuvent descendre dans les puits. L'article 29 du décret recommande de les retenir à la surface.

Enfin, les ouvriers doivent se conformer à tous les ordres qui leur sont donnés par leurs chefs d'équipe ; s'ils ont par leur imprudence compromis la sécurité des personnes, ils sont passibles des peines prévues par les articles 319 et 320 du Code pénal. Les articles 30 et 32 du décret de 1813 permettent en effet, de les traduire devant le tribunal correctionnel ; ils seront ainsi condamnés à des peines de prison et à des amendes variables suivant la gravité du délit commis, sans préjudice des dommages et intérêts dus.

Certaines mesures de police sont imposées à tout exploitant. Tout d'abord, en cas d'ouverture de nouveaux tra-

vaux, le décret de concession détermine le mode d'exploitation qui sera suivi par le concessionnaire ; l'administration insère ses conditions dans le cahier des charges qui tient ainsi lieu de règlement général sur la police des mines. Cependant, à ce point de vue, on est devenu beaucoup plus libéral : un avis du Conseil d'Etat du 12 avril 1859 dispense le concessionnaire de l'autorisation préalable des travaux ; les projets de travaux peuvent, depuis, être mis à exécution sans avoir été autorisés. En second lieu, bien que le concessionnaire soit libre en principe de mettre fin à l'exploitation et d'abandonner les travaux, il doit faire à la préfecture la déclaration de cette intention, afin que l'administrateur puisse ordonner ou faire exécuter d'office les mesures que nécessitent la protection de la surface ou des autres parties de la mine ; cette déclaration doit être faite toutes les fois qu'il s'agit d'abandon définitif d'une mine ou de partie d'une mine ; elle n'est pas nécessaire en cas de suspension provisoire des chantiers, ce qui arrive souvent lorsque le mode d'exploitation adopté le comporte. Troisièmement, deux autres prescriptions ont pour but de faciliter la surveillance de l'administration : 1° l'article 7 de la loi du 27 avril 1838, visant le cas où une concession de mine appartient à plusieurs personnes ou à une société, exige la désignation d'un représentant commun avec lequel l'administration puisse s'entendre (1) ; 2° tout concessionnaire doit élire un domicile qu'il doit aussi faire connaître par une déclaration envoyée au préfet du département où la mine est située. (Ord. 18 avr. 1842, art. 1 et 2.)

D'autres mesures spéciales sont relatives à la protection

(1) V. Féraud-Giraud, t. II, n° 790.

des habitations et des édifices, des voies de communications, chemins de fer, cours d'eau, situés à la surface. Le cadre de cette étude ne nous permet pas de les examiner (V. Fuzier-Hermann, V° *Mines*, 1446 et s.); il nous importe ici de noter quel est le rôle des ingénieurs dans l'exécution des différentes mesures dont nous avons parlé.

Rôle des ingénieurs dans l'exécution de ces mesures. — D'après les articles 47 et 48 de la loi de 1810, les ingénieurs des mines sont chargés de surveiller la police de l'exploitation. Ils font donc eux-mêmes des visites, ou bien ils les font faire par les contrôleurs des mines qu'ils ont sous leurs ordres. Ces visites sont un moyen pratique d'assurer la protection de la mine, de la surface, et surtout du personnel; elles doivent donc être faites avec beaucoup de soin et par des hommes capables et consciencieux. Les ingénieurs se bornent en principe à constater les faits, puis ils adressent des rapports de ce qu'ils ont vu au préfet ou au ministre. En effet, ils sont des agents chargés de faire des enquêtes; ils se bornent à prendre des renseignements, à faire les constatations nécessaires, mais ils ne peuvent pas donner aux exploitants des autorisations ou leur adresser des défenses. Leurs observations sont transmises à l'autorité judiciaire dans le cas où des contraventions aux lois peuvent motiver des poursuites devant les tribunaux correctionnels ou les tribunaux de simple police: tandis que les faits constituant les délits sont signalés dans les procès-verbaux envoyés aux parquets, ils adressent, au contraire, à l'administration, des rapports sur les dangers qu'ils peuvent relever dans les exploitations soumises à leur surveillance.

A l'origine, leur mission principale consistait à éclairer l'administration; elle a été considérablement étendue par

l'article 48 de la loi de 1810 modifié et surtout complété par l'article 32 du décret du 18 novembre 1810, ainsi conçu : « Les ingénieurs des mines préviendront les propriétaires des vices ou des défauts qu'ils auront remarqués dans leurs mines, usines ou machines ; ils pourront leur proposer des vues d'amélioration et aider les directeurs d'établissements de leurs lumières et de leur expérience. »

Les concessionnaires doivent faciliter les devoirs que les ingénieurs ont à remplir en mettant à leur disposition tous les documents qu'ils doivent tenir à jour sur la mine ; à chaque visite, l'ingénieur dresse un procès-verbal renfermant les renseignements sur les parties de la mine qu'il a parcourues, sur les travaux effectués et sur l'état de l'exploitation concernant tous les points intéressant l'administration.

Dans deux cas seulement l'ingénieur a le droit de prendre des mesures directement : 1° lorsque dans sa visite il a reconnu un danger imminent, il peut, sous sa responsabilité, faire « les réquisitions nécessaires pour qu'il y soit pourvu sur-le-champ, d'après les dispositions qu'il jugera convenables, ainsi qu'il est pratiqué en matière de voirie lors du péril imminent de la chute d'un édifice » (article 5 du décret du 3 janvier 1813) ; 2° lorsqu'il faut procéder au sauvetage de victimes en cas d'accident, il peut alors, conformément aux articles 14 et 17 du même décret, réquisitionner les objets nécessaires aux opérations de sauvetage. L'inspecteur agira, du reste, avec la plus grande circonspection, car c'est sous sa responsabilité pécuniaire et morale qu'il ordonne les mesures ; il pourrait donc être tenu de réparer le préjudice subi par l'exploitant ou par des tiers, à raison des mesures prescrites, s'il était

plus tard établi que les circonstances ne justifiaient pas ces précautions.

II. — *Protection de l'ouvrier mineur.*

Il a fallu d'abord protéger la femme et l'enfant, puis limiter la durée du travail dans les mines, enfin rechercher le moyen de diminuer le nombre des accidents.

1° *Travail des femmes et des enfants dans les mines.* — Le législateur a considéré avec juste raison que les travaux souterrains présentaient des dangers particuliers au point de vue de la sécurité, de l'hygiène et de la moralité de ceux qui y sont employés ; aussi a-t-il établi une réglementation spéciale pour les femmes et les enfants.

Le décret du 3 janvier 1813 avait interdit ce travail aux enfants âgés de moins de dix ans : il ne leur permettait pas de descendre ou de travailler dans les mines (art. 29).

Cette mesure était insuffisante : aussi la loi du 3 janvier 1874 vint-elle prohiber l'admission des filles mineures et des femmes dans les travaux souterrains des mines et des carrières ; cependant elle n'interdisait d'employer les enfants du sexe masculin que jusqu'à l'âge de 12 ans, puisque ceux de 12 à 16 ans pouvaient être acceptés suivant les conditions déterminées par un règlement d'administration publique en vigueur depuis le 12 mai 1875.

La protection des enfants n'était donc pas suffisante : la loi du 2 novembre 1892, tout en reproduisant l'interdiction pour les femmes et les enfants, l'a rendue absolue et générale. Aujourd'hui, aux termes de l'article 9 de la loi, le travail souterrain est absolument interdit aux filles et aux femmes, même adultes. Quant aux jeunes gens, jusqu'à l'âge de 13 ans la prohibition s'étend également à eux. Les jeunes ouvriers âgés de 13 à 18 ans peuvent bien

travailler dans les mines, mais alors ils sont soumis à un régime spécial à celui du décret du 5 mai 1893 (*V. J. Off.* du 6 mai). Aux termes de ce règlement, l'enfant âgé de moins de 16 ans ne peut travailler plus de 10 heures par jour et par 24 heures, avec un repos d'une heure. De 16 à 18 ans il est admis à travailler 10 heures par jour, mais ne peut dépasser 54 heures par semaine. De plus, les travaux de la mine proprement dits ne peuvent pas leur être confiés avant 16 ans. Ils ne sauraient donc être employés aux travaux d'abatage, de boisage ou de forage. Le règlement d'administration publique décide, en effet, que les mineurs de 16 ans seront employés à des tâches moins pénibles et moins dangereuses. Ils pourront, par exemple, tirer le minerai, le charger sur les vagonnets, faire rouler ces derniers.

En principe, toutes les prescriptions relatives à l'hygiène contenues dans la loi de 1893 et dans le décret de 1894 leur sont aussi applicables ainsi qu'aux ouvriers mineurs ; mais certains textes visent plus directement ces derniers. Il en est ainsi pour l'article 11 du décret du 10 mars 1894 sur l'installation des monte-charges, ascenseurs ou élévateurs ; de même pour la fermeture automatique des puits à l'entrée des galeries et des étages de la mine, prévue par l'article 14 de la loi du 2 novembre 1892. Il est même à remarquer que cette disposition est générale. Tous les puits, trappes et ouvertures de descente doivent être clôturés ; il n'y a pas de distinction à faire entre les puits abandonnés et ceux qui sont encore en exploitation (1).

(1) Cour de cass., ch. crim., 5 juillet 1901. — La Cour a réformé un arrêt de la Cour de Toulouse qui avait admis à tort que, malgré les termes impératifs de la loi du 2 novembre 1892, il fallait tenir compte des nécessités du travail dans l'application des mesures protectrices qu'elle prescrit.

L'arrêté ministériel du 31 juillet 1894 relatif aux surcharges, sera bien entendu applicable dans les mines.

Il convient aussi de remarquer que si ces dispositions donnent ici lieu à des poursuites contre les directeurs ou maîtres mineurs qui ne les observent pas, ce ne sont plus les inspecteurs du travail qui sont compétents pour dresser les contraventions : ce sont les ingénieurs et les contrôleurs des mines qui ont ici ce pouvoir.

La sanction consiste dans une amende prononcée par le tribunal de simple police ou par le tribunal correctionnel en cas de récidive ; elle atteindra également les contrevenants et ceux qui tenteraient de s'opposer à la constatation du fait délictueux.

2^o *Limitation des heures de travail dans les mines.* — La limitation de la durée du travail dans les mines ne serait certes pas sans influence sur la santé de l'ouvrier mineur, qui pourrait ainsi quitter de meilleure heure les fonds du puits et remonter à la surface, c'est-à-dire au grand air. Les ouvriers mineurs ont été les premiers à réclamer une réduction générale de la durée du travail à un maximum de huit heures : ils voudraient depuis longtemps voir mise en pratique la célèbre formule des « trois huit ».

Cette question est assurément délicate ; pour l'instant il nous sera bien permis de faire remarquer que, actuellement l'ouvrier mineur ne fournit pas dans la plus grande partie des mines françaises, une durée de travail supérieure à 9 heures, sans compter le temps de la remonte et de la descente : en effet, l'enquête faite par l'administration des mines sur la durée du travail dans les exploitations souterraines semble bien indiquer, d'après les chiffres recueillis, que la durée moyenne de la présence des ou-

vriers n'est pas bien supérieure à ce chiffre. On constate notamment, que les mines de combustible employant environ 114.000 ouvriers n'exigent pas une moyenne de présence supérieure à 9 h. 27. Dans les mines de fer, 6.536 ouvriers fournissent une présence de 9 h. 34, dans les mines métalliques, 3.515 ouvriers travaillent 9 h. 35, etc. (V.B.O. *du trav.*, 1902, p. 103).

Ces chiffres n'ont donc rien d'exagéré : mais s'il en était autrement il semblerait difficile d'admettre l'intervention des pouvoirs publics, pour réduire à un chiffre déterminé le nombre des heures de travail. Aujourd'hui, en effet, l'ouvrier est mieux soutenu ; il se sent plus fort, il n'est plus à la merci d'un patron ou d'un établissement, il est guidé par le syndicat auquel il appartient, il peut par conséquent discuter plus librement le prix de ses services : la durée de son travail. L'Etat ne peut pas modifier arbitrairement ces conventions : il détruirait le travail à la tâche ; il aurait ainsi pour effet de défendre aux ouvriers qui en ont le désir légitime, d'augmenter leurs ressources par un travail supplémentaire. Enfin, ce qui est plus grave, cette question intéresse l'avenir d'un pays et des exploitations industrielles, elle ne peut pas être tranchée à la légère. Tous les jours la lutte de nos industries minières devient plus pénible devant la concurrence étrangère ; un pays seul ne peut prendre l'initiative de cette réforme : il faut qu'il tienne compte de ce que l'on fait à côté de lui et base sa législation sur les réformes expérimentées chez les voisins.

Du reste, si les mineurs ont raison de demander une législation de faveur parce qu'ils sont occupés à des travaux dangereux et pénibles, il faut remarquer qu'une brusque réduction de la journée de travail à huit heures

diminuerait la production annuelle de plus d'un dixième.

Lors de la dernière discussion soulevée à la Chambre des députés (*J. O.* du 25 janvier au 5 février), on s'est arrêté à un régime de transition : six mois après la promulgation de la loi, la journée de travail serait de 9 heures; elle serait réduite à 8 h. 1/2 deux ans après, puis 8 heures après une nouvelle période de deux années. Le texte de la proposition a été adopté par la Chambre et la commission du Sénat lui serait favorable.

3° *Les accidents du travail dans les mines.* — Il est d'autres points de vue, au contraire, auxquels l'Etat peut et doit intervenir encore, au risque de léser certains intérêts privés qui ne peuvent faire échec à l'intérêt général.

Il en est ainsi, par exemple, pour les accidents du travail.

Les textes applicables en cette matière sont encore la loi de 1810, le décret du 3 janvier 1813, l'ordonnance du 26 mars 1843, le décret du 23 septembre 1882 et la circulaire ministérielle du 31 janvier 1883.

Le décret de 1813 avait, en effet, non seulement en énumérant les causes auxquelles on doit attribuer les accidents, indiqué les moyens et les mesures destinées à les prévenir, mais encore il avait déjà prescrit ceux de nature à en réparer les effets lorsqu'ils se sont produits.

Le législateur a prévu d'abord des mesures préventives : elles sont contenues dans le titre II du décret et peuvent ainsi se résumer : toutes les fois que la sûreté des exploitations et la sécurité des ouvriers semblent pouvoir être compromises, l'autorité locale doit être prévenue par les concessionnaires : le préfet entend l'exploitant et ordonne les réparations les plus indispensables. Il statue dès qu'il a entendu la partie intéressée, mais son arrêté sera exécu-

toire seulement après l'avis du directeur général des mines et l'approbation du ministre. En cas d'urgence seulement, le préfet peut se dispenser de consulter le concessionnaire et faire exécuter immédiatement un arrêté. D'après l'ordonnance de 1843, l'action de l'administration est encore plus simple. Lorsqu'un danger, de quelque nature qu'il soit, se manifeste dans une mine, le maire et l'ingénieur des mines doivent être prévenus en même temps. Le premier fait une enquête, établit un rapport, puis le préfet statue par arrêté immédiatement exécutoire sans qu'il y ait à distinguer s'il y a urgence ou non (art. 2 de l'ordonnance du 26 mars 1843).

En vertu de l'article 50 de la loi 1810 l'administration ne peut prendre toutes les mesures préventives intéressant la sûreté des ouvriers mineurs ; c'est à elle à intervenir et à décider les réformes à accomplir. De nombreux arrêtés préfectoraux ont ainsi été rendus, notamment en ce qui concerne l'emploi de la dynamite, l'usage des lampes de sûreté dans les mines à grisou ; l'interdiction de fumer pour tous les ouvriers travaillant à la mine (1). Ces arrêtés sont obligatoires pour les exploitants qui doivent s'y conformer, s'ils ne veulent commettre une contravention qui tomberait sous le coup des peines prévues par l'article 96 de la loi de 1810, qui renvoie aux articles 319 et 320 du Code pénal.

Il faut remarquer ici que les infractions aux lois et aux règlements sur les mines sont punissables par le fait seul qu'elles existent, c'est-à-dire même si elles n'ont entraîné aucune conséquence préjudicielle : seulement, si elles ont entraîné un accident, de nouvelles pénalités peuvent être

(1) Cass., 13 novembre 1891, S. 92. 1. 48.

prévues ; l'article 22 du décret du 3 janvier 1813 le dit en ces termes : « En cas d'accidents qui auraient occasionné la perte ou la mutilation d'un ou de plusieurs ouvriers faute de s'être conformés à ce qui est prescrit par le présent règlement, les exploitants, propriétaires et directeurs pourront être traduits devant les tribunaux pour l'application s'il y a lieu, des dispositions des articles 319 et 320 du Code pénal, indépendamment des dommages et intérêts qui pourraient être alloués au profit de qui de droit. »

En général les préfets statuent par des arrêtés spéciaux pris pour chaque mine ; mais souvent sur les indications du ministre des travaux publics, ils font préparer les règlements intérieurs sur un modèle qui leur est adressé.

Lorsque l'ingénieur dans ses visites découvre une cause de danger imminent, il peut sous sa responsabilité, faire toutes les réquisitions nécessaires aux autorités locales, et leur adresser les instructions convenables pour qu'il y soit paré sur le champ. D'après l'article 6 du décret de 1813, chaque mine doit posséder ses plans et ses registres spéciaux. L'état d'avancement des travaux est noté très soigneusement ainsi que toutes autres indications utiles.

L'article 7 donne encore au préfet le pouvoir de faire abandonner complètement l'exploitation ; il prend alors l'avis de l'ingénieur des mines et statue en présence et du consentement du concessionnaire. Dans le cas où ce dernier ne serait pas consentant, une expertise sera ordonnée, le rapport des experts est transmis au ministre qui tranche la question sur l'avis du préfet et celui du directeur des mines. Le recours au Conseil d'Etat reste ouvert à l'intéressé.

Le législateur a voulu que ces prescriptions, si importantes pour la sécurité des travailleurs aussi bien que

pour celle des populations habitant autour de la mine, soient rigoureusement respectées ; pour arriver à un résultat satisfaisant, il a décidé dans les articles 93 et suivants de la loi du 21 avril 1810, que tout contrevenant serait puni de peines correctionnelles et que les travaux ordonnés devraient être faits aux frais du concessionnaire.

4° *Institution de délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.*— Cette réglementation était sans doute déjà étroite, mais elle ne suffisait pas à protéger les ouvriers mineurs ; ils l'ont compris et ils ont exigé qu'une part de la surveillance que l'on faisait sur la marche de l'exploitation des mines leur soit confiée. C'est l'Angleterre qui, la première, a permis la constitution d'organisations nouvelles destinées à assurer la sécurité des ouvriers mineurs ; une loi du 10 août 1872 avait autorisé dans ce pays les ouvriers à déléguer deux d'entre eux pour faire à leurs frais une fois par mois la visite de la mine. Toutes ces visites étaient constatées par un rapport inscrit sur un registre spécial et signé par les délégués. Dès 1884, un certain nombre de députés français estimèrent qu'il y avait lieu d'emprunter à l'Angleterre cette institution qui pourrait donner chez nous de bons résultats. Mais ce ne fut que bien plus tard que se fit l'expérience : la loi fut seulement votée le 8 juillet 1890 ; elle a été complétée depuis par une autre loi du 12 août 1890 et par deux circulaires des 9 et 19 juillet 1891. La réforme est intéressante, voici une douzaine d'années que l'on peut en analyser les résultats, il est bon de dire ici quel a été le but de la loi, quelles sont les fonctions des délégués, et de faire connaître si cette législation est de nature à satisfaire complètement les intéressés.

a) *But de la loi.* — Avant 1890, la surveillance et la sé-

curité des ouvriers étaient confiées aux ingénieurs des mines : mais ils ne pouvaient suffire à cette tâche : déjà en 1839 on avait été obligé de leur adjoindre des auxiliaires que l'on trouva dans le corps des garde-mines. L'important développement pris par des exploitations minières exigeait cette précaution.

Le but de la loi nouvelle n'a certes pas été de supprimer les attributions de ces divers fonctionnaires : elle a voulu, au contraire, les maintenir intactes, mais constituer à côté de la surveillance des agents de l'Etat, une surveillance émanant des ouvriers mineurs eux-mêmes. M. Waldeck-Rousseau, dans un projet de loi déposé le 23 novembre 1882 à la Chambre des députés, avait indiqué en ces termes la portée de la nouvelle institution : « Les ouvriers mineurs réclament des droits qui leur permettent d'être représentés dans les opérations de visites de contrôle des mines, dans les enquêtes administratives en cas d'accidents. La profession qu'ils exercent, à la différence de beaucoup d'autres, est celle où la prudence individuelle ne saurait protéger l'ouvrier... la conduite imprudente d'un puits ou d'une galerie met en jeu des centaines d'existences. Dès l'origine, on a compris qu'un contrôle était indispensable, et c'est dans ce but que la loi de 1810 et les décrets qui l'ont suivie ont prescrit des visites faites par l'ingénieur et ses subordonnés. Mais, sans mettre en doute la vigilance de ces agents, il est permis de penser que leur contrôle sera plus efficace lorsqu'il s'exercera concurremment avec celui d'un délégué pris parmi les ouvriers dont les existences sont en jeu. »

La création des délégués mineurs fut surtout réclamée par les chambres syndicales du bassin de la Loire : elles

ont voulu assurer aux ouvriers mineurs une sécurité nouvelle par l'emploi de ce procédé de surveillance. L'institution paraissait utile et indispensable : elle se justifiait alors par la gravité et la fréquence des accidents. On avait remarqué combien les compagnies étaient intéressées à faire disparaître certains éléments de nature à établir les responsabilités. Les garde-mines descendaient trop tard dans les puits après l'accident (24 heures après). On les accusait de dresser des procès-verbaux avantageux pour les compagnies ; enfin ils étaient en nombre tout à fait insuffisant.

On fit valoir, non sans raison, l'importance que devaient prendre les délégués mineurs : ils descendraient souvent dans les mines, dresseraient un rapport de leurs observations et viendraient ainsi alléger le travail des ingénieurs du gouvernement qui ne pouvaient faire souvent des visites.

La loi de 1890 a commencé par rendre obligatoire pour toute exploitation souterraine des mines, minières ou carrières, l'institution de ces délégués. Quelques exploitations seules pourront échapper à ces prescriptions ; le préfet peut, en effet, dispenser certains établissements lorsque les ouvriers sont peu nombreux (moins de 25) et lorsque les mines ne présentent pas de sérieuses causes de danger. Les délégués nommés sont rattachés à une circonscription déterminée ; celle-ci comprend un ensemble de puits ou galeries dont la visite ne doit pas exiger plus de six jours : c'est le préfet qui fixe le périmètre de ces circonscriptions après avoir pris l'avis des exploitants et des ingénieurs des mines.

L'institution devait surtout présenter des garanties : la loi a donc décidé que les délégués seraient élus : elle a en

conséquence déterminé d'une part les électeurs, de l'autre, les éligibles. Une liste électorale est préparée par le concessionnaire pour chaque circonscription : elle comprend par ordre alphabétique les noms des ouvriers du fond ; ils doivent être Français et jouir de leurs droits politiques, cette liste est publiée, affichée à la mairie où peuvent se faire les réclamations. Le juge de paix statue sur les différends qu'elle peut soulever ; il peut obliger le bureau électoral à rectifier cette liste. A ce bureau doit siéger le maire, assisté du plus âgé et du plus jeune des électeurs présents au moment de l'ouverture du scrutin. Le vote a lieu un dimanche : les bulletins portent le nom de deux candidats, un délégué et un délégué suppléant (1).

Les conditions d'éligibilité sont assez nombreuses. L'article 6 de la loi exclut d'abord tous ceux qui ne savent ni lire ni écrire, puis tous ceux qui ont été condamnés en vertu des dispositions de la loi du 8 juillet 1890, de celle du 21 avril 1810, du décret du 3 janvier 1813 ou des articles 444 et 446 du Code pénal. Enfin les seuls ouvriers éligibles sont : 1° ceux qui ont été employés au fond depuis et pendant cinq ans au moins ; 2° les anciens ouvriers domiciliés dans les concessions de la circonscription ayant travaillé au fond, pendant une durée minima de 5 ans et n'ayant pas cessé d'y être occupés depuis plus de 10 ans (2).

Dans ces conditions on est arrivé à créer un nouveau corps d'inspecteurs dont on peut attendre de réels services.

b) *Fonctions des délégués.* — L'article 1^{er} les caractérise : elles consistent à assurer par leur visite les conditions de

(1) Voy. sur ces questions, Fuzier-Hermann, *Répertoire*, V^o Mines.

(2) Voy. la loi du 8 juillet 1890 et celle du 25 mars 1901 destinées à donner plus de garantie aux ouvriers par le secret et l'indépendance du vote.

sécurité dans lesquelles les ouvriers mineurs doivent pouvoir travailler. Pour atteindre ce résultat, ils doivent visiter deux fois par mois chaque puits, galerie ou chantier. La loi leur recommande de surveiller surtout les appareils de circulation et de transport des ouvriers. Les délégués sont en rapports constants avec le concessionnaire. Lorsqu'un accident vient de se produire ou lorsque des ouvriers sont blessés, le délégué prévenu par l'exploitant se transporte sur les lieux et les visite. Il fait les constatations utiles, puis inscrit ses observations sur un registre spécial sur lequel l'exploitant peut lui-même insérer les réponses qu'il croira devoir faire.

En somme, les délégués n'ont qu'une seule mission à remplir. Ils constatent les mesures prises pour rendre l'exploitation salubre et sans danger, formulent leurs observations et leurs avis. Mais ils n'ont aucun pouvoir pour ordonner l'exécution d'un travail qu'ils jugent utile ou la suppression d'ouvrages dangereux. Ils devront signaler l'état de choses critiqué ; le préfet interviendra ensuite sur leurs observations, comme il doit le faire sur celles de l'ingénieur de l'Etat.

Pour déterminer la limite des droits des délégués, il faut s'attacher à l'étude de leurs attributions. Ils sont choisis par les ouvriers mineurs et institués par la loi dans le but de s'assurer des causes des accidents survenus dans une exploitation. Ils sont chargés d'en rechercher les effets, d'établir les responsabilités et de signaler les déficiences des travaux au point de vue de la sécurité des ouvriers. Pour remplir cette mission, ils ont, nous l'avons dit, le droit de visite et c'est de celui-là que dépend tous les autres : après les visites qu'ils font en détail, ils font connaître les résultats de leur inspection ; ils indi-

quent les réflexions, les observations ou les critiques qui leur ont été suggérées. Mais leur rôle s'arrête là. Ils doivent absolument s'abstenir de s'immiscer dans toutes questions ou discussions étrangères à la sécurité du personnel (1).

Ils seront du reste suffisamment occupés par les objets auxquels se réfèrent leurs fonctions. Ceux-ci sont en effet au nombre de trois, si l'on s'en tient aux termes des articles 1, § 1 et 3 § 5 de la loi de 1890. Ils doivent : 1° visiter les travaux souterrains des mines ; 2° constater en cas d'accident : les conditions dans lesquelles l'accident s'est produit ; 3° accompagner les ingénieurs et contrôleurs des mines dans leurs visites lorsque ceux-ci le demandent ;

1° La mission de surveillance du délégué sur tous les travaux souterrains des mines lui fait une obligation de visiter deux fois par mois tous les puits, galeries et chantiers de la circonscription ; une circulaire du 19 août 1890 indique qu'il faut entendre par là les puits, galeries et chantiers tenus à l'état d'entretien et qui jouent un rôle quelconque dans le régime de la mine ; mais les termes de l'article 2, § 1, n'ont rien de limitatif ; l'inspection du délégué doit porter sur tous les points à raison desquels la sécurité des ouvriers pourrait être menacée. C'est ainsi qu'ils doivent visiter les galeries d'éclairage et celles de retour d'air.

La circulaire du 19 août 1890, n° 2, fait du reste les recommandations suivantes : « Dans les visites réglementaires bi-mensuelles, le délégué observera avec le plus grand soin la solidité des ouvrages, l'état des revêtements, boisages ou muraillement, les conditions et l'état de

(1) Circulaire du 19 août 1890, n° 1, dans la *Revue de la législation des mines*, 1890, t. 7, p. 322.

l'aérage, l'absence ou la présence des gaz inflammables ou irrespirables. Il relèvera la manière dont sont exécutées par chacun les prescriptions réglementaires sur l'emploi des explosifs, sur l'éclairage, etc. Il examinera l'état des appareils servant à la circulation et au transport des hommes, que cette circulation et ce transport aient lieu par échelles, par cages, bennes ou appareils spéciaux. » Afin que ses visites soient aussi minutieuses et complètes que possible, le délégué a le droit de demander à l'exploitant de le faire accompagner ; celui-ci devra mettre à sa disposition des agents propres à le diriger dans les chantiers, les puits ou les galeries ;

2° Le délégué doit examiner, en cas d'accident, les conditions dans lesquelles cet accident s'est produit, mais il faut pour cela que l'accident ait occasionné la mort ou des blessures à un ou à plusieurs ouvriers ; le délégué visite les lieux et recherche au point de vue technique quelles sont les causes de l'accident et quels en sont les effets ;

3° De plus, d'après l'article 3, § 5, le délégué doit accompagner les ingénieurs et les contrôleurs des mines dans leurs visites ; la circulaire du 17 février 1891, permet à ces derniers de le lui demander, « tant pour se renseigner auprès de lui sur tous les faits qui peuvent avoir de l'intérêt que pour lui donner toutes explications utiles sur l'accomplissement de son mandat ». Mais le délégué conserve son entière dépendance, il ne peut pas être le subordonné des agents de l'administration.

On a voulu s'assurer de l'accomplissement des fonctions du délégué et pour cela on l'oblige à rédiger, le jour même de ses visites, un rapport dans lequel il mentionne toutes les observations qu'il a relevées ; il indique notamment l'heure à laquelle il a commencé sa visite et l'heure à

laquelle il l'a terminée, puis l'itinéraire qu'il a suivi. Ces rapports sont consignés sur un registre fourni par l'exploitant et tenu constamment à la disposition des ouvriers qui voudraient le consulter ; l'exploitant peut lui-même inscrire sur ce registre les réponses qu'il pourrait faire aux rapports des délégués.

Lorsque cette formalité est remplie une copie textuelle et complète du rapport du délégué et des explications de l'exploitant doit être immédiatement envoyée au préfet qui les transmet aux ingénieurs des mines. Ceux-ci voient alors la suite qu'ils auront à donner aux observations présentées.

Pour donner une valeur à l'accomplissement de ces fonctions il fallait obliger les délégués à s'en acquitter consciencieusement et il fallait prévenir les négligences : c'est pour cela que l'article 15 de la loi de 1890 a prévu une sanction. Les délégués ou les délégués suppléants peuvent, pour négligence grave ou abus dans l'exercice de leurs fonctions, être condamnés aux peines prévues par les articles 414 et 415 du Code pénal ; s'ils sont reconnus coupables, ils peuvent en outre être suspendus trois mois au plus par arrêté du préfet ; ils peuvent même être révoqués ; dans ce dernier cas ils ne peuvent être réélus avant un délai de trois ans ; mais comme ces mesures sont graves, la circulaire du 19 août 1890 recommande de procéder sagement et d'avertir les intéressés avant de les frapper. L'ingénieur des mines leur donnera donc des avertissements toutes les fois qu'ils négligeront leurs devoirs. Mais lorsque après deux avertissements reçus en moins de trois mois le délégué manque de nouveau à ses devoirs et qu'il commet une négligence grave, les ingénieurs doivent le signaler au préfet et provoquer l'application de la loi.

Il est bien entendu que l'article 85 serait applicable à tous les délégués qui porteront sur les registres des itinéraires erronés, ou à tous ceux qui auraient abusé de leurs fonctions d'une manière quelconque : cette solution est d'autant plus juste que ces fonctions sont rétribuées. Les visites sont en effet payées au délégué comme journées de travail (1) (art. 16 de la loi).

c) *Résultats de la loi.* — Les statistiques établies par les soins du ministère des travaux publics nous font connaître que les délégués mineurs ont apporté dans cette tâche une grande activité qui n'a cessé de croître depuis 1891 à nos jours. Au début, leurs observations étaient souvent erronées ; aujourd'hui il n'en est plus de même, la part d'erreurs est beaucoup moins forte ; mais on est parvenu à agir d'une façon plus directe sur l'exploitant. L'administration préfectorale a tous les jours de moins en moins à intervenir, en raison justement de ce fait que les concessionnaires donnent eux-mêmes plus fréquemment satisfaction aux délégués mineurs.

Il y a donc un progrès sérieux dont on peut se rendre facilement compte, lorsque l'on examine les chiffres indiquant soit des accidents, soit le nombre des blessés ou des tués. Si l'on prend par exemple le chiffre des morts pour mille ouvriers, on s'aperçoit qu'il ne dépasse guère 1,50 à 2,10 p. 1000.

Les chiffres ont varié, mais on peut s'en tenir à cette moyenne, lorsque l'on considère les tableaux ci-dessous :

De 1875 à 1880 : 2.18 p. 1000.

1880 à 1885 : 2.09 »

1885 à 1890 : 1.85 »

1890 à 1894 : 1.37 »

(1) *Revue de la législation des mines*, 1892, t. 9, p. 141 ; 1891, t. 8, p. 165 ; 1890, t. 7, p. 327.

Une statistique plus récente, extraite du rapport présenté par M. Arthur Fontaine, ingénieur en chef des mines au Congrès de la protection légale des travailleurs en 1900, relève les chiffres suivants en ce qui concerne les accidents mortels survenus dans les huit années 1891 à 1898, et dans les deux périodes de huit années qui ont précédé celle-ci (1) :

	Année moyenne	Grisou	Autres causes	Total
De 1875 à 1882	p. 1000	3.7	15.7	19.4
1883 à 1890	»	7.	12.	19.
1891 à 1898	»	0.7	10.5	11.2

Cette diminution du nombre des accidents constitue une amélioration et un progrès dont une part revient assurément aux délégués mineurs.

On a constaté sans doute que les progrès de la science n'avaient pas encore réussi à écarter complètement les chances d'accidents de grisou ; mais, depuis l'institution des délégués, la mine est mieux surveillée, les accidents sont signalés avec plus de soin et les droits des ouvriers mieux sauvegardés.

Une enquête parlementaire faite en 1895 et en 1896 a réuni de nombreux témoignages des ingénieurs des mines. Tous ont reconnu l'importance des services rendus par les délégués. Quelques-uns même voudraient voir étendre leurs fonctions. On a au Congrès national des mineurs de France tenu les 21, 22, 23 et 24 septembre 1899, résumé les reproches faits à la loi de 1810 et les modifications proposées par les ouvriers.

Le Congrès a émis des vœux, en effet : on désire pour les délégués des visites plus fréquentes dans les mines :

(1) V. Parenty, *Les délégués et la sécurité des ouvriers mineurs*, p. 87 et suiv.

ils devraient pouvoir rédiger leurs rapports dans une plus grande indépendance ; on voudrait aussi voir modifier dans un sens plus libéral les conditions d'élection et d'éligibilité.

Notre législation a soulevé de nombreuses critiques (1) : on a comparé les dispositions de notre loi à celles de la loi anglaise et on a reproché au législateur français de ne pas avoir suivi plus exactement l'Angleterre sur ce point.

L'article 3 de la loi anglaise du 10 août 1872 permet aux ouvriers employés dans une mine, de désigner de temps en temps un d'entre eux pour faire à leurs frais l'inspection de la mine ; c'est donc pour eux une simple faculté dont la loi affirme seulement l'existence. Cette réglementation, dit-on, est plus avantageuse que la nôtre, toutes les fois que les mineurs seront en désaccord avec l'administration de la mine, soit pour une décision à prendre, soit pour protéger davantage leur existence, soit pour rendre leurs travaux moins pénibles, ils nomment une commission dont la mission prendra fin dès que le but, pour lequel elle aura été constituée, aura été atteint.

Au contraire, dans notre loi, on n'a pas suivi cet exemple : l'Etat voulant tout réglementer, tout prescrire, oblige les mineurs à nommer les délégués dans leur circonscription, alors qu'il les jugeraient inutiles ; ceux-ci devront encore faire des visites qui seront peut-être superflues ; l'autorité a créé de nouveaux fonctionnaires : ils seront trop directement soumis au gouvernement pour être indépendants ou bien ces élus seront des mineurs avancés, négligeant la constatation des dangers réels pour dénoncer des périls imaginaires.

(1) V. not. Gaillard, *La législation des mines*, p. 205.

Les critiques adressées à notre législation ne sont pas fondées ; il suffit, pour leur répondre, de voir d'une part les résultats obtenus chez nous par le système appliqué : nous savons qu'il ne présente pas des inconvénients signalés ; puis de rechercher de l'autre les conséquences de la législation anglaise. Or, les ouvriers mineurs anglais n'ont guère montré d'enthousiasme pour les inspecteurs qu'ils doivent payer eux-mêmes. Ils profitent bien peu de cette faculté, sauf dans de grands charbonnages où ils sont fortement organisés. Ils en usent une fois par trimestre, ou à des intervalles assez longs. La grosse difficulté, cela se comprend, est le paiement des délégués dont les mineurs sont partisans, mais qu'ils ne peuvent rémunérer que s'ils sont bien organisés.

Enfin, la mesure n'étant pas obligatoire, les ouvriers n'usent pas très largement de leur privilège ; ils peuvent craindre que l'on ne leur reproche leur initiative et l'on peut dire que, si la loi anglaise n'a pas donné tous les résultats que l'on était en droit d'attendre d'elle, la véritable raison réside dans le caractère facultatif de l'institution.

Enfin le législateur avait compris de bonne heure qu'il était nécessaire de réparer dans la mesure du possible les conséquences des accidents qui ne pouvaient être évités. « En cas d'accident, dit le décret de 1813, article 11, survenu dans une mine, minière, usines ou ateliers qui en dépendent, soit par éboulement, inondation, par le feu, par asphyxie, par rupture de machines, engins, câbles, soit par émanations nuisibles, soit par toute autre cause, et qui auraient occasionné la mort ou des blessures graves à un ou plusieurs ouvriers, les exploitants, directeurs, maîtres mineurs et autres préposés, sont tenus d'en donner connaissance aussitôt au maire de la commune. » Les

ingénieurs et les maires prévenus dressent des procès-verbaux et les transmettent à l'autorité supérieure. Le tribunal correctionnel de Saint-Etienne a même décidé, par jugement du 20 avril 1893, que l'ingénieur et le maire devaient être prévenus sans attendre l'avis du médecin de la mine (1).

Dans le cas où l'accident est grave, le ministre des travaux publics doit être immédiatement tenu au courant par un télégramme suivi d'un rapport détaillé.

De même les articles 15 et 16 énumèrent les médicaments et les objets de secours que les exploitants sont tenus d'avoir en réserve, sans préjudice de l'obligation qui leur incombe de posséder un chirurgien attaché à l'établissement.

Une instruction médicale, renouvelée en 1883, a fixé la nature des secours ; elle est relative au caractère des accidents qui peuvent atteindre les ouvriers mineurs. Les mineurs doivent avoir un résumé pratique des soins à donner aux blessés. Ce règlement sera affiché dans l'intérieur de la mine et distribué aux ouvriers.

SECTION III. — Sanction des infractions aux lois et règlements sur les mines.

Les infractions sanctionnées sont toutes celles concernant les dispositions des lois et des règlements qui ont pour objet la police des mines ; nous n'avons pas ici à énumérer les lois considérées comme visées par l'article 93 de la loi du 24 avril 1810 : qu'il nous suffise de rap-

(1) *Revue de droit industriel*, 1893, p. 386.

peler que les dispositions des lois visées sont celles qui ont pour objet de régler la police des mines, et d'assurer dans les exploitations minières le bon ordre et la sécurité au point de vue public. C'est à ce critérium qu'il faut avoir recours lorsque se posera en fait la question de savoir si l'inobservation de telle ou telle prescription, si l'infraction à telle ou telle prohibition légale est garantie par une sanction pénale ou par une simple sanction civile.

Quant aux règlements, seront seuls sanctionnés pénalement les règlements de police, mais seulement dans leurs dispositions concernant la police et destinés à assurer dans les exploitations minières le bon ordre et la sécurité (1).

1^o *Constatation et poursuite des infractions*. — D'après l'article 93, les contraventions aux lois et règlements sur les mines « seront dénoncées et constatées comme les contraventions en matière de voirie et de police ». Les auteurs, et en particulier M. Aguillon, trouvent ces mots « en matière de voirie » malencontreux. Ce dernier fait remarquer que les contraventions aux lois et règlements en matière de mines sont constatées comme toutes les infractions aux lois et règlements visés par des pénalités que peut infliger un tribunal correctionnel. Elles pourront donc seulement être constatées par les procès-verbaux des fonctionnaires ou des agents compétents pour agir en pareil cas (2).

Il faut citer parmi eux, tous les officiers de police judiciaire auxquels le Code d'instruction criminelle accorde une compétence générale pour la constatation et la pour-

(1) Aguillon, t. II, n^o 821 ; Féraud-Giraud, t. II, 1090.

(2) V. Féraud-Giraud, « Observations sur la constatation des infractions aux lois et règlements sur les mines », *Revue de la législation des mines*, 1889, t. VI, p. 193.

suite des crimes et délits : puis les agents spéciaux à compétence limitée, parmi lesquels il faut citer les membres du corps des mines, les ingénieurs en chef, les ingénieurs ordinaires, les contrôleurs des mines : ceux-ci sont autorisés à verbaliser seulement dans les limites de leur compétence qui est déterminée par la lettre de service dont ils tiennent leur pouvoir.

Ces deux séries de fonctionnaires dressent des procès-verbaux, qui ne suivent pas la même procédure ; ceux rédigés par les agents des mines doivent, pour être valables, être affirmés suivant les formes et les délais prescrits par la loi (art. 94, loi de 1810). Les procès-verbaux dressés par les officiers de police judiciaire à compétence générale sont dispensés de l'affirmation, car ils sont simplement soumis aux dispositions du Code d'instruction criminelle.

Ces procès-verbaux se distinguent encore au point de vue de la force probante et au point de vue de la répression ; 1° en ce qui concerne leur force probante, les procès-verbaux dressés par des ingénieurs et agents des mines ne font foi que jusqu'à preuve contraire et peuvent être par conséquent combattus par tous les moyens de preuve, tandis que les procès-verbaux dressés par les officiers de police judiciaire font foi jusqu'à inscription de faux (Voy. art. 154, C. instr. crim, art. 154) ; 2° il faut remarquer en outre que la répression des contraventions en matière de mines ne dépend pas de la validité du procès-verbal. Dans le cas où il serait annulé pour un défaut de forme, il servirait seulement de renseignement et ne suffirait plus à faire la preuve juridique de la contravention, mais celle-ci pourrait être établie par tout autre moyen : aveu des pré-

venus, déposition des témoins, constatation résultant d'une instruction (1).

Mais dans tous les cas les procès-verbaux sont transmis au procureur de la République compétent : la compétence étant réglée par le lieu où la contravention a été commise et le domicile du délinquant. L'article 95 de la loi de 1810 fait au procureur de la République une obligation de poursuivre d'office les contrevenants devant les tribunaux correctionnels ; mais cependant celui-ci reste maître de l'action publique sous le contrôle du ministre de la justice, suivant des circulaires rendues par le ministre de la justice le 17 janvier 1884, et par le ministre des travaux publics le 5 mai 1884.

Seulement, lorsque le procureur de la République ne désire pas donner suite au procès-verbal qui lui a été adressé, il doit faire connaître à l'ingénieur des mines les motifs pour lesquels il s'abstient : en cas de désaccord complet, le ministre sera saisi.

2° Pénalités applicables aux infractions en matière de mines. — Les tribunaux ont été assez divisés sur les peines à appliquer parce que le texte de l'article 96 qui les vise a été rédigé d'une façon ambiguë. « Les peines seront, dit-il, d'une amende de 500 francs au plus, et de 100 francs au moins, doubles en cas de récidive, et d'une détention qui ne pourra excéder la durée fixée par le Code de police correctionnelle. » On s'est alors demandé si la peine de l'emprisonnement est applicable au cas de première contravention ou seulement en cas de récidive.

La Cour de cassation et de nombreuses Cours d'appel ont admis l'interprétation la plus favorable aux prévenus

(1) V. Aguilhon, t. II, p. 835.

et décidé que la peine de l'emprisonnement ne pouvait être infligée qu'en cas de récidive (Cass., 6 août 1829 ; Nîmes, 13 février 1840, S. 1840.2.473) (1). D'autres tribunaux se sont prononcés pour l'emprisonnement même au cas de première contravention. — Voyez dans la *Revue de la législation des mines*, année 1884, t. I, p. 237, différentes décisions en ce sens.

Les personnes passibles des pénalités sont les concessionnaires, leurs préposés, leurs ouvriers et même les tiers : mais en cette matière, comme en droit commun, il faut respecter le principe de la personnalité des peines. Supposons une mine qui appartient à plusieurs concessionnaires. Chacun répondra personnellement de la contravention dont il sera l'auteur, mais il répondra seulement de cette contravention.

Il faudrait, pour déroger à ce principe, un texte spécial : or il n'en existe pas (V. Aguillon, t. II, n° 842).

Pour être responsables, les intéressés doivent avoir connu le règlement invoqué : il faut donc que celui-ci ait été porté à leur connaissance mais il n'est pas nécessaire d'une notification individuelle : un affichage suffira.

SECTION IV. — Droit comparé.

Dans tous les pays de l'Europe, les exploitations minières ont été soumises, dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, à un régime spécial.

L'Angleterre possède un certain nombre des documents législatifs concernant la police et la surveillance des mi-

(1) Voy. aussi un arrêt de la Cour de Douai du 5 mars 1884, dans la *Revue de la législation des mines*, année 1884, t. I, p. 237.

nes. Cette question est actuellement régie par deux lois du 10 août 1872 (*Annuaire de législation étrangère*, année 1873, p. 32). Elles ont établi des mesures de protection pour les enfants et les femmes : elles excluent absolument les filles et les femmes des travaux souterrains ; mais elles admettent l'enfant dans les mêmes travaux lorsqu'il a atteint l'âge de 12 ans en spécifiant seulement que la durée de son travail ne pourra dépasser dix heures jusqu'à l'âge de 16 ans.

Les mêmes lois ont autorisé les ouvriers mineurs à faire inspecter les mines par des délégués qu'ils choisissent et qu'ils paient eux-mêmes. Nous avons dit pourquoi cette institution bonne, en son principe, n'avait pas pu se généraliser. Dix pour cent seulement des mines anglaises ont des délégués ouvriers permanents ; mais c'est pour elles d'abord une faculté, puis une charge assez lourde.

La Belgique, qui avait conservé la loi française du 21 avril 1810, l'a modifiée par un règlement du 28 août 1884 ; c'est un document très complet : il indique des mesures spéciales pour la tenue des plans des mines, des puits, de la descente et de la montée des personnes, de l'aérage, de l'éclairage, de l'usage des explosifs ; elles concernent le personnel, la discipline, la surveillance, la sûreté, les précautions à prendre contre les accidents.

La loi belge du 11 avril s'est inspirée plus de la loi française que de la loi anglaise pour l'organisation de ses délégués mineurs ; ils sont obligatoires, mais seulement dans les mines de houille ; cependant, à la différence de ce qui se passe chez nous, ils ne sont pas élus directement par les ouvriers. C'est le ministre du travail qui les nomme en les choisissant sur une liste dressée par les Conseils de l'industrie et du travail chargés de la section des mines.

« Ce sont, dit M. Pic, de véritables inspecteurs-ouvriers ; ils nomment des délégués à l'inspection des mines. » (Voy. M. Pic, *Traité*, n° 643 et la note ; et la loi belge du 11 avril 1887 dans l'*Annuaire de la législation étrangère*, 1898, p. 519.)

Dans l'empire d'Allemagne, le régime des mines est soumis à des règles particulières suivant qu'il s'agit de tel ou tel Etat ; mais partout des mesures de protection ont été prises en faveur des ouvriers. En Prusse, le gouvernement a un pouvoir général de police et de surveillance sur les mines pour assurer la sécurité des travaux et la vie des ouvriers, pour empêcher les accidents occasionnés par des travaux extérieurs et pour prohiber toutes les mesures d'exploitation préjudiciables aux travailleurs ; le travail des mines est interdit aux femmes et aux enfants. (Voy. la loi organique des 24 juin 1865 et 24 juin 1892, *Ann. lég. étr.*, 1893, p. 198.)

Des mesures non moins complètes sont prises par les autres Etats, notamment en Alsace-Lorraine, dans le duché de Bade, dans la Bavière, la Saxe royale et le Wurtemberg (1).

En Italie les mines sont encore soumises aux législations particulières des anciens Etats, mais les lois des 20 mars 1865 et 22 juin 1874, complétées et modifiées par la loi du 22 décembre 1888 sur la protection de l'hygiène, décident que le conseil supérieur de la santé devra être consulté au sujet de l'établissement d'ateliers insalubres et sur les projets d'amélioration de l'hygiène des ouvriers. Le travail des mines est interdit aux femmes et aux enfants :

(1) En Allemagne et en Autriche, le travail ne peut pas être accompli par des enfants âgés de moins de 12 ou de 14 ans, suivant qu'il s'agit de travailler pendant le jour ou de nuit.

d'après la récente loi italienne du 19 juin 1902, c'est à partir de l'âge de 13 ans seulement que l'enfant pourra être employé.

L'Espagne est encore régie par une loi du 27 décembre 1868 : mais elle n'est pas restée en retard pour établir une protection spéciale concernant les ouvriers mineurs. On peut seulement remarquer que c'est un des rares pays (1) qui n'interdise pas ce travail aux femmes. En Espagne, en effet, les filles et les femmes ne sont pas exclues des travaux souterrains ; en fait, il existe peu d'ouvrières occupées dans les galeries des mines.

La Suisse ne possède pas une législation unique applicable dans les divers Etats et cantons qui jouissent d'une indépendance à peu près complète : cependant, depuis le 1^{er} mars 1879, le gouvernement fédéral a sous la main une sorte de comité consultatif de l'hygiène, la « commission sanitaire fédérale », qui s'occupe de l'hygiène et de la sécurité des ouvriers mineurs de tous les cantons.

Les principales dispositions que nous avons relatées se retrouvent du reste dans les lois russe, grecque, suédoise, norvégienne, portugaise, turque et américaine, mexicaine, vénézuélienne, chilienne, péruvienne, brésilienne et japonaise.

(1) La Belgique permet aussi le travail souterrain aux femmes, mais seulement aux majeures de 21 ans.

CHAPITRE III

L'INDUSTRIE AGRICOLE.

SECTION I. — Le milieu agricole.

Le territoire. — L'agriculture a réalisé au cours du siècle dernier des progrès considérables ; elle a trouvé des méthodes nouvelles. Le travail est aujourd'hui plus perfectionné et l'on peut, à bon droit, se demander si la situation économique faite aux ouvriers agricoles n'est pas plus avantageuse que celle laissée aux autres catégories de travailleurs dont nous avons parlé. C'est que le climat de la France est favorable aux cultures les plus variées et les plus riches : il ne faut pas s'étonner qu'une population nombreuse vienne chaque jour s'établir chez nous, abandonnant les régions moins hospitalières des pays voisins.

Pour étudier avec plus de précision les conditions dans lesquelles l'ouvrier agricole est appelé à travailler, il est nécessaire de rappeler brièvement que chez nous le territoire agricole est réparti entre un grand nombre de propriétaires : la propriété privée est très répandue ; elle occupe environ 88 pour 100 du terrain ; il faut ajouter à ce chiffre d'autres propriétés qui, sans appartenir à des propriétaires individuels, dépendent cependant des communes, des départements ou de l'Etat, tout en restant affectées à l'usage des particuliers.

L'étendue du sol cultivé en France est d'environ 49 millions d'hectares. Toutes ces terres se morcellent progressivement : la petite propriété en comprend 75 pour 100, la moyenne 15 pour 100, et la grande 10 pour 100. Nous assistons donc à une pulvérisation du sol chez nous. Nous n'avons ainsi pas à redouter de crises analogues à celles qui inquiètent les pays dans lesquels la propriété foncière est concentrée en un petit nombre de mains. On chercherait vainement la petite propriété en Angleterre : elle n'existe pas. Ainsi, dans ce pays où l'on compte 20 millions d'hectares cultivés, les possesseurs de ces terres ne sont pas plus de 250.000 ; en effet, il existe seulement en Angleterre deux classes de propriétaires : les grands et les moyens.

Le morcellement de la propriété. — Les domaines d'importance et d'étendue différentes sont un obstacle à l'existence d'un mode unique d'exploitation ; or, les conditions dans lesquelles vont se trouver les populations travaillant la terre vont varier suivant le mode d'exploitation auquel elles seront affectées : il est donc utile d'en dire quelques mots ici.

De nombreux domaines sont cultivés par les propriétaires seuls qui suffisent à la tâche et ont une famille assez nombreuse : d'autres se contentent de diriger les travaux et les font exécuter par la main-d'œuvre d'autrui, domestiques, manœuvres, tâcherons. C'est le procédé de la culture directe : tous les économistes sont d'accord pour reconnaître qu'il donne les meilleurs résultats : c'est aussi le plus employé chez nous, car les propriétaires représentent plus des deux tiers du nombre des chefs de culture travaillant eux-mêmes la moitié du territoire.

A côté du faire-valoir, on voit deux autres moyens de culture : ce sont le métayage et le fermage. Lorsque le

propriétaire veut se décharger de la culture et des soins à donner à ses domaines, il peut les remettre à des métayers qui en partagent les fruits avec lui : le métayage est surtout employé dans le cas où le rendement n'est pas certain et où les résultats restent aléatoires : les métayers sont assez peu nombreux, ils n'occupent que le dixième du territoire en culture.

Enfin, dans les contrées plus riches, où les récoltes ont moins à souffrir des intempéries, où l'on est plus assuré du résultat, le propriétaire peut moyennant une redevance déterminée à l'avance pour plusieurs années, céder un domaine à un fermier : il n'aura, dans ce cas, à s'occuper de rien, et le montant du bail consenti au preneur sera définitivement fixé, sans qu'il y ait lieu pour l'avenir de tenir compte de la plus ou moins-value donnée à la récolte par la bonne raison. Les fermiers occupent un peu plus du tiers de la surface cultivée.

La population agricole.— Par populatoïn agricole, nous entendons parler ici spécialement de celle vivant uniquement du travail de la terre, laissant de côté celle qui se rattache à l'industrie. On n'a pas fait de véritable dénombrement avant 1836, époque depuis laquelle des recensements réguliers ont lieu tous les cinq ans. Cependant l'attention des pouvoirs publics fut, dès 1846, attirée sur ce fait que le chiffre des habitants des villes augmentait dans de fortes proportions, alors que celui des habitants des campagnes diminuait peu à peu. Lorsque l'on voulut étudier de près ce phénomène pour en comprendre l'importance, on fut obligé de compter à part la population rurale dans laquelle on fit entrer les habitants de toutes les commu-

(1) Convert, *L'Industrie agricole*, p. 41 et s.

nes ne dépassant pas 2.000 habitants, tandis que l'on faisait rentrer dans la population urbaine tous ceux appartenant à des communes comptant plus de 2.000 âmes. « Ce travail, dit M. Convert, a montré que, pendant que le chiffre de la population urbaine s'est élevé de 24,42 à 35,95 p. 100 de la population totale, celui de la population rurale est descendu de 75,48 à 64,05 pour 100. » L'auteur se demande comment s'est opéré ce mouvement, et il remarque dans la population rurale une diminution de 2.300.000 habitants des années 1846 à 1886, tandis que la population urbaine augmentait de cinq millions environ. Bien entendu, ce sont surtout les grandes villes qui ont profité de ce mouvement de concentration de la population. Ainsi Paris qui comptait à peine, en 1861, 1.700.000 habitants en avait près de 2.500.000 en 1896. Presque toutes les autres grandes villes comme Marseille, Lyon, Bordeaux, Lille, Toulouse, Saint-Etienne, le Havre, Roubaix, ont vu leur population triplée et quadruplée en vingt-cinq ou trente années.

Ce mouvement est intéressant à noter ; les communes urbaines offrent aux individus qui viennent y chercher asile, des conditions de santé et de salubrité qui laissent beaucoup à désirer : l'air y est surchauffé ; l'agglomération nuit au bien-être et à la santé des habitants, les épidémies font des ravages considérables ; mais comme l'on constate que le nombre des décès est bien supérieur à celui des naissances, il faut de toute nécessité qu'elles trouvent à la campagne les individus qui viendront combler les vides que l'on découvre. Les populations agricoles sont, en effet, les plus robustes ; elles présentent les plus grandes résistances à la maladie : il est donc nécessaire de se rendre compte si elles sont suffisamment protégées chez elles

et si les grandes villes pourront toujours compter sur elles, Il faut, surtout à la campagne où l'on est bien placé pour cela, entourer l'existence des habitants de toutes les précautions hygiéniques indiquées par la science ; plus ces individus auront bénéficié de la sollicitude de l'Etat, plus ils seront forts, robustes et bien constitués : mieux ils seront armés pour lutter contre les dangers qu'ils rencontreront un jour dans les manufactures des grandes villes lorsqu'ils seront appelés à leur tour dans les centres industriels.

Il ne faudrait pas, malgré cela, croire qu'une diminution progressive de la population agricole se fait chaque jour. Sans doute, depuis 1851 on a pu constater qu'elle s'abaissait régulièrement, qu'elle était descendue de 57 p. 1.000 à 53 p. 1.000 en 1871, à 47.8 p. 1.000 en 1886, à 45.47 p. 1.000 en 1891, mais nous nous défions beaucoup de la statistique, surtout lorsqu'il s'agit de classer les individus par profession. On peut se rendre compte facilement qu'il n'est pas aisé, en effet, de répartir les habitants recensés et de vouloir les faire rentrer dans des catégories bien déterminées. « Connaitrait-on parfaitement une commune, qu'on serait souvent embarrassé de préciser le groupe dans lequel doit rentrer telle ou telle personne. Comment classer par exemple l'artisan de village qui vit du travail d'un lopin de terre autant que de son métier ? Le négociant qui dirige l'administration de ses biens en même temps qu'il s'occupe d'affaires de banque ? L'ouvrier qui travaille tantôt à la ferme, tantôt à l'usine voisine » (1). Et en effet, cette statistique est forcément incomplète ou inexacte : il est impossible de classer tous les travailleurs dans des catégories spéciales : le petit Savoyard, le Limousin sont à la

(1) Convert, *L'industrie agricole*.

fois des ouvriers agricoles et des ouvriers ramoneurs ou des maçons.

Néanmoins les recherches qui ont été faites sur la population des campagnes, sur les travailleurs actifs, sur leurs familles et sur leurs enfants, nous ont fait connaître des points de vue intéressants. Ainsi, tandis que dans toutes les industries le nombre des salariés tend à augmenter et celui des patrons à diminuer, on voit ici que les chefs d'exploitation sont toujours de plus en plus nombreux. En effet, des renseignements qui nous sont fournis par les enquêtes décennales de 1862, de 1882, de 1892, il résulte que sur 6.663.000 personnes, chiffre approximatif auquel s'élevait la population agricole active, le nombre des chefs d'exploitation est de 3.604.000, tandis que celui des auxiliaires et des salariés a été ramené à 3.058.000 (1). Ainsi donc le cultivateur tend de plus en plus à devenir propriétaire de son champ ; la classe des salariés diminue ; le recensement de 1892 nous montre que le nombre des propriétaires, 3.387.000 est un peu supérieur à celui des non propriétaires, 3.275.000 ; il dénote une tendance très marquée à la diminution du nombre des ouvriers au profit de la culture directe. La cause économique de cette augmentation du nombre de ceux qui cultivent eux-mêmes leurs propriétés, est facile à saisir. Aujourd'hui, le rendement de la propriété foncière a diminué dans des proportions si considérables que le fermier se trouve dans l'impossibilité de payer des fermages élevés. Le propriétaire qui confie une exploitation à un métayer souffre également

(1) En France, la population active adonnée aux travaux de l'agriculture et des forêts était de 8.430.000 personnes au recensement de 1896 sur une population totale de 38.269.000, soit une proportion de 22 0/0.

de cet état de choses. Les récoltes lui seront bien livrées à moitié (s'il a un métayer consciencieux, dont il puisse faire surveiller d'assez près l'administration); mais les prix des denrées étant peu élevés, son bénéfice sera peu appréciable. N'ayant aucun intérêt devant un rendement insuffisant, ceux qui ne peuvent cultiver leurs biens eux-mêmes ont une tendance et un avantage à s'en défaire, d'autant plus que la propriété foncière est soumise à des charges diverses qui viennent diminuer dans une forte proportion, le rendement déjà si peu appréciable.

SECTION II. — Etude de la condition matérielle des populations agricoles au point de vue de l'hygiène.

Dans la population générale, on rencontre, nous l'avons dit, plusieurs classes d'individus : les propriétaires, les fermiers, les métayers, et enfin les ouvriers agricoles. Les conditions de l'existence sont certainement variables pour les uns et les autres. Les premiers auront parfois tout ce qu'ils peuvent désirer, les autres plus ou moins. Mais tous vivant dans le même milieu sont appelés à rencontrer les mêmes difficultés, à surmonter les mêmes obstacles ; ils sont exposés souvent aux mêmes périls, aux mêmes maladies, aux mêmes dangers, si l'Etat ne les protège pas contre eux-mêmes ou contre ces dangers, en leur imposant de sévères lois sur l'hygiène.

Aussi lorsque l'on s'occupe de l'hygiène et de la sécurité des ouvriers agricoles, ce n'est point seulement dans leur travail qu'il faut les suivre et les étudier. Chacun dira qu'il n'est pas utile d'entourer l'agriculteur de précautions inutiles, la nature et le grand air au milieu desquels il

vit faisant plus pour sa santé que les meilleurs règlements, que l'on pourrait lui imposer ; nous ne pouvons nier l'influence d'un tel milieu sur l'homme, mais du moins nous avons le droit de rechercher ici si cette catégorie de travailleurs trouve autour d'elle les meilleures conditions de vie et de développement. Pour cela nous examinerons les réformes que l'on doit s'efforcer de faire admettre par les habitants de la campagne, au point de vue de l'habitation, de l'alimentation et même du vêtement.

1° Les habitations agricoles.

Lorsque l'on veut construire aujourd'hui une maison d'exploitation agricole on se préoccupe surtout de rechercher si l'emplacement choisi est bien situé et se trouve favorable aux travaux de culture que l'on désire entreprendre : on tient compte des conditions d'hygiène, de la construction des matériaux employés, etc., mais il n'en a pas toujours été ainsi. Au moyen âge, par exemple, on recherchait surtout des avantages sérieux pour la défense : on bâtissait souvent sur les hauteurs : presque toutes les agglomérations se trouvaient entourées de murailles et de fossés pleins d'eau. Les habitations étaient étroitement serrées les unes contre les autres, le manque d'espace, l'absence d'aération suffisante venaient ajouter aux mauvaises conditions dans lesquelles elles étaient construites. Assurément les bourgs étaient moins peuplés que de nos jours, mais ils l'étaient encore trop pour le nombre de maisons qu'ils comprenaient. Réunies autour de ces bourgs fermés, les terres cultivées ne s'étendaient pas très loin : lorsque les habitants s'éloignaient du village ils transportaient avec eux leurs troupeaux et leurs instruments de travail, construisaient des refuges de peu de solidité. A la

moindre alerte ils revenaient rapidement, non sans avoir laissé parfois entre les mains des pillards une partie de leurs récoltes ou de leur bétail (1).

Un pareil état de choses devait heureusement cesser avec Henri IV et surtout Richelieu : la royauté ayant conquis assez de force et de pouvoir pour rassurer les habitants, ceux-ci commencent dès lors à se fixer un peu partout où ils sentent qu'ils pourront demander à la terre des récoltes suffisantes pour subvenir à leurs besoins. Ils construisent des maisons plus grandes, mais dont l'usage reste le plus souvent incommode et malsain. Leurs demeures ne présentent alors aucune condition de sécurité et de salubrité. On employait rarement la pierre ou la brique que l'on réservait pour les monuments publics, les châteaux ou les églises : on se servait surtout de matériaux faciles à transporter et à manipuler, la terre, le bois, le sable et les cailloux. Les murs étaient peu solides : ils renfermaient beaucoup d'humidité : du reste, les maisons étaient basses, ne possédaient même parfois qu'un rez-de-chaussée recouvert avec du chaume ou de la tourbe.

M. Delisle a trouvé, en étudiant des chartes normandes, la preuve que l'on employait aussi les roseaux. Il mentionne même que certains villages avaient obtenu des droits constitués dans ce but, sur des contrées où l'on rencontrait des roseaux en grande quantité (2). Bien rares

(1) Dareste de la Chavanne, *Histoire des classes agricoles en France*.

Cet auteur a, un des premiers, écrit une histoire assez complète des classes agricoles, ouvrage d'ensemble qui permet de se faire une idée assez juste des conditions de l'existence des populations rurales à chaque époque de notre histoire.

(2) Delisle Léopold, *Histoire de la condition de l'agriculture et de la classe rurale en Normandie au moyen âge*.

étaient les régions dans lesquelles on faisait usage de matériaux plus solides et plus durables ; cependant on se servait parfois de pierres plates, de tuiles ou d'ardoises, dans les pays possédant par hasard de riches ardoisières et lorsqu'il s'agissait de construire un château ou une église.

En somme, on ne rencontrait dans la campagne que de pauvres chaumières dont les habitants vivaient comme ils pouvaient, surchargés d'impôts et de redevances seigneuriales ou royales ; on ne s'intéressait à eux que lorsqu'ils ne pouvaient plus les payer. Une misère affreuse, la famine même ravageait souvent la campagne ; comment à cette époque aurait-il pu être question de l'hygiène et de la sécurité de ces travailleurs. C'est ainsi que l'aménagement des habitations ne présentait aucune commodité : parfois on n'y rencontrait pas de cheminée : pendant les grands froids les habitants se réfugiaient dans les étables ou dans les maisons situées près du four banal : enfin lorsqu'il en existait elles étaient vastes, servaient à la cuisson des aliments mais non au chauffage de l'appartement.

Avec la Révolution devait s'ouvrir une période nouvelle pour l'habitation : peu à peu ces vieilles enceintes allaient disparaître complètement. La prospérité devait bientôt gagner les villes et les campagnes. Les villages profitèrent des routes plus sûres construites sous le premier Empire ; les agriculteurs pouvaient vendre chaque jour les produits de leurs champs et avec leur argent acheter des objets dont ils avaient besoin. Depuis cette époque jusqu'à nos jours, une amélioration constante s'est faite dans la demeure des agriculteurs ; l'hygiène physique et morale des habitants ressentirent les heureux effets de cette transformation.

Actuellement nous possédons des renseignements qui nous permettent d'apprécier très exactement les conditions dans lesquelles vit l'agriculteur. En 1894, en effet, la section des sciences économiques et sociales du comité des travaux historiques et scientifiques a fait dresser une enquête sur les conditions de l'habitation en France ; les résultats ont été publiés en 1894 et en 1899, et ils sont excessivement intéressants pour l'étude que nous faisons.

Dans le but de se rendre compte du rapport existant entre la valeur vénale et la valeur locative des immeubles, le ministre des finances avait classé les maisons selon qu'elles appartenaient ou non à ceux qui les occupaient, et selon qu'elles étaient destinées au commerce, aux industries ou à l'habitation. Pour que ce travail ne présentât pas seulement des données abstraites, le comité des travaux scientifiques et historiques voulut faire compléter l'œuvre de l'administration en priant ses correspondants, les membres des sociétés savantes et toutes les personnes qui voudraient s'en occuper, de fournir des renseignements de nature à faire connaître les véritables conditions de l'habitation dans les diverses parties de la France. On priait les correspondants de prendre pour guide dans chaque région le type de maison le plus souvent en usage et de fournir des indications sur elle ; on leur adressait en même temps un questionnaire très complet qui devait les diriger dans leurs observations. La question de l'hygiène n'était certes pas laissée de côté : car, non seulement on recommandait de noter si des maisons avaient ou non une tendance à se resserrer des unes contre les autres, si elles étaient bien construites, bien distribuées mais encore un article spécial leur prescrivait d'apprécier

les conditions du type de maison décrit au point de vue de l'hygiène physique et morale.

Ces instructions, qui avaient été envoyées dans toutes les régions de la France, avaient provoqué, tant en 1896 qu'en 1899, environ soixante-dix rapports accompagnés de croquis de dessins, de plans, d'aquarelles ou de photographies tous très instructifs. Le travail auquel nous nous sommes consacré ne nous permettra pas de suivre toutes les notices qui sont le résultat de cette vaste enquête, mais nous devons essayer de résumer en quelques lignes les renseignements que nous pourrons y puiser afin de pouvoir en tirer des conclusions plus générales qui rendront plus intéressante cette étude. Nous verrons du moins les progrès accomplis au point de vue du mode de localisation des maisons, au point de vue de leur orientation, au point de vue des matériaux de construction employés, enfin au point de vue de la distribution des locaux.

On ne peut sans doute pas tirer de conclusion générale sur le mode de localisation des maisons : parfois elles sont disséminées à la campagne dans les contrées qui se prêtent à cette dispersion par l'abondance des sources, des ruisseaux ou par la possibilité de creuser des puits. Par contre, dans les terrains calcaires et partout où les eaux sont rares, les maisons sont construites pour ainsi dire, les unes sur les autres, mais ce ne sont pas les seules causes qui peuvent pousser à l'agglomération ou à la décentralisation ; on a dû en relever beaucoup d'autres. Souvent la concentration des maisons est due à la nécessité où l'on est de se protéger contre le vent, les avalanches, les éboulements ; quelquefois on se groupe pour s'entr'aider dans l'exercice d'un même métier.

M. de Foville, dans son introduction, nous montre que

l'on peut actuellement se féliciter de voir les paysans perdre peu à peu l'habitude de former des agglomérations étroites, « où tous les toits ne touchent, au risque de brûler tous ensemble si un jour le feu s'y met ». Néanmoins, il constate que l'on peut considérer trois groupes de régions bien caractéristiques à ce point de vue : 1° celles où les maisons rurales tendent à s'isoler les unes des autres, comme la Flandre agricole, les environs d'Avesne, la Provence, les hauteurs du Dauphiné, la Camargue, les bords de la Saône au-dessus de Lyon, les plaines du Tarn-et-Garonne, etc. ; 2° celles où la concentration domine, au contraire, par exemple dans les Hautes et dans les Basses-Alpes, dans la vallée de la Meuse, dans la plus grande partie de la Bresse, dans le Bas-Dauphiné ; 3° celles dans lesquelles on semble observer un sage milieu entre la dissémination systématique et l'agglomération complète, ex. : autour de Tarare ; c'est ce que l'on voit aussi dans le Beaujolais, dans le Mâconnais, dans certaines parties de la Flandre et dans les contrées industrielles de la Nièvre (1).

L'orientation d'une maison joue aussi un rôle très important sur les conditions de bien-être et d'hygiène qu'elle devra offrir aux habitants ; c'est pour cette raison que les façades principales sont presque toujours orientées du côté du Midi ; cette observation est générale, au moins pour toutes les contrées dans lesquelles on craint le froid. Mais partout aussi on doit rechercher le grand air, à moins que le vent lui-même ne soit une cause de désastre pour les habitations et, c'est assez souvent ce qui se produit sur les rivages de la Manche et de l'Atlantique ; là, les pêcheurs construisent leurs maisons de façon à ce qu'elles aient le

(1) De Foville, *Enquête sur les conditions de l'habitation en France*, p. XIII.

dos à la mer, ils désirent ainsi éviter les terribles coups de la tempête ; on en redoute tellement les effets que, non seulement on essaye d'y parer par l'orientation donnée, mais que l'on élève très peu les immeubles de façon à donner moins de prise au vent. C'est la seule raison pour laquelle les maisons construites sur la Manche sont si basses ; parfois même on fait descendre le toit jusqu'à terre du côté où le vent souffle ; on évite de construire des ouvertures sur cette face et l'on protège, au contraire, les murs exposés soit en les construisant plus épais, soit en les recouvrant d'un enduit imperméable ou d'un revêtement de bois, lorsque déjà l'on n'a pas pris la précaution de construire devant les habitations de grands rideaux d'arbres, hêtres ou cyprès.

L'intervention des pouvoirs publics pourra avoir à l'avenir beaucoup d'effet à ces deux premiers points de vue, et leur action peut être efficace pour l'amélioration de la qualité des matériaux destinés à la construction des immeubles. Aujourd'hui, du reste, les moyens de transport et les voies de communication sont tellement nombreux que l'on peut aller chercher très loin le bois, la pierre, la chaux ou le ciment. De plus, au moment où, en l'absence de ces matériaux, on était obligé de construire des murs avec la terre pétrie ou avec de l'argile à laquelle on ne pouvait guère ajouter que des végétaux, de la bruyère hachée ou de la paille, on devait bien se contenter d'habitations peu élevées et souvent insalubres ; il ne pouvait être question de superposer des étages ; on ne le pouvait du moins que dans les pays de montagnes boisées, dans les Alpes ou dans le Morvan. Les demeures étaient très solides dans ces régions parce qu'on les construisait avec des troncs d'arbres superposés. Aujourd'hui, les procédés de

construction se sont sensiblement améliorés : les murs sont plus épais et plus solides, des étages sont facilement aménagés.

Le progrès a été aussi sensible en ce qui concerne la couverture des immeubles de nos campagnes : le chaume a été à peu près supprimé malgré la protection efficace qu'il pouvait offrir contre la chaleur ou contre le froid. On en voit encore quelques exemples, mais les dangers d'incendie qu'il présente sont de peu durée et les nombreuses réparations qu'il nécessite lui ont de bonne heure fait préférer la tuile, l'ardoise ou le zing. Depuis longtemps, du reste, les préfets imposent l'emploi de ces matériaux incombustibles.

L'aménagement intérieur des maisons a été aussi très étudié. Dans beaucoup de communes prises indistinctement dans tous les départements, on trouve des immeubles auxquels on peut à ce point de vue adresser de nombreux reproches. Les portes sont trop basses, les fenêtres trop étroites et trop petites ; enfin les appartements sont insuffisants. On trouve en général, deux pièces, une cuisine et une chambre dans laquelle il n'est pas possible de faire du feu. La cuisine est trop basse ; elle est mal éclairée, la cheminée mal construite laisse la pièce complètement remplie de fumée. La gêne dans laquelle sont les habitants ne leur permet pas de s'apercevoir de la malpropreté au milieu de laquelle ils vivent ; les poules, les oies, les canards, les goretts nouveau-nés remplissent la cuisine. Cet intérieur est peu attrayant, même pour l'ouvrier agricole ; sous la cheminée bout constamment le récipient dans lequel on fait cuire les légumes destinés aux animaux ; enfin le plus souvent c'est au-dessus de l'étable que sont situées les chambres des ouvriers.

Heureusement, de nos jours, ces demeures se transforment et disparaissent ; du reste, dans de nombreuses contrées agricoles on rencontre surtout chez les vignerons des constructions beaucoup plus propres et plus spacieuses. On trouve, en général, dans leurs maisons deux pièces à feu de dimension suffisante ; elles sont bien éclairées et possèdent de vastes portes ; elles sont très propres et souvent blanchies à la chaux. Dans la Meuse quelques-unes sont même parquetées en sapin ou en chêne. Des chambres supplémentaires existent : les unes sont réservées aux filles du cultivateur, les autres aux jeunes gens ; enfin on y trouve des greniers spéciaux pour les grains battus en attendant qu'on les vende ou qu'on les conduise au moulin. La maison est alors entourée d'un jardin ou d'un petit verger ; les fumiers sont entassés loin des habitations, les étables en sont également séparées par des granges dans lesquelles sont remisés les chariots et les voitures.

Parfois même, lorsque l'on pénètre dans la maison d'un cultivateur aisé on s'aperçoit qu'il a construit une maison d'habitation et une maison d'exploitation. C'est dans les bâtiments anciens, séparés des premiers par une vaste cour, que sont les étables, les greniers et les caves ; quant au logement il renferme tout le confortable que l'on peut désirer. Les appartements sont heureusement disposés, ils sont nombreux ; la hauteur des étages atteint souvent 3 m. 50, les fenêtres sont très hautes, elles laissent abondamment pénétrer l'air dans les chambres. Sous ce rapport, il est même à regretter que chaque propriétaire ne soit pas propriétaire des biens qu'il cultive et de la maison qu'il habite ; il serait plus ingénieux dans les améliorations que lui dicterait mieux son intérêt personnel.

Hygiène de ces habitations. — Les explications et le

renseignements qui précèdent vont nous permettre d'examiner rapidement les conditions d'hygiène que peuvent présenter ces habitations pour les ouvriers agricoles.

L'intérêt de tous exige à ce point de vue qu'il ne soit pas fait de différence entre les riches habitations d'une part et les demeures pauvres de l'autre. L'hygiène, l'ordre et la salubrité peuvent en effet se rencontrer partout, il suffira que les individus en connaissent les avantages et l'utilité. Malheureusement l'instruction ne suffira pas toujours, et l'on voit souvent que des populations agricoles en retard ont fait plus à ce point de vue que d'autres individus dont l'éducation était supérieure et les ressources plus considérables.

Parmi les renseignements que le comité des travaux historiques et scientifiques avait demandés à ses correspondants dans l'enquête qu'il ordonnait sur l'habitation en France, nous nous rappelons qu'il désirait qu'on lui fît connaître la valeur des maisons au point de vue de l'hygiène. Cette question a donc été étudiée d'assez près.

Nous avons suivi attentivement les conclusions de chaque correspondant, et nous avons constaté que sur les soixante-dix rapports envoyés on peut trouver trois catégories de maisons agricoles : 1^o les unes sont, au point de vue moral comme au point de vue physique des habitants, très défectueuses ; leur construction est trop étroite ; souvent toute une famille n'occupe qu'une seule pièce située au-dessus des étables ; les fumiers sont situés près de la porte d'entrée ; on ne trouve pas trace ici du souci de l'hygiène chez le paysan qui ne souffre cependant pas autant que l'on pourrait le supposer de cet état de choses parce qu'il passe dans les champs la plus grande partie de son temps ; 2^o les autres présentent, au contraire, des condi-

tions d'hygiène suffisantes ; les constructions sont plus vastes et plus confortables ; les chambres sont nombreuses et spacieuses et tenues dans un très grand état de propreté dû souvent à l'isolement dans lequel on tient les bâtiments de ferme ; 3° d'autres enfin peuvent être classées dans une troisième catégorie ; ce sont les demeures agricoles qui sont construites sans observation aucune des règles de l'hygiène, mais que leur orientation, leur situation même suffisent à rendre sans danger pour les ouvriers agricoles.

L'examen successif de ces trois types différents suffira à montrer les progrès qui ont été faits au point de vue de l'hygiène physique et de l'hygiène morale, et les réformes qui restent à faire.

a) *Les demeures agricoles construites sans souci de l'hygiène.* — Ce sont malheureusement encore les plus nombreuses. Les observateurs ont été frappés de bonne heure par le peu d'espace réservé à l'habitation ; le propriétaire a complètement négligé la partie de la maison qu'il se destinait à lui-même, réservant, au contraire, tout l'espace pour le bétail, les instruments aratoires et les récoltes. Non seulement, les pièces qu'il a gardées sont insuffisantes pour contenir tout ce que l'on veut y entasser, mais encore elles sont trop peu nombreuses. Souvent la cuisine sera la pièce principale ; on y trouve un lit avec rideaux ; l'appartement est en outre aussi mal éclairé que peu aéré, il possède une seule fenêtre très petite et très étroite.

Lorsque des chambres existent, elles sont, comme la cuisine, petites, et en outre privées de feu ; parfois elles sont en très petit nombre ; on est obligé de placer plusieurs lits dans chacune d'elles et de faire coucher ensemble des garçons et des filles sans aucun souci des risques qu'on

leur fait ainsi courir. Le besoin de plus d'espace ne se fait souvent sentir que dans les cas de maladie longue ou grave ; et alors on se trouve pris au dépourvu : le médecin est prévenu lorsque la contagion a déjà atteint toute la famille. Même en dehors de toute maladie, les conditions d'hygiène sont des plus mauvaises. Les chambres sont encombrées de meubles, de linges, de hardes, d'une propreté douteuse ; elles sont trop peu élevées, mal aérées et mal éclairées ; elles ne sont pas chauffées, et si parfois elles le sont, c'est par un mauvais petit poêle en fonte défectueux. Souvent aussi, en hiver, les habitants couchent dans des lits constamment recouverts d'une grosse couverture ou d'un édredon. Rarement on songe à découvrir les lits qui sont en outre enfermés dans d'épais rideaux rarement brossés.

Dans certains pays une nouvelle cause d'insalubrité vient s'ajouter à toutes les autres ; les maisons sont construites au-dessous du niveau du sol environnant ; les appartements sont des espèces de caves, ils sont humides et dangereux à habiter.

Enfin une trop grande négligence existe chez les cultivateurs qui ne prennent pas assez de soin pour éloigner de leur maison d'habitation les amoncellements de fumier.

Les régions dans lesquelles on a trouvé les maisons laissant le plus à désirer au point de vue de l'hygiène se rencontrent dans la Meuse (surtout dans les cantons de Gondrecourt, de Vaucouleurs et dans la vallée de l'Ornain), dans la Bresse chalonnaise (Bresse très pauvre ou pouilleuse), dans le département du Tarn-et-Garonne, dans la Vaucluse, arrondissement d'Orange et dans la Basse-Bretagne (Région du Bas-Léon).

Malheureusement ce n'est pas tout, il existe d'autres

pays dont nous n'avons encore rien dit et qui sont encore moins favorisés. C'est, en effet, dans les Alpes et dans la Savoie que l'on rencontre les habitations les plus défectueuses, au point de vue de l'hygiène des habitants. Dans la région des Hautes-Alpes, dit M. Soulié de Brie, « les étables ou écuries servent d'ateliers, de cuisines, de salle à manger et de chambres à coucher pendant tout l'hiver dans toute la région et si, dans certaines vallées, l'habitude de coucher avec les bestiaux tend à se perdre, comme l'affirme le maire de la commune, il n'en est pas moins vrai que les gens y passent la plus grande partie de leur temps. Les touristes qui visitent les contrées du Briançonnais où l'on trouve des crétins et des goitreux en assez grand nombre, ne manquent pas d'attribuer ces infirmités à la mauvaise hygiène résultant du séjour prolongé de la population dans les étables ; ils se scandalisent aussi de la promiscuité des êtres humains couchant pêle-mêle au milieu des animaux domestiques, et ils ne manquent pas de juger déplorable un tel état de choses au double point de vue de l'hygiène et de la morale » (1).

Mais l'auteur fait remarquer que la cohabitation avec les animaux n'a pas sur le physique l'influence qu'on lui prête, puisque les goitreux et les crétins se trouvent en très grand nombre dans les régions de l'arrondissement de Briançon où l'on couche le moins dans les étables (2).

(1) De Foville, *ouvrage cité*, p. 170.

(2) Dr Chabriaud, « Du goître et du crétinisme endémique et de leurs véritables causes ». — Il attribue ces affections à « des perturbations fréquentes et profondes de la respiration et de la circulation, perturbations qui seraient causées par le passage brusque et fréquemment renouvelé d'une température froide à une température très élevée et pour causes secondaires, les efforts, le travail excessif et l'alimentation.

La Savoie laisse aussi beaucoup à désirer. M. Courcelle, professeur d'histoire et de géographie au lycée de Chambéry a fait des études sur la Haute-Savoie, arrondissement d'Annecy et de Saint-Julien ; sur la Savoie, cantons de Ruffieux, Yenne et d'Aix-les-Bains. Il ne peut s'empêcher de reconnaître que si le savoyard est peu exigeant, facile à contenter, il se préoccupe trop peu de la salubrité de son habitation. « La maison, dit-il, est un déplorable exemple de la violation des lois les plus élémentaires de l'hygiène. Une des habitudes les plus détestables vient de l'emplacement choisi pour le fumier d'étable : il est généralement entassé à côté de la porte d'entrée, non loin de la fenêtre principale, les ferments qui s'en échappent sont une source permanente d'infection » (1). Les habitants ont de plus l'habitude d'entourer leur habitation de bûches et de fagots qu'ils ont ainsi sous la main ; mais ils rendent encore leurs habitations plus malsaines, puisqu'ils entretiennent une humidité constante autour des murs. Il faut ajouter que malgré cet état de choses les hommes qui vivent au dehors restent sains et vigoureux ; il n'en est pas de même pour les femmes lorsqu'elles restent au logis ; l'auteur remarque qu'elles vieillissent vite et que leur teint devient blafard. Les enfants meurent souvent en bas âge.

Cet état de choses tend heureusement à se modifier sous l'influence de deux causes : souvent les savoyards émigrent dans les grandes villes et lorsqu'ils reviennent chez eux ils se montrent plus sévères que leurs aînés pour l'aménagement de leur demeure. De plus, aujourd'hui les habitants sont appelés à recevoir de nombreux étrangers

(1) De Foville, *ouvrage cité*, t. II, p. 233 et s.

qui apportent avec eux des habitudes nouvelles modifiant profondément les coutumes locales.

b) *Habitations dans lesquelles l'hygiène est observée.* — De nombreuses régions sont heureusement plus favorisées : leurs habitants ont de bonne heure construit des maisons plus confortables, plus grandes, mieux appropriées à l'usage qu'ils voulaient en faire, aux services qu'ils attendaient d'elles ; elles se trouvent généralement dans des contrées riches où l'on n'a pas à redouter les rigueurs de l'hiver ou les chaleurs de l'été. Elles offrent surtout de bonnes conditions de salubrité lorsqu'elles sont situées dans un pays où l'on a pu aménager des fontaines publiques et partout où des sources abondantes assurent aux habitants une eau pure et saine.

Les dispositions sont favorables à l'hygiène : les bâtiments sont éloignés des écuries, du fumier, et des cabinets d'aisances ; souvent une cour très vaste laisse pénétrer le soleil dans toutes les dépendances de la maison ; celle-ci a généralement un étage, les chambres à coucher sont situées au premier, elles sont donc salubres ; elles sont en outre assez nombreuses pour que l'on puisse respecter les règles de la morale.

Aussi les épidémies sont plus rares et la santé générale plus satisfaisante. M. Alphonse Agénor, dans la notice qu'il a communiquée sur la maison du Cantal, fait bien remarquer que l'on ne trouve pas dans les habitations la quantité d'air exigée par les hygiénistes, mais il est d'avis que l'aération est suffisamment assurée par les nombreuses baies pratiquées dans les murs pour la construction des portes et des fenêtres.

Parmi les pays les plus favorisés à ce point de vue, on peut citer dans le Doubs la région de Montbéliard, Tarare,

la Bresse riche, les contrées du Beaujolais, du Mâconnais, du Vivarais, de la Vendée et surtout de l'arrondissement de La Roche-sur-Yon.

c) *Habitations dont l'hygiène est constituée surtout par les avantages de leur situation.* — Certaines habitations rurales ne remplissent aucune des conditions nécessaires pour une bonne hygiène, et cependant les habitants n'ont pas à souffrir de cette absence de précautions. C'est ce que l'on a constaté notamment pour la région de la Haute-Marne. M. Petit qui a inspecté cette région déclare qu'il est difficile de se faire une opinion : il constate bien que l'on ne prend pas de précautions pour l'aération et le lavage des chambres, mais la maison est cependant située en général dans des conditions de salubrité suffisante, si toutefois les habitants observent les principes élémentaires d'hygiène.

De même dans le Tarn-et-Garonne, on a remarqué que si la maison n'offre pas beaucoup de garanties au point de vue de la salubrité, la nature a remédié par avance à ce manque de précautions : en effet les habitants des campagnes vivent constamment au dehors dans un pays généralement très sain ; ils respirent le plus souvent un air pur ; même dans leurs petits et étroits logements l'air est suffisamment renouvelé, grâce aux dimensions énormes de la cheminée et aux mauvaises conditions dans lesquelles a été faite la menuiserie des portes et des fenêtres.

2° *Le vêtement.*

Les populations agricoles ont ainsi, sous l'influence de conditions multiples, une tendance de plus en plus marquée à améliorer leur situation sociale par une réforme heureuse des vieilles habitations. En recherchant le bien-être, on obéit également aux principes de l'hygiène physique et de l'hygiène morale. Or, l'augmen-

tation du bien-être dans l'intérieur des familles, suppose nécessairement une modification sensible du mobilier et du vêtement qui ne doivent plus être insuffisants. Dans les plus pauvres chaumières, aujourd'hui, on ne se contente plus de gros bans de chêne ou de noyer, pour prendre les repas : on possède des chaises et les petits meubles nécessaires ; chacun peut se déplacer facilement, sortir de sa commune ou de son village pour se rendre compte des réformes réalisées chez son voisin. C'est ainsi que peu à peu, on a abandonné l'usage des lits clos qui étaient de véritables armoires se fermant par une porte à coulisse ; ils étaient disposés le long des murs ; on en trouve encore dans la Basse-Bretagne.

On constate même des améliorations sensibles dans la région des Hautes-Alpes ; dans le Briançonnais cependant, la literie consiste encore très souvent dans une simple paillasse de feuilles sèches ; les paysans dorment recouverts d'un drap de laine ; ces exceptions tendent de plus en plus à disparaître, puisque dans le Queyras même, surtout à Abries et à Ristolas, les habitants possèdent déjà des matelas et des coussins en laine ; ils vont même jusqu'à faire venir de Paris des couvertures de laine, des couvre-pieds piqués.

La condition des populations rurales s'est donc sérieusement modifiée à ce point de vue. M. Lalance le signale en ces termes pour le département du Doubs : « Autrefois, dit-il, les jours de foire et de marché, on voyait les paysans des environs de Montbéliard venir à la ville sur leurs chars de culture agrémentés de quelques bottes de paille, vêtus, en été, d'étoffes de chanvre teintées en gris bleu, l'hiver de droguet. Leur linge était fait de grosses toiles de chanvre. Le tout se fabriquait en ménage

durant les longues journées d'hiver. Aujourd'hui, et depuis bien des années déjà, le costume est transformé : les hommes portent du drap et des habits que fournissent les maisons de confection ; les femmes de leur côté se procurent, dans des établissements similaires, la chaussure, les chapeaux, les surtouts (1). » Ces remarques pourraient être faites dans bien des pays. La rapidité des moyens de communication a permis aux grands magasins d'établir des succursales dans presque toutes les régions, et dans celles qui sont moins privilégiées on voit passer souvent des marchands ambulants apportant des vêtements de confection, des étoffes, de la toile, des chaussures, des rubans, etc.

3^e Alimentation.

L'alimentation a fait, elle aussi, de nombreux progrès. Il y a quelques années encore, la nourriture ordinaire des paysans, dans plus de la moitié de la France, consistait surtout dans une soupe de pommes de terre et de légumes, aussi les cultivateurs faisaient-ils une énorme consommation de pain et de fromage, des produits de leurs fermes. Aujourd'hui, les débouchés étant plus nombreux, les récoltes, le lait, le beurre, se vendent mieux ; parfois les agriculteurs vont travailler quelques mois de l'année à la ville et à l'usine : ils en rapportent des ressources nouvelles qui contribuent à amener dans la maison un bien-être plus certain. Il est peu de familles aujourd'hui, dans lesquelles on ne mange pas de viande au moins une fois par semaine. On cite comme des exceptions certaines contrées dans lesquelles ce minimum n'est pas atteint. Il existe, sans doute, encore quelques régions bien

(1) De Foville, t. I, p. 119.

mal partagées, telles que la Basse-Bretagne et les Hautes-Alpes. Ainsi, dans le Bas-Léon, la nourriture est même très simple ; elle se compose surtout de pommes de terre cuites à l'eau, de bouillie d'avoine et de sarrazin, on mange quelquefois de la viande de porc salé, mais seulement à l'occasion d'une fête ; quant à la viande de bœuf ou à la volaille, on la mange seulement pour les repas de noces. Cette nourriture composée surtout de féculents est contraire aux principes de l'hygiène : cependant la population ne semble pas en souffrir, elle reste vigoureuse et prolifique, parce qu'elle vit dans un milieu où l'air conserve une très grande pureté.

Dans le Briançonnais et dans l'Embrunois l'alimentation est également des plus mauvaises : cependant on commence à cuire le pain tous les deux mois environ, alors qu'auparavant, on voyait des familles le cuire pour une année entière ou même pour dix-huit mois. Elles avaient adopté cette coutume pour éviter des frais de chauffage, et aussi parce que le pain frais étant moins économique que le pain dur, leur récolte de seigle n'aurait peut-être pas été suffisante. Dans ces régions cependant on mange de la viande salée, chèvre, porc ou vache ; les propriétaires aisés ont, en outre, chez eux, une certaine provision de vins d'achat.

Les propriétaires, les fermiers, les métayers et les ouvriers agricoles, augmentent donc chacun dans des proportions différentes les conditions de bien-être dans lesquelles ils vivent ; il serait trop long et difficile de rechercher tous les progrès accomplis ; cependant pour les ouvriers agricoles, la statistique nous renseigne mieux. De nombreux documents nous font connaître les salaires qui leur sont attribués. « La statistique agricole

a relevé le taux moyen des salaires agricoles en 1862, en 1882 et en 1892 par département. La hausse des salaires des domestiques de ferme logés et nourris sur les domaines, très importante de 1862 à 1882, puisqu'ils ont passé de 296 à 324 francs pour les bouviers, de 230 à 290 francs pour les autres ouvriers adultes, s'est modérée de 1882 à 1892, époque à laquelle elle a atteint une moyenne de 360 francs pour les bouviers et 310 francs pour les ouvriers adultes, mais elle ne s'est pas arrêtée » (Couvert, *ouv. cité*, p. 40). On trouve bien, il est vrai, des ouvriers qui gagnent seulement 200 à 250 francs par an, mais par contre dans les pays de culture intensive, leur salaire atteint souvent 450, 500, 550 et même 600 francs.

Leur nourriture s'est sensiblement améliorée ; on l'évalue de 0 fr. 70 à 1 fr. 20 par jour ; dans le nord, les ouvriers non nourris ont une augmentation de 40 à 45 francs par mois. Elle ne se compose plus seulement de lait, de beurre et de fromage, mais elle comprend aussi une importante consommation de viande. Celle-ci qui était de 13 kilogrammes environ par homme en 1840, est aujourd'hui de 35 kilogrammes. Dans les villes, il s'en débite plus que dans les campagnes, mais néanmoins il y a un grand progrès.

SECTION III. — Absence de réglementation du travail des ouvriers agricoles au point de vue de l'hygiène et de la sécurité.

Nous connaissons maintenant comment est morcelé chez nous le territoire agricole, quelles sont les conditions dans lesquelles peuvent vivre le propriétaire, le cultivateur, le fermier, le métayer, le journalier ; nous devons

donc rechercher quelle police sanitaire protège ces ouvriers agricoles contre les dangers de leur profession. A ce point de vue on est frappé de la différence qui existe entre les individus employés dans l'industrie de la terre et ceux travaillant dans les ateliers et les manufactures ; on s'étonne tout au moins, que l'absence de réglementation, soit pour ainsi dire complète ici. On reconnaît volontiers que le métier de cultivateur ne comporte pas les mêmes dangers que nous avons rencontrés dans la grande ou dans la petite industrie, où l'intervention de l'Etat est sévère et très étendue ; il n'entraîne pas les mêmes accidents, les mêmes dangers et les mêmes incapacités ; il existe bien cependant dans l'industrie agricole une catégorie de travailleurs qui a besoin d'une aussi complète protection : ce sont tous ceux qui sont employés dans des véritables usines, dans des distilleries, dans des sucreries ; mais ceux-ci ne sont plus alors considérés comme des ouvriers agricoles ordinaires ; ils tombent dans la catégorie des ouvriers travaillant dans l'industrie et sont entourés des mêmes garanties que ces derniers. Néanmoins, on voit bien apparaître dans les grandes exploitations de culture des machines agricoles dangereuses pour ceux qui les conduisent, des instruments aratoires, des faucheuses, des lieuses et là encore les règlements destinés à assurer la protection de l'ouvrier sont nécessaires. Pourquoi, par exemple, sans aller plus loin, ne pas appliquer la loi du 12 juin 1893 à tous les cas entraînant celle de la loi de 1899 sur les accidents du travail qui peuvent se produire : il y aurait autant de raison et surtout d'utilité.

Si les règlements ne sont pas les mêmes ici, c'est que les conditions de la culture sont telles que non seulement elles ne présentent presque aucun danger pour les popu-

lations qui s'y livrent, mais qu'elles sont tout à fait favorables à la santé et à la sécurité des travailleurs. C'est du moins ce que l'on peut dire et c'est en partie exact : en effet, au moment de la discussion des différentes lois sur le travail des adultes, des femmes et des enfants personne n'a cherché à retracer les infortunes des travailleurs agricoles, comme on a pu le faire facilement pour les individus employés dans l'industrie ; on n'a donc pas songé aux agriculteurs en établissant des règlements d'hygiène et de sécurité. Ni la loi du 2 novembre 1892, ni celle du 12 juin 1893, n'a établi de mesures spéciales de surveillance ou d'hygiène sur les travaux des champs. Cela résulte clairement des travaux préparatoires de ces lois et de leur texte même. Ainsi, au moment du vote de la loi de 1892 le rapporteur, M. Waddington, déclara que personne ne cherchait à réglementer le travail agricole. Les textes des différentes lois visent simplement les usines, les manufactures, les chantiers et les ateliers. Ils laissent donc de côté le travail agricole accompli en plein air ou dans la ferme, parce qu'il présente moins de conséquences graves pour les individus se livrant à la culture de la terre ou à l'élevage du bétail.

Nous devons nous demander si l'on peut se contenter de la situation faite à ces ouvriers agricoles par suite de l'absence de réglementation de leur travail : et nous devons, pour nous prononcer, étudier successivement la condition faite à l'homme adulte, celle faite à la femme, et enfin celle faite à l'enfant.

Les ouvriers agricoles adultes ne sont pas protégés plus que les autres ouvriers travaillant dans les autres industries ; les travailleurs des champs fournissent en général une somme de labeur plus ou moins considérable suivant

qu'ils sont propriétaires, fermiers, ou ouvriers. A la campagne on travaille surtout par périodes; aussi très souvent l'on est surmené à des époques déterminées, semailles, moissons, vendanges. On se lève de très bonne heure dans ces moments et l'on part immédiatement aux champs pour y rester la journée entière : les travaux pressent, il faut absolument rentrer la récolte avant le mauvais temps. Il n'est pas rare alors de voir les ouvriers fournir 14 ou 16 heures de présence par jour, mais il convient d'ajouter que ces périodes sont souvent séparées par de longs repos. Levé dès la première heure, l'agriculteur ne quitte la charrue que très tard dans la soirée ; cependant très souvent il se repose au milieu de la journée à un moment où les attelages ne pourraient plus supporter la chaleur du soleil. Malgré tout, ces périodes de surmenage sont courtes, et de plus, pendant ces moments, les ouvriers sont en général mieux nourris ; on profite de ces jours de travail excessif pour leur servir de la viande et du vin. Enfin, si parfois le propriétaire, le fermier, le métayer et l'ouvrier sont très peiné à l'époque de la rentrée de certaines récoltes, il existe pour eux de nombreuses périodes pendant lesquelles ils sont contraints à un repos forcé ; pendant la saison d'hiver ils ne travaillent pas, ou seulement un petit nombre d'heures par jour ; souvent ils seront inoccupés dans les régions où les neiges persistent pendant de longs mois ; ailleurs, ils se livreront à des travaux d'intérieur bien peu fatigants.

La situation des ouvriers est sans doute plus dure : ils n'ont point comme leurs maîtres le pouvoir de se reposer toujours lorsque les grands travaux sont terminés ; cependant leur salaire est assez élevé et ils n'ont à regretter qu'une chose, c'est de ne pouvoir occuper leur activité

pendant plus de la moitié de l'année. Pendant le reste du temps les manœuvres vivent souvent misérablement ; l'oisiveté forcée dans laquelle ils se trouvent est alors pour eux une bien mauvaise conseillère, ils boivent de l'alcool. Heureusement, dans beaucoup de contrées, surtout dans celles qui sont boisées, les ouvriers trouvent encore du travail pendant l'hiver ; c'est à ce moment, en effet, que se font les coupes de bois vendues par l'Etat, les départements ou les communes ; c'est une ressource pour eux. D'autres vont chercher dans des régions plus fortunées un travail que le pays leur refuse momentanément ; mais alors ils rentrent dans les usines, dans les chantiers et les manufactures où ils profiteront des lois sur l'hygiène.

La femme du cultivateur aurait besoin d'une protection plus efficace, du moins dans certains cas. Nous ne parlons pas évidemment de la femme du riche propriétaire ou fermier ; celle-ci ne sort jamais de la maison d'habitation où elle doit surveiller surtout les travaux de l'intérieur, c'est à la femme du métayer peu aisé, à celle de l'ouvrier des champs, que nous songeons ici ; sans doute, il n'est pas facile d'intervenir parce que la famille est peu aisée. Lorsque le ménage n'a pas d'enfants, l'homme et la femme partent aux champs où ils restent toute la journée ; tous deux sont surmenés et ils ne prennent pas le temps de préparer une nourriture assez substantielle. Lorsqu'ils rentrent au logis, harassés de fatigue, ils se contentent de lait ou de fromage. Ont-ils des enfants en bas âge, leur condition est même pire : la femme accompagne toujours son mari aux champs, elle est alors obligée de laisser les petits à la maison, où en son absence les plus graves accidents sont à redouter, et même si on les emmène on ne pourra pas les surveiller tout le temps.

Mais la femme aurait surtout besoin de protection lorsqu'elle va donner le jour à l'enfant : il faudrait par un repos forcé la contraindre à veiller non seulement sur sa santé physique, mais sur celle de l'enfant qui va naître. Il n'est point rare, en effet, de voir à la campagne des ouvrières agricoles quitter le travail pour accoucher et reprendre leurs occupations peu de jours après, quelquefois le même jour ou le lendemain. Ces imprudences sont surtout commises par des ignorantes qui ne savent point et par des individus robustes qui ont une sensibilité très atténuée (1). Elles peuvent avoir de graves conséquences, et il ne suffit pas de croire que l'on se trouve en présence de femmes qui n'ont rien à craindre parce que leur santé répond de tout ; une bonne hygiène commande pour la vie de l'enfant, autant que pour la santé de la mère, un repos salubre ; que le législateur intervienne donc et qu'il n'hésite point à faire sentir ici son action tutélaire en imposant aux femmes qui sont sur le point d'accoucher l'abandon des travaux pénibles pendant les quelques semaines qui précèdent ou qui suivent l'accouchement.

Les enfants qui naissent et qui sont élevés dans les exploitations agricoles se trouvent placés dans de très bonnes conditions d'hygiène lorsque, d'une part, les parents habitent une maison dont la construction ne laisse pas trop à désirer, et que de l'autre ils ne les emploient pas à des travaux au-dessus de leurs forces. Il est un fait certain : les enfants du cultivateur ont généralement une santé excel-

(1) En 1898, dans son cours de médecine légale, le Dr Lacassagne voulant montrer à ses élèves combien la femme était plus résistante à la douleur que l'homme, nous citait l'exemple de la femme adonnée aux travaux des champs, qui sans souffrance met au monde un enfant et reprend son travail sans maladie.

lente ; dès leurs plus jeunes années ils sont employés à la garde des troupeaux dans les pâturages ; ils ont comme auxiliaires précieux des chiens fidèles qui savent réduire à son minimum la tâche des petits bergers : leurs premières années vont donc se passer au grand air. Ce n'est que plus tard qu'ils deviendront des aides et des auxiliaires pour leur père. Ils suivront donc un apprentissage long et sérieux avant d'être eux-mêmes cultivateurs, et les travaux auxquels on les soumet doivent pendant leur adolescence toujours être proportionnés aux forces physiques de l'enfant.

La campagne, les travaux agricoles sont, du reste, un milieu excessivement favorable au développement du jeune enfant. Les médecins les plus autorisés sont depuis longtemps de cet avis, et l'on peut voir chaque année quels résultats merveilleux obtiennent les services de l'Assistance publique, en confiant à des agriculteurs les enfants qui leur sont abandonnés par des parents malheureux ou indignes. Les pupilles du service des enfants assistés ne sont cependant pas placés dans des intérieurs qui présentent beaucoup de garanties au point de vue de l'hygiène et de la sécurité ; ce sont, la plupart du temps, de petits propriétaires peu aisés qui s'adressent à l'Assistance publique pour obtenir un ou deux enfants qui leur rendront des services sans leur coûter beaucoup ; néanmoins, on ne peut que se féliciter des résultats obtenus ; nous en avons nous-mêmes été surpris, un jour où le hasard nous avait conduit en compagnie d'un docteur de nos amis, à Innimond, petit village du département de l'Ain ; ce pays est situé à 900 mètres d'altitude, il présente donc de sérieuses garanties d'hygiène ; il compte environ une centaine de cultivateurs, petits propriétaires, et cependant dans cette

région, on peut rencontrer deux cents enfants provenant des services de l'Assistance publique. Nous fûmes étonnés non seulement de leur nombre, mais de l'état de santé florissant dans lequel tous se trouvaient. Sans être l'objet de soins spéciaux, ils vivent dans un milieu agricole qui suffit non seulement à leur conserver la santé, mais encore à la leur rendre, parce qu'ils sont nés souvent de parents débilités, rachitiques ou atteints de maladies graves (1).

Il faut néanmoins que l'Etat se préoccupe des enfants qui vivent à la campagne ; leur instruction doit surtout attirer l'attention des pouvoirs publics ; les notions d'hygiène doivent leur être enseignées ; or dans les régions agricoles on a toujours une tendance à se soustraire à l'obligation de la loi scolaire. Les parents trouvant pour leurs enfants des occupations dès leur plus jeune âge, ne se séparent pas facilement d'eux : et lorsqu'il conviendrait de les envoyer à l'école, le pauvre cultivateur et le modeste fermier songent qu'il faut à tout prix conduire les bestiaux au pâturage, qu'il ne peut le faire lui-même parce que les travaux l'appellent ailleurs ; trop souvent encore l'enfant ne se rend pas à l'école. Ceci est très malheureux, l'influence de l'école est très grande sur l'enfant ; il prend des habitudes de propreté et on peut lui donner là quelques notions d'hygiène.

Si, en principe, l'enfant occupé aux travaux des champs n'est point entouré d'une protection analogue à celle dont

(1) Il est du reste inutile d'insister plus longtemps sur l'avantage que présente la campagne pour les jeunes enfants. N'avons-nous pas à Lyon l'OEuvre lyonnaise des enfants à la montagne, qui chaque année envoie pendant les vacances environ 600 enfants pour une quarantaine de jours au grand air.

bénéficie l'enfant employé dans l'industrie, à tous les autres points de vue il sera soumis aux lois sur le travail des femmes et des enfants, pourvu toutefois que les conditions dans lesquelles il travaille puissent être assimilées à celles pour lesquelles cette législation a été faite.

Ainsi il est bien entendu que la loi du 2 novembre 1892 devra s'appliquer dans le cas où des enfants et des femmes seront occupés à des travaux accessoires d'un caractère industriel accompli chez des agriculteurs et dans des établissements agricoles. Une instruction ministérielle du 12 octobre 1880, prise sous l'empire de la loi du 19 mai 1874 (sur le travail des enfants et des filles mineurs employés dans l'industrie), l'avait déjà décidé. Depuis cette époque, la jurisprudence a eu l'occasion de rappeler ce principe, à propos de la loi du 2 novembre 1892. Un arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation du 20 octobre 1899 décide notamment qu'un atelier affecté d'une part, à la réfection des outils d'une exploitation agricole, et d'autre part, à la fabrication d'outils et d'appareils neufs utilisés dans l'exploitation, est soumis aux obligations imposées par la loi du 2 novembre 1892, parce qu'il réunit tous les caractères des établissements industriels régis par cette loi sans qu'il y ait à tenir compte de ce que cet atelier serait une annexe d'une Compagnie spéciale (1).

Il est regrettable que la loi ne soit pas applicable à l'établissement agricole lui-même, parce que des dangers analogues peuvent s'y rencontrer. Sur ce point, en effet, la Cour de cassation a décidé que, lorsqu'il s'agit de l'établissement agricole lui-même, spécialement d'une saline,

(1) D. P. 1902, 1.208, et la note.

l'emploi d'une machine à vapeur même ne saurait en modifier le caractère et le soumettre aux obligations de la loi de 1892 (1).

« Attendu, dit cet arrêt, en droit, que les articles 2, 5, 10, 11 et 26 de la loi du 2 novembre 1891 ont eu uniquement en vue le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, privés ou religieux : que cette nomenclature, ainsi que cela résulte expressément de l'article 21 de la dite loi, ne vise que le travail opéré dans les établissements industriels ; que ces mots, travail industriel ont été employés par le législateur en opposition au travail agricole et à son exclusion. »

Et, les auteurs en général, laissent le travail agricole en dehors de la loi de 1892, alors même qu'il s'exécute par des moyens mécaniques ou des moteurs à vapeur, sauf quelques-uns (2).

Il y avait là une lacune ; aussi aujourd'hui « le préfet, après avis du conseil général et des chambres consultatives d'agriculture, déterminera les mesures à prendre dans toute exploitation agricole, où il est fait usage constant ou momentané d'appareils mécaniques afin d'éviter les dangers spéciaux, pouvant résulter de ces appareils, dangers d'incendie ou dangers concernant ces personnes » (3). Les maires peuvent prescrire aux propriétaires, aux fermiers et à tous autres possesseurs ou exploitants d'entourer

(1) Crim. cass., 5 juin 1896, D. P. 97.1.83.

(2) V. notamment : Lagrésille, *Commentaire de la loi du 2 novembre 1892*, n° 17 ; Bouquet, *Du travail des enfants dans l'industrie*, n° 43.

(3) V. la loi du 21 juin 1898.

d'une clôture suffisante les puits et les excavations présentant un danger pour la sécurité publique.

SECTION IV. — Dispositions légales de nature à améliorer ou à assurer indirectement l'hygiène et la sécurité des ouvriers agricoles.

Si l'on est obligé de regretter l'absence de l'intervention directe du législateur pour assurer aux travailleurs de la terre l'hygiène et la sécurité auxquelles ils ont droit, on doit cependant mentionner certaines mesures qui ont une réelle influence sur la situation de ces ouvriers ; on en peut distinguer deux groupes : 1° celles qui se rattachent à leur sécurité ; 2° celles plus spécialement destinées à assurer la salubrité.

I. — *Mesures se rattachant à la sécurité des agriculteurs.*

L'autorité municipale est chargée de la police en général : elle tient ses attributions relatives à la police rurale des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'article 9, titre 2 de la loi du 28 septembre et 6 octobre 1790, pouvoirs que la loi du 5 avril 1884 n'a du reste pas abrogés, puisque au contraire, elle les lui confirme.

C'est en vertu de ces pouvoirs très étendus que les maires ont le droit de prendre dans les communes rurales, comme dans les villes, et sous la surveillance de l'autorité supérieure des arrêtés ayant pour objet de pourvoir à la sécurité des personnes et des biens (art. 91, L. 5 avril 1884), le maire doit assurer le bon ordre, la sûreté et la salubrité publique. L'article 37 énumère les différents points sur lesquels cette autorité doit s'exercer. Ils doi-

vent veiller au nettoyage, à l'éclairage des chemins, à l'enlèvement des encombrements qui pourraient les obstruer ; la police rurale comprend aussi le mode de transport des personnes décédées, les inhumations et les exhumations, le maintien du bon ordre dans les cimetières ; elle doit prévenir en prenant les précautions convenables, ou faire cesser en distribuant les secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux, incendies, inondations, les maladies épidémiques ou contagieuses.

Les articles 4, 5, 6 et 7 de la loi du 21 juin 1898 sur la police rurale administrative, donnent aux maires le droit d'ordonner la réparation ou la démolition d'un bâtiment menaçant ruine.

L'article 7 ordonne au maire de prescrire l'exécution de toutes les mesures de sûreté exigées par les circonstances : ainsi on protégera les travailleurs agricoles dans de nombreux cas, inondation, rupture de digue, incendie de forêts, avalanches, éboulement de terres ou de rochers, etc.

Les maires peuvent prendre, notamment en ce qui concerne les incendies, des arrêtés destinés à rappeler aux citoyens des campagnes les lois qui leur défendent d'allumer du feu dans les champs à moins de 50 toises de maisons, des bois, des meules de grains ou de paille (loi de 1791, t. II, art. 10). Ils doivent aussi veiller à l'entretien et au ramonage des fours et des cheminées ; l'article 9 dit qu'ils seront tenus de faire au moins une fois l'an la visite des fours et cheminées de toute maison et de tout bâtiment éloigné de moins de 100 toises d'autres habitations. Ils doivent annoncer ces visites trente jours d'avance : lorsqu'ils les auront faites, ils ordonneront la réparation ou la démolition des fours et des cheminées qui se trouveront dans un état de délabrement qui pourrait occasionner des accidents.

Toutes ces prescriptions sont rappelées par les articles 2 et suivants de la loi du 21 juin 1898.

II. — *Mesures se rattachant à la salubrité.*

La loi de 1794, dans l'article 13 du titre II, veillait aussi sur la salubrité des agriculteurs, elle ordonnait d'enfouir les bestiaux morts ; l'opération doit encore se faire actuellement pendant la journée ; elle doit être faite par le propriétaire et dans son terrain à quatre pieds de profondeur ; parfois cependant la municipalité désigne un terrain où les animaux seront conduits pour y être enfouis. Si les cultivateurs ne se conforment pas à ces prescriptions ils peuvent être condamnés à une amende, puis seront contraints de transporter et d'enfouir leurs bestiaux aux endroits désignés.

De plus, les maires peuvent déterminer les conditions d'enfouissement des animaux de toute espèce, morts de maladie ou autrement (1).

Il est du reste entendu que l'article 13 ne s'applique pas aux bestiaux qui sont propres à un usage après leur mort, à ceux, par exemple, qui peuvent être livrés sans inconvénient à la consommation ; enfin le maire peut prendre toute mesure exigée pour que l'équarrissage des animaux ne cause aucune exhalaison nuisible.

En 1882, le Parlement a voté une loi relative à la destruction des loups en France et a établi des primes variant de 100 à 200 francs ; un décret des 28 et 29 septembre 1882 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi, a confié aux maires de nouvelles attributions concernant le dépouillement et l'enfouissement de

(1) Voy. un arrêt de la Cour de cassation, ch. crim. du 17 mars 1865, D. P. 65.1.448.

ces animaux qui sont détruits sur le territoire de leur commune. « Après la constatation (pour le paiement de la prime), dit l'article 4, celui qui a déclaré l'animal est tenu de le dépouiller ou de le faire dépouiller ; il peut réclamer la peau, la tête et les pattes. Par ordre et sous la surveillance du maire ou de son suppléant, le corps du fauve dépouillé est ensuite enfoui dans un fossé ayant au moins 1 m. 35 de profondeur. Toutefois, s'il existe dans la commune ou dans un rayon de 4 kilomètres un atelier d'équarrissage autorisé, l'animal peut y être transporté. » Des procès-verbaux sont dressés de toutes ces circonstances et de ces opérations ; quant aux frais d'enfouissement, ils restent à la charge de la commune.

Parmi les autres prescriptions intéressant plus spécialement la salubrité des ouvriers agricoles, il faut citer : 1° celles qui ont trait à l'assainissement des lieux habités ; 2° celles qui concernent l'assainissement des terrains et 3° celles relatives aux épizooties.

A. Assainissement des lieux habités. — Les explications que nous avons données lorsque nous avons examiné les conditions de l'habitation ouvrière sont suffisantes pour l'étude de cette question, soit en ce qui concerne l'application de la loi du 13 avril 1850 et les dispositions relatives aux logements insalubres, soit en ce qui concerne les nouvelles mesures prises par la loi de 1902 sur l'hygiène publique, applicable en février 1903.

Cependant il est utile de faire remarquer que la législation antérieure a été totalement impuissante à améliorer les conditions de l'habitation dans les campagnes. On comprend facilement pourquoi. D'abord, le plus souvent, ce sont les propriétaires qui habitent leurs immeubles et, dans ces conditions, ils se gardent bien de signaler les cau-

ses d'insalubrité, parce que les réparations nécessaires seraient à leur charge : du reste, la loi de 1850 reste sans application lorsque les locaux sont habités par le propriétaire lui-même, l'usufruitier ou un usager. Cela résulte soit des travaux préparatoires, soit de l'article 1^{er}. On semble avoir eu peur de porter atteinte au droit de propriété : l'intérêt privé avait prévalu sur l'intérêt général. Cette crainte a été au moins exagérée ; l'atteinte n'eut en tout cas pas été plus profonde que certaines autres contre lesquelles on n'a jamais songé à réclamer, par exemple celle par laquelle on oblige à faire ramoner les cheminées. Quant aux ouvriers agricoles qui sont logés chez le maître, ils n'osent soulever aucune réclamation parce qu'ils risquent la perte de leur place. Les fermiers, les métayers peuvent bien tenter de saisir la commission des logements insalubres ; mais ils hésitent également craignant que le propriétaire refuse de renouveler leur bail, ou qu'il ne se montre plus rigoureux pour le paiement des loyers à leur échéance. Enfin, dans les communes rurales, il arrive souvent que les conseillers municipaux hésitent à prendre des mesures qui pourraient un jour être prises contre eux-mêmes parce que leurs immeubles présentent les mêmes causes d'insalubrité.

Ces mêmes inconvénients n'existeront plus avec la loi nouvelle puisque la commission d'hygiène pourra agir indépendamment de la décision du conseil municipal.

B. *Assainissement des terrains insalubres.* — L'Etat, le département ou la commune doivent veiller à apporter des améliorations au sol lorsqu'il comprend des terrains humides ou insalubres. Il n'est pas douteux qu'ils doivent faire disparaître les mares qui peuvent se trouver sur les parties creuses des routes nationales : ils sont obligés de

faire opérer le dévasement des cours d'eaux, le dragage ou d'accomplir d'autres travaux exigés par la santé publique. Mais il est certain aussi qu'ils doivent supprimer les étangs insalubres et assécher les terrains humides.

a) *Etangs insalubres.* -- Dès 1792 on avait compris qu'il fallait les supprimer de toute nécessité, et malgré les dommages qu'une totale modification des lieux pourrait causer dans certaines régions, l'autorité n'hésitait point à prendre des mesures rigoureuses. Dans un intérêt de salubrité publique, les 11 et 19 septembre 1892 avait été votée une loi « sur la destruction des étangs marécageux » : on avait compris que l'initiative privée ne suffirait pas à la tâche.

La loi décidait, dans son article 1^{er}, que les administrateurs de districts, les conseils généraux des communes et ceux des départements pourraient ordonner la destruction des étangs lorsque ceux-ci, d'après l'avis et les procès-verbaux des gens de l'art, pourraient occasionner par la stagnation de leurs eaux des maladies épidémiques ou épizootiques, et que, par leur position, ils pourraient provoquer des inondations de nature à envahir et à inonder les propriétés inférieures.

La doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour affirmer aujourd'hui que cette loi est toujours en vigueur, mais que les conditions d'application sont un peu modifiées par suite de la disparition du conseil des communes et de l'administrateur du district (1). Les étangs sont, en effet, des retenues d'eau établies par la main de l'homme ; la commune a le droit de vérifier si la présence de ces étangs, formés dans l'intérêt d'un seul, ne présente pas des dangers pour toute l'agglomération communale. Une

(1) Voy. Renaud et Maulde, *Rép. gén. d'administ. municipale*, V° *Etangs*, n° 35 et s.

enquête peut donc être faite sur l'opportunité de la destruction de l'étang. Le préfet aujourd'hui peut seul l'ordonner lorsque le sous-préfet aura fourni au préalable un avis favorable, mais il faut toujours une décision du conseil municipal. Les ingénieurs du service hydraulique et une commission d'hygiène sont chargés de visiter les lieux et de juger de l'opportunité de la mesure demandée par la commune intéressée. Des arrêts ont même décidé que le propriétaire de l'étang insalubre n'a pas le droit de réclamer une indemnité parce qu'il ne peut défendre sa plus Ou moins longue possession par un argument sérieux : « on n'acquiert pas par prescription la faculté exorbitante d'infester une région » (1).

Cependant faut-il encore qu'il ne s'agisse que de la suppression d'un étang isolé. Si l'on est en présence de toute une région, les travaux nécessaires sont souvent très importants pour arriver à faciliter l'écoulement des eaux ; dans ces conditions, un intérêt très général s'attache à la réalisation de l'œuvre ; l'Etat lui-même doit apporter son concours à cette œuvre d'utilité générale. C'est du reste ce qui s'est produit lorsque la loi du 21 juillet 1856, suivie du règlement d'administration publique du 27 octobre 1857 a permis la licitation et le dessèchement des étangs de la région des Dombes dans le département de l'Ain ; le gouvernement a contribué pour une somme de 1.500.000 fr. aux travaux qui furent exécutés dans ce but. Depuis la loi du 25 novembre 1901, les étangs qui ont été desséchés dans le département de l'Ain pourront bien être remis en eau, mais après une autorisation donnée par arrêté du préfet de l'Ain. Cet arrêté aura dû être précédé

(1) Conseil d'Etat, 31 décembre 1869, *Lebon*, p. 1045 et 1046.

d'un avis du conseil d'hygiène du département et de l'avis favorable des conseils municipaux du lieu de l'étang.

Lors de la discussion, la question a été très controversée. Les médecins et les hygiénistes ne sont pas d'accord : les uns sont fermement opposés à la remise en eau ; les autres l'admettent mais demandent que des garanties soient exigées des concessionnaires ; ces derniers estiment que la remise en eau doit être généralisée en s'appuyant sur cette considération. Ils soutiennent que les étangs en pleine eau seront moins insalubres que les marais actuels qui, presque partout, ont remplacé les anciens étangs.

Lorsqu'il s'agit de marais, le dessèchement peut être ordonné par le gouvernement s'il le juge nécessaire ; en effet, la loi du 16 septembre 1807 lui donne à cet égard un pouvoir discrétionnaire : mais il devra s'entourer des plus grandes précautions avant de prendre un avis définitif, car l'Etat va se trouver en présence de propriétaires dont les intérêts sont opposés aux siens. Il doit nommer une commission spéciale composée de sept membres qui sera chargée de présenter des avis et les motifs du dessèchement. C'est le chef de l'Etat qui désigne ces experts parmi les notabilités de la localité qui semblent avoir le plus de compétence ; de leur côté, les propriétaires nomment une commission chargée de les représenter. Les travaux peuvent être exécutés par des concessionnaires, mais l'Etat peut aussi employer le système de la régie ou de l'entreprise. Il peut aussi faire exproprier les terrains — souvent ce sont les propriétaires qui, de leur propre chef, font ces opérations — ou bien les travaux sont donnés à des associations syndicales libres ou autorisées. Du reste, peu importe le mode employé par l'Etat, l'essentiel c'est que le marais signalé comme dangereux disparaisse. La

législation est très complète, mais c'est toujours la loi du 16 septembre 1807 qui en forme la base.

b) *Terrains humides et insalubres.* — Ici les propriétaires ont été les premiers intéressés, pour accroître la valeur de leurs biens et le rendement de leurs propriétés, à faire de nombreuses opérations de drainage dans les terrains humides. Ils ont ainsi contribué pour une bonne part à rendre les régions dans lesquelles ils habitaient plus saines et plus salubres. Presque tous ont été amenés à prendre indirectement des mesures d'assainissement ; mais cela ne suffit pas toujours, il appartient aussi à l'Etat d'intervenir. L'action de l'Etat a dû se faire sentir surtout dans les contrées qui sont peu habitées. La loi du 16 septembre 1807 prévoyait déjà dans ses articles 35, 36 et 37 les travaux entrepris à la campagne sur des terrains non habités, mais dont l'exécution pouvait avoir une réelle influence sur la santé publique.

Les terrains dont il s'agit sont ceux dans lesquels l'eau séjourne constamment ; ils sont donc très humides, parce que des obstacles naturels empêchent l'écoulement de celle-ci. Les travaux nécessaires pour assainir ces terres ne sont souvent pas considérables ; il suffit parfois de réparer des canaux existant déjà, d'effectuer le curage des cours d'eau ou d'augmenter la largeur des puits.

Avant 1865, tous les propriétaires d'une région devaient s'entendre pour obtenir l'autorisation d'entreprendre les travaux de nature à faire disparaître le danger signalé. Ils pouvaient alors se constituer en assemblée syndicale, comme le leur permettaient les décrets du 25 mars 1852 et du 13 avril 1861. Mais s'ils n'étaient pas d'accord, les travaux ne pouvaient pas s'effectuer ; c'était là une entrave sérieuse à l'assainissement de ces contrées. Ces obstacles

furent signalés à l'attention des pouvoirs publics, qui décidèrent alors de modifier cette réglementation et de substituer au régime de la nécessité d'un accord unanime, le système de la loi des incapacités. C'est ce qui a été fait par les lois du 21 juin 1865 et celles du 22 décembre 1888. Cette dernière loi, modifiant la première, mentionne notamment dans son article 1^{er}, comme pouvant être l'objet d'une association syndicale entre propriétaires intéressés : l'exécution des travaux de curage, approfondissement, redressement et régularisation de canaux et cours d'eau non navigables, ni flottables et des canaux de dessèchement et d'irrigation ; celle de ceux d'assainissement de terres humides et insalubres ; celle de ceux d'assainissement dans les villes et faubourgs, bourgs, villages et hameaux ; de même pour les travaux d'irrigation, de colmatage et de drainage. Pour tous ces travaux, le préfet pourra autoriser l'association à commencer l'entreprise dès que l'on aura obtenu l'adhésion des trois quarts des intéressés, si toutefois ces propriétaires représentent plus des deux tiers de la superficie des terrains et plus des deux tiers de l'impôt foncier afférent aux immeubles.

Ces associations ainsi autorisées ont des moyens d'action puissants ; elles sont souvent encouragées par l'Etat, le département ou la commune qui leur allouent des subventions. La loi de 1888, dans son article 7, déclare que dans le cas où l'exécution des travaux entrepris par l'association syndicale de ces propriétaires exige l'expropriation des terrains, il y sera procédé conformément aux dispositions de la loi du 3 mai 1841.

Quant à l'opération du drainage, elle est réglée par la loi du 10 juin 1854 : c'est un mode d'assainissement et d'assèchement destiné surtout à l'amélioration d'un fonds

de terre dans un intérêt privé. Cependant, comme on procède, en somme, à l'amélioration des conditions hygiéniques dans lesquelles sont placés les habitants d'une région, lorsque cette opération est générale, elle se développe sur une assez vaste échelle ; elle suffit à justifier la fondation d'une association syndicale.

III. — *Mesures de salubrité et de police sanitaire concernant les animaux et les épizooties.*

Il semble déplacé ici de parler des mesures de salubrité et de police sanitaire concernant les animaux ; cependant, on ne peut guère les passer sous silence, car s'il n'est pas douteux qu'elles ont été prises dans le but de favoriser notre industrie agricole, il n'en est pas moins vrai qu'elles ont, au point de vue de l'hygiène des populations rurales, aussi bien que des habitants de la ville, des conséquences heureuses qu'il est juste de signaler ici.

Cette réglementation touche même de très près à l'hygiène des travailleurs agricoles. On comprend, en effet, qu'il soit de toute utilité pour le cultivateur de ne pas être exposé à rencontrer dans un champ ou sur les chemins, des animaux morts de maladies contagieuses ; il importe que ceux-ci soient soigneusement enfouis : la santé de l'ouvrier le réclame.

Aussi la police sanitaire des animaux a-t-elle été soigneusement réglementée par la loi du 21 juin 1898, dans ses articles 29 à 65 ; le législateur a pris soin d'énumérer les maladies réputées contagieuses qui devront donner lieu à des précautions spéciales ; non seulement il cite la rage, la peste bovine, la péripneumonie contagieuse, le charbon, l'emphysématème, la tuberculose, la fièvre aphteuse, la morve, le farcin, le charbon, la clavelée, etc.,

mais encore, il autorise le Président de la République à étendre cette liste par un décret rendu sur le rapport du ministre de l'agriculture, après avis du comité consultatif des épizooties (art. 29 et 30).

Tout propriétaire d'un animal malade, de même que le vétérinaire appelé, doit faire une déclaration à la mairie de sa commune : en même temps l'animal est isolé des autres : puis une visite sanitaire est ordonnée, les résultats de l'enquête sont communiqués au préfet qui, par un arrêté, ordonne les mesures nécessaires : isolement des animaux, leur séquestration dans le périmètre dangereux : l'interdiction de leur circulation, la désinfection des écuries, des étables, des voitures, l'abatage des animaux et leur enfouissement sur place, à moins que le transport de l'animal ne soit pas déclaré dangereux par le vétérinaire (art. 33 à 40).

La loi prononce l'interdiction absolue d'exposer, de vendre ou de mettre en vente des animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses telles que la peste bovine, la morve, les maladies charbonneuses, le rouget, la rage. Ils doivent être détruits par un procédé chimique ou par combustion. L'enfouissement doit avoir lieu au moins à un mètre de profondeur, la peau de l'animal ayant été préalablement tailladée ; on ne livrera même pas à la consommation les animaux abattus comme ayant été en contact avec des animaux atteints de la peste bovine. En tout cas, si on permet la mise en vente après l'avis du vétérinaire sanitaire, la peau, les abatis et les issues ne peuvent être enlevés du lieu de l'abatage qu'après avoir été désinfectés dans les conditions prescrites par le règlement d'administration publique déterminant le transport, l'enfouissement ou la destruction des cadavres des animaux (art. 40 à 46).

Le gouvernement alloue une indemnité aux propriétaires des animaux abattus : mais la sanction de l'inexécution des prescriptions de la loi consiste dans la privation de l'indemnité qui sera payée seulement dans les conditions prévues par l'article 56.

CONCLUSION

Nous venons de passer successivement en revue les progrès accomplis, dans la législation des peuples civilisés, sur les questions d'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Les dernières années du XIX^e siècle auront vu s'opérer une évolution extrêmement rapide chez toutes les nations au point de vue du droit industriel. Les conflits sociaux créés par la grande industrie entre les patrons et les salariés ont amené la nécessité d'une intervention législative motivée par le péril qui menaçait la paix sociale, et les Parlements ont compris qu'ils ne pouvaient plus systématiquement s'abstenir. Bientôt les Etats sont franchement entrés dans la voie de la réglementation : nous nous sommes contentés ici d'envisager dans leur ensemble les points les plus importants de ce gros problème engendré par l'impérieux besoin d'une protection indispensable de la vie et de la sécurité de l'ouvrier, et nous pouvons parfaitement nous rendre compte du chemin parcouru et des progrès faits par cette question.

Aujourd'hui personne ne discute l'impérieux devoir de l'Etat, en présence des dangers qu'offrent tous les jours les grandes industries avec leur outillage compliqué et leurs délicats procédés de fabrication. On lui demande, au contraire, d'intervenir davantage pour essayer de conserver et de maintenir les énergies d'autant plus utiles et précieuses qu'elles semblent se renouveler moins facilement. Les gouvernements, à l'étranger comme en France, ne pour-

raient plus rester neutres ; les travailleurs sollicitent partout leur appui et les partisans du principe de la non-intervention ne se montrent plus hostiles à l'ingérence de l'Etat, mais ils se bornent seulement à lui demander de procéder sagement pour ne pas causer de préjudice à l'industrie du pays. Les intéressés eux-mêmes désirent voir généraliser des réformes dont beaucoup d'entre eux avaient eu l'initiative. Ils demandent cependant que les modifications soient imposées lentement, afin de pouvoir faire exécuter dans leurs usines les transformations nécessaires sans porter atteinte à leur situation financière ou à la marche assurée de leurs affaires.

Nous avons constaté avec plaisir les efforts faits par les pouvoirs publics et les succès obtenus par les principales écoles interventionnistes : socialisme d'Etat, socialisme chrétien, coopération, solidarisme, qui toutes s'entendent facilement sur le terrain de la protection de la santé du travailleur, mais nous devons ici rendre justice aux efforts faits par l'initiative privée à laquelle l'on doit chaque jour de nouveaux progrès.

Si la condition de l'ouvrière s'est considérablement améliorée à la fin du xix^e siècle, malgré les lacunes que nous avons signalées, il faut reconnaître, sur ce point, que les Congrès féministes internationaux de 1878, 1889, 1892, 1896 et 1900 ont heureusement appelé l'attention des pouvoirs publics sur la situation des travailleurs. Leur salaire moyen s'élève actuellement à 2 fr. 15 par jour et, non seulement la durée de leur travail a été réduite de treize à dix et même encore à neuf heures, mais encore l'hygiène des ateliers est surveillée de très près par les inspecteurs du travail. On peut même prévoir avec M. Ben-zacar, la reconstitution possible de la famille ouvrière dont

le bien-être et le confortable augmentent chaque jour en même temps que les découvertes de la science, la facilité des transports et la construction des logements à bon marché permettent aux travailleurs d'avoir une habitation plus hygiénique dans les banlieues des grandes villes (1).

Il faut même remarquer que les efforts de l'individu ne s'arrêtent pas là ; on ne se contente plus de protéger le travailleur contre la maladie ou contre les accidents ; on essaye actuellement de créer des ateliers d'ouvriers infirmes. Depuis peu, en effet, il existe à Paris et à Montreuil-sous-Bois, département de la Seine, deux ateliers uniques peut-être dans le monde entier ; les ouvriers que l'on y occupe sont tous des infirmes, enfants rachitiques, ouvriers jeunes encore qu'un accident a rendu aveugles, manchots ou boiteux, vieillards affaiblis, etc.

L'ouverture de ces ateliers a été, certes, due à une pensée généreuse, celle de venir en aide à des déshérités du sort ; mais il est utile de mentionner ici une réforme qui peut avoir, si elle parvient à se généraliser, une influence heureuse, non seulement sur la santé et la sécurité des infirmes ou des malades eux-mêmes, mais aussi sur l'hygiène des ouvriers sains et robustes qui désormais ne seront plus exposés à être en contact avec des malades parfois dangereux (2).

Tous les efforts de l'homme ne se bornent pas à cela : on connaît la lutte acharnée que les médecins et les hygiénistes poursuivent aujourd'hui contre la tuberculose. L'association des industriels de France a pensé, à son tour, qu'elle ne pouvait pas se désintéresser d'une question

(1) Benzacar, « L'ouvrière au xx^e siècle », *Questions pratiques*, 1902.

(2) Jacques Boyer, « Ateliers d'infirmes », *Le Monde moderne*, 1902, p. 507.

aussi importante, et qu'elle devait se préoccuper des ravages que la terrible maladie fait chaque année dans les ateliers et dans les usines.

Elle a donc pris soin de faire distribuer des brochures qu'elle délivre gratuitement aux industriels et dans lesquelles elle donne des conseils de nature à diminuer l'importance de cette maladie.

Les recommandations qu'elle fait sont intéressantes à mentionner à plus d'un point de vue. Les voici :

1° Elle appelle la sérieuse attention des industriels sur la nécessité de combattre énergiquement la propagation de la tuberculose parmi leur personnel d'employés et d'ouvriers ;

2° Elle les engage à substituer, toutes les fois qu'il sera possible, le nettoyage humide des ateliers au nettoyage à sec et dans tous les cas à faire effectuer autant que possible le balayage le soir après le départ des ouvriers, plutôt que le matin avant leur entrée ;

3° Elle les engage aussi à éviter dans toute la mesure possible l'action nocive des poussières professionnelles, soit en aspirant ces poussières pour les recueillir ou les détruire, soit en faisant usage de masques respiratoires lorsque ce dernier moyen sera seul possible ;

4° Elle leur conseille de faire, dans leurs ateliers et leurs bureaux l'essai de crachoirs, en recommandant au personnel de se servir de ces appareils et de ne pas cracher sur le sol ;

5° Elle leur conseille de faire à cet égard l'éducation du personnel, en lui expliquant par des avis affichés et des instructions verbales l'intérêt qui existe pour les ouvriers et leurs familles à ce que cette précaution hygiénique soit observée ;

6° Elle leur conseille enfin d'appeler l'attention de leur personnel sur les dangers de l'alcoolisme et sur sa corrélation avec la tuberculose (1).

Souvent donc, l'Etat est lui-même entraîné malgré lui : il doit savoir encourager et soutenir cette défense de l'hygiène et de la sécurité de l'ouvrier que les industriels ont prise déjà.

Sans doute, en intervenant dans la limitation et dans la réglementation du travail, en introduisant des inspecteurs dans les ateliers, en interdisant et en restreignant le travail des femmes et des enfants dans certaines industries, l'Etat a provoqué de vives réclamations. Il faut reconnaître que de nombreuses industries ont dû passer brusquement du régime du laissez faire antérieur à la réglementation étroite et minutieuse que nous avons retracée. C'est pour cela, du reste, que les inspecteurs du travail ont, pour appliquer ces différentes mesures, la faculté de rendre moins exigeants ces règlements industriels dans des cas spécifiés. Malgré certaines exceptions dont beaucoup d'industries ont bénéficié, des progrès ont été faits et des réformes se sont produites ; ils ont pu amener avec eux quelque gêne ou quelque mécontentement. Qu'importe, on s'en souviendra peu longtemps. Tous les esprits ont compris l'importance des principes mis en avant par les lois sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, et tous les industriels se sont vite habitués à les respecter.

L'application des mesures nouvellement prises a donné d'excellents résultats, les ouvriers comme les chefs d'industrie ont trouvé là de nouveaux avantages. La production n'a pas été diminuée, l'ouvrier auquel on demande

(1) *Bulletin de l'Association des industriels de France contre les accidents du travail*, année 1902, n° 14.

un effort mieux en rapport avec sa force peut travailler plus utilement ; son développement physique étant assuré il a une plus grande aptitude pour le travail. La salubrité de l'atelier protège sa santé qui reste bonne ; et même au milieu des machines, lorsqu'il se sent garanti par des appareils spéciaux son activité est plus grande ; il exécute avec plus d'attention le travail dont il est chargé.

Dans ces conditions, la généralisation des mesures d'hygiène ne pouvait pas se faire attendre : on se préoccupe déjà de l'application de cette législation aux colonies. Un décret du 21 mars 1902 étend à l'Algérie le bénéfice des dispositions concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, et les mesures spéciales de protection à l'égard des enfants, des filles mineures et des femmes. Il indique l'âge à partir duquel l'enfant peut-être employé ; la durée du travail, l'obligation du repos hebdomadaire, les précautions à prendre pour assurer la sécurité des travailleurs et leur hygiène. Ces prescriptions seront applicables dans les manufactures, dans les mines, dans les fabriques, dans les chantiers et ateliers de tous genres ; les mines et les carrières y seront soumises.

Nous espérons que les colonies françaises bénéficieront sous peu de ces sages dispositions.

Ainsi on peut se rendre compte facilement des progrès accomplis au point de vue de l'hygiène et de la sécurité dans le travail industriel ou commercial, dans le travail des mines et même dans le travail agricole.

Au point de vue du travail industriel ou commercial, on ne peut plus signaler des imperfections ou des lacunes graves, sauf quelques exceptions. La protection légale s'étend déjà à tous les ouvriers industriels sans distinc-

tion entre les ouvriers de la petite et ceux de la moyenne ou de la grande industrie ; elle s'étendra bientôt à tous les employés de commerce.

On doit espérer cependant voir diminuer la durée de la journée légale qui est encore excessive ; la loi pourrait sans inconvénient sérieux adopter pour des hommes adultes un maximum de onze heures quoique, en fait, il existe peu d'industriels qui la fassent dépasser : néanmoins, aujourd'hui les ouvriers peuvent être occupés pendant 12 heures et même plus, s'il s'agit d'exceptions fixées par les décrets de 1854, 1866, 1889, 1899, heureusement limitées, que celui plus récent du 28 mars 1902.

La santé des ouvriers et des employés réclame aussi un jour de chômage hebdomadaire : le principe est admis depuis le vote à la Chambre d'une proposition élaborée par la commission du travail qui tend à accorder un jour de repos par semaine à tous les salariés de l'industrie et du commerce (Séance du 27 mars 1902) (1).

Il faudrait aussi pouvoir interdire aux hommes le travail de nuit, comme on l'a prohibé pour les femmes et les enfants ; mais pour l'instant, si débilitant qu'il soit on ne peut que tenter de le réglementer sévèrement ; sa suppression ne sera possible qu'après une entente générale et internationale de tous les Etats.

Le travail dans les mines présente chaque jour moins de danger, grâce aux améliorations introduites et aux mesures de sûreté adoptées par les compagnies et l'on constate avec plaisir que les accidents y sont devenus assez rares. Cependant il entraîne des risques particuliers qui

(1) V. une étude de M. Brouilhet, « Pour le repos dominical », *Questions pratiques*, 1900, p. 138.

autorisent les ouvriers à demander une législation de faveur, notamment à réclamer la journée de huit heures. Il faudra leur accorder ce privilège lorsque cette fixation ne sera plus susceptible de créer dans notre industrie nationale une crise redoutable. Car le travail souterrain est pénible : chacun reconnaît aujourd'hui que l'ouvrier mineur, privé de lumière et d'air pur, exposé à l'humidité ou à la chaleur reste dans les conditions les plus anti-hygiéniques.

Quant à l'hygiène rurale, si nous lui avons consacré d'assez longs développements, c'est tout d'abord parce qu'elle a été peu étudiée, ensuite parce qu'aujourd'hui une transformation s'est faite. Elle a des nécessités spéciales et différentes des autres milieux : il faut essayer de les imposer aux intéressés par la persuasion et par l'expérience plutôt que par la force. On doit attendre aussi beaucoup de l'amélioration d'un état social qui laisse encore aujourd'hui la femme et les enfants du travailleur agricole accomplir une tâche peu en rapport avec leur force ; car la femme n'est pas préparée au rôle de manœuvre qu'elle remplit souvent et que sa constitution physique suffirait seule à faire rejeter ; pour les enfants il y a lieu de les retenir plus longtemps à l'école où ils auront d'utiles enseignements à recevoir.

Nous espérons que l'on développera aussi l'instruction générale des paysans en créant partout ces œuvres post-scolaires qui ont donné de bons résultats dans les grandes centres ouvriers ; cela est d'autant plus nécessaire à la campagne que dans des milieux ruraux s'entretiennent plus facilement des idées absurdes, des superstitions et des croyances d'un autre âge.

Enfin, on ne saurait trop faire remarquer que dans cer-

taines régions agricoles les populations ont conservé et même augmenté les habitudes d'intempérance et d'alcoolisme contre lesquelles médecins, hygiénistes et économistes se sont ligués ; il ne faut plus permettre l'ouverture de débits de boissons dans lesquels on vend de l'alcool que les jeunes gens et les femmes boivent à plein verre (Normandie, Bretagne) comme autrefois du vin doux. Si ces habitudes devaient persister encore, tous les efforts que pourrait tenter l'Etat dans le but d'augmenter l'hygiène des ouvriers agricoles resteraient inutiles et souvent du reste paralysés. Enseigner les méfaits de l'alcool, élever les droits sur les boissons alcooliques, en interdire la vente dans des lieux publics, instituer même le monopole de l'alcool, tels sont les premiers devoirs qui incombent à l'Etat, ces mesures prises, il aura fait beaucoup pour l'hygiène, et la sécurité des ouvriers agricoles et de tous les travailleurs.

Cependant les travaux agricoles restent en dehors de la protection légale, même s'il s'agit de cultures industrielles et cela est regrettable. Mais là il ne faut rien exagérer : l'esprit de la loi a été d'affranchir de la réglementation les travaux des champs seulement : ainsi, lorsque les travaux agricoles deviennent industriels par les procédés d'exécution et exposent les travailleurs aux mêmes dangers que les travaux expressément visés par la loi, il faudra les considérer comme travaux industriels (machines à battre, charrues, faucheuses à vapeur, etc.).

C'est du moins l'opinion de MM. Lagrésille, Bry et Pic. Il faut regretter que la jurisprudence ne soit pas de cet avis (1).

Enfin nous remarquons surtout, que les lois sur l'hygiène

(1) Crim. cass., 5 juin 1896, D. 97.1.8.

et la sécurité forment aujourd'hui une partie importante des Codes ouvriers possédés par la plupart des Etats de l'Europe. Sans doute, il faut reconnaître que l'évolution se fait lentement dans le sens de l'internationalisme des lois ouvrières. Cependant, il faut dire, à ce point de vue, que les questions les moins discutées, celles sur lesquelles l'accord semble devoir se faire rapidement malgré les difficultés pratiques, sont précisément celles soulevées par l'hygiène et la sécurité des travailleurs ; c'est d'elles surtout que l'on peut dire : « Depuis quelques années on voit se dessiner de grands courants législatifs qui entraînent les Parlements dans des voies convergentes. Ce mouvement n'est pas achevé, mais il s'affirme de plus en plus. » Il s'affirme, en effet, les congrès périodiques nous montrant la justesse de cette observation. L'année dernière même, au mois de septembre, l'Association internationale, pour la protection légale des travailleurs avait réuni à Cologne les représentants autorisés de l'Empire d'Allemagne, du gouvernement royal de Prusse, des gouvernements de la France, de la Belgique, de la Hongrie, de l'Italie, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, du Saint-Siège, de la Suède et de la Suisse.

Le programme du congrès comportait l'étude de deux questions très importantes au point de vue de l'hygiène industrielle puisqu'il s'agissait : 1^o de l'interdiction du travail de nuit pour les femmes ; 2^o de l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc dans les manufactures d'allumettes et du plomb (1).

(1) Pour la France les rapporteurs ont été : M. Paul Pic, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Lyon (1^{re} Question) et MM. Bérard, professeur de chimie et Leclerc de Pulligny (2^e Question), *Musée Social*, 1902, p. 337.

Les rapports très complets présentés sur la première question ont fait connaître qu'il y avait encore suffisamment d'exemples d'industries occupant des femmes pendant la nuit pour qu'il soit utile d'appeler l'attention des législateurs sur cette situation : Les représentants des puissances ont formulé le vœu suivant : « *L'état de la législation sur le travail de nuit des femmes dans la plupart des Etats ayant une grande industrie et, comme le prouvent les rapports publiés par les sections, l'influence de cette législation sur la situation de l'industrie, en général, sur celle des diverses entreprises et des ouvriers en particulier, justifient en principe l'interdiction absolue du travail de nuit des femmes.* » De plus, le comité a chargé une commission de rechercher les moyens d'introduire cette interdiction générale, et éventuellement d'examiner comment les exceptions qui existent à cette interdiction pourront être supprimées.

L'interdiction de l'emploi du phosphore blanc et des couleurs de plomb a été aussi demandée ; on a reconnu que les précautions généralement prises ne parvenaient pas à protéger suffisamment les ouvriers ; ces derniers, en effet, n'observent pas toujours les prescriptions imposées ; ils ont une certaine répugnance pour les respirateurs ; ils ne conservent leurs gants qu'avec difficulté ; ils ne se servent pas des lavabos et ils ne prennent des bains que si l'installation présente un confort élémentaire et ne leur occasionne aucune perte de temps. Aussi le congrès a-t-il pris les résolutions suivantes :

a) *Les dangers que présentent pour la santé des ouvriers la manipulation et l'emploi du phosphore blanc et du plomb étant exceptionnellement graves, il est urgent de charger une commission de rechercher les moyens propres à faire*

disparaître ces dangers et à amener par entente internationale la prohibition générale du phosphore blanc et la suppression dans la mesure du possible de l'emploi du blanc de céruse.

b) *Cette mission sera confiée à la commission chargée d'étudier la question de l'interdiction du travail de nuit des femmes.*

c) *En ce qui concerne les travaux publics le comité international fera immédiatement des démarches auprès des gouvernements et des autorités publiques pour que l'emploi de la céruse soit interdit dans les travaux que ces gouvernements et ces autorités entreprennent.*

Déjà en France, des circulaires ministérielles ont prohibé l'emploi des dangereux composés de plomb.

Comme on le voit, on s'engage sur un terrain nouveau : non seulement les législations des principaux Etats ont établi des règlements applicables dans ces Etats, mais encore elles ont compris que les progrès de l'hygiène scientifique et de la médecine pouvaient pousser les gouvernements à former une *entente générale* dans un but de défense commune contre la maladie ou les accidents dont peuvent être victimes les ouvriers et les employés.

Nous ne pouvions plus ignorer en France que l'Italie possède, depuis la loi du 22 décembre 1888 « sur la tutelle de l'hygiène et de la sécurité publique », un véritable Code sanitaire dont le décret du 9 octobre 1889 avait fixé tous les détails d'application. Nous avons pu constater les résultats obtenus par la législation anglaise, les améliorations remarquables apportées au cours de la lutte acharnée entreprise contre la tuberculose. Aujourd'hui, les peuples civilisés estiment que les expériences peuvent être plus générales et que, grâce à la diplomatie, ils pourront pres-

que tous en même temps profiter des avantages ou des découvertes acquises par les uns ou les autres.

Les conséquences des congrès internationaux comme celui tenu dernièrement à Cologne se traduiront sans doute sous peu par une législation internationale concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs ; pour l'instant, il faut se féliciter de cette évolution nouvelle destinée à augmenter les mesures de défense et de protection que les Etats ont le devoir d'assurer à toutes les classes laborieuses, en les faisant bénéficier de toutes les découvertes scientifiques dès qu'elles seront connues.

L'entente se fera peut être plus rapidement que l'on ne peut le supposer, en effet, si l'on rapproche les plus importantes législations les unes des autres, on peut se rendre compte facilement que les différences qui les séparent ne sont pas aussi nombreuses et aussi profondes qu'on le croit généralement. Sans doute en ce qui concerne les ouvriers adultes, des divergences nombreuses subsistent entre les principaux Etats : beaucoup admettent une réglementation de leur travail ; mais la plupart n'acceptent pas encore l'intervention directe du législateur. Au contraire, si l'on se place au point de vue de l'enfant, de la femme, les mesures de protection, d'hygiène et de sécurité se retrouvent plus nombreuses. On peut dire sans exagération que presque tous les Etats ont réglementé le travail de l'enfant et du jeune ouvrier ; les différences qui peuvent subsister autant sur la durée du travail que sur l'âge d'admission dans les ateliers sont *secondaires* n'empêchent point cette sollicitude des pouvoirs publics et pour les plus faibles de rapprocher les peuples ; les frontières d'un pays ne sont plus des barrières au point de vue législatif. Déjà les grands Etats comme l'Angleterre, la France, l'Allema-

gne, ont adopté des mesures de protection générales concernant le travail de la femme ; petit à petit, le nombre des interventions s'accroît sous l'influence des conférences et des congrès dans lesquels on apprend à connaître les résultats acquis dans les pays voisins. Enfin, on ne s'est pas arrêté dans cette voie ; après les ouvriers de l'industrie, on a voulu protéger les employés de commerce en même temps que l'on pénétrait chez les ouvriers travaillant à domicile, forçant ainsi l'inviolabilité d'un domicile qui présente tous les inconvénients de l'atelier.

En France, si notre législation industrielle n'est pas, dans son ensemble, une législation d'avant-garde, elle a déjà mérité ce titre à beaucoup d'égards. Il ne nous est donc plus permis aujourd'hui de méconnaître ou de négliger l'hygiène collective et sociale ; l'intervention de l'Etat aura bientôt fait disparaître le plus grand nombre des causes de maladie ou de mort accidentelle dont les ouvriers sont trop souvent victimes. L'individualisme imprévoyant et l'égoïsme inintelligent ont enfin fait place à une profonde solidarité sanitaire : il est heureux que les travailleurs aient été les premiers à en bénéficier.

Vu :

Lyon, le 10 janvier 1903.

Le Doyen de la faculté,

E. CAILLEMER.

Vu :

Lyon, le 6 janvier 1903.

Le Président de la thèse,

P. PIC.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 10 janvier 1903.

*Le Recteur de l'Académie, Président
du Conseil de l'Université,*
GABRIEL COMPAYRÉ.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	VII
PROLÉGOMÈNES.	
Importance de l'hygiène et utilité de l'établissement de mesures générales englobant dans leur protection tous les individus et toutes les administrations du pays.	1
Division de cette étude.	49

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — Evolution historique de la ré- glementation du travail au point de vue de l'hygiène et de la sécurité de l'ouvrier.	49
--	----

SECTION I. — <i>Antiquité</i>	21
SECTION II. — <i>Epoque féodale et période monarchique</i>	31
SECTION III. — <i>Epoque moderne</i>	38

CHAPITRE II. — Légitimité de l'intervention de l'Etat.	46
---	----

SECTION I. — <i>Objections faites à cette intervention. Ré- futation.</i>	46
SECTION II. — <i>Pourquoi l'Etat doit intervenir.</i>	55
SECTION III. — <i>Justification de l'intervention de l'Etat au point de vue spécial de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.</i>	59

CHAPITRE III. — L'hygiène et la sécurité des ouvriers dans les législations étrangères	72
---	----

Allemagne.	72
Angleterre	83
Autriche-Hongrie.	88
Belgique	91

Italie	99
Suisse	104
Autres Etats. Espagne, Danemark, Suède, Norvège, Etats-Unis, Russie, etc	107

DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDE DE LA Législation Positive Française.

1 ^o Organisation sanitaire générale en France	111
<i>L'administration centrale.</i> Directeur de l'assistance et de l'hygiène publique; inspecteur général des servi- ces sanitaires; comité consultatif d'hygiène publi- que de France; comité de direction des services de l'hygiène	112
<i>Organisation locale sanitaire.</i> Conseils d'hygiène dé- partementaux. Les médecins des épidémies. Bureau d'hygiène. Pouvoirs du maire. Pouvoirs du préfet.	115
2 ^o Institutions destinées à assurer aux travailleurs l'éta- blissement des mesures d'hygiène et de sécurité. Le conseil supérieur du travail. L'office du travail. Commissions supérieures et commissions départe- mentales. Commission consultative d'hygiène in- dustrielle	123

CHAPITRE PREMIER. — Industries manufacturières. . . 129

SECTION I. — <i>La grande industrie et les conditions matériel- les de l'existence des ouvriers.</i> Habitation. Loi du 13 avril 1850. Loi du 30 novembre 1894 sur les logements à bon marché. Loi des 15 et 19 février 1902.	129
Alimentation des ouvriers	140

SECTION II. — *Hygiène et sécurité des travailleurs dans les
industries manufacturières* 143

Les progrès de la législation sanitaire industrielle. Etablissements soumis. Personnel protégé	153
---	-----

A. *Installation hygiénique des ateliers.* — Aménagement.
Balayage. Lavage. Blanchiment. Désinfection. Ven-

tilation. Construction de cabinets d'aisances en nombre suffisant	158
Aération, évacuation des poussières, gaz, buées, vapeurs	165
Interdiction de prendre les repas dans les ateliers.	165
B. Mesures concernant la sécurité des travailleurs. . . .	168
<i>a. Réglementation générale.</i>	168
1° Installation des machines et des moteurs dans des chambres spéciales.	170
2° Dispositifs de protection adaptés aux machines . .	171
3° Appareils de mise en marche et d'arrêt des machines	174
4° Précautions générales contre les incendies, les explosions	175
<i>b. Mesures concernant le travail des femmes et des enfants.</i>	178
1° Enfants et filles du moins de 16 ans	181
2° Enfants au-dessous de 18 ans, filles mineures et femmes	183
3° Interdiction du travail de nuit	184
4° Les poids lourds et les ouvriers des deux sexes âgés de moins de 18 ans	186
<i>c. Mesures de protection contenues dans les tableaux annexés au décret du 13 mai 1893</i>	187
Tableau A, Tableau B, Tableau C.	188
<i>d. Les femmes employées de magasin et la loi du 31 décembre 1900</i>	209
SECTION III. — Sanction des dispositions légales relatives à l'hygiène et à la sécurité des ouvriers . .	212
<i>A. Mesures préventives.</i>	
1° Détermination exacte de l'âge des jeunes ouvriers .	212
2° Affichage des règlements dans les ateliers	214
3° Surveillance par des inspecteurs du travail. Organisation de l'inspection. Recrutement des inspecteurs par voie de concours. Pouvoirs et Devoirs des Inspecteurs. Mise en demeure des chefs d'industrie. .	215
4° Organisation de commissions spéciales : commission supérieure, commission départementale. Comité de patronage	222

B. *Mesures répressives.*

1 ^o Tribunaux compétents et pénalités applicables . . .	224
2 ^o Récidive	226
3 ^o Affichage et insertion du jugement	227

SECTION IV. — *Résultats de cette législation.*

1 ^o <i>L'œuvre des inspecteurs du travail</i> , lois de 1893 et 1900. Observation générale des règlements établis.	228
2 ^o <i>Lacunes de notre législation.</i> Les exceptions aux principes de l'interdiction du travail de nuit sont difficiles à justifier. L'Etat ne protège pas les femmes enceintes ou accouchées, qui n'ont pour elles que les Refuges ouvroirs, les Mutualités maternelles et les Sociétés de charité	233
3 ^o <i>Nécessité d'étendre la loi du 13 juin 1893.</i>	237
a. Aux ouvriers employés dans les industries de l'alimentation.	237
b. Aux employés de magasin. Projet de loi.	243

CHAPITRE II. — **Industries des mines minières et carrières.** 246

Importances de ces exploitations. Aperçu historique de l'intervention de l'Etat. Raisons de cette intervention . . .	246
--	-----

SECTION I. — <i>Mesures de police.</i> — Ouvriers mineurs. Maîtres mineurs. Personnes étrangères à l'exploitation. Conditions imposées aux exploitants : autorisation préalable, en cas d'entreprise de travaux.	250
--	-----

Rôle des ingénieurs des mines dans l'exécution de ces mesures.	253
--	-----

Visites. Rapports. Procès-verbaux. Cas dans lesquels ils peuvent prendre eux-mêmes des décisions urgentes . .	254
---	-----

SECTION II. — <i>Protection de l'ouvrier mineur.</i>	251
--	-----

1 ^o Travail des femmes et des enfants dans les mines.	255
2 ^o Limitation des heures de travail dans les mines. . .	257
3 ^o Les accidents du travail dans les mines. Institution de nombreuses mesures préventives. Sanction. .	259
4 ^o Institution de délégués à la sécurité des ouvriers mineurs	262

<i>a.</i> But de la loi. Augmentation des garanties assurées aux ouvriers mineurs. Les délégués sont élus.	362
<i>b.</i> Fonctions des délégués. Ils sont chargés de surveiller et de contrôler. Visite des travaux souterrains. Constatation des conditions dans lesquelles les accidents ont eu lieu. Obligation pour les délégués d'accorder leur concours aux ingénieurs et contrôleurs des mines dans leurs tournées d'inspection. Sanction.	265
<i>c.</i> Résultats de la surveillance des délégués. Supériorité de la loi française sur la loi anglaise. . . .	270
SECTION III. — <i>Sanction des infractions aux lois et règlements sur les mines.</i>	274
1° Constatation et poursuite des infractions : 1° par tous les officiers de police judiciaire ; 2° par des agents spéciaux à compétence limitée. Différences et ressemblances entre les procès-verbaux de ces deux catégories de fonctionnaires	275
2° Pénalités applicables.	277
SECTION IV. — <i>Droit comparé.</i>	278
CHAPITRE III. — Industrie agricole.	282
SECTION I. — <i>Le milieu agricole. Territoire et population.</i>	282
SECTION II. — <i>Etude de la condition matérielle des populations agricoles.</i>	288
1° Habitations agricoles. Leur division en trois groupes au point de vue de l'hygiène	289
2° Le vêtement	304
3° L'alimentation	306
SECTION III. — <i>Absence de réglementation du travail des ouvriers agricoles au point de vue de l'hygiène et de la sécurité.</i>	308
1° Les ouvriers adultes.	310
2° Les femmes.	312
3° Les enfants	313

SECTION IV. — <i>Dispositions légales susceptibles d'améliorer et d'assurer indirectement l'hygiène et la sécurité des ouvriers agricoles</i>		318
1 ^o	Mesures se rattachant à la sécurité.	318
2 ^o	Mesures se rattachant à la salubrité.	320
	a) Assainissement des lieux habités.	221
	b) Assainissement des étangs et des terrains insalubres .	322
3 ^o	Mesures de salubrité et de police sanitaire concernant les animaux et les épizooties	228
CONCLUSION		331

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
